

rhm مجلة التاريخ المتوسطي
REVUE D'HISTOIRE MÉDITERRANÉENNE

ISSN 2716 - 764X | E-ISSN 2716-7747

Revue d'histoire méditerranéenne مجلة التاريخ المتوسطي

Revue académique internationale semestrielle.
Editée par l'université de Béjaïa.



Numéro 02 Juin 2020



UNIVERSITÉ ABDERRAHMANE MIRA - BEJAIA
FACULTÉ DES SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES

rhm مجلة التاريخ المتوسطي
REVUE D'HISTOIRE MÉDITERRANÉENNE

Revue académique internationale semestrielle.

Éditée par l'université de Bejaia

ISSN : 2716 – 764X

E- ISSN : 2716 - 7747

Dépôt légal : décembre 2019

URL: www.univ-bejaia.dz/rhm

Numéro 02, Juin 2020.

Comité administratif

Le directeur de la Revue : Dr. AIT MEDDOUR Mahmoud

Le Rédacteur en chef : Pr. OUATMANI Settar.

Comité scientifique.

- ABBACI Madjid (U. de Bejaia).
- AILLET Cyrille (U. Lumière, Lyon 2).
- AISSANI Djamil (U. de Bejaia)
- AIT HABOUCHE Hamid (U. d'Oran).
- AIT MEDDOUR Mahmoud (U. de Bejaia).
- AJGOU Ali (U. de Batna).
- ALALI Mahmoud (U. de Laghouat).
- AOUARIB Lakhdar (U. de Ouargla).
- BAIZIG M. Salah (U. de Tunis).
- BAKA Rachid (U. de Batna).
- BALA Sadek (U. de Bejaia).
- BENAMAR Hamadadou (U.Oran 1)
- BEN HADJ Miloud (U. de Djelfa).
- BOUAZZA Boudersaia (U. d'Alger2)
- BOUMEGOURA Naim (U. de Bejaia).
- CHAFOU Redhouane (U. d'El Oued).
- CHAIB Kedadra (U. de Guelma).
- CHEMOUNE Arezki (U. de Bejaia).
- CHOUITAME Arezki (U. d'Alger 2)
- FARADJI M. Akli (U. de Bejaia).
- GUELIANE Nora (EHSS, Paris)
- GUEN Mohammed (U. de Djelfa).
- GUENFISSI Hayette (U. de Bejaia).
- HADIAIWASH Huda (U. de Baghdad).
- HALAILI Hanifi (U. de S. Bel Abbés).
- HAMMOUME Khaled (U. de Sétif 2).
- HANAFI Aicha (U. d'Alger 2)
- IKHERBANE M. Akli (U. de T.Ouzou).
- JADLA Brahim (U. Menouba, Tunis).
- KACIMI Zine dine (U. de Bouira)
- KAOUANE Fares (U. de Sétif 2)
- KERKAR Abdelkader (U. d'El Oued)
- KHALDI Messaoud (U. de Guelma).
- KHALFI Djamilia (U. Khemis Melliana)
- KOUICEM Mohamed (U. de Skikda).
- MAKHLOUFI Abdelouhab (U. de Batna)
- MANSOURIA Achour (U. de Batna 1)
- MEGROUS née MEHENDEL Djahida (Université d'Alger 2).
- MERAH Aissa (U. de Bejaia).
- MOUSSAOUI Fella (U. d'Alger 2).
- NAILI Abdelkader (U. de Djelfa)
- OUATMANI Settar (U. de Bejaia)
- OULARBI Houria (ABDENEBI) (Université de Tizi-Ouzou)
- REMILI Nedjma Née SERRADJ (Université d'Alger 2).
- SAIDI Meziane (ENS de Bouzaréah, Alger)
- SALEM Merouane (U. de Diyala, Irak).
- SALHI Kamel (U. de Tizi-Ouzou)
- SALHI Mezhoura (U. de Tizi-Ouzou)
- SIDALI AHMED Messaoud (U. de M'sila).
- SOUALMIA Abderahmane (U. de Bejaia).
- TIDJET Mustapha (U. de Bejaia).
- TLEMCANI Ben Youcef (U. de Blida).
- TOUAHRI Hakima, (U. d'Alger 2)
- TOUMI Rafika (U. d'Alger 2).
- VALERIAN Dominique (U. de Paris 1 Panthéon – Sorbonne).
- WSHEH Gasan (Université islamique de Ghaza, Palestine).
- ZERKOUK Mohamed (U. Khemis Melliana).

Vérification et correction des textes.

TIDJET Mustapha (Langue amazigh).
CHEMOUNE Arezki (Langue arabe).
ABBACI Madjid (Langue française).
BOUCHER Boubkeur (Langue anglaise).

Comité de rédaction

Mr. Farid ASSIAKH, F. BAHLOUL, Dr. Mahmoud BENNACER, Dr. Mahrez BOUICH, Mme. Zahia BENNABI, Mr. Hanafi CHEURFA, Mr. Zerouk DJIDJIK, Dr. Smail IDIR, Mr. Abdelouhab KINZI, Mme. Zineb KHETAB, Mme. Sabrina MAZRI, Mme Fouzia YAHIAOUI, Mr. Nourdine ZERKAOUI.

Secrétariat de la revue :

Mme. BOUZENA Soraya, ingénieur d'état en informatique.

Correspondances :

Toutes vos correspondances et suggestions doivent être adressées par courrier électronique à l'adresse de la Revue :

Revue.hm@gmail.com

Présentation de la Revue :

La Revue d'Histoire Méditerranéenne est une revue académique internationale semestrielle éditée par la faculté des sciences humaines et sociales de l'université de Bejaia. Si ce titre annonce un penchant pour les études relatives à l'histoire des pays des rives Sud, Nord et Est de la Méditerranée, une région considérée comme bastion de la civilisation humaine et contrée influente dans le monde depuis la préhistoire jusqu'à la période contemporaine, il est clair que les portes seront ouvertes pour toutes les contributions historiques traitant le passé de tous les états du monde sous leurs différents aspects : la société dans toutes ses dimensions, l'agriculture, l'industrie, le commerce, la politique, la culture, les coutumes et traditions etc.

La Revue s'est dotée d'un comité scientifique international pour l'évaluation de tous les travaux qui lui sont soumis. Il s'agit d'une évaluation anonyme effectuée par deux lecteurs extérieurs au comité de rédaction de la revue. Ces procédures d'évaluation sont conformes aux standards internationaux.

- **Les idées exprimées dans tous les articles n'engagent que leurs propres auteurs.**
- **Les langues de publication** : Les articles sont acceptés dans 04 langues : Tamazight, Arabe, Français et Anglais.
- **La Revue d'Histoire Méditerranéenne est téléchargeable intégralement et sans restriction en format PDF sur le site de l'université de Bejaia.**

Les règles de publication :

Dans le cadre de la soumission des articles, l'équipe de rédaction de la revue demande aux auteurs de rédiger en se conformant strictement aux règles de présentation suivantes :

1. **L'originalité** : Un article soumis à la publication doit respecter le principe d'originalité, justifier sa contribution au développement des connaissances scientifiques.
2. **Le volume de l'article** : Les auteurs respecteront le volume de 10 à 15 pages. Le volume commandé s'entend notes, bibliographie et illustrations comprises. Le comité de rédaction de la revue se réserve le droit de refuser un article ne respectant pas ce volume.
3. **La première page** est une page de titre et métadonnées qui doit contenir les informations suivantes :
 - a. Nom et prénom du ou des auteurs, fonction et grade, adresse postale de leur institution de rattachement, adresse électronique, adresse postale et numéro de téléphone personnel.
 - b. Le titre de l'article et sa traduction dans une autre langue.
 - c. Un résumé dans la langue de l'article et un autre dans une autre langue (chaque résumé doit contenir entre 150 et 200 mots).
 - d. Des mots-clés d'indexation en deux langues.
4. **L'introduction** : Elle doit contenir entre autres, les éléments suivants : Présentation du sujet et de son importance, la problématique de recherche, présentation des études antérieures et une description de l'approche théorique utilisée.
5. **La conclusion** : Elle doit être une synthèse des résultats et proposer des pistes de recherches futures.

6. **La police d'écriture** : La police en caractères latins est Times New Roman taille 12 pour le corps de texte et 10 pour les notes. La police d'écriture arabe est Traditionnel Arabic taille 16 pour le corps de texte et 12 pour les notes.
7. **Interlignes** : 1,5
8. **Les marges** d'une page sont 2cm de chaque côté.
9. **Notes de bas de page** : Les notes sont présentées en numérotation continue en bas de page et limitées aux choses essentielles (éclaircissements ou des articles de presse seulement, car les références bibliographiques sont mises en intra-texte). L'appel de note doit être accolé au mot précédent et non à un signe de ponctuation.
Ex. doit être accolé¹. Non pas : doit être accolé.¹
10. **Les références bibliographiques** sont intégrées dans le corps du texte comme suit : (Nom, l'année d'édition : p). Ex : (ADJAOUD, 2012 :57). Quand au renvoi aux documents d'histoire de type source, ils sont présentés comme suit : (le nom, le premier mot du titre ou le 2^e si le premier n'est pas significatif : p.) ex : (Ibn Kheldoun, *El Ibar* : 50).
11. **Normes de ponctuation** : les signes simples ou triples (**le point, la virgule et les trois points de suspension**) doivent être collés au mot précédent, les signes doubles (**deux points, point virgule, point d'interrogation et point d'exclamation**) sont séparés du mot précédent par un espace insécable.
12. **Citations, utilisation des guillemets et italiques** : Les citations sont toujours entre guillemets français « ... » et en caractères romains. Lorsque leur longueur excède 03 lignes, il convient de les individualiser en créant un paragraphe distinct, en retrait (1 cm à droite et à gauche), dans un corps de lettre inférieur au reste de texte (11 pour les textes en latin et 14 pour les textes en arabe).

Exemple :

La mort de l'administrateur Dupuy de Guentis, poste reculé entre les Nememchas et les Aurès, le bouleversa.

« Ah ! jurons de tout faire, déclare Jacques Soustelle devant le cercueil de l'administrateur à Tébessa, oraison funèbre, sans rien ménager, pour venger ceux qu'on nous a pris et pour que se poursuive, en dépit de tout, l'œuvre française pour laquelle ils ont donné leur vie ».

13. **Utilisation des caractères italiques** : Les caractères italiques sont utilisés uniquement pour les termes étrangers. Lorsque ces termes sont d'usage courant (s'ils figurent dans le dictionnaire), on utilisera les caractères romains.
14. **Bibliographie** : Les références bibliographiques sont regroupées en fin de l'article par ordre alphabétique, et pour un même auteur, par ordre chronologique de parution. **Les titres d'ouvrages et les noms des revues sont écrits en italique, mais les titres d'articles sont écrits en romain.**

On sépare les références en groupes distincts :

- Les archives.
- Les sources.
- Les études (livres et articles).
- La presse (les journaux).
- Les instruments de recherche (Dictionnaires et encyclopédies)

La règle utilisée est **APA** (Pour plus de détails, téléchargez un fichier sur les règles de la norme **APA** sur le site de la Revue : www.univ-bejaia.dz/rhm ou contactez nous par e-mail : revue.hm@gmail.com pour vous envoyer le fichier.

Exemples :

- **Les archives :** on doit citer le nom de l'établissement ou du centre d'archives en abréviation. Le code ou le numéro de la boîte. Le non du dossier. Le nom de sous dossier. Le titre du document.
Ex. AOM. 1K5/2. Préfecture d'Alger. Cabinet de préfet d'Alger (1858-1962). Grèves de la période du Front populaire (1936-1938). Courriers. Extrait de registre des délibérations du conseil municipal de la commune d'Ouled Fayet en date de 18 Juillet 1936.
- **Les références bibliographiques des sources anciennes :**
Nous écrivons les NOMS de l'auteur source en majuscule et le nom de l'éditeur ou directeur ou traducteur en minuscule suivi de la mention (éd.) pour l'éditeur ou (dir.) pour le directeur ou (trad.) pour le traducteur.
AL-YAQŪBI, G. Wiet (trad.). (1937). *Les Pays (Mu'gam al-Buldān)*. Le Caire : Institut français d'archéologie orientale.
- **Pour les ouvrages à auteur unique, on l'écrit de la façon suivante :**
TEGUIA, M. (1988). *L'Algérie en guerre*. (2^e éd.). Alger : O.P.U.
- **Pour les ouvrages électroniques à auteur unique :** c'est le même avec un ouvrage imprimé et on ajoute le lien à la fin.
Mercier, E. (1868). *Histoire de l'Afrique septentrionale (la Berbérie) depuis les temps les plus reculés jusqu'à la conquête française en 1830*. Paris : Ernest Leroux Editeur. <https://www.algerie-ancienne.com/livres/histoire/histoire2.htm>.
- **Pour les ouvrages à auteur unique traduits :** On ajoute le nom du traducteur après le titre et on ajoute la date de la publication originale à la fin.
- **Pour les ouvrages à auteur unique et à plusieurs volumes :**
Mercier, E. (1868). *Histoire de l'Afrique septentrionale (la Berbérie) depuis les temps les plus reculés jusqu'à la conquête française en 1830*. (Vol.2). Paris : Ernest Leroux Editeur.
- **Pour les ouvrages à plusieurs auteurs :**
CHIAUZI, G. (1991). *Maghreb médiéval. L'apogée de la civilisation islamique dans l'Occident arabe*. Aix-en-Provence : Edisud.
- **Pour les articles imprimés :**
Nom, P. (année). Titre de l'article. Titre de la revue, n° du volume (numéro du fascicule), pagination.
Dans le cas où la revue ne présente pas de fascicule, le numéro prendra sa place en italique.
AGERON, Ch. R. (1977). Instituteurs algériens (1883-1939). *Annales*, 32(4), 717-720.
- **Pour les articles électroniques :** la différence avec l'imprimé c'est l'ajout d'une zone de DOI ou d'URL.

EMERIT, M. (1962). Enquête sur le niveau de vie des populations rurales de la conquête jusqu'en 1919 : Essai d'histoire économique et sociale. *Annales*, 17(6), 1214-1219. http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/ahess_0395-2649_1962_num_17_6_420936_t1_1214_0000_2>.

- **Pour un chapitre d'un ouvrage collectif :**

Nom, P. (année). Titre du chapitre. Dans P. Nom du ou des éditeurs scientifiques de l'ouvrage collectif (Ed.), Titre de l'ouvrage (pp.). Lieu : éditeur.

Cungi, C. (2006). L'alliance thérapeutique. Dans O. Fontaine & P. Fontaine (Ed.), Guide clinique de thérapie comportementale et cognitive (pp. 395-447).

Paris : Retz.

- **Actes de colloque ou de congrès :** S'ils sont publiés, on applique les mêmes règles avec celles d'un chapitre dans un ouvrage.

Ouatmani, S. (2019). Les syndicats français et la Révolution algérienne : L'exemple de la C.G.T et de la C.F.T.C. Dans M. Ait Meddour (dir.), Le mouvement syndical en Algérie durant la période coloniale. (pp. 7-13). Bejaia : faculté des sciences humaines et sociales de l'université de Bejaia.

- **Mémoires et thèses :** comme un ouvrage, mais en ajoute la mention (mémoire ou thèse).

Nom, P. (année). Titre (Mémoire). Université, Ville.

MARSEILLE, J. (1984). Empire coloniale et capitalisme français (Thèse de Doctorat d'Etat). Université de Paris I.

Envoi et correspondances : Les textes doivent être envoyés sous format Word à l'adresse de la revue : revue.hm@gmail.com

التعريف بالمجلة :

مجلة تاريخ البحر المتوسط هي مجلة أكاديمية دولية محكمة تصدرها كلية العلوم الإنسانية والاجتماعية بجامعة بجاية مرتين في السنة. إذا كان يبدو على العنوان الميل إلى الدراسات المتعلقة بتاريخ دول جنوب وشمال وشرق البحر الأبيض المتوسط التي كانت وما تزال معقلاً للحضارة الإنسانية والأكثر تأثيراً في العالم منذ ما قبل التاريخ إلى الفترة المعاصرة ، لكن من الواضح أنه سيتم فتح الأبواب لجميع المساهمات التاريخية التي تتناول ماضي جميع دول العالم في مختلف المجالات كلزراعة والصناعة والتجارة والسياسة والثقافة وتخطيط المدن والعادات والتقاليد إلخ.

جميع المقالات التي تستقبلها المجلة تخضع إلى تحكيم ثنائي من لجنة قراءة دولية مستقلة عن هيئة التحرير، مع إخفاء هويات كل من صاحب المقال والمحكمين.

لغات النشر: يتم قبول المقالات في 04 لغات: الأمازيغية والعربية والفرنسية والإنجليزية.

يمكن تنزيل أعداد المجلة كاملة أو كل مقالاتها بدون قيود بصيغة PDF من موقع المجلة.

قواعد النشر في المجلة:

1. الأصالة: ضرورة تميز المقالات المرسلة للمجلة بالأصالة والجدية والموضوعية والإثراء المعرفي، وأن لا تكون قد نشرت من قبل.
2. حجم المقالة: يجب على المؤلفين تقديم مقالاتهم في حجم يتراوح بين 10 و 15 صفحة، والذي يشمل كل أجزاء المقال من ملخصات وبيبلوغرافيا وملاحق .
3. الصفحة الأولى: يجب أن تتضمن الصفحة الأولى من المقالة ما يلي:
 - أ. البيانات الوصفية الآتية: إسم ولقب المؤلف (أو المؤلفين)، الوظيفة والرتبة العلمية، جامعة أو مؤسسة الانتماء، العنوان البريدي والبريد الإلكتروني وهاتف المؤلف.
 - ب. عنوان المقالة وترجمته إلى لغة أخرى.
 - ج. ملخص المقال وترجمته إلى لغة أخرى (يجب أن يتراوح عدد كلمات كل ملخص ما بين 150 و200 كلمة).
 - د. الكلمات المفتاحية باللغتين.

4. المقدمة: يجب أن تتضمن التعريف بالموضوع وأهميته، طرح الإشكالية، تقديم الدراسات السابقة وكذلك المنهجية المتبعة في المعالجة.
5. الخاتمة: يجب أن تتضمن حوصلة للنتائج المتوصل إليها وأن تفتح آفاق لدراسات جديدة.
6. الخط: الخط بالأحرف اللاتينية هو Times New Roman 12 للنص الأساسي و 10 للملاحظات. الخط العربي هو Traditionnel Arabic 16 للنص الأساسي و 12 للهوامش.
7. المسافة بين الأسطر: 1,5
8. هوامش الصفحة: 2 سم من كل الجوانب.
9. هوامش أسفل الصفحات: تتضمن هوامش أسفل الصفحة الملاحظات و التوضيحات والمقالات الصحفية فقط ويجب أن تكون بترقيم مستمر ويقتصر على الأمور الأساسية.
10. الإحالة إلى المراجع: يتم الإحالة إلى المراجع في متن النص على النحو الآتي: (اللقب، سنة النشر: ص) مثال: (قنان، 1995: 54). أما الوثائق القديمة من نوع المصادر فيكتب بالإضافة إلى اللقب، الكلمة الأولى من العنوان أو الثانية إذا كانت الأولى غير معبرة. مثال (ابن خلدون، العبر: 50).
11. معايير وضع علامات الترقيم: العلامات المفردة أو الثلاثية (النقطة والفاصلة ونقاط الحذف) يجب إصاقها بالكلمة السابقة وفصلها عن الكلمة اللاحقة، أما العلامات المزدوجة (النقطة الفاصلة، النقطتين، علامة الاستفهام وعلامة التعجب) فتكون مفصولة عن الكلمة السابقة واللاحقة.
12. الفقرات المقتبسة: توضع الفقرات المقتبسة بين مزدوجتين فرنسيتين « .. » بالكتابة العادية (ليس المائلة). وعندما يتجاوز طول الفقرة المقتبسة 03 أسطر، يتم إنشاء فقرة فردية منفصلة عن باقي النص مع إضافة 1 سم كهوامش من اليمين ومن اليسار وبحجم أقل من باقي النص. (11 للاتينية و 14 للعربية).

مثال:

وفي هذا الشأن يقول رضا مالك إن تعيين بن خده في الرئاسة رغم كل شيء لقي ترحيبا باعتباره حدثا واعدة إذ إن التشكيل الجديد يتمتع بفعالية جديدة وبطابع أكثر ثورية قائم على الواقعية والحزم . كما قال بن

خدة:

« ورثت عن فرحات عباس النزاع الذي كان مع الحكومة المؤقتة للجمهورية الجزائرية، وتعد حادثة إسقاط الطائرة الفرنسية وأسر الطيار الفرنسي أحد الأسباب التي أدت إلى انفجار الأزمة بين الحكومة المؤقتة وهيئة الأركان العامة، حيث قدم أعضاء هيئة الأركان العامة استقالتهم، وقد قبلت الحكومة المؤقتة... »

13. إستخدام الأحرف المائلة: يستخدم نمط الأحرف المائلة (*Italique*) فقط في حالة استعمال مصطلحات أجنبية عن لغة المقال. عندما تكون الكلمات شائعة الاستعمال (موجودة في قاموس لغة الكتابة)، نستعمل نمط الكتابة العادي (الكتابة الرومانية).

الببليوغرافيا: يتم اعتماد الترتيب الأبجدي لألقاب المؤلفين. وفي حالة وجود أكثر من مرجع لمؤلف واحد، يتم الترتيب حسب تاريخ النشر. تكتب عناوين الكتب والمجلات فقط بالأحرف المائلة، أما عناوين المقالات فتكتب بالأحرف الرومانية العادية.

14. توضع في آخر المقال وترتب على النحو الآتي:

- جزء مخصص للأرشيف.
 - جزء مخصص للمصادر (كتب ومقالات).
 - جزء مخصص للمراجع (كتب ومقالات)
 - جزء مخصص للصحافة.
 - جزء مخصص لأدوات البحث (القواميس والموسوعات).
- يجب إتباع طريقة **APA** في وضع القائمة الببليوغرافية. (للمزيد من التفاصيل، يجب تحميل ملف حول معيار **APA** في موقع المجلة: www.univ-bejaia.dz/rhm أو الاتصال بالبريد الإلكتروني للمجلة للحصول عليه: revue.hm@gmail.com)
- بالإمكان الاطلاع على بعض الأمثلة التوضيحية في الجزء الفرنسي.

Revue d'Histoire Méditerranéenne.

N° 02, juin 2020.

Sommaires des articles en français.

N°	Titre de l'article.	Nom d'auteur.	Pages
01	Témoignage de guerre. Le lieutenant ZIOUAL Allaoua, un officier de la lignée du colonel Amirouche.	Mr. ATTOUMI Djoudi. Ancien officier de l'ALN et écrivain.	13 - 29
02	L'occupation d'Oran par les Espagnols en 1509.	Pr. CHOITEM Arezki Université d'Alger 2.	30 - 59
03	Béjaïa avant Béjaïa. De la cité romaine de Saldae à la fondation hammadide d'al-Nāširiyya (III ^e /IX ^e -v ^e /XI ^e siècles)	Dr. MONTEL Aurélien Université Lumière-Lyon 2	60 - 72
04	Le 'orf de la construction à Aylan: Définition et sources.	Dr. GUELIANE Nora EHSS de Paris.	73 - 95
05	Le portrait du Monarque en Tunisie au 18^esiècle : Les cas de Hussein ben Ali et Ali Pacha.	Dr. SOUDANI Abdelkader Faculté de lettres de Sfax, Tunisie.	96 - 105
06	L'établissement du couvent de l'ordre de la Visitation à Condrieu et son développement au XVII^e siècle.	Mr. Mongrain, Pierre-Louis. Doctorant en Sc. des religions. Université Laval, Canada.	106 – 119
07	À rebours de l'État ? Le gouvernement urbain à Montpellier au XVIII^e siècle : Formes de police, citoyenneté et responsabilité politique.	Dr. VIDONI Nicolas Université Paul Valéry-Montpellier 3Laboratoire CRISES (EA 4424), France	120 - 132
08	La crise de Suez en 1956 Un révélateur des erreurs géostratégiques françaises en Méditerranée orientale.	Mr. Mazauric Rémi Doctorant à l'Université de Paris I, Panthéon-Sorbonne.	133 - 146

Les articles en langue arabe

الرقم	عنوان المقالة	اسم المؤلف	الصفحات
09	الولاية الرابعة بين "سلم الشجعان" وانتفاضة 11 ديسمبر 1960	أ.د. سيد علي أحمد مسعود جامعة محمد بوضياف، المسيلة.	163 - 148
10	السلطة و المال عند ابن خلدون: السلطة الحفصية نموذجاً.	أ.د. بعيزيق صالح جامعة تونس - كلية العلوم الإنسانية و الاجتماعية.	178 - 164
11	المغرب والثورة الجزائرية خلال مرحلة المفاوضات. من المطامح الترابية إلى حرب الرمال 1963/1961.	أ.د. مقلاتي عبد الله. جامعة محمد بوضياف، المسيلة أ. مراح هادي. جامعة محمد لمين دباغين سطيف 2	199 - 179
12	تحولات المجتمع الريفي بالحضنة خلال الاحتلال الفرنسي (1863-1954)	الأستاذ الدكتور كمال بيرم. جامعة محمد بوضياف، المسيلة.	213 - 200
13	من مظاهر المثاقفة اللغوية في الجزائر العثمانية: لغة الفرانكا أنموذجاً.	د. فارس كعوان جامعة محمد لمين دباغين سطيف	228 - 214
14	زيارة الملك محمد الخامس إلى مدينة طنجة سنة 1947 في الصحف المصرية	الدكتور بوفروك فاتح. قسم التاريخ. جامعة عنابة.	240 - 229

Témoignage de guerre.

Le lieutenant ZIOUAL Allaoua, un officier de la lignée du colonel Amirouche.

الملازم زيوال علاوة، ضابط من طينة العقيد عميروش.

Mr. ATTOUMI Djoudi.

Ancien officier de l'ALN et écrivain.

Le résumé : Zioual Allaoua est né en 1920 par jugement à Djaafra, dans la région de Bordj Bou Arreridj. Engagé au sein de l'ALN en juin 1955, il est doté de plusieurs qualités (courage, intelligence, autorité) qui l'ont certainement aidé à gagner la confiance de ses supérieurs. Il a réalisé beaucoup d'exploits militaires comme cette attaque d'un convoi à Allaghan près de Tazmalt qui s'est soldée entre autres par la récupération d'une vingtaine de fusils US 17. Au colonel Amirouche, il présente les honneurs dans un grand rassemblement tenu à l'Akfadou en août 1958. Une année après, au milieu de l'opération Jumelles, il dirige un mouvement de rébellion contre les instances légitimes de la wilaya III. Ce fut l'affaire du « comité des officiers libres » qui, après plusieurs tentatives de conciliation, s'est terminée par une réconciliation définitive avec le colonel Mohand Oulhadj, en juin 1961. Il se rend ensuite chez lui pour voir sa famille. Là, en septembre 1961, il attaque avec succès le poste militaire d'Ighil Amar (Djaafra) et s'empare d'un lot d'armes important. Par humanisme, il laisse sain et sauf les huit appelés qui se trouvent au poste. Il ne savoure pas longtemps cette victoire puisque quelques jours après, il tombe au champ d'honneur.

Mots clés : Allaoua Zioual, ALN, wilaya III, Mohand Oulhadj, « Comité des officiers libres ».

الملخص: ولد زيوال علاوة في جعفرية، في نواحي برج بوعرريج، في مستهل عشرينات القرن الماضي. انضم إلى صفوف جيش التحرير في جوان 1955 و بدأ نشاطه العسكري في المنطقة الأولى للولاية الثالثة. كان يتسم بخصال عديدة ساهمت في فرض وجوده كالشجاعة، الصرامة و الذكاء. في أواخر عام 1955، بدأ بمحاربة المصاليين و ساهم في طردهم و تتبعهم إلى غاية مسيلة و بوسعادة. في عام 1959، تزعم "لجنة الضباط الأحرار" التي تمردت على سلطة العقيد محمد أولحاج و بعد تدخلات عديدة من عدة أطراف تم إيجاد حل نهائي دخل فيه زيوال علاوة و أصحابه من جديد تحت سلطة قيادة الولاية الثالثة، في جوان 1961. انتقل زيوال علاوة لزيارة أهله و اغتنم الفرصة بتحقيق هجوم ناجح على مركز إغيل عمار في جعفرية، في سبتمبر 1961. كان ذلك أيام قليلة قبل استشهاده في ساحة المعركة.

الكلمات الافتتاحية : زيوال علاوة، الولاية الثالثة، جيش التحرير الوطني، المنطقة الثانية، محمد أو لحاج.

Zioual Allaoua né vers 1920 par jugement à Djaafra, dans la région de Bordj Bou Arreridj, a suivi des études coraniques, ce qui lui permit d'avoir un niveau d'instruction moyen en langue arabe, mais pas du tout en français.

Arrivé à l'âge adolescent, le jeune Allaoua ne pouvait rester au village à vivre de menus travaux champêtres qui ne nourrissaient pas sa famille. Pour garder sa dignité et subvenir aux besoins des siens, il se décida à fuir la misère en rejoignant l'Ouest algérien, une région riche où il travailla comme ouvrier. Et c'est à Oran qu'il se trouvait au moment du déclenchement de la Révolution du 1^{er} novembre 1954 ; comme des centaines d'Algériens, il s'empressa aussitôt de revenir au *douar* pour prendre contact avec les moudjahidine.

Il s'informa dans sa région de la situation et de la présence des moudjahidine. Il comprit vite que sa place était parmi eux ; il contacta une personnalité connue dans la région par son engagement total dans le mouvement national, un activiste notoirement connu pour son appartenance au MTLD et aux Oulémas, car il était *imam*. Il s'agit de Hamitouche Aissa dit «BOUNDAOUI» qui le connaissait déjà puisque son village Bounda n'est pas loin du sien ; il le prit donc avec lui au sein de son groupe, sans aucune hésitation. Les maquis avaient besoin d'hommes de cette trempe ; c'était vers juin 1955.

C'est sous son commandement qu'il fera ses premiers pas au sein de cette unité où il recevra son baptême du feu. Ensemble, ils sillonnèrent toute la Zone 1 (rive droite de la Soummam) qui s'étend de Sétif jusqu'à Béjaia, avec en plus les Babors et les Bibans, harcelant sans cesse les soldats du 4^e régiment des dragons installés dans plusieurs villages.

Zioual Allaoua est devenu un chef de guerre exceptionnel. Quels sont les écrits qui peuvent être à la hauteur de ce personnage, tant il est admiré par ses hommes et respecté par ses chefs.

En tant qu'ancien compagnon de cet officier de valeur, il me paraît nécessaire de l'évoquer et d'écrire sur lui afin de le faire connaître auprès des jeunes générations et de le faire sortir de l'ombre.

Nous avons remarqué en lui un homme doté de plusieurs qualités qui répondent exactement aux critères d'un chef de guerre et aux traditions de l'ALN : courageux, autoritaire, intelligent malgré son faible niveau d'instruction. Homme d'honneur, il avait le sens du devoir et de la responsabilité.

Baroudeur, il a passé tout son parcours dans les unités combattantes. Il avait débuté d'abord en Zone 1, puis qu'il est originaire de Djaafra (Bordj Bou Arreridj) pour atterrir en Zone 2 (rive gauche de la Soummam) où il allait exceller dans l'art de la guérilla.

Zioual Allaoua avait également la rigueur dans ses décisions. Il ne badinait pas dans ses relations avec ses hommes et surtout avec ses adjoints. Et ces derniers que nous citerons plus loin, sont devenus à son image, des officiers de valeur qui termineront leur parcours en qualité de commandants de *katibas* ou de responsables politico-militaires lorsqu'il fallait remplacer ceux tombés au champ d'honneur.

Avant de relater le parcours de ce personnage hors du commun, il nous paraît important de révéler chez lui, un caractère dur, un homme avare en paroles, son côté réservé et une

absence totale de familiarité, car comme on aimait le proclamer au maquis «la familiarité nuit aux intérêts de la Révolution.»

Contrairement aux autres officiers, on le voyait rarement sourire ; il ne participait pas à des scènes de joie, notamment pour fêter un événement. Par moment, certains troubadours créaient de l'ambiance dans les refuges, histoire d'oublier pour un moment la guerre. L'adjudant Mezai Abdelkader, un autre baroudeur excellait dans l'harmonica. Et dès les premiers couplets, tous les présents se levaient les uns après les autres pour danser. Zioual, lui se tenait à l'écart ou trouvait un prétexte pour s'éloigner du refuge. Il ne voulait point gêner ses hommes qu'ils admiraient, ces jeunes loups qui ont toujours répondu lorsqu'il avait besoin d'eux pour porter des coups à l'ennemi. Lorsqu'il fait appel à des volontaires pour exécuter une action périlleuse, ce sont tous les combattants qui se lèvent.

Avec un léger sourire et presque timide, il se retirait à chaque fois pour laisser ses hommes se défouler. Au fond de lui, il se disait qu'ils méritaient bien cela, car il leur fallait bien oublier la guerre pour un moment.

1. Quelques hauts faits d'armes du lieutenant Zioual Allaoua.

Par ses hauts faits d'armes, il a su honorer notre Révolution et lui donner le vrai visage de notre cause ; il a forcé l'admiration de l'ennemi et sa reconnaissance lorsqu'il fit preuve d'humanisme envers ses ennemis. L'humanisme était aussi un autre trait caché du caractère de Zioual Allaoua. C'est dire que ce personnage nous surprend de plus en plus à force de le découvrir. Ce sont tous ses éléments qui l'honorent et qui ont fait que ses chefs et parmi eux, le colonel Amirouche et le colonel Akli Md Oulhadj lui vouaient une admiration inavouée et un respect bien mérité.

Il fit ses premières armes aux côtés de certains chefs illustres, comme Aissa Boundaoui, Azil Abdelkader «El Bariki», Sedik Mehfi, Salah El Mohli, Hamimi Fadel... Ils découvrirent en lui, des qualités d'un vrai chef militaire et le firent bénéficiaire de promotions successives. Ses capacités au commandement et son courage allaient apparaître au grand jour. Taciturne, intelligent et courageux, il avait également le sens du commandement. Toutes ces qualités étaient innées chez lui ! Il donnait des traits de caractère de Aissa Boundaoui, son chef issu tous les deux de la zaouia. Il est doté d'une solide formation politique et c'est peut-être de là qu'il avait acquis un grand sens du commandement, la bravoure dans les combats, la rigueur dans la façon de mener les hommes, l'exemple dans le comportement et le courage.

Avec de telles qualités, il ne pouvait passer inaperçu aux yeux de ses chefs. Et c'est là que le colonel Amirouche le nomma chef de la compagnie de la Région 1, Zone 2, où malgré un relief dangereux, il réalisa plusieurs actions.

2. Zioual Allaoua et ses combats contre les Messalistes

Vers la fin de l'année 1955 et début 1956, il y eut un fait spectaculaire dans la région de Guenzet (Lafayette - Bougaa) : c'est l'apparition des groupes armés messalistes.

Zioual Allaoua s'est impliqué dans la lutte contre ces renégats commandés par un fils du pays, en la personne d'Ali Ncheraa qui fut arrêté, il portait sur lui une valise pleine de billets de banque. Il y eut plusieurs escarmouches et les officiers du 4^o dragon basé dans la région suivaient les échanges de tirs à la jumelle, non sans satisfaction. Les moudjahidine qui ont osé

déclencher la guerre contre le colonialisme ont trouvé en face, non seulement des soldats français, mais des Messalistes, des militants du MNA (Mouvement National Algérien).

Les responsables de la Kabylie ont mobilisé pour cette occasion 3 000 *moudjahidine* et *moussebline* et ont réussi à les chasser. Mira Abderrahmane qui deviendra commandant de l'ALN une année plus tard a levé une troupe de 300 moudjahidine en avril 1957 pour se rendre dans la région de Haizer (Bouira) pour les combattre. Il les pourchassera jusqu'aux confins du djebel Boukehil, non loin de Djelfa. Il rebrousse chemin, après avoir laissé plusieurs morts parmi ses hommes. Certains témoigneront comme l'aspirant Bessaa Mokrane que la moitié de son unité est tombée au champ d'honneur du fait de la complicité de l'armée française. Ces braves seront ensevelis sous terre, loin de la Kabylie et de leurs familles.

Zioual Allaoua muté dans la Région 1, Zone 2 (Msila) se retrouva face aux Messalistes qui ont choisi comme leurs lieux de prédilection, Boussaâda, Sour El Ghouzlane, djebel Boukehil, non loin de Djelfa. À la tête d'une section, il les combattra farouchement partout où ils se manifesteront.

Devant la supériorité de leurs forces et la complicité de l'armée française, ces renégats le firent prisonnier. Ce fut grâce à l'arrivée inopinée de Si el-Haouès et de Si Ziane que tout le groupe de moudjahidine fut libéré. Il ne négligera pas la lutte contre les *spahis* implantés dans la région sous le commandement du capitaine Combette du poste d'Ouanougha. Malgré l'hostilité du relief et la menace messaliste, les moudjahidine triomphèrent. Le 27 mai 1957, lors de l'expédition contre le douar Beni Ilmane réputé fief du «général Bellounis», il sera aux côtés d'Abdelkader « El Bariki». Il y eut des exécutions de plus d'une centaine de complices de Belounis qui d'ailleurs avait implanté son PC au centre de Beni Ilmane, précisément à Mechta Kasbah. Et la victoire des moudjahidine fut couronnée par le ralliement le 2 juin 1957 de Belounis et ses hommes à l'armée française. Désormais, la compromission des Messalistes avec l'ennemi ne faisait aucun doute.

À la tête de leurs hommes, El Bariki, Said L'Hotkiss alias Saoud, Benaouf Neimi, Zioual ... affronteront les paras du colonel Argoud lors de son expédition contre le douar de Melouza que l'ennemi accusait de complicité avec le FLN. Il y eut autant de victimes qu'à Beni Ilmane. Mais la différence, ce sont les trois stèles de *chouhada* érigées dans le douar qui témoignent du sacrifice des enfants de Melouza pour l'indépendance du pays.

Il rejoignit la compagnie de la Région 3 de la zone 2 où il trouva des hommes et des chefs de section ou de groupes baroudeurs, comme Arezki Khezaz, Bouaoudia Smail, Mouhoubi Bachir...L'adjutant Chergui Md Oulhocine était son adjoint et un autre baroudeur !

À la tête de cette compagnie, il réalisa plusieurs actions militaires, dont la plus importante fut celle d'Allaghan, près de Tazmalt, contre un convoi militaire. Une vingtaine de fusils US 17 et d'autres armes furent récupérés et le convoi décimé. Ce fut l'action la plus spectaculaire de son parcours. Il fut blessé grièvement dans l'accrochage de Timlioune en juin 1958. Il avait un poumon perforé par une balle, ce qui aurait pu lui coûter la vie ; ce fut grâce à des infirmiers chevronnés, comme Mezouari Larbi, Lounas Merrar et Agsous Md Arab qu'il fut sauvé de justesse.

Le 20 juin 1958, soit quelques jours seulement après sa blessure, il se retrouva dans la bataille d'Iamourène (Akbou) au sein des hommes de la première compagnie du Bataillon de

choc. Malheureusement, sa grave blessure ne lui permettait pas de participer aux combats ; sa seule présence donna aux hommes, un formidable courage. Mais ce jour-là, il y eut une trentaine de combattants tués, surtout par le napalm et les bombardements à l'artillerie et à l'aviation, parmi eux des hommes valeureux, comme les aspirants Saïd Bellil « l'Indochine » et Ladjadj Lounas, l'adjudant Arrouche dit « Ali Baba » ... De son côté, l'ennemi avait eu plus d'une centaine de morts.

À peine rétabli de sa blessure, Si Allaoua reprit ses activités de chef militaire de la Zone 2. Il sillonna toutes les unités de la rive gauche de la Soummam pour leur impulser un nouveau souffle. Il devient un tacticien hors pair, au point où sa renommée gagna le reste de la *Wilaya*. Conscient de cette position et de son rôle au sein du conseil de la *Wilaya* III, il s'était forgé une forte personnalité. Dur de caractère, il joua un rôle important au sein du mouvement des officiers libres de la *Wilaya* III.

Le lieutenant Zioual fut choisi pour présenter les honneurs au colonel Amirouche en aout 1958 dans l'Akfadou, à l'occasion d'un rassemblement de plusieurs centaines de responsables et de moudjahidine ; c'était l'occasion pour Si Amirouche de rendre compte de la découverte du «complot des bleus.» Comme il connaissait tous les officiers et sous-officiers de la *Wilaya*, il fallait que ce soit l'un des plus brillants, des plus glorieux qui lui rende les honneurs militaires, en la personne de Zioual Allaoua. Au cours de la cérémonie, le sentiment de fierté gagnait tous les présents. La présence d'un chef aussi illustre que le colonel Amirouche parmi eux a suscité de l'admiration et les a confortés dans la justesse de leur combat.

Ils écoutaient avec une grande attention les paroles du colonel. L'heure était grave ; il annonça à leur grand étonnement, la découverte d'un complot de l'ennemi. Tous les présents retenaient leur souffle et se regardaient avec un air incrédule. Mais Amirouche était convaincant et personne ne pouvait mettre en doute la parole d'Amirouche. Ce dernier les exhorta à continuer à donner des coups durs à l'ennemi pour « lui prouver que nous sommes toujours vigilants ».

A la fin de la cérémonie, Si Amirouche se retira, accompagné de Zioual Allaoua pour une réunion avec tous les officiers présents afin de leur donner de plus amples informations sur le complot, les incita à la vigilance et redoubler d'efforts au service de la Révolution.



Photo 01 : Présentation des honneurs militaires au colonel Amirouche. Aout 1958 dans l'Akfadou - Le lieutenant Zioual Allaoua au premier plan à droite, présentant les armes au colonel Amirouche (à gauche) lors d'une cérémonie de remise de décorations aux moudjahidine.

Les gardes du corps du lieutenant Zioual Allaoua sont choisis avec beaucoup de soins, sa sécurité en dépend. Ils doivent être issus des unités combattantes et qui ont fait preuve de courage et d'actes héroïques, comme la récupération des armes, la capture des prisonniers et d'autres succès face à l'ennemi. C'est ainsi que son choix fut fixé sur Madjid Khatri, ancien chef du commando de la région 3, Abdelkader Krimat, chef de groupe dans la compagnie de région 4, Bouzidi Tayeb, sergent de la compagnie de la région 3 et de Moussouni Ahcène issu de la compagnie.

Avec ces jeunes rompus aux combats qui l'accompagnaient dans ses missions, Zioual pouvait affronter l'ennemi, le temps d'un décrochage salutaire. Les *djounoud* sont en admiration devant eux, avec des armes de guerre de réputation, comme deux mitraillettes «Berretta» cache flammes et deux fusils « Garant US », surtout qu'elles sont entre les mains de baroudeurs. Et c'est en leur compagnie qu'il allait investir le poste d'Ighil Amar que nous évoquerons plus loin.



Photo n°02 : Les compagnons d'armes d'Alloua Zioual. Said N'Slim, Tayeb Bouzidi, Krimat Abdelkader, Moussouni Ahcène et Madjid Khatri.

3. Le lieutenant Zioual Allaoua préside le comité des officiers congressistes.

A la mort du colonel Amirouche le 28 mars 1959, la Wilaya III fut secouée comme par un séisme. Un malaise planait sur la Kabylie. Quel était le responsable qui pouvait combler le vide laissé par lui et continuer à la conduire sur la même lancée ? Le 22 juillet 1959, l'ennemi lança l'opération « jumelles », une opération foudroyante qui secoua de nouveau la Kabylie. Devant les forces redoutables lancées à travers les maquis, la Wilaya III se trouva déstabilisée. Pour la première fois, les maquis furent ébranlés par « les coups de bélier » du général Challe. Il y eut un effritement des structures, un éclatement des unités combattantes et la rupture des communications en amont et en aval ; la plupart des refuges furent découverts et détruits. Parfois, ces derniers étaient minés pour tuer les moudjahidine ou pour les atteindre dans leur moral.

Il y eut surtout beaucoup de combattants tués ou faits prisonniers. En l'espace de six mois, les trois quarts des effectifs de la *Wilaya* furent perdus ! Ce fut une hécatombe qui ébranla les *moudjahidine* qui furent gagnés par un sentiment de révolte : si au moins ils avaient des armes pour faire face à cette offensive ennemie et tuer le maximum de soldats avant de tomber !

En réalité, quelles que soient nos capacités, nous ne pouvions affronter les forces gigantesques de l'ennemi ; leur stratégie consistait à trouver le contact avec nos éléments et le reste est facile pour les soldats qui feront intervenir aussitôt l'artillerie et l'aviation. Puis ce

seront les unités d'élites qui lanceront des assauts pour mettre fin à toutes les poches de résistance.

En vérité, la sagesse, la stratégie et la prudence veulent qu'il fallait «laisser passer la vague» et de survivre ; il ne fallait jamais affronter un ennemi venu par les airs, sur terre et par mer ; avec des forces de 40 000 hommes, le général Challe envisageait de faire passer un rouleau compresseur sur la *Wilaya III*. Malheureusement un groupe d'officiers, plus zélés ou sournois ont décidé de contester l'autorité légale de la *Wilaya* et de prendre les choses en main.

Et c'est dans ce climat de malaise qu'en septembre 1959, le lieutenant Si Allaoua Zioual fut pressenti par eux pour prendre la tête du mouvement de contestation appelé « comité des officiers libres de la *Wilaya III* » ou «congressistes».

Ce choix était lié à la stature du personnage qui réunissait l'unanimité autour de lui ; il est aussi un partenaire auréolé de gloire et un fin négociateur, du fait qu'il était formé également dans le domaine de la politique. Son intelligence, son courage et son dynamisme forgèrent sa personnalité, au point où il prit de l'ampleur au niveau de la *Wilaya*.

Les *moudjahidine* comme nous, nous nous sommes alors posés la question de savoir comment ce responsable qui respirait la discipline et la rigueur a fait preuve lui-même d'indiscipline et même d'insubordination ? Il y eut une trentaine d'officiers et sous-officiers, peut-être un peu plus qui composaient le « comité de vigilance » ou « comité des officiers libres», en plus de la compagnie de la région 4 concernée et une cinquantaine de responsables locaux déjà en fonction au niveau des secteurs. L'importance de ces effectifs donnait à ce mouvement une ampleur au point que les responsables de la *Wilaya* craignaient le pire.

Il faut faire remarquer que parmi les hommes de cette sédition, il y avait en fait un groupe d'officiers et de sous-officiers basés en Région 4 qui décidèrent de remettre en cause l'autorité des commandants Mira et Mohand Oulhadj, d'autant plus que naquit un conflit d'autorité chez ces deux officiers supérieurs.. Ce fut l'entrée dans la dissidence certainement provoquée et animée par quelques trois ou quatre officiers extrémistes, inconscients du danger qu'ils font courir à notre *Wilaya*, notamment dans son organisation et de son aura. Pareille chose ne serait jamais arrivée si le colonel Amirouche était aux commandes !

Une plate-forme de revendications fut élaborée ; le lieutenant Zioual adressa un message à partir de la *Wilaya II* aux responsables du GPRA en Tunisie pour les informer des mesures arrêtées par ce groupe d'officiers et sous-officiers.

Ce malaise allait gagner plusieurs régions, mais sans grand succès. Nous étions nombreux à désapprouver cette révolte, malgré la présence d'officiers célèbres en son sein. Nous avons compris qu'il y avait «un quarteron » d'officiers malintentionnés. Face au péril qui menaçait notre *Wilaya*, nous aurions souhaité de resserrer les rangs et de nous unir pour entrevoir ensemble une issue à la situation catastrophique qui nous est imposée. En vérité, il fallait durer, changer nos habitudes et notre stratégie face à cette nouvelle situation. Il fallait surtout trouver les moyens de survivre à tout prix.



Photo n°03 : 1960, dans l'Akfadou : Un groupe de moudjahidine entourant le lieutenant Zioual Allaoua. Au 1^{er} rang et de g à d : Hemanou Tardame (vivant), Herkouk Abderahmane, dit « Hemanou » (vivant), Benseghir Belkacem, Mourad Toudji, Agsous Md Arab (vivant) et Amar Boukaroui (vivant). Debout : Lounas Bouguermouh (vivant), Mezouari Larbi (vivant), Zioual Allaoua Hamimi « Lafayette », Madjid Khatri, Allaoua Nacéri et Said N'Slim.

4. Les rencontres du lieutenant Zioual Allaoua et le colonel Md Oulhadj.

Quelques deux ou trois rencontres eurent lieu entre le comité de Wilaya et le comité des officiers libres sur initiative de Si Mohend Oulhadj. Malheureusement, elles n'ont pas toujours eu lieu dans la sérénité ; auparavant, notre chef de Wilaya leur a envoyé des sommes importantes d'argent pour subvenir aux besoins des unités, s'acquitter des allocations familiales et de la solde des moudjahidine, etc. Tout le monde comprit qu'il s'agissait là, d'un geste de bonne volonté.

Le plus important, c'est que les unités combattantes de la région 4 continuaient à infliger des pertes aux soldats français, alors qu'ailleurs, c'était le désarroi. Les états-majors français qui espéraient une dislocation de l'ALN furent déçus.

Au cours de leur dernière rencontre, Si Mohand Oulhadj ne tarira pas d'éloges à l'endroit de Si Allaoua en ces termes : « Si Allaoua nous connaissons ta valeur, ton parcours glorieux dans les maquis, il faut que nous arrivions à nous arranger et il y va de l'intérêt suprême de la Révolution. ».

Si Allaoua acquiesça respectueusement ; et lorsqu'un de ses compagnons se dressa pour s'opposer à l'accord, Si Allaoua l'aurait giflé. Il s'agit de l'un des meneurs et virulents à l'égard de l'autorité de la Wilaya.

Ainsi, après quelque deux années d'hésitations et de contacts, un accord intervint entre les deux parties, à la satisfaction de tout le monde ! C'était vers fin juin 1961. Il est vrai que Zioual Allaoua fut mis en demeure par les responsables de l'Extérieur par un télégramme du 31 octobre 1959 dans le message suivant : « nous ordonnons à tous les officiers, sous-officiers et djounoud, y compris le commandant Mira, de se mettre sous les ordres de Si Md Oulhadj que nous venons d'élever au grade de colonel. » Mais ce message ne parviendra que plusieurs semaines après puisqu'il fut réceptionné au PC de la Wilaya II (Nord Constantinois).

Une belle aubaine pour nous ; tous les officiers et sous-officiers composant ce « comité », furent affectés à travers les zones avec des promotions, pour remplacer les cadres qui furent décimés par l'opération « jumelles ».

Le lieutenant Zioual Allaoua quant à lui refusa la promotion au grade de capitaine, peut-être pour prouver sa bonne foi. Ensuite, notre colonel lui a donné la latitude de choisir une Zone de son choix, ce qu'il refusa, préférant d'abord bénéficier d'une permission pour se rendre chez lui à Djaafra.

5. Le lieutenant Zioual investit un poste militaire français avec ses gardes du corps

Arrivé chez lui à Boumessada, ce fut le grand bonheur de rencontrer sa famille. Pendant ce temps, une nouvelle extraordinaire lui parvint : l'aspirant Brahim Belarbi, responsable de région lui fit part d'un projet important : c'est l'enlèvement d'un poste militaire français.

Ainsi, quelques harkis lui ont fait savoir qu'ils leur proposaient l'enlèvement de leur poste militaire situé à Ighil Amar (Djaafra). Comme il se trouvait à proximité, il prit la décision de prendre le commandement de l'opération. Et ce fut au cours de cette permission qu'il organisa cet enlèvement du poste militaire français d'Ighil Amar avec ses hommes. A titre d'hommage, il faut rappeler qu'il s'agit de Khatri Madjid, Ahcène Moussouni, Bouzidi Tayeb, Krimat Abdelkader et quelques responsables et djounoud de la région.

Il vit aussitôt, une occasion pour réaliser une action glorieuse pour relever le moral des djounoud et de la population. Il voulait aussi prouver à ses chefs et à ses compagnons restés à l'écart du mouvement qu'il a toujours été soucieux des intérêts de notre Révolution. Une telle initiative permettra de redorer le blason de la Wilaya III.

À la tête de ces hommes, Zioual Allaoua, investit le poste ; malheureusement, ils furent reçus par un feu nourri. Quelle catastrophe ! Les assaillants furent empêtrés dans la haie de barbelés disposée autour du poste. Ils se retrouvèrent un moment plus tard en un lieu préalablement convenu. Heureusement, tout le groupe était parvenu à s'en sortir, avec des tenues en lambeaux et quelques éraflures !



Photo n° 04 : Aout 1961 à Djaafra, Zioual avec son épouse et sa fille, quelques jours avant sa mort.

Intrigués par ce «guet-apens», aucun ne trouva l'explication. Mais le lendemain, un autre message leur parvient de la part du chef de la *harka* ; il regrettait cet échec parce que lui-même n'a pas été tenu au courant et qu'il était prêt à les accueillir de nouveau et qu'il se chargera de leur ouvrir le portail !

L'espoir renaît de nouveau. À l'idée de s'emparer d'un important lot d'armes, les *moudjahidine* frétilaient de joie, malgré le précédent échec ! Mais cette fois, le chef de la *harka* les accueillera lui-même et c'est un apaisement, une assurance sur la réussite du projet.

À 20 heures, à la tête d'une dizaine de combattants, le lieutenant Zioual, suivi de Madjid Khatri et des autres, se présenta devant le portail. Il fit le signal convenu et le portail s'ouvrit, comme par enchantement. Le chef de la *harka* lui-même le reçut et rapidement, tous les deux élaborèrent un plan de la prise du poste : investir le réfectoire où tous les soldats étaient présents pour le dîner. Tous les *harkis* rejoignirent le groupe pour neutraliser les soldats français ; un groupe se dirigea vers le râtelier pour s'emparer de toutes les armes.

Le lieutenant Zioual était là, devant les huit soldats, de jeunes appelés du contingent ; ils étaient horrifiés à l'idée qu'ils seraient égorgés les uns après les autres. Mû par un élan d'humanisme, il les rassura en leur disant qu'ils n'avaient rien à craindre à condition de ne pas essayer inutilement de résister et de se laisser entraver derrière leurs chaises ; aussitôt, Zioual ordonna aux djounoud de le faire. Les jeunes troupes se sont laissés faire, avec l'espoir enfin de ne pas être exécutés.

Il fallait faire vite ! Le PC du 4° dragon ne tardera pas à s'en rendre compte et de dépêcher des renforts. Le poste émetteur fut détruit et les armes récupérées, les *moudjahidine* accompagnés de tous les harkis abandonnèrent le poste, avec l'espoir que le lendemain, toute la presse et les radios relateront cet exploit des moudjahidine.

C'était en septembre 1961, soit 6 mois avant le cessez-le-feu.

Une vingtaine d'armes furent récupérées et fait remarquable chez Zioual Allaoua, c'est son humanisme par le fait qu'il avait laissé la vie sauve à ces huit jeunes appelés français, en violant les consignes de l'ALN qui consistaient à capturer les soldats et à défaut de les exécuter.

Il en a pris la responsabilité de ne pas tuer ces jeunes appelés embarqués de force dans cette guerre. Il savait que l'Histoire et peut-être les familles lui rendront hommage un jour pour ce geste auguste qui était vraiment exceptionnel, sinon l'unique dans les maquis.

Ce fut sa dernière action.

Le lendemain, il eut une luxation à la cheville, ce qui l'obligea à être immobilisé pendant plusieurs jours. Pour ne pas retenir ses compagnons, il les autorisa à rejoindre la Zone 2 pour d'autres missions, en attendant son rétablissement.

Il ne les reverra plus jamais car dans le village, une jeune fille fut torturée à mort. Ne pouvant plus résister, elle lâcha le morceau : Zioual Allaoua était là, juste à côté, car il était impotent.

L'information est de taille : un chef de l'ALN est dans un abri et impotent de surcroît. Aussitôt, tous les soldats des alentours accoururent vers le lieu pour l'encercler. Après une tentative de le convaincre «à se rendre», il tira quelques coups de feu, en guise de réponse.

Après une riposte soutenue, les soldats ne parvinrent pas à le neutraliser ; l'officier ordonna l'intervention d'un char d'assaut ! Un engin aussi important pour un seul combattant, c'est un signe de faiblesse du 4° régiment des dragons qui n'a pas pu venir à bout de sa résistance.

Lorsque l'engin arriva sur place, il lança de loin quelques obus de son canon 75. Ce fut le silence ; les soldats purent l'approcher et le découvrir déchiqueté. Le lieutenant Zioual Allaoua est mort en héros dans les pures traditions de l'ALN.

Le colonel De Maupéou commandant le 4° dragon basé à Lafayette (actuellement Bougaa) aurait regretté sa mort puisque c'est lui qui avait sauvé la vie de ses 8 dragons. Des témoins affirment qu'il avait ordonné qu'on lui rende les honneurs militaires.

C'est la fin d'un brave. Sa mort marqua ses hommes, presque autant que celle de Amirouche et de Mira. La Wilaya III venait de perdre un de ses valeureux officiers qui ont fait la gloire de l'ALN.

Le colonel Si Mohand Oulhadj avait tenu à rendre un vibrant hommage à cet homme d'une envergure exceptionnelle, malgré l'aventure dans laquelle il s'était lancé. Il fut un homme d'exception et un redoutable chef de guerre. Nous nous attendions à sa promotion au niveau de *la Wilaya*, car un chef de cette trempe est capable de diriger la *Wilaya III*, sinon être aux côtés de Si Md Oulhadj, comme son adjoint.



Photo 05 : Novembre 1961 avec le comité de la Wilaya III. De gauche à droite : l'aspirant Djoudi Attoumi(en foulard), le capitaine Cheikh Youcef Yalaoui, le lieutenant Mouloud Ourdani, le colonel Si Md Oulhadj, le capitaine Bouaouina Amira, l'adjudant Bachir Djerroud et l'adjudant Nasri Allaoua.



Photo 06 : Dans l'Akfadou vers 1961. De gauche à droite : -Saïd N'Slim, Abderahmane Achaïbou, Abdelkader Krîmat, Zioual Allaoua et Tayeb Bouzidi ; des baroudeurs qui ont fait la fierté de l'ALN.



Photo 07: Aout 1961 à Djaafra (Bordj Bou Arreridj). Quelques moudjahidine mêlés à des civils. Au centre adossé au mur, Zioual Allaoua en tenue civile avec sa fille.



Photo 08 : Le sous-lieutenant Tahar Beliamini à gauche et le lieutenant Zioual Allaoua.



Photo 09 : Un groupe de moudjahidine dans l'Akfadou, vers 1960 : Zioual Allaoua au centre, Madjid Khatri, Belliamini Tahar, adjoint de Si Allaoua, Abdelkader Krimat et Khellil Amrane. Au deuxième rang : Rachid Alilat, Benseghir Belkacem et Bouzidi Tayeb.



Photo 10 : De gauche à droite : deux djounoud de la Zone 1, Zioual Allaoua, Saïd N'Slim et Krimat Abdelkader.



Photo 11 : Zioual Allaoua au centre ; à sa gauche Khelil Amrane et Agsous Md Arab à sa droite.



Photo 12 : Le lieutenant Zioual Allaou au centre ; à sa droite, l'aspirant Khelil Amrane (chahid) et à sa gauche, l'aspirant Md Arab Agsous (actuellement en vie).



Photo 13 : Au centre le lieutenant Zioual Allaoua. A sa gauche, Abdelkader Krimat. A sa gauche X.

L'occupation d'Oran par les Espagnols en 1509

الاحتلال الإسباني لوهران عام 1509.

Pr. CHOITEM Arezki

Université d'Alger 2

Résumé : Le Monde a connu au début des temps moderne de grandes mutations qui ont une influence directe sur le devenir des relations internationales. Ces mutations résidaient dans l'émergence de l'Empire Ottoman à l'Est de la Méditerranée. Après la prise de Constantinople en 1453, les Ottomans avaient entamé leur politique d'expansion en Europe de l'Est et le bassin méditerranéen.

Nous tenterons dans notre étude de déterminer les motivations de la conquête d'Oran et ses objectifs et expliquer comment les évènements de l'époque avaient anticipé l'annexion de l'Algérie à l'Empire Ottoman. L'intervention des Ottomans dans les affaires internes du grand Maghreb et son intrusion sur la scène du bassin occidental de la Méditerranée, était un des facteurs de climat de tension permanent qui régnait entre les deux rive de la Méditerranée. La concurrence entre les Etats des deux rives a engendré un nombre de problèmes épineux, à savoir : propagation du phénomène de la piraterie, d'esclavage et échange de batailles navales entre les flottes de différents pays. Tous ces problèmes avaient envenimé les relations entre les différents Etats durant une grande partie des siècles modernes.

Mots clés : l'occupation espagnole, la belligérance Ottmano-Européenne, la course.

الملخص: عرف العالم في بداية العصور الحديثة تحولات كبرى أثرت بشكل مباشر في تطور العلاقات الدولية في المراحل اللاحقة. وتمثلت تلك التحولات في الجهة الشرقية، في ظهور الدولة العثمانية التي شرعت بعد استرجاع القسطنطينية سنة 1453م في سياستها التوسعية في أوروبا الشرقية وحوض البحر المتوسط. وظهر إسبانيا في الجهة الغربية التي وضعت حدا للوجود الإسلامي في شبه جزيرة إيبيريا، بعد أن استرجعت غرناطة سنة 1492م، آخر معقل المسلمين. وبعدها تحقق لها ذلك، شرعت هي الأخرى في حركة توسعية استعمارية شملت سواحل شمال إفريقيا. وتعد مدينة وهران من المراكز الأولى التي تعرضت للاحتلال في سنة 1509م. وتسعى هذه الدراسة إلى تحليل الدوافع الحقيقية لاحتلال وهران والأهداف المنتظرة تحقيقها. وكيف عجلت تلك الأحداث في التحاق الجزائر بالدولة العثمانية بصفة رسمية سنة 1519م. وقد أدى تدخل الدولة العثمانية في الشؤون البلدان المغاربية، إلى اشتداد التنافس والصراع بين الضفتين أفرز العديد من القضايا الشائكة، منها: انتشار ظاهرة القرصنة وتبادل الحملات العسكرية بين الدول، مما أدى إلى وقوع رعايا تلك الدول في الأسر. وكانت كل هذه القضايا من العوامل التي كانت وراء تعكير صفو العلاقات بين الأمم طوال العصور الحديثة.

الكلمات المفتاحية: الاحتلال الإسباني لوهران، الصراع الأوروبي-العثماني، القرصنة.

Introduction :

La conquête d'Oran par les Espagnols n'était pas un hasard, mais un acte prémédité et étudié. La décision de passer à l'exécution du projet d'invasion, était motivé par plusieurs facteurs en l'occurrence, la situation désastreuse des Etats du Maghreb. Après la chute de l'Etat Mouwahadi qui régnait sur tout le grand Maghreb et l'Andalousie, le Maghreb perdra son unité. Trois nouveaux royaumes se constituaient, (Hafside, Zianide et Mérinide) qui vivaient dans un climat de guerre permanent. Le Royaume des Zianides, par sa position géographique au centre du Maghreb, à beaucoup souffert des incessantes invasions de ses deux voisins de l'Est et de l'Ouest.

À la fin du XV siècle, les Etats du Maghreb avaient amorcé leur déclin, ils étaient dans un état de déliquescence totale, suite à des guerres intestines entre les membres des familles royales. Toutes ces rivalités avaient des répercussions négatives sur les capacités militaires, économiques, financières et morales des Royaumes du Maghreb. Ceci explique en partie, l'impuissance et la faiblesse de ces Royaumes devant les invasions espagnoles et portugaises perpétrées contre les villes côtières maghrébines. De Tripoli à Tanger en passant par Tunis et les villes algériennes, Bougie, Alger et Oran étaient toutes sous l'occupation espagnole. D'après certains observateurs de l'époque, La côte africaine allait devenir une contrée chrétienne.

Telle était la situation au Maghreb en général et en Algérie en particulier à la fin du XVe et début du XVIe Siècle. Avec toute objectivité, je pense que l'Algérie comme d'ailleurs les deux autres royaumes, n'était pas en mesure de tenir tête aux invasions espagnoles, à cause d'absence d'un pouvoir central, qui se chargera d'unifier les différentes tribus et organiser la résistance populaire. Certains notables algériens étaient contraints de faire appel aux frères Barberousse afin qu'ils puissent les aider à repousser le danger menaçant des Espagnols. C'était sur proposition de Khair-Eddine Barberousse, qu'une délégation d'*ulémas* et notables d'Alger, à sa tête Ahmed Ibn El kadi, fondateur du royaume de Koukou en Kabylie occidentale en 1511, se constituait, elle avait pour mission de se rendre à Istanbul pour demander l'aide et la protection du *sultan* Salim 1er (1512-1520). Sans réfléchir, Le sultan a accepté les doléances de la délégation algérienne, car il voyait dans la proposition des Algériens, une opportunité pour l'empire Ottoman de renforcer ses positions en méditerranée occidentale d'une part, et de contrecarrer les visées de l'Espagne dans la région d'autre part.

À cette occasion, le sultan avait envoyé 2000 janissaires, et désigna Khair-Eddine comme premier gouverneur de l'Algérie, en lui octroyant le titre de Bey, avec les trois symboles d'investiture, à savoir : le *caftan*, l'épée, le *firman*. L'an 1519 était considéré par les historiens comme date officielle de l'annexion de l'Algérie à l'Empire Ottoman, le *Firman* de nomination remis à Khair-Eddine, après le retour de la délégation algérienne d'Istanbul, fait foi (KHAIR-EDDINE, Mémoires, 2010).

Gras à ses espions, l'Espagne suivait de près l'évolution de la situation politique, militaire et autre au Maghreb. L'objectif primordial de l'invasion espagnole et l'occupation du littoral africain, était avant tout stratégique. Après l'expulsion des Musulmans, les Espagnols voulaient verrouiller les points sensibles sur la côte maghrébine pour empêcher les

Mauresques de retourner en Espagne. Je pense que la stratégie mise en place par les Espagnols était une réussite totale, car elle a mis en échec toutes les tentatives menées par les Musulmans pour atteindre les côtes espagnoles. Depuis la chute de Grenade, aucun musulman n'a pu rentrer en Espagne.

La prise d'Oran par les Espagnols en 1509 était un événement qui a suscité un intérêt particulier chez les Occidentaux. Les historiens, les hommes de lettres, les hommes politiques, les militaires, les captifs, les voyageurs, lui ont consacré un nombre considérable d'écrits.

Pour écrire une Histoire objective et proche de la vérité, il est indispensable de se référer aux archives espagnoles et les récits de témoins oculaires. Il faut tenir compte aussi des manuscrits locaux que les historiens étrangers ont négligés.

Le choix de traiter le thème de l'occupation d'Oran par les Espagnols est motivé par l'inexactitude de certains faits qui nécessitent, à mon avis, une relecture objective, analytique et critique en se référant à des sources crédibles ; et par la même occasion, répondre à certaines questions logiques qui pourront interpeller le lecteur, à savoir :

Quelle était la réaction des Algériens de la présence espagnole à Oran ?

Comment l'Espagne a pu se maintenir à Oran plus de deux siècles ?

Quelles étaient les grandes mutations qu'a connues la ville d'Oran et la société oranaise dans toute sa composante sous l'occupation espagnole ?

Quelles étaient les relations que les Espagnols entretenaient avec la population locale ?

1. La situation internationale en Méditerranée au XV et XVIe siècle

Au XVIe Siècle, la puissance des Ottomans était à son apogée. Elle s'étendait sur plusieurs contrées. Maître de l'Égypte et de la Syrie (1516-1517), des lieux saints, des principales Îles de la Méditerranée orientale et d'une grande partie du Maghreb. Les Turcs tenaient bon sur trois continents du Danube, de la Moulouya (frontière naturelle entre le Maroc et l'Algérie), au Nil et à l'Euphrate, les mers Noire, Egée et le bassin occidental de la Méditerranée devinrent des eaux turques.

L'Europe occidentale avait connu elle aussi, l'émergence de l'Espagne, après l'unification des deux Royaumes (Aragon et Castel) sous une seule bannière. L'un des premiers objectifs de cette puissance naissante était de soustraire les contrées occupées par les Musulmans, qui vivaient leur dernier moment en terre ibérique. La chute de Grenade en 1492, le dernier rempart des Musulmans en Espagne, était fatale pour leur présence en Espagne.

Pour assurer la sécurité de leur littoral et celle de l'Europe occidentale, les Espagnols avaient entrepris plusieurs expéditions militaires contre les états riverains de l'Afrique du Nord, où ils avaient occupé quelques cités et ports, telles Mers- El Kebir 1505, Oran 1509, Pégnon d'Alger, Bougie 1510, Tunis 1535.

L'évacuation des Mauresques de l'Espagne après la chute de Grenade, était l'une des causes qui était à l'origine des conflits entre les Espagnols et les Turcs dès la fin du XVème

siècle et le XVIème siècle. Le climat de tension dont en évolué les relations entre les deux pays avait poussé les Turcs à nouer des alliances avec certains états d'Europe, en l'occurrence la France à l'époque du roi François 1^{er}.

De son côté le monde musulman avait connu l'émergence de l'empire ottoman. Après avoir arraché Constantinople des mains des Byzantins en 1453, le *sultan* Mehmet II (1451-1481) a entamé sa politique d'expansion en Europe orientale et le bassin méditerranéen. Les trois états du Maghreb ; Alger, Tripoli et Tunisie sont devenus des provinces annexées à l'Empire Ottoman à l'exception du royaume du Maroc qui a préservé sa souveraineté durant les trois siècles de la présence turque en Méditerranée Occidentale.

Par la position géographique, ses richesses en hommes et en denrées, la contrée du Maghreb fut convoitée par les Espagnols et par les ottomans. Les deux puissances se disputaient l'hégémonie dont la possession aurait assuré le triomphe de l'un des deux rivaux.

Le bassin Méditerranéen a vu naître plusieurs phénomènes, tels que la piraterie, l'esclavage et les batailles navales dont un considérables de gens de différentes nations étaient victimes (SALEM, 2012 : 327).

2. Chute de Grenade et son impact sur les deux rives :

Nous tenterons dans ce récit de déterminer les causes réelles qui étaient à l'origine de la conquête d'Oran par les Espagnols, ainsi que les objectifs qu'ils espéraient concrétiser. Mais avant d'aborder les points proposés, il est important de cerner l'impact de la chute de Grenade sur les relations entre les deux rives de la Méditerranée.

L'expulsion des Maures de l'Espagne après la chute de Grenade en 1492, était sans doute, un facteur déterminant dans l'évolution des relations internationales en Méditerranée. Cet acte avait engendré un climat d'insécurité en Méditerranée, une piraterie dévastatrice, qui a entravé le bon déroulement des échanges commerciaux, des guerres fratricides entre les deux mondes, Chrétien et Musulman, l'expansion des Turcs dans le bassin occidental de la Méditerranée (TEMIMI, 1975 : 37) et enfin l'accroissement du phénomène de l'esclavage. Cette situation a perduré environ trois siècles, depuis la chute de Grenade en 1492, jusqu'à la prise d'Alger par les Français en 1830. Cette réalité des choses, a été confirmée par DE MAS-LATRIE, qui écrit, que :

« Quand il n'y avait en Afrique que des Arabes et des Berbères, quelques dégradations qu'eût l'état moral du pays, le gouvernement des princes indigènes s'inspirait encore de principes de justice, d'impartialité et de tolérance. Les traités étaient observés, les tarifs commerciaux régulièrement appliqués, les naufragés assurés de la protection souveraine, la personne des consuls et des marchands respectée, leur biens et leur fortune inviolable, leurs églises et leurs cultes choses sacrées » (DE MAS-LATRIE, relations, 1886 : 535.)

Il est vrai que la présence de la puissance Ottomane dans le bassin Occidental de la Méditerranée dès la fin du XV^e Siècle, a contribué à la détérioration des relations entre l'Espagne et les pays du Maghreb, mais il faut reconnaître que l'intervention des Turcs en méditerranée, était motivée par la situation difficile que vivaient les Musulmans d'Espagne. Dans un élan de solidarité musulmane, les Turcs se sont précipités pour porter secours aux Andalous. Si en apparence, les confrontations entre les Turcs et les Espagnols revêtaient un

cachet religieux, il ne faut pas écarter les intérêts stratégiques et économiques des deux pays en méditerranée. A vrai dire la religion n'était qu'un moyen de motivation des peuples, utilisé par les gouverneurs pour concrétiser les visées politiques, économiques et autres. Comment peut-on expliquer l'alliance contractée entre un *sultan* turc musulman, Souleymane le Magnifique et un roi français chrétien, François 1^{er}, au début du XVI^e siècle contre l'Espagne, état Chrétien ? (RANG et FERDINAND, 1984 :71). Le rôle de la France a été d'ailleurs critiqué, pour avoir noué des relations avec un état musulman. JEAN DE PRATS, disait de la politique de la France que, «Depuis les croisades jusqu'au XVII^e siècle, le rôle de la France ne fut pas brillant contre les Barbaresques ; il fut même honteux pour François 1^{er}, qui fit passer la politique et les intérêts avant la religion et les croyances » (DE PRATS, l'église, 1892 :19). Ceci démontre bien que les facteurs de la concurrence en Méditerranée, n'étaient pas d'ordre religieux.

Ce qui est sûr, c'est que l'expulsion des Mauresques d'Espagne a des conséquences désastreuses sur la situation économique et sociale de l'Espagne. Un nombre considérable de Musulmans et de Juifs ont quitté l'Espagne. Il est difficile de donner le nombre exact des expulsés, car il diffère d'une source à une autre, mais à titre indicatif, nous donnerons un chiffre qui a été cité par H. GARROT : «Huit cent mille juifs reçurent en 1492, l'ordre de quitter l'Espagne avant le 31 juillet. Ils vinrent pour la plupart se réfugier en Afrique et augmenter d'autant le nombre des membres de la communauté Africaine » (GARROT, les Juifs, 1898 : 40).

Pour ce qu'est du nombre des Musulmans, une source d'un chroniqueur au nom inconnu, du début du XVI^e siècle a noté que, les frères Barberousse, Aroudj et Khair-Eddine avaient entrepris durant (1518-1528), trente-trois invasions contre les côtes espagnoles, dont ils ont ramené en Algérie 70.000 Musulmans andalous (GHAZAWAT, 1934 : 48).

La politique de refoulement des Mauresque, prônée par les autorités espagnoles avait contribué à la régression de la population en Espagne dès la fin du XVe siècle, ce qui a un impact négatif sur le plan économique et social. Beaucoup d'artisans, de commerçants et d'agriculteurs, qui avaient l'habitude de payer leurs impôts à l'état, ont abandonné leurs activités. Léon FEY dans son histoire d'Oran disait, « Ainsi, l'Espagne, déjà dépeuplée par les émigrations d'Amérique, se priva de ses industriels habitants, qui allèrent grossir les troupes des pirates de Berbérie, dont les côtes étaient infestés » (FEY, Oran, 1858 : 55).

La situation s'empirera vers le début du XVII^e siècle, après l'expulsion définitive des Mauresques. MARELES a mentionné dans son écrit que :

«L'expulsion des mauresques dépeupla le Royaume de Valence, et comme on ne trouva, parmi les Espagnols personne qui voulût ou qui peut se charger des fortes rentes auxquelles les Maures étaient assujettis, leurs habitations et leurs terres restèrent abandonnées, et le défaut de paiement de ces rentes appauvrit une infinité de famille 1609 » (MARELES, la conquête, 1847 : 298).

L'Espagne n'a pas bénéficié non plus du commerce Méditerranéen, durant cette période de troubles.

« Le négoce florissant qui depuis longtemps était pratiqué par les Catalans, les Génois, et les Vénitiens, se trouva peu à peu étranglé, et leur économie fut la première à en souffrir. Les bénéficiaires immédiats de cette situation furent, sur le plan commercial, les Anglais, sur le plan politique, les Français, et sur le plan territorial, les Turcs » (FISHER, 1991 : 71).

Par contre, les états du Maghreb, en particulier l'Algérie, ont énormément tiré profit de la situation. En ce qui concerne l'Algérie, nous dirons qu'elle a connue des mutations profondes, sur tous les plans ; politique, économique et social. Parmi les conséquences de la chute de Grenade sur le devenir de l'Algérie, nous citerons celles-ci :

- L'occupation des villes côtières de l'Algérie par les Espagnols, était l'une des causes principales de la présence des Turcs en Afrique du Nord, dès le début du XVI^e siècle. Cette présence a été à l'origine de l'accroissement du fléau de la piraterie qui a ravagé les côtes des pays riverains de la Méditerranée.
- Grace aux informations fournées par les Mauresques, concernant Les points faibles des côtes espagnoles, les Turcs ont organisé plusieurs invasions maritimes contre les villes côtières espagnoles, pour se venger des Espagnols, et évacuer le reste des Mauresques vers l'Algérie.
- Les Mauresques avaient contribué à consolider la présence des Turcs en Algérie, et ils avaient constitué avec eux une alliance, dans le but de faire face aux invasions espagnoles, et de les aider dans la pacification de certaines contrées de l'Algérie.
- La politique de la conversion appliquée par les autorités espagnoles sur les Musulmans, a poussé un grand nombre de Mauresques a se réfugié au Maghreb, et en particulier en Algérie, qui a connu une stabilité relative, après être annexée à l'empire Ottoman dès 1519.
- Un nombre considérable de Maures se sont installés dans les villes algériennes, telles que Bougie, Alger, Oran, Tlemcen, Ténès, Cherchell, Mostaganem, Dellys et Constantine. De nouvelles cités feront leur apparition, tracées entièrement par les Mauresques, Telles que Blida et Koléa.
- Dans certaines cités, comme Alger, Ténès, Dellys, Jijel, les Mauresques représentaient la majorité de la population. Le nombre de maisons occupées par les Mauresques dans la ville de Cherchell, a été estimé à 12 000. La vallée de la Mitidja dans les environs d'Alger était devenue une contrée de Mauresques (DERRADJ, 2012 : 62).
- Les anciennes cités, abandonnées et détruites depuis longtemps par les guerres intestines, se relevèrent de leurs ruines, d'autres virent leur population se doubler en moins d'une année (GRAMMONT, Alger, 1887 : 2).
- Le secteur économique de l'Algérie a connu un essor sans précédent, il a bénéficié de l'expérience des Mauresques et de leurs moyens financiers. Les Mauresques ont réorganisé le secteur agricole en introduisant de nouvelles techniques d'irrigation, et une variété d'arbres fruitiers, et ils ont procédé à la réforme des terres agricoles dans la Mitidja, et les vallons dans les environs des villes côtières, telles Cherchell, Tlemcen, Oran et Bône.
- Dans le secteur industriel, les Mauresques ont créé des ateliers de forge, couture, menuiserie, faïence, soie, cuir, fabrication de poudre, et ont développé la construction navale dans les ports d'Alger, Bougie et Cherchell (SAIDOUNI, 2003).

3. La conquête d'Oran et ses conséquences :

Avant de relater les différentes étapes de la conquête d'Oran, et d'analyser les causes qui ont poussé les Espagnols à entreprendre cette invasion, nous tenterons de définir la situation géographique d'Oran et sa description.

3.1. Situation géographique d'Oran et sa description :

La ville d'Oran est située sur la côte méditerranéenne à l'Ouest de l'Afrique du Nord, entre le Cap Abuja à l'Est et le Cap Falcon à l'Ouest. Elle est à deux lieux au Sud-est de Mers el-Kébir et à environ vingt-deux lieux au Nord-est de Tlemcen (SHAW, 1980 : 227). Le trajet entre Oran et Alger, située à l'Ouest est de 80 à 90 lieux (ROZET ET CARETTE, 1980 : 17). Oran fut fondée vers l'an 903 par des marchands musulmans d'Espagne, d'après un traité conclu avec les tribus qui habitaient ce littoral. Sept ans plus tard, elle fut prise et saccagée par ces mêmes tribus. Rétablie un an après, elle fut de nouveau détruite par les Berbères en 956, mais elle se releva une troisième fois et parvint rapidement à un haut degré de prospérité (LA PRIMAUDAIE, le commerce, 1860 : 241).

La ville d'Oran bâtie entre deux plages sablonneuses au fond du golfe qui porte son nom, se présente sous un aspect à la fois imposant et gracieux. Au Nord-Ouest, elle est dominée par deux montagnes, dont les sommets isolés servent de points de repères aux navires. La ville assise au pied du pic d'Aïdour, que les Espagnols appelaient Santa-Cruz, est séparée en deux parties, entre lesquelles serpente un ravin profond et spacieux ; traversé par l'Oued-Rahhi (la rivière des moulins). Entre les deux moitiés de la ville, une vallée verte et plus riante. L'Oued-Rahhi, qui ne tarit pas même en été, alimente les trois fontaines de la ville et fournit à tous les besoins des habitants. Ses eaux, tombant en cascades, coulent à travers des jardins d'une délicieuse fraîcheur, semés de roses et de jasmin, et plantés d'amandiers, de grenadiers et d'orangers. Les massifs de verdure forment un contraste ravissant avec la nudité désespérante du pic d'Aïdour (SHAW, 1980 : 228).

Oran aux XIV et XVe siècles, occupait une place importante dans le commerce maritime, elle abritait un nombre d'entrepôts de diverses marchandises. Léon l'Africain un des chroniqueurs de l'époque, nous a laissé une description de la ville d'Oran, dont voici un extrait :

« Avant que les Espagnols n'en fissent la conquête, la ville entourée de belles et hautes murailles et bien fournie d'édifices et de toutes choses qui sont séantes à une bonne cité, comme collèges, hôpitaux, hôtelleries. Elle était très fréquentée par les marchands d'Italie et de Catalogne. Les habitants étaient humains, très plaisants et courtois avec les étrangers. La plus grande partie se composait d'artisans et de lissiers de toile, avec quelques citoyens qui vivaient de leurs revenus, bien que leur nombre fût petit, car, à vouloir se tenir à Oran sans s'adonner à quelques arts et il fallait se contenter du pain d'orge » (IBN EL WEZZAN, l'Afrique, 2005 : 399).

D'après le récit de Léon l'Africain qui date du début du XVIe siècle, la ville d'Oran avait déjà entamée son déclin, à l'image du reste du royaume de Tlemcen. Mais Oran avait connu au moyen âge son apogée. Selon les sources de l'époque :

« Pendant tout le jour, la ville d'Oran entière est comme une immense ruche où personne ne chôme ; sur les 5.000 maisons, on compte 1.500 boutiques, où tisserands, brodeurs, orfèvres, épiciers, teinturiers, marchands de grains, de tapis et soieries, et même débitants de vin se livrent à leur commerce. La population flottante qui s'ajoute aux 20.000 habitants, achève de donner à Oran son aspect de grande ville commerçante, où le luxe est

poussé si loin que le marabout vénéré, sidi-Mohammed El-Houari, prédit la venue de l'étrangers » (BLUM, la croisade, 1898 : 105).

3.2. Les causes de la conquête :

Nous avons constaté à travers nos différentes lectures, que l'ordre de la classification des causes et objectifs de la conquête espagnole de la côte africaine, diffère d'un récit à un autre, il y a ceux qui mettaient en tête les causes religieuses, tel était le cas de la grande partie des sources et références musulmanes, par contre, les ouvrages des occidentaux avaient un penchant pour les causes stratégiques, politiques et économiques. Pour notre part, je pense que la deuxième classification est plus convaincante, sans négliger non plus les causes religieuses, dont F. BRAUDEL, disait d'elles que :

« La guerre d'Afrique a dû ses allures de croisades surtout au rôle que le clergé de la péninsule a su prendre dans sa conduite. L'Eglise d'Espagne s'est vivement, passionnément intéressée à la lutte contre les Maures d'Afrique dont à plusieurs reprises elle a voulu faire sa chose » (BRAUDEL, 1928 : 201).

3.2.1. Causes stratégiques et politiques :

Après la chute de Grenade en 1492, un nombre considérable de Mauresques se sont réfugiés dans les pays du Maghreb et d'Orient. Ceux qui ont choisi les pays du Maghreb comme terre d'asile, ont formé des ensembles. Le principal objectif des Mauresques était de prendre leur revanche sur les Espagnols qui les ont chassés d'Espagne. Pour réaliser le rêve qu'ils caressaient, les Mauresques ont formé des groupes armés, et ils participaient à la pratique de la piraterie qui se faisait contre Malaga, et dans les eaux territoriales proches de l'Andalousie (GHELLAB, 2005 : 336). Grammont relate ces faits en écrivant, que :

« Dans tous les petits ports que l'émigration venait de peupler, s'armèrent des barques légères, qui tantôt isolées, tantôt réunies en flottilles, enlevaient les bâtiments marchands, pénétraient dans les ports en y portant le fer et le feu, faisaient des descentes de nuit sur les côtes, devenues inhabitables » (DE GRAMMONT, 1887: 4).

Nous tenons à mentionner que le phénomène de la piraterie en Méditerranée ne date pas de la chute de Grenade, mais il remonte au temps lointain. La piraterie a été pratiquée par tous les Etats du bassin méditerranéen, cette réalité a été d'ailleurs confirmée par le chroniqueur espagnol Saurez DE MONTANES dans ses récits, « Depuis de longues années, les riverains des deux continents avaient pratiqué ce mode de guerre, qui y était devenue, en quelque sorte, endémique. Toutefois, l'expulsion des Mores vint donner à la course un accroissement formidable » (IBID).

Les Espagnols ne pouvaient rester indifférent de la piraterie qui portait préjudice à leur commerce en méditerranée, et qui mettait en péril leur sécurité. Leur première réaction, était d'entreprendre des expéditions maritimes contre les ports d'où sortaient les Mauresques et leurs alliés Maghrébins. Le but des Espagnols n'était pas seulement de mettre un terme à la piraterie exercée par la rive sud de la méditerranée, mais ils voulaient occuper le littoral marocain et certains ports algériens, surtout Mers el-Kébir, Oran, Bougie et ceux de Tunisie (GHELLAB, 2005 : 337). D'ailleurs l'un des buts du Cardinal Ximénès de la conquête

d'Oran, était le moyen de marcher, par un port d'accès facile, à la conquête de toute l'Afrique (BLUM, La Croisade : 1898).

Pour assurer leur sécurité, les Espagnols avaient projeté la fondation de bases militaires avancées en Algérie, qui empêcheront les Algériens d'avoir des contacts avec les Maures andalous, et de ne pouvoir recevoir de l'aide, et éradiquer toutes les invasions maritimes à partir des côtes algériennes vers les côtes espagnoles. La mise en place de la dite stratégie, aidera les Espagnols à mettre un terme aux ravages occasionnés à leur côte par les pirates algériens et à sécuriser les communications maritimes entre l'Espagne et l'Italie (LA PRIMAUDAIE, le commerce, 1860 : 246).

3.2.2. Causes économiques :

Les objectifs économiques de la conquête, résidaient dans l'occupation des comptoirs commerciaux et de s'emparer des régions riches en produits agricoles et cheptels, telles Bône, Oran, ce qu'il leur permettrait de monopoliser le commerce extérieur de l'Algérie ; Atteindre par la même occasion, les fins fonds de l'Afrique noire, en l'occurrence le Soudan, riche en or (BLUM, 1898 : 246). Les Espagnols voulaient assurer la sécurité du détroit de Gibraltar qui a connu un mouvement naval actif entre l'Océan et la Méditerranée au moment de la découverte de l'Amérique. « Si le détroit n'était pas sûr, l'Espagne perdait la plupart des avantages qu'elle voulait tirer de son nouvel empire au profit de Gênes et de Venise qui se disputaient jusqu'alors le commerce de toute l'Afrique septentrionale » (BLUM : La croisade 1898).

3.2.3. Les causes religieuses :

Toutes les religions monolithiques prêchent la tolérance et la fraternité entre les êtres humains, mais ce que nous avons constaté, c'est que la religion a été toujours au centre des confrontations entre les deux mondes chrétien et musulman. Si nous remontons dans le temps, nous trouverons que la conquête d'Espagne par les Musulmans au début du VIII^e siècle, a été faite au nom de l'Islam (MAS-LATRIE, relations, 1886 : 4). Les croisades menées par les Chrétiens contre l'Orient au moyen âge revêtaient elles aussi un cachet religieux. Nous citerons deux faits des temps modernes où la religion était impliquée, la prise de Constantinople par les Turcs en 1453, et la chute de Grenade en 1492. Blum démontre bien l'impact de ces deux derniers événements sur les esprits des gens, en disant de Ximénès :

« qu'il est le dernier des croisés. Surexcité par la prise encore récente de Constantinople, témoin de luttes terribles au milieu desquelles se constituait l'unité de son pays, partisan, propagateur ardent et chef de l'inquisition qu'il voulait étendre au-delà de l'Espagne » (BLUM, La Croisade, 1898).

Les causes religieuses de la conquête de l'Afrique par les Espagnols nous les trouverons dans le testament fait par la reine Isabelle le 12 Octobre 1504, qui se termine ainsi :

« Je prie la princesse ma fille et mon mari que, comme princes Catholiques, ils aient le plus grand souci des choses qui touchent à dieu et à la sainte foi, qu'ils s'occupent sans relâche de la conquête d'Afrique et de combattre pour la religion contre les infidèles » (FEY, Oran, 1858 : 67).

Bien avant la rédaction du dit testament, Ferdinand d'Aragon et Isabelle de Castille avaient tenté de soumettre les Musulmans vaincus à des lois directement opposées aux droits reconnus dans les traités signés après la chute de Grenade. Le culte Mahométhan fut sévèrement proscrit. Après avoir revendiqué le droit de culte, les Musulmans étaient dans l'obligation de se faire baptiser dans un délai de trois mois, sous peine de bannissement perpétuel et la confiscation de tous leurs biens, comme il a été stipulé par un édit du Roi (Ibid. : 54). C'est ce qui laisse GRAMMONT à écrire ceci :

« Les passions religieuses avaient été trop surexcitées pendant cette longue croisade pour que des idées de tolérance puissent pénétrer dans l'esprit des vainqueurs, et chacun des nouveaux seigneurs des terres conquises eût sincèrement cru commettre un sacrilège en ne contraignant pas ses vassaux à se prosterner devant la croix, telle était l'opinion de la noblesse du peuple espagnol, et de la reine Isabelle, qu'encourageait dans cette voie le Cardinal Ximénès » (DE GRAMMONT, Alger, 1887 : 2).

Après que la décision de la conquête d'Oran a été prise, Le Cardinal Ximénès avait mis à la disposition de l'expédition les propres deniers de son archevêché (FEY, Oran, 1858 : 67). Pour démontrer le caractère religieux de la conquête, nous relatons ce fait qui représente une symbolique révélatrice : « Le Cardinal se rendit à Oran dans une embarcation magnifique. Les couleurs nationales flottaient au vent, la croix archiépiscopale brillait à la proue, et sur une large banderole étaient écrits ces mots : « In hoc signo vinces », tu vaincras par ce signe » (Ibid. : 71). Ce que nous venons de relater, explique en partie la réaction haineuse et le désir de vengeance qui avait hanté les populations chrétiennes et musulmanes à travers les différentes étapes de l'histoire.

4. Etapes de la conquête d'Oran :

Les informations sur les expéditions de l'Espagne contre l'Afrique sont abondantes, La plupart des sources et références avaient relatés dans les détails les étapes de la conquête d'Oran. Pour éviter la litanie, nous nous contenterons de donner un résumé succinct.

L'objectif des Espagnols après la chute de Grenade, consistait à imposer leur souveraineté dans le bassin occidental de la Méditerranée, et par la même occasion, mettre un pied sur le littoral Oranais qui fait face à la côte espagnole. Pour atteindre leur objectif, les Espagnols avaient entrepris une conquête maritime en 1497, sous le commandement du Duc de Medina Sidonie pour s'emparer de la ville d'Oran et de Mers el-Kébir. Après l'échec de cette tentative, les forces espagnoles s'emparaient de la ville de Melilla sur la côte marocaine dont elles avaient installé une garnison militaire (SANDOVAL, les inscriptions, 1875 : 178).

4.1. La prise de Mers el-Kébir :

Après cette première entreprise, les Espagnols avaient entrepris plusieurs tentatives d'invasions organisées contre Mers el- Kébir dans le but d'imposer leur hégémonie sur la côte africaine, et mettre fin à l'activité maritime des pays musulmans dans le bassin méditerranéen occidental. Le choix de Mers el- Kébir était motivé par sa position stratégique et sa fortification. Selon certains récits, un marchand vénitien, Jérôme Vianelle, qui avait l'habitude de commercer avec Mers el- Kébir, avait convaincu les dignitaires de la cours espagnole, à leurs têtes le Cardinal XIMENES de Cesnéros de l'importance que représentait la situation géographique de Mers el- Kébir, d'une part, il est la porte de l'Afrique, et les avantages acquis

en s'emparant de la riche et belle ville d'Oran sur la côte africaine, d'autre part (SANDOVAL, les inscriptions, 1875 : 178).

Toutes ces données étaient suffisantes pour que les Espagnols décident d'organiser une invasion maritime contre Mers el- Kébir en 1505. Cinq mille hommes ont été mobilisés, et une flotte d'un nombre important de navires. L'amiral Raymond de Cordoba était désigné commandant général de l'invasion. Le général en chef Don Diego de Fernandez de Cordoba, un des artisans de la reconquête de Grenade en 1492, était chargé de superviser les opérations militaires. Selon un rapport espagnol daté de la cité de Malaga, élaboré par Juan Del Valle le 4 Décembre 1505 concernant l'état du personnel de terre et de mer que le roi fit réunir, pour la guerre contre les Mores d'Afrique, était de 10.490 personnes, outre d'autres venues pour servir volontairement et non comprises celles qui sont par force sur les galères et les 140 navires (BERBRUGGER, Oran.. 1869 : 114).

La flotte espagnole a quitté Malaga la fin Aout 1505, elle arriva à Mers el Kébir le 11 septembre de la même année. La garnison algérienne qui se trouvait dans le fort était de cinq cent hommes. Les Espagnols ont pu s'emparer de Mers el Kébir après avoir occupé les collines qui entourent le littoral. Dans l'impossibilité de résister au bombardement des Espagnols, la garnison algérienne quitte le fort pour rejoindre Oran, après avoir signé un traité avec le commandant de l'armée espagnole. Les pertes des troupes algériennes étaient estimées à cent morts. (SAIDOUNI : 2003 : 152).

Selon un historien contemporain, La prise de Mers el-Kébir avait duré une cinquantaine de jours (AL MADANI, 2007 : 88). Mais si on se réfère au rapport adressé au cardinal Ximénès après la fin des opérations, par le Mestre-de-camp Général Pedro de Madrid, campé devant Mers-el-Kébir, le 17 septembre 1505, nous constaterons que la campagne n'a duré que trois semaines, sachant que la flotte a quitté Malaga la fin aout (BERBRUGGER, Oran, 1869 : 100). Suivant FEY, « le siège de *Mers el-Kébir* avait duré cinquante jours. Le 23 Octobre le gouverneur maure fut emporté par un boulet et les assiégés, plongés dans le découragement, évacuèrent Mers el-Kébir et se réfugièrent dans la ville » (FEY, Oran, 1858 :57). Les renseignements donnés par FEY ne correspondent pas à ceux cités par d'autres sources.

Les causes de la défaite des Algériens étaient dues au retrait des volontaires avant même l'arrivée des troupes espagnoles, et à la difficulté du cheminement des vivres et renforts, vu le siège qu'avaient imposé les troupes espagnoles autour du fort. Le rapport espagnol nous donne des informations sur les circonstances de la reddition des Musulmans :

« Le premier jour, nos bâtiments tuèrent avec leur canonnade *l'Alcayade (le Caïd)* de la forteresse. Entre temps, les Mores s'efforçaient au dehors de reprendre la montagne et les Chrétiens de la défendre. Ceux de la forteresse commencèrent à parler partiellement de se rendre, car la mort de leur *caïd* avait fait naître des différends entre eux » (Ibid.).

Dès que les habitants d'Oran ont appris la nouvelle de la prise de Mers el-Kébir par les Espagnols, massacrent tous les juifs et les marchands chrétiens d'Oran, à l'exception de Franco Catanio, à qui le *Mezouar* (Lieutenant de police chargé de la sécurité de la ville) a sauvé la vie, mais tous leurs biens sont livrés au pillage (SANDOVAL, Les inscriptions, 1875 : 181).

Après avoir pris possession de Mers el- Kébir, Les Espagnols ont procédé à la libération des trente-cinq prisonniers Chrétiens qui se trouvaient dans le fort, pris comme otages lors de l'invasion échouée des Portugais de 1501(FEY, Oran, 1858 : 57). Les Espagnols avaient transformé la mosquée qui se trouvait dans le fort en église, et avaient installé leur batterie sur les tours du fort, et avaient fortifié ses remparts, afin que leurs troupes puissent s'installer. Grace à toutes ces dispositions prises, les Espagnols ont pu résister et faire face à toutes les attaques menées par les Algériens (SAIDOUNI, 2003 : 153).

Après cet échec, il paraît que le roi de Tlemcen, dont dépend Mers el-Kébir avait envoyé ses troupes pour porter secours aux combattants. Elles étaient composées de vingt-deux mille fantassins et deux mille cavaliers, selon Pedro de Madrid (BERBRUGGER, Oran, 1875: 106). Pour sa part, Gonzalo de Ayora (Historiographe royal), qui a pris part à l'expédition, a mentionné dans ses chroniques, ceci :

«Une des plus sérieuses affaires, eut lieu dans la journée du 17, dans laquelle la compagnie de Borja, sous les ordres de Guttierrez de Aviles, et d'Alonso de la Mar, devaient protéger l'approvisionnement d'eau des navires. Pendant que cette opération s'accomplissait, il survint pour l'empêcher des cavaliers d'Oran, de Tlemcen et de Hone, au nombre de 1,200, accompagnés de 2,500 à 3,000 fantassins» (SANDOVAL, Les inscriptions : 180).

Il me semble que les chiffres cités par Pedro sont excessifs, car le roi de Tlemcen ne pourrait pas réunir autant de guerriers, vu la conjoncture difficile que traversait le royaume des Béni-Ziane, miné par des rivalités intestines, qui étaient d'ailleurs l'une des causes principales de sa chute au début du XVI^e. Siècle.

Le rapport espagnol nous informe de la situation des résistants Mores après la prise de *Mers-el-Kébir* et la suite des événements : «Tous les Mors qu'il y avait dans la forteresse en sortirent libres avec leurs biens, excepté l'artillerie et la poudre. Le Seigneur Alcaïde (gouverneur des pages, Don Fernandez de Cordova) avec les Capitaines et principaux de l'armée, fit son entrée dans la mosquée qui fut dès-lors affectée au culte de notre sainte foi Catholique et reçut le nom de Sainte Marie de la conception (AL MADANI, 2007 : 88) ; on s'occupa ensuite de ravitailler et de fortifier la place, de monde, de vivres et d'artillerie, et d'autres choses qui étaient nécessaires pour sa garde et sa défense» (BERBRUGGER, Oran, 1875: 105).

Ainsi se termine la première expédition pour qu'une autre commence.

La prise de Mers-el-kébir était d'une importance capitale pour les Espagnols. Ganzalo de Ayora, dit de Mers-el-kébir :

«Est une place si forte, si grande, et de si haute importance, pour le gouvernement, et notamment pour les royaumes de Grenade, d'Andalousie, et la conquête de l'Afrique... Si Gibraltar par les moyens dont elle dispose pour la conquête de l'Afrique et la sûreté de l'Espagne, mérite si justement le titre de reine, Mers-el-Kébir, doit passer avant elle par le motif, qu'aux mêmes avantages elle joint celui d'avoir concouru à la moitié de la conquête de l'Afrique, et à la sécurité de presque toute l'Espagne» (SANDOVAL, Les inscriptions, 1875: 180).

La conquête de *Mers el-Kébir* a coûté à l'Espagne trois mille écus d'or, et l'on consacra chaque année une pareille somme pour la conserver (FEY, Oran, 1858 : 59).

4.2. La prise d'Oran :

La conquête de Mers el-Kébir à vrai dire, n'était qu'une première étape d'un vaste projet qui a pour finalité, la prise d'Oran, et par la suite tout le littoral de L'Afrique du nord. Cette première victoire avait encouragé les Espagnols à poursuivre leur projet de conquête. C'est pour ces raisons d'ailleurs que le Cardinal Ximénès avait proposé au roi Ferdinand d'entreprendre une expédition contre Oran, dont il sera l'exécuteur (FAURE-BIGUET, 1905 : 249). Le Roi refusa de donner son accord, sous prétexte que le trésor royal n'avait pas assez de moyens financiers. Ximénès proposa alors de prendre au compte de son évêché la solde des troupes. Au moment de ces entrevues, les côtes de l'Andalousie et celles de Valence venaient d'être ravagées par des descentes de pirates, cela était une cause suffisante pour que le roi accepta le projet de conquête. Par un décret, Ferdinand conféra au Cardinal les pouvoirs les plus étendus. Le général en chef fut Pedro de Navarro (FEY, Oran, 1858 : 68).Après avoir reçu l'aval du roi, le Cardinal avait donné ordre d'entamer les préparatifs.

Le 16 Mai 1509, la flotte espagnole prit le départ du port de Carthagène en direction de Mers el-Kébir, composée de dix galères à trois rangs de rames, de quatre-vingts vaisseaux de transport et d'un grand nombre d'autres navires. L'armée de débarquement, forte de dix mille fantassins, quatre mille chevaux et huit cent volontaires, était commandée par Pedro de Navarro, comte d'Olivarès (LA PRIMAUDAIE, Le Commerce, 1860: 250). La traversée entre Carthagène et Mers el-Kébir, n'a duré qu'un seul jour. Son succès était du en partie à un vent favorable (FAURE-BIGUET, 1905 : 249).

Mais De Grammont n'est pas de cet avis, pour lui, la date de l'arrivée de la flotte était le 18 Mai, et le débarquement eut lieu dans la journée du 19 (DE GRAMMONT, Alger, 1887: 13). Après le débarquement réussi, les troupes sans perdre de temps, se sont scindées en deux groupes ; le premier attaqua Oran par voie terrestre, du côté de l'Ouest, en escaladant les montagnes qui séparent Oran de Mers el-Kébir, le second, assiégea Oran du côté de la mer.

Les récits concernant le déroulement des combats et leur durée, diffèrent d'un récit à un autre. De Grammont disait, que : « Les Maures étaient sortis de la place pour s'y opposer. Le combat dura quatre heures et se termina par la victoire des Espagnols, qui poursuivirent l'ennemi avec une telle vigueur, que plusieurs d'entre eux entrèrent dans la ville » (Ibid.). Pour d'autres, les Mors avaient mené plusieurs combats dans les alentours de la ville. La défaite des Mores était due à la trahison d'un Juif d'Oran, réfugié d'Andalousie, nommé Sethora (FEY, Oran, 1858 : 70) avec deux complices mores, qui ont pour noms, Aissa Al-Aribi et Ben Canis. Sethora, qui s'était mis d'accord avec le gouverneur de Mers el-Kébir, d'ouvrir les portes de la ville dès l'arrivée des troupes espagnoles (AL MADANI : 2007 : 101). De La Primaudaie, a donné presque la même version, à quelques détails près, il disait que,

«Le Cardinal Ximénès s'était ménagé d'avance des intelligences dans la place. Un marchand Juif Sethora, Qui entretenait pour son commerce des relations importantes avec les ports espagnols, avait promis de lui livrer la ville. Deux Maures, chargés de la perception des droits

de douane pour le roi de Tlemcen, devaient l'aider à accomplir cette trahison » (DE LA PRIMAUDAIE, Le Commerce, 1860: 252)

Un autre récit nous donne une autre version, dont elle disait :

« Ximénès a été informé de la conspiration, tramée secrètement par Martin d'Argot. Celui-ci, mettant à profit les loisirs forcés de la captivité, avait noué des intrigues ténébreuses avec Ahmed Acanixa, son hôte. Aidé d'Alonzo Martos, prisonnier comme lui, il avait fini par amener le More à promettre de livrer la ville » (BLUM, La Croisade, 1898 : 107).

Ces faits non pas été cités par certains auteurs, tels Léon l'Africain, dans sa description de l'Afrique, rédigée en 1525, et De Grammont.

Quel que soit la personne qui a été derrière ces intrigues, les combats ont cessés, dès que les troupes espagnoles avaient réussi à pénétrer dans la ville. Les vainqueurs massacrèrent plus de quatre mille Maures et firent plus de huit mille prisonniers. Je vois mal comment un nombre si important de personnes, n'a pu résister devant les troupes espagnoles que quatre heures de temps ? La seule explication possible, est que la majorité des tués, étaient des femmes et des enfants. Voilà ce que disait De Grammont de ces événements tragiques : « Le pillage et le carnage commencèrent avant que le Cardinal n'eut eu le temps de donner des ordres. On raconte qu'il ne put retenir ses larmes en voyant les rues jonchées de cadavres » (DE GRAMMONT, Alger, 1887 : 18). Comme si le Cardinal ignorait les conséquences que peut engendrer une guerre !

Après cette retentissante victoire, Ximénès transforma les deux mosquées principales de la ville en églises, l'une était dédiée à Notre Dame de la Victoire, l'autre à Saint Jacques (FEY, Oran, 1858 : 73) Pour ce qui est de l'évaluation du butin emporté par les Espagnols, il diffère d'un récit à un autre. Al-Madani avance le chiffre d'une valeur de 24 millions de dinars en Or (Ibid. : 102). Pour sa part, FEY, l'a estimé à cinq cent mille écus d'or (AL MADANI, 2007 : 73), donc il rejoint l'estimation de De Grammont.

Pour la mise en application de leur projet d'invasion du littoral de l'Afrique du nord, et la confortation de leur présence à Oran, les Espagnols avaient décidé d'étendre leur occupation à d'autres villes côtières de l'Algérie. C'est ainsi que Pedro de Navarro a reçu l'ordre d'entreprendre une invasion contre la ville de Bougie, qui était à l'époque sous le gouvernement des Hafsides. A la tête de 10.000 hommes, Navarro, a pu conquérir la ville le 5 Janvier 1510, après une résistance remarquable de ses habitants. L'inexistence d'un pouvoir central en Algérie qui pourra unifier la population et organiser la résistance, avait obligé les habitants des autres villes côtières (Alger, Bône, Ténès et Mostaganem), à négocier leur reddition. Mais l'occupation de ces villes par les Espagnols a été d'une durée relativement courte. Dès que les Turcs arrivèrent en Algérie 1519, leur première préoccupation, était la reprise des villes occupées. Dans les premières années, Ils ont récupéré les villes où se trouvaient des garnisons espagnoles réduites, et en 1529, s'était la restitution du *Pégnon* d'Alger, (petite île située à environ trois cent mètres de l'entrée du port) (DEVOULX, la marine, 1869 : 389). Le grand exploit a été réalisé par Salah Reis, Beylerbey d'Alger, qui a pu libérer Bougie en 1555.

Les Turcs avaient entrepris plusieurs tentatives, durant leur présence en Algérie, à récupérer Oran et Mers el-Kébir. Ils arrivèrent après une préparation minutieuse, sous le règne du Dey Mohamed, à s'emparer d'Oran en 1708 (IBN MIMOUNE, Attouhfa, 1981), mais les Espagnols ont pu la réoccuper une deuxième fois en 1732. Il faut patienter quelques années, pour que les Turcs la restituent définitivement en 1792 (CAZENAVE, les Présides, 1922 : 230).

Si nous devons donner une première évaluation de la présence espagnole à Oran et *Mers el-Kébir*, en nous référons à ce que nous venons de relater, l'Espagne n'a pas tiré un grand profit de sa présence en Afrique du nord. Elle a dépensé des sommes colossales pour fortifier ses présides, et assuré la solde de ses militaires. Les raisons de cet échec, résidaient peut-être dans la politique de l'occupation restreinte, préconisée par l'Espagne, car elle s'est cantonnée dans ses présides côtiers, sans tenter de pénétrer dans l'intérieur du pays, contrairement aux Romains et aux Français, qui ont appliqué la politique de colonisation élargie. Braudel a tenté de donner une explication à cet échec, en disant que : « Seules peut-être, les préoccupations de l'Aragonais, trop tenté par les richesses d'Italie, ont empêché l'Espagne de se saisir des profondeurs du pays Maghrébin. Mais l'occasion perdue ne s'est plus représentée » (BRAUDEL, 1966 : 181). Il me semble que la présence permanente des forces turques en Algérie a avorté tous les projets de l'Espagne en Afrique du nord.

4.3. Organisation, gestion et mutations de la ville :

Après avoir suivi les étapes et les conditions de la prise d'Oran, nous tenterons dans cette partie de cerner certains aspects de l'organisation, de la gestion et des mutations de la ville sous l'occupation. La manière dont les Espagnols avaient organisé l'administration et la gestion de la ville d'Oran, ainsi que ses environs immédiats, nous donne une première idée sur le système de défense mis en place, pour faire face aux assauts ennemis.

Administration de la ville et de ses environs :

L'administration de la ville d'Oran et de ses environs lors de l'occupation espagnole, était composée de deux autorités administratives, l'une militaire et l'autre civile. L'administration civile de la ville est gérée par une municipalité, présidée par un *corrégidor* (Gouverneur) et comprenant des *regidores* subalternes, des *jurats* et un conseil de ville (*Cabildo*). Le *corrégidor* est chargé de la politique étrangère et d'une partie de la justice. Il est chargé d'assurer l'approvisionnement des habitants de la ville de denrées (blé, orge, vin, huile et vêtement). Il participe aux travaux de fortification de la ville.

L'administration militaire : à sa tête un gouverneur (capitaine général) d'Oran et de Mers el-Kébir, chargé de payer les troupes, de nommer les capitaines et autres officiers et de rendre l'autre partie de la justice. Les troupes étaient encadrées par sept capitaines d'infanterie et deux de la cavalerie. La garnison était composée au début du XVI^e siècle, de 1.200 hommes (DIDIER, Oran : 138).

Une source de l'époque, nous donne quelques renseignements sur la composante administrative et sociale de la ville d'Oran. On y trouve :

- Des capitaines de la cavalerie et d'infanterie.

- Un apothicaire, un curé.
- Le gouverneur Marquis Don Martin de Cordova, avec un autre gouverneur, Don Diego Fernandez de Cordova, troisième Marquis de Camarés et Duc de Cardona.
- *L'alcaid* de la forteresse de Mers el-Kébir.
- Des *adaliid*, un écrivain et un trésorier de razzias.
- Le *regidor* de la ville, un marchand, des artilleurs, un ingénieur, un marchand-ferrant, un capitaine sergent-major.
- Des cavaliers et des fantassins (*Mogataces*), un *alcade* de porte de ville.
- Un groupe d'indigènes composé de : Isaac Cansino, Juif interprète, Aroun ben Cemorro, Juif natif d'Oran, David Maqué, Abraham, chirurgien, Jacob Ballestero, Juif natif d'Oran, Caqué, Juif natif de Tlemcen, Bocanix, More de la montagne de Guisa, Mulaho, cheikh, More soumis de Guisa, Hamu ben Brahim, cheikh général soumis (BERBRUGGER, Oran, 1875: 122).

Selon un mémoire adressé en 1520 au Roi d'Espagne par le *corrégidor* sur la manière dont cette ville est administrée, une mésentente existait entre l'administration civile et militaire sur la manière de gouverner la ville et la gestion des affaires. Nous citons certains points de divergence soulevés par le *corrégidor* dans son mémoire, qui est à vrai dire, un réquisitoire contre le gouverneur militaire :

1. Si le marquis de Camarés continue à être chargé de payer les troupes, de nommer les capitaines et autres officiers et de rendre la justice, tout est perdu. On ne se préoccupe en aucune manière du service de sa majesté et tous les jours les rentes de la ville diminuent.
2. Sa majesté devrait elle-même nommer ses capitaines pour le bien de son service : on ne se conforme pas à ce qu'elle ordonne ; son nom même n'est pas respecté et celui qui demande justice ne peut l'obtenir. Ses capitaines tyrannisent la ville (DIDIER, Oran : 140).
3. Sa majesté paie la solde pour 50 artilleurs, beaucoup sont absents, les autres sont incapables, parce que les gens du Marquis désignent pour ce service ceux qu'ils veulent ou qui leur donnent de l'argent.
4. Dans les revues, il se commet des fraudes nombreuses. On paie pour beaucoup de gens qui ne peuvent servir ou qui n'ont jamais existé » (Ibid. : 141).
5. Un certain nombre de maisons et de jardins ont été donnés par les gens du Marquis à des personnes qui ne paient rien pour la location des dits immeubles. Le comptable du Marquis, les capitaines et les *alcades* ont aussi amassé de grandes sommes par des moyens illicites.
6. On chasse les Juifs de la ville. C'est à peine si on y compte, en ce moment, 6 familles, et il n'y est pas resté un seul rabbin. Le *corrégidor* dit que ces gens-là sont très utiles pour le commerce et qu'on a tort de les renvoyer » (DIDIER, 1927 : 141).

Il faut attendre le 4 juin 1534, pour que le roi Charles Quint prenne la décision de réorganiser l'administration du préside d'Oran. Il supprima le poste de *corrégidor* et met tous

les pouvoirs entre les mains du Comte d'Alcaudète, qu'il nomma à Oran capitaine général et justicier (Ibid. : 139).

La vie à Oran s'est détériorée après le départ du *corrégidor*, c'est ce que révèle une lettre d'une habitante de la ville, Isabelle de Fonseca, libellée à un certain Messire Jacob, Bachelier. Elle disait dans sa lettre :

« Je ne puis vous dire combien nous sommes malheureux de ce qui se passe ici. Il paraît que le *corrégidor* ne reviendra pas. C'est du moins ce que disent et répètent les gens du Marquis. Ce bruit qu'ils font courir a éloigné les Maures qui approvisionnaient la ville de blé et d'autres vivres. En se retirant, ces mêmes Maures ont dit que le *corrégidor* avait promis de ne pas les quitter et que, à l'avenir, ils ne croiront plus personne. Si on ne le renvoie pas à Oran, ils n'y reparaitront pas et n'apporteront plus rien » (Ibid.).

Nous déduisons de cette lettre quelques vérités historiques très intéressantes, à s'avoir : Les habitants d'Oran formaient deux clans distincts, l'un soutenait le *corrégidor*, l'autre le Marquis. Le clan du *corrégidor* constituait de civils, se plaignait de l'autorité militaire. Les hommes du Marquis, nouveaux maîtres d'Oran, étaient derrière la campagne d'intro menée contre le *corrégidor*. Une autre vérité, les négociants maures ne faisaient plus confiance à l'autorité civile représentée par le *corrégidor*, qu'à l'autorité militaire, représentée par le Marquis.

Telle était l'organisation administrative d'Oran durant deux siècles, mais à partir du début du XVIII^e siècle, elle connaîtra une réforme profonde.

Lors de la reprise d'Oran par les Espagnols en 1732, les autorités espagnoles avaient pris la décision de revoir leur système d'administration, de gestion et de défense pour rendre leur présence et leur occupation plus durable. Le règlement de 1745 concernant la réorganisation militaire, économique, politique et religieuse d'Oran, avait déterminé les devoirs et les droits de toutes les catégories sociales qui vivaient dans la ville. Le gouvernement politique était sous l'égide du commandant général, secondé d'une assemblée de six conseillers. Ces conseillers nommés pour un an, étaient choisis par le commandant-général parmi les officiers supérieurs des régiments qui tenaient garnison régulière dans la ville. La maison militaire du commandant comprenait, un gouverneur, un lieutenant de roi, un sergent-major, un aide-major, trois aides de camp, et un capitaine du port. La place de Mers el-Kébir était commandée par un gouverneur assisté d'un état-major restreint ; elle dépendait d'Oran. Enfin chacun des cinq grands châteaux-forts qui défendaient l'enceinte Saint-Philippe, Saint-André, Saint-Grégoire, Santa-Cruz et Rosalcazar avait un gouverneur assisté d'un aide et d'un aumônier militaire.

Les affaires administratives étaient confiées à un ministre des finances, nommé directement par le roi. Il avait sous ses ordres plusieurs officiers d'administration et un trésorier-payeur qui centralisait les fonds, de provenances diverses, destinés au paiement des officiers et soldats de la garnison, et subvenait à toutes les dépenses ordinaires ou extraordinaires, pour l'entretien, les frais de guerre et les travaux des fortifications (CAZENAVE, les présides, 1922 : 232).

Les affaires religieuses au niveau de la ville d'Oran, dépendaient d'un vicaire ecclésiastique qui, depuis l'époque de la première conquête était nommé directement par l'archevêque de Tolède, son supérieur immédiat. L'église principale avait quatre chapelains, et les trois autres petites églises avaient elles aussi leurs religieux. Chacun des châteaux-forts avait son aumônier militaire. Il y avait un autre chapelain à Mers el- Kébir et deux aumôniers pour le régiment d'infanterie (CAZENAVE, les présides, 1922 : 235).

Malgré les nouvelles réformes administratives introduites, la situation sociale de la population civile d'Oran n'a pas connue une amélioration notable, les gens réclamaient plus de vivres. Pour pallier à ce problème, le roi Charles III avait constitué en 1768 une commission des approvisionnements, chargée de veiller à ce que les marchands fussent, en toute saison fournis des denrées de première nécessité (pain, huile, viande et charbon). Ladite commission, était composée d'administrateurs, de commerçants et d'ecclésiastiques. Mais elle se lança bientôt dans un système absolu et despotique, qui donna lieu à de nombreuses plaintes. Il faut attendre l'an 1772, pour que le roi impose un autre système de fonctionnement, ce qui a permis à Oran de recevoir des denrées en quantité nécessaire (FEY, Oran, 1858 : 219).

Pour ce qui est de la gestion des environs immédiats de la ville d'Oran, les Espagnols entretenaient des relations de vassalité avec un nombre important de tribus alliées sur un rayon de trois lieues. Celles-ci étaient chargées d'assurer l'approvisionnement de la ville de toute sorte de denrées, dont ses habitants avaient besoin. Et on imposa à chaque famille de payer un tribut annuel en nature (céréales), l'équivalent de deux doublas, que les Maures appelèrent *Roumia*. En contrepartie, les tribus recevaient la protection des Espagnols. Les autorités espagnoles avaient recruté un nombre de gens de ces tribus, pour constituer des fantassins, cavaliers et espions, qui seront d'un apport non négligeable pour les Espagnols lors de leurs expéditions menées dans l'intérieur du pays et dans les moments de reposer aux assauts des tribus ennemies contre la ville d'Oran (SANDOVAL, Les inscriptions, 1875: 278).

Le système de gestion des environs d'Oran a connu lui aussi quelques changements, spécialement lors de la deuxième période de la présence des Espagnols à Oran (1732-1792). Les Espagnols n'étaient pas autorisés à sortir en dehors des remparts de la ville, ce qui rendait les tribus alliées plus vulnérables aux attaques des tribus ennemies. Pour remédier à cette situation, les autorités espagnoles les avaient autorisées à s'installer derrière les remparts de la ville, pour plus de sécurité.

Les fortifications :

L'une des priorités des Espagnols, après l'occupation d'Oran, était de fortifier les défenses de la ville, pour la protéger des attaques menées par les tribus ennemies et les troupes turques. Après avoir réparé les murailles et remparts existants, les Espagnols s'attaquaient à la construction des forts et des tours sur les points névralgiques. On commença par la pointe la Mona, qui représentait un danger permanent pour les Espagnols, lieu d'où pouvait venir une attaque ennemie. On éleva la forteresse des Saints, remplacée par la suite par le château de Saint Philippe (CAZENAVE, 1925 : 237). Dès 1529, on s'occupa de la *Casbah* (CAZENAVE, 1925 :332), qui a connue des transformations, aménagements et de

nouvelles constructions. C'était au cours de l'année citée, que l'ingénieur Parafan de Ribera effectua une visite d'inspection des ouvrages en voie de réalisation à Oran. Il a ordonné au marquis de Comarés et au *corrégidor*, le docteur Lebrija de faire travailler les gens de guerre, en contrepartie, on leur distribue des vivres gratuitement (SANDOVAL, 1875 : 278).

Les autorités espagnoles avaient envoyé en 1534 un autre ingénieur, Francisco de Sotomayor pour inspecter les travaux en cours de réalisation à Oran et Mers el-Kébir. Dans le rapport qu'il avait établi, il a relevé les difficultés rencontrées lors de la réalisation de différents projets, ainsi que les dépenses nécessaires pour la réalisation de système de fortification parfait. En 1555, Oran a reçu la visite de Jean de Zurita, chargé lui aussi de suivre les travaux de réparation et à déterminer les nouveaux ouvrages nécessaires à construire (ibid. : 353).

Un événement important se produisait à Oran, qui était celui de la mort du capitaine général le Comte d'Alcaudète (1558) (RUFÉ, Domination, (s.a) : 144), lors d'une de ses campagnes contre Mostaganem. Il était prévisible pour les Espagnols, après cet échec militaire, qu'ils avaient subi, que les troupes turques viendront sans doute, assiégé Oran. C'est pour faire face à cette éventualité, que les autorités espagnoles avaient envoyé à Oran en 1560, l'ingénieur Juan Bautista Calvi, accompagné de l'architecte principal de Gibraltar, Bartolomé Quemado, ils avaient comme mission de réparer et fortifier les ouvrages existants. Les pressentiments des Espagnols se sont avérés vrais, car trois ans après, 1563, les troupes turques assiégeaient la ville d'Oran et Mers el-Kébir.

Après la levée du siège, le roi d'Espagne Philippe II, a ordonné de réparer les ouvrages détruits et de renforcer ceux qui existaient dans les deux places, en prévision d'une prochaine attaque. Sur ordre du roi, Francisco de Valencia, chevalier de Saint Jacques, se rend à Oran en mission spéciale, accompagné de l'ingénieur Juan Bautista, avec 1000 ouvriers pour la réalisation de travaux (SANDOVAL, 1875 : 357).

L'entretien des fortifications et la construction de nouveaux ouvrages de défense, exigeaient des dépenses onéreuses pour la trésorerie espagnole, c'est ce qui a poussé certains membres de la cour d'Espagne à proposer d'abandonner ces deux places (Oran et Mers el-Kébir). Cette proposition a été confirmée par Vespasiano Gonzaga Colona, émissaire du roi à Oran en 1574, dans son rapport. Mais il a proposé de garder Mers el-Kébir, à condition de renforcer ses fortifications. Après une large consultation, le roi Philippe II décida en 1576, de conserver les deux places, et ordonna à Juan Davalos de terminer les travaux de fortification, et d'augmenter le nombre des ouvriers, et de suivre les plans de l'ingénieur Jacome Palearo (Ibid. : 359 et 360).

Sous le règne du roi Philippe III, le gouverneur le marquis d'Ardales a réalisé à Oran en 1605, une école royale militaire, pour la formation de jeunes officiers, ainsi que la porte de Tlemcen (une des portes que contenait la ville d'Oran). Sur le haut de la porte, se trouve cette inscription : « Le marquis d'Ardales, comte de Teba, maréchal de Castille, capitaine général, grand justicier de cette ville d'Oran, de la place de Mers el-Kébir, des royaumes de Tlemcen et de Ténès , pour le roi D. Philippe, a fait construire cet ouvrage en l'année 1605 » (Ibid. : 440).

Quelques années plus tard, en 1611, Oran a connu l'arrivée de l'ingénieur Cristobal de Rojas, qui était chargé d'assurer le suivi de travaux de fortification. Dans son rapport, il a insisté sur l'urgence que nécessitait la fortification du fort San Salvador (CAZENAVE, 1925 : 231) sur la montagne qui domine Mers el-Kébir. Nous dirons que les ouvrages de défense ont connus une amélioration, tout au long du XVIIe siècle. Nous relevons les ouvrages réalisés sous le règne des gouverneurs d'Oran, Gaspard de Guzman (1655), le marquis de Leganès (1662). Enfin la construction de forts, tours et leur amélioration, n'ont pas cessé jusqu'à la reprise d'Oran par les Algériens en 1708.

Les travaux reprendront leur cours, après la reconquête d'Oran par les Espagnols en 1732. Les travaux les plus importants ont été réalisés sous le règne du gouverneur, le général Valléjo (1734-1738), avec l'aide de trois ingénieurs, D. Juan Ballester, Zafra et D. Diego Bordik. Dès que les troupes algériennes levèrent le siège et se retirèrent d'Oran en 1734, Valléjo entama les travaux de fortification et la construction de nouveaux forts, tels, Saint Ferdinand et Saint Charles et il termina les ouvrages déjà commencés à Saint Louis, Santa Cruz, Saint Philippe, Saint Pierre et Sainte Barbe, et il dota la place de nombreuses mines et communications souterraines (CAZENAVE, 1925 : 335).

Malgré tous les efforts déployés par l'Espagne, dans la réalisation d'ouvrages de défense et autres édifices publics, Valléjo dans son rapport au ministre de la guerre, observa la nécessité d'abandonner les deux places, en justifiant son opinion par l'énormité des dépenses consacrées pour la réfection des ouvrages et l'entretien des troupes, il écrivit ceci :

« Que d'argent pour l'entretien des troupes de l'expédition, pour la garnison actuelle, pour terminer les fortifications inutilement commencées dont l'énumération serait longue ! Car, en toute franchise, la place et ses forts sont en plus piteux état de défense... On peut affirmer certes qu'ici l'Espagne a troqué des monceaux d'or contre des montagnes de pierres et que jamais elle ne retirera de cette possession le moindre profit pour son honneur et son commerce ou pour la propagation de la religion catholique » (CAZENAVE, 1925 : 351).

L'idée de Valléjo d'abandonner Oran, rejoignait celle soulevée par certains membres de la cour à la fin du XVIe Siècle comme nous l'avons déjà dit précédemment. Mais l'avis des opposants à l'idée d'évacuer Oran, l'emporta. Les autorités espagnoles continuaient à envoyer des Gouverneurs et à réaliser d'autres travaux à Oran.

D. Joseph Basile Aramburu, le nouveau gouverneur d'Oran, continua les travaux non achevés par son prédécesseur, à savoir, les forts Saint Michel, Saint Jacques, Sainte Thérèse, de la Mona, ainsi que la réparation de Rosalcazar (CAZENAVE, 1925 : 341). Nous remarquons que les autorités espagnoles ont prêté une attention particulière à la construction des ouvrages de défense, durant toute la période de l'occupation d'Oran. Cela explique bien, le type de relations qu'elles entretenaient avec les tribus ennemies et les troupes turques. Le siège permanent de la ville d'Oran, et les attaques fréquentes, dont étaient harcelés les Espagnols, justifiaient l'intérêt qu'ils portaient aux ouvrages de défense, dès leur présence à Oran jusqu'à leur évacuation définitive en 1792.

La population :

Dans une lettre adressée le mois de mai 1510, par le roi Ferdinand au Comte Don Pedro de Navarro capitaine général en Afrique, comportait les grandes lignes de la politique à suivre dans les places occupées en Afrique, il disait que :

« Si nous voulons nous maintenir en Afrique, nous devons occuper les villes d'Oran, de Bougie et de Tripoli et les repeupler entièrement de chrétiens. Autrement, comme les Maures sont maîtres de tout le reste du pays, si nous leur permettions d'habiter les villes du littoral, il nous serait impossible de conserver ce que nous avons conquis. Les trois places dont il s'agit devront donc, en attendant mieux, être munie d'une bonne garnison de chrétiens, et aucun maures ne pourra y être admis » (BLUM, Croisades, 1998 : 128).

Nous verrons plus tard, que la politique prônée par le roi Ferdinand ne sera pas respectée, car un nombre considérable de gens de toutes catégories étaient autorisés à résider à Oran, parmi eux, figuraient les Maures alliés à l'Espagne.

Le roi avait mis son plan de peuplement en exécution, en ordonnant d'envoyer 600 familles à Oran, à condition qu'elles acceptent de mettre à la disposition de l'armée deux cents combattants cavaliers, et la disponibilité des autres hommes à servir dans l'infanterie. Des biens fonds transmissibles et exempts de redevances leur furent concédés, à condition de ne pouvoir ni les abandonner, ni les aliéner pendant une durée de deux ans (SANDOVAL, 1875 : 274).

Pour sa part, le cardinal Ximénès avait proposé un projet de colonisation plus ambitieux. Il voulait installer à Oran des colons, il voyait que la fertilité de la terre et le bon climat, les inciteraient à cultiver les champs et à défendre leurs biens comme s'ils étaient nés dans le pays. Ximénès avait refusé de concéder des concessions aux étrangers, de peur qu'ils s'empressent de les vendre. Quant à celles qu'on accordera aux Espagnols, elles seront faites à condition que ceux-ci s'engagent à résider au moins deux ans. Malgré tous les espoirs du Cardinal de voir son projet se réaliser, le roi ne donnerait aucune suite à ses vues de colonisation.

Toujours est-il, avec le temps, la ville d'Oran a connu un afflux d'habitants, qu'on peut répartir en deux catégories, à savoir : l'armée et la population civile.

L'armée :

Le nombre de soldats qui tenaient garnison à Oran varie entre 1.200 et 1.700 hommes. Il était dans les premières années de l'occupation de 1.200 hommes. Mais ce chiffre connaîtra une légère évolution vers le XVIII^e siècle. Lors de la reprise d'Oran en 1732, le régiment devait comprendre deux bataillons de treize compagnies, soit 1.300 hommes, il passera vers la fin de l'occupation à 1.700 hommes (CAZENAVE, 1922 : 248). La défense de la ville contre les assauts ennemis, concernait tous les habitants d'Oran. Les détenus, commerçants, artisans et Maures soumis et alliés, devaient rejoindre les rangs de l'armée, pour une durée déterminée. Les gens impliqués directement dans le service militaire, étaient : les détenus et les Maures alliés qui vivaient à l'intérieur de la ville.

Les détenus :

L'Espagne a fait de ces présides africains des lieux de déportation et de bagne. Cette frange de la société espagnole, était composée de toutes les catégories sociales. Des gens condamnés pour délits et crimes. Parmi eux se trouvaient des personnes de haut rang de la société, tel le seigneur Don Pedro de Giron, un des chefs de l'insurrection des «*Comunidades*», qu'avait envoyé Charles Quint à Oran au début du XVI^e siècle pour purger sa peine. Nous trouvons aussi à Oran au XVII^e siècle, le poète Vicente de la Huerta. Il y avait aussi certains Seigneurs d'Espagne, qui obtenaient du roi l'autorisation d'envoyer leurs enfants à Oran pour leur mauvaise conduite. Mais tous ces gens étaient bien traités, en fonction de leur rang.

En ce qui concerne le condamné pour crime, il peut obtenir le pardon pour son crime, il suffit d'aller en Afrique et de servir deux mois à ses frais contre les Maures. C'est ce qui a été mentionné dans un certificat délivré par les autorités espagnoles à Oran le 8 novembre 1509, à un certain Pedro de Arevalo, après avoir purgé sa peine, pour un homicide commis. Il a été mentionné dans ledit certificat, ceci :

« Nous, Alonzo de la Puente, commissaire de la reine notre souveraine sur cette terre conquise...Attestons par la présente que Pedro de Arevalo, habitant de la ville de Arevalo, a comparu devant nous en cette ville d'Oran, déclarant qu'il se présentait comme étant homicide et qu'il avait été informé qu'au moment où l'armada se préparait à venir contre cette place, d'après les ordres de son altesse... On avait publié dans la ville de Valladolid, où la cour résidait alors, que quiconque se joindrait à ladite armada et prendrait l'engagement de servir deux mois à ses frais, serait pardonné de quelque crime qu'il eût commis » (LA PRIMAUDAIE, 1875 : 10-11).

Le nombre de déportés à Oran en 1732, était d'une centaine, mais il a connu un accroissement important durant le XVIII^e siècle. En 1770, l'ingénieur Hontabat, avait mentionné dans son rapport 2.821 déportés, pour chuter en 1787 à 2.214 déportés. Ceux qui étaient condamnés à des peines légères, et qui pouvaient porter des armes, sont autorisés à intégrer le régiment de l'infanterie ou autre unité de la garnison. Chaque individu recevait une solde journalière de neuf *Cuartos* et une ration de pain, plus six réaux par mois pour l'entretien de leur équipement. Leur mission consistait à garder les bestiaux dans les endroits dangereux. Les autres on les mit à la disposition de l'ingénieur chargé des travaux de réparations et de fortifications des ouvrages d'utilité militaire ou publique. Chaque travailleur recevait huit « *Cuartos* » par jour, soit 32 maravédis, avec une ration de pain, une livre de bois pour la cuisson de sa pitance et trois réaux par mois pour ses habits ; on lui fournissait en outre six paires d'espadrilles par an et une paire de souliers à Noël. D'après le recensement de 1770, « Oran Comptait deux mille huit cent vingt et un déportés libres, se livrant les uns au négoce et les autres à la vente de différentes denrées dans des boutiques qu'ils avaient été autorisés à ouvrir » (FEY, 1858: 18).

Il paraît que la vie était insupportable dans les présides d'Afrique, manque de vivres, la dureté du climat en été, la discipline imposée par les supérieurs et la monotonie du quotidien. Tous ces facteurs avaient incités les détenus à s'évader. Même les soldats n'hésitaient pas à tenter l'aventure (CAZENAVE, 1922 : 464). La désertion était un phénomène qui avait

touché tous les corps de troupes espagnoles (FEY, 1958 : 218). L'ancien ministre espagnol des finances et de la guerre, le Comte Rodesno, avait donné le chiffre de déserteurs, lorsque l'Espagne s'apprêtait à quitter Oran en 1791, de l'année 1732 à 1765, qu'était de 30.000 déserteurs (CAZENAVE, 1922 : 67).

On trouve aussi une autre catégorie de détenus, qui appartenaient à l'église. Après avoir commis un délit ou un crime, ils se refugiaient dans une église ; ils obtenaient le droit d'immunité et ils recevaient une ration journalière (Ibid. : 468).

Les Moros de Paz (Les Mores de paix) : sont les indigènes des tribus alliées aux Espagnols qui vivaient dans les villages (Ifre, Cnastel), situés dans la périphérie de la ville. Après la prise d'Oran par les troupes algériennes en 1708, les autorités espagnoles les a évacués en Espagne avec le reste de la population. Mais après la reprise d'Oran en 1732 par les Espagnols, les moros survivants, sont revenus dans leur pays, pour s'installer dans leurs villages, mais ils sont constamment attaqués par les tribus ennemies (Moros de Guerra), ce qui obligea le roi à les autoriser à se réfugier à l'intérieur de la ville. Pour les isoler de la population chrétienne, on les logea dans un quartier, situé dans le haut de la ville. Les familles des Moros étaient prises en charge par les autorités espagnoles. Elles recevaient une aide alimentaire (blé, orge, pain) et une allocation pour les veuves et orphelins des hommes morts au service du Roi.

Le rôle des hommes de Paz, était de participer à la défense de la ville contre les attaques des troupes algériennes, et d'accompagner les Espagnols dans leurs expéditions contre les tribus ennemies. On recrutait parmi ces hommes des espions et à partir de 1738, on constitua de ces hommes un corps de cavalerie de 300 hommes (Ibid. : 469).

Les Mogataces (Baptisés) : La cavalerie d'Oran était composée essentiellement des indigènes qui portaient le nom de *Mogataces*. Ils ont contribué à maintes reprises à la défense de la ville contre les attaques menées par les troupes turques et tribus ennemies. En vertu du décret royal de 1732, les *Mogataces* formaient un corps de troupe avec un règlement particulier et une solde fixe. Ils dépendaient directement du commandant général. Ce corps de cavalerie d'indigènes était composé de cent hommes, mais par manque de volontaires pour le recrutement, il ne dépasse pas une cinquantaine d'hommes. Leur solde était de quatre écus et demi par mois, plus dix livres de pailles chacun pour le cheval qui était la propriété personnelle du soldat. Leurs tâches, consistaient à accompagner les troupes espagnoles dans leurs sorties à l'intérieur du pays, car ils connaissaient bien les différentes contrées et les habitudes des indigènes (Ibid. : 265).

Après l'occupation d'Oran, les Espagnols avec leur famille se sont installés, la plupart d'entre eux exerçaient le commerce. Ils tenaient des boutiques et des magasins d'alimentation. Mais par la suite, les hommes étaient appelés à servir dans le régiment. Un décret royal, stipulait que :

«Considérant que depuis que la garnison perçoit le prêt au lieu des rations comme autrefois et depuis que l'habillement n'est plus à notre charge, beaucoup d'étrangers se sont introduits dans ces places et plusieurs détenus y sont restés

après le temps de la condamnation, en qualité d'épiciers ou de marchands drapiers avec leur famille. Sa majesté, veut que tous ces hommes soient astreints à servir dans le régiment fixe ou autre compagnies. Car la plupart, étant mariés, pourront laisser la gestion de leur magasin à leur femme et faire eux-mêmes du service actif. Ceux qui ne voudront pas se soumettre à cette règle devront immédiatement quitter la ville avec leur famille et dorénavant, sans mon autorisation, aucun étranger ne pourra plus être admis à vivre dans ces places » (Ibid. : 250).

Il paraît que les détenus, après avoir purgé leur peine et terminer leur service dans le régiment, préféraient rester à Oran au lieu de retourner dans leur pays d'origine. Mais avec le temps, la population connaîtra un accroissement remarquable, ce qui a poussé les autorités espagnoles à leur interdire le séjour prolongé (Ibid. : 250).

Parmi la population civile espagnole, on trouve des familles de soldats, nous citons comme exemple, Diégo Suarez de Montanes, qui vivait à Oran avec son épouse et sa fille. Cela démontre que certains militaires vivaient avec leur famille (BERBRUGGER, 1866 : 126).

Les Juifs : Une communauté juive vivait à Oran bien avant l'occupation de cette dernière par les Espagnols. Leur quartier qui comprenait une centaine de maisons et 500 habitants, se trouvait au milieu de la ville avec leur synagogue et école (BRAUDEL, 1966 : 149). Les Juifs faisaient du commerce et certains d'eux étaient recrutés par les autorités espagnoles, comme interprètes. Le *Corrégidor* d'Oran, durant les premières années de l'occupation espagnole, avait noté dans son mémoire, que le Capitaine Général, a expulsé tous les Juifs, il ne restait que 6 familles (LA PRIMAUDAIE, 1860 : 30). Mais il paraît que les Juifs étaient autorisés à s'installer à Oran. Mais ils furent expulsés une deuxième fois, en 1669, sous le règne de la reine de Dona Maria Anne d'Autriche.

Le mardi 16 avril 1669, on fit embarquer de Mers el-Kébir 466 juifs vers l'Europe. Cette expulsion était considérée par les autorités espagnoles, comme un événement important. C'est pour cette raison d'ailleurs, il a été gravé sur le marbre, lors de l'inauguration de l'église d'Oran Saint Christ de la Patience, ceci :

« Cette église fut terminée dans la même année où les Juifs qui habitaient cette ville en furent expulsés par zèle catholique de S.M. ... Les Juifs qui étaient venus s'y fixer dans ces places, bien avant qu'elles appartenissent aux Chrétiens, en furent chassés le 16 avril de l'année 1669. Sur cet emplacement qu'était celui de leur synagogue a été construite cette église... » (SANDOVAL, 1875 : 54).

La population d'Oran a été décimée par la peste qui a envahi la région en 1678, le nombre de morts a été estimé à 3.000 personnes (Ibid. : 58). La ville abritait lors de sa prise par les troupes turques, en 1708, cinq cent maisons particulières et 2.000 habitants. Mais elle connaîtra un essor particulier, après sa reprise par les Espagnols en 1732. A titre indicatif, nous donnons quelques chiffres sur l'évolution de la population d'Oran : Pendant la première occupation (1509-1708), la population ne dépassait pas 6.000 habitants, mais en 1738, d'après un rapport officiel, la population était de : 1.000 civils, 1675 déportés, 757 Maures soumis et 5.535 militaires soit 8.581 habitants. Le recensement officiel de 1770, dénombre 9.581

habitants, soit 2.377 bourgeois sans compter les Maures réfugiés, 2.821 déportés et 4.383 officiers et soldats, non compris la marine. En 1787, Oran comprenait 149 artisans, 26 agriculteurs, 20 journaliers, 17 commerçants, 52 ecclésiastiques et 199 Maures soumis. Le nombre de femmes était de 1.223 personnes, dont 495 femmes mariées. Un voyageur Allemand, J. A. Rehbinder, qui a visité Oran en 1788, a estimé le nombre d'habitants à 12.000 âmes (CAPORAL, 2012 : 424).

A la fin du XVIII^e siècle, on trouve cinq cent trente-deux maisons, quarante-deux édifices publics. Le nouveau commandant général Alvarado (1770-1774), fit d'Oran une ville assez belle et florissante. Grâce à sa bonne gestion, Oran comptait alors plus de 10.000 habitants (CAZENAVE, 1925 : 231).

Malheureusement, dans la nuit du 8 au 9 Octobre 1790, un tremblement de terre violent a mis fin au développement qu'a connu Oran. La plupart des maisons, les fortifications, les églises et les monuments tombaient en ruines. Le nombre de morts était de 3.000 personnes (GRAMMONT, 1887 : 343). On dénombre parmi les victimes 38 officiers et 877 sous-officiers et soldats, sans compter ceux du régiment de Navarre (CAPORAL, 2012 : 28). Ce séisme, était l'un des facteurs qui a obligé les Espagnols à abandonner la ville d'Oran définitivement en 1792, après avoir signé un traité avec le pouvoir central d'Alger.

Les difficultés d'approvisionnement :

Les Rois d'Espagne lors de la conquête de Mers el-Kébir et Oran comptaient beaucoup sur les richesses du pays conquis, pour subvenir aux besoins des troupes espagnoles et de la population civile qui résidaient à Oran. Braudel, disait de l'influence économique des Espagnols au Maghreb, que : « De point de vue économique, les chefs espagnols n'ont que la constante préoccupation d'assurer sur place leur approvisionnement en blé, en orge et en bétail » (BRAUDEL, 1926 : 377). Mais la réalité des choses était autre.

L'une des difficultés à laquelle les autorités espagnoles, devaient faire face, était incontestablement, cette question d'approvisionnement de denrées alimentaires. Au début de la conquête, les Espagnols arrivaient tant que bien que mal, à se procurer d'une partie de leurs besoins de l'intérieur du pays, soit par des razzias que les troupes espagnoles entreprenaient contre les tribus ennemies, d'où elles revenaient avec un butin considérable, constitué de bétail, céréales et autres denrées, soit par les traités contractés avec les tribus soumises, et le royaume de Tlemcen. Toutes les tribus soumises à leurs Cheikhs devaient verser un impôt annuel en nature, qui était de deux *doublas* de blé pour chacune des familles dont ils étaient responsables. La redevance annuelle que versait le roi de Tlemcen au gouverneur d'Oran, était de douze mille *ducats* d'or et six gerfauts femelles (faucons), douze chevaux (FEY, 1858 : 84).

Dans Le traité de capitulation de Mostaganem de 1511, les Espagnols avaient imposé aux *caïds*, *cheikhs* et autres habitants de Mostaganem et Mazagran d'approvisionner Oran et Mers el-Kébir en vivres (LA PRIMAUDAIE, 1860 : 29).

Il est vrai que les Espagnols procuraient quelques denrées de l'intérieur du pays, mais s'était au prix de leur vie. Les troupes espagnoles étaient généralement, exposées au danger

lors de leurs expéditions. Nous citons ici deux exemples qui illustrent bien les difficultés que rencontraient les Espagnols, lors de leurs sorties, pour procurer des vivres. Dans une grande sortie pour razzier les tribus, le gouverneur de Mers el-Kébir, fut anéanti par les Maures, près de Misserghin le 4 Juin 1507 (FEY, 1958 : 60). L'expédition d'Alcaudète gouverneur d'Oran contre Mostaganem le 26 Août 1558, a connu le même sort. L'Alcaudète lui-même fut tué par les troupes turques et 5000 hommes firent prisonniers par les Turcs et les tribus rebelles de la région de l'Ouest (CAZENAVE, 1925 : 350).

Il paraît que les approvisionnements tirés de l'intérieur du pays ne suffisaient pas pour couvrir les besoins des troupes espagnoles et de la population civile. Avant même l'occupation d'Oran, l'autorité de Mers el-Kébir approvisionnait ses troupes directement d'Espagne, c'est ce qu'a mentionné Juan Laso dans son rapport adressé de Mers el-Kébir au roi d'Espagne le 12 Juin 1506 ou il notait ceci :

« Je dois informer votre altesse que j'ai traité, en mn nom, pour mille *Cafiz* de blé et quelques autres approvisionnements avec des marchands de Barcelone, nommés Les *Forcadels*. Je prie votre Altesse de vouloir bien donner les instructions nécessaires pour que l'on paie d'urgence ces deux fournisseurs » (LA PRIMAUDAIE, 1860 : 9)

Un autre document confirme la rareté des denrées à Oran, il s'agit du mémoire adressé par le *corrégidor* d'Oran aux autorités espagnoles en 1520, dont il disait que : « Le *corrégidor* a acheté de divers marchands, chrétiens, maures et juifs, du blé, de l'orge, du vin, de l'huile et des vêtements pour les soldats qui mouraient de faim et de froid. Ce qui doit s'élever à environ 4000 *ducats* » (Ibid. : 29).

L'occupation d'Oran, n'était pas une sinécure pour les Espagnols, car ils étaient exposés à plusieurs risques, manque de vivres, les attaques ennemies et l'arrivée tardive des approvisionnements venus d'Espagne. Le gouverneur d'Oran se plaignait dans une de ses lettres adressées à ses supérieurs en 1536, de cette situation. Il disait qu'Oran manque de blé à cause de la mauvaise récolte de l'année précédente et qu'il est dans l'impossible de régler la solde des troupes de façon régulière, et que les soldats voulaient retourner en Castille. Le gouverneur termine sa correspondance, en disant : « les deux bateaux chargés de vivres entrent dans le port, nous n'avons plus de pain et les autres vivres commençaient à manquer (BRAUDEL, 1928 : 377). Le Comte d'Alcaudète a reconnu cette dure réalité, en disant en 1535, que : « J'ai eu plus de peine à défendre ces deux villes contre la faim que contre l'ennemi » (Ibid. : 375).

La situation des Espagnols à Oran s'aggrava d'avantage, en outre des causes que nous venons de citer, le Royaume de Tlemcen ne veut plus fournir de denrées alimentaires stipulées dans le traité contracté avec l'Espagne. Les Espagnols finirent par perdre Tlemcen en 1553, premier fournisseur de denrées, qui deviendra une contrée gouvernée par les Turcs.

La situation des Espagnols après la reprise d'Oran en 1732, était plus préoccupante, car des ordres royaux, interdisaient aux gouverneurs de s'aventurer dans l'intérieur du pays sans aucun prétexte. Leur rôle consistait à se défendre derrière les remparts de la ville (CAZENAVE, 1925: 227). Braudel disait d'Oran : « C'est un pauvre camp fortifié, sans cesse sur le qui-vive. La vie du soldat, là comme ailleurs, y connaît tout un cortège de misères »

(BRAUDEL, 1928: 376). Un nombre de tribus, jadis alliées à l'Espagne, se sont ralliées aux Turcs, durant la reconquête d'Oran par ces derniers, en 1708. C'est ce qui a engendré la baisse de la quantité de blé et autres denrées que versaient les tribus soumises aux Espagnols à titre d'impôt annuel. La seule solution qui restait aux Espagnols, pour assurer leur survie à Oran et satisfaire les besoins de la population, n'était que d'importer leurs vivres directement d'Espagne, avec tous les risques que représentaient ces opérations. Telles étaient les conditions dans lesquelles vivaient les Espagnols à Oran.

Conclusion :

La conquête d'Oran n'était que le résultat logique de la chute de Grenade, et un des premiers fruits de la renaissance européenne. Les Espagnols avaient choisi le moment opportun pour mettre en exécution leur projet de conquête. La situation au Maghreb et la conjoncture internationale étaient aussi favorables. Les royaumes du Maghreb vivaient leur dernier moment de leur existence. Les autres pays d'Europe avaient la tête tournée vers l'Orient d'où le Tsunami Ottoman déferlait sur eux.

Nous avons démontré que le principal objectif de la conquête d'Oran, était d'ordre stratégique et militaire, ce qui conforte notre avis est que les Espagnols avaient dépensé des sommes colossales pour l'entretien de leurs fortifications.

Les Espagnols n'ont tiré aucun intérêt économique durant leur présence à Oran, le peu de denrées qui venait du Royaume de Tlemcen, cessa dès l'occupation de cette dernière par les Ottomans en 1553. Nous avons constaté qu'ils étaient contraints de faire venir d'Espagne, les vivres et autres denrées pour les hommes de troupes et la population d'Oran. Sans oublier de citer la présence de la flotte ottomane en méditerranée, qui a imposé un blocus permanent autour du port d'Oran et Mers-El-Kébir. C'est pour ces raisons que les Espagnols avaient cessé presque toutes leurs activités commerciales de la méditerranée, pour se consacrer au commerce dans ses colonies du nouveau monde.

Pour ce qui est de l'objectif religieux des Espagnols, qui a pris une place importante dans les écrits de certains auteurs, Je pense que les Espagnols n'ont pas atteint les résultats escomptés. Leur action se bornait à transformer quelques mosquées en églises, et à évangéliser quelques habitants des tribus soumises, limitrophes de la ville d'Oran, sous la menace des occupants. Après l'implantation des Ottomans dans le *Beylik* de l'Ouest, puis la récupération d'Oran en 1708, quelques tribus soumises et alliées aux Espagnols, rejoignaient le rang des Ottomans.

Sur le plan culturel et civilisationnel, les Espagnols avaient laissé quelques influences linguistiques, le parler Oranais contient jusqu'à présent quelques mots d'origine espagnole, ainsi que certaines places et lieux qui portent des noms espagnols. Les occupants ont réalisé un grand nombre de bâtiments et édifices, publics, officiels et religieux et nous citons entre autres, les forts, les remparts, l'école militaire, les sièges administratifs, les portes de la ville, les fontaines, les routes, les églises.

Nous tenons à signaler que ce thème nécessite des études appropriées par des chercheurs de différents domaines.

Le maintien relativement lent des Espagnols à Oran, peut s'expliquer par le non ralliement total des tribus de l'ouest algérien aux Ottomans, car les tribus limitrophes de la ville d'Oran étaient contraintes de se soumettre au nouvel occupant sous peine d'être dépossédées de leurs terres. Leur soumission était motivée aussi par les gains que pouvait engendrer sa participation aux razzias des troupes espagnoles contre les tribus ennemies. Les tribus soumises et sa cavalerie constituaient un bouclier de protection et de défense autour de la ville d'Oran. Elles étaient les premières à faire face aux harcèlements des tribus rebelles, et des troupes ottomanes.

En dépit du danger menaçant qui guettait l'existence des Royaumes du Maghreb, les gouverneurs de ces derniers continuaient à lapider leurs moyens humains et matériels dans des guerres internes sans lendemain. Pourtant la situation du Maghreb de l'époque, exigeait de ses gouverneurs de réfléchir à s'unifier, et à élaborer une politique de défense commune. Mais malheureusement ça n'a pas été le cas. Nous verrons plus tard, après l'arrivée des Ottomans en Algérie, les voisins avaient sollicité l'aide des Espagnols pour entraver la politique des Ottomans dans la région et avorter leurs visées et faire échouer leurs desseins.

L'instabilité de l'Algérie permanente, due aux révoltes de certaines tribus montagnardes et frontalières en particulier, les invasions incessantes des pays européens et pays voisins, avaient obligé les Ottomans à ne pas se concentrer sur la libération d'Oran. Malgré les différents échecs des tentatives menées par les Ottomans, ils arrivèrent à la fin, avec l'aide des forces locales à reconquérir Oran en 1792.

Malgré cette victoire retentissante, les Ottomans et les Algériens n'ont pas su tirer les enseignements de l'histoire, car juste après quelques décennies de la reprise d'Oran, Alger tomba entre les mains des Français en 1830, dans des conditions similaires à celles de la conquête d'Oran.

Sources :

1. GHAZAWETAROU DJ ET KHEIR-EDDINE. Présentation Nour-Eddine Abd-el-Kader, 2005 Alger: Edition Rodissi, 1934.
2. IBN AL-WAZEN, Mohamed (Léon L'Africain). Description de l'Afrique, Trad. du français à l'arabe par Abderrahmane Hemida. Egypte : Edition Bibliothèque Général, 2005.
3. IBN MIMOUNE, Mohamed. *Attouhfa Al Mardiya Fi El' Daoula El Bektâchîyya Fi Bilad El' Djazair El' Mahmiya*, (en langue Arabe), présenté par Mohamed Ben Abdelkrim, Alger : Société Nationale d'Édition et de Diffusion, 1981.
4. KHAIR-EDDINE. Mémoires, Trad. Mohamed Derradj, Alger : Dar Al Assala, 2012.
5. LAPRIMAUDAIE, (DE), Elie, Histoire de l'occupation espagnole en Afrique 1574, Documents inédits, Jourdan librairie éditeur, Alger 1875.
6. LAPRIMAUDAIE(DE), Elie. «Le commerce et la navigation de l'Algérie avant la conquête française ». In Revue de l'Algérie coloniale, Juin 1860.

7. RANG, Sander ET DENIS, Fernand ; Fondation de la Régence d'Alger : Histoire des Barberousse. 2^e éd. Tunis : Bouslama, 1984.
8. ROZET ET CARETTE. Algérie, Etats Tripolitains. 2^e éd. Tunis : Edition Bous lama, 1980.
9. SHAW, Thomas. Voyage dans la Régence d'Alger, trad. de l'anglais par J. Mac Carthy. 2^e éd. Tunis : Bouslama, 1980.

Les études (livres et articles) :

10. AL-MADANI, Ahmed Toufik, Guerre de trois cent ans entre l'Algérie et l'Espagne 1492-1792, Alger : Dar Al-Bassair, 2007. (L. Arabe)
11. BERBRUGGER, Adrien. « Oran sous les Espagnols : Traduction de rapports officiels Espagnols sur la prise d'Oran et de Mers el-Kébir ». In Revue africaine, Alger, 1875, n° 13.
12. BLUM, Nelly. La Croisade de Ximénès en Afrique. Oran : L. Fouque, 1898.
13. BRAUDEL, Fernand. La Méditerranée et le Monde Méditerranéen à l'époque de Philippe II, t 1 et 2. 2^e éd. Paris : Librairie Armand Colin, 1966.
14. BRAUDEL, Fernand. « Les Espagnols de l'Afrique du Nord de 1492-1577 ». In Revue Africaine, Alger, 1928, n° 28.
15. CAPORAL, Bernard, Oran Capitale du Beylik de l'Ouest 1792-1831, édition Alpha Alger 2012.
16. CAZENAVE, Jean. « Contribution à l'histoire du vieil Oran : Mémoire sur l'état et la valeur des places d'Oran et Mers El Kébir ». In R.A, Alger, 1925, n°22.
17. CAZENAVE, Jean, « Les présides Espagnols d'Afrique : Leur organisation au XVIII^e siècle. In : Revue Africaine, Alger, 1922, n°22,
18. DERADJ, Mohamed. La présence des Ottomans en Algérie : Rôle des frères Barberousse 1512-1543. Trad. du turc à l'arabe. Alger : Édition Al-Assala, 2012. (L. Arabe)
19. DEVOULX, ALBERT. « La Marine de la Régence d'Alger ». In Revue Africaine, Alger 1869, N° 13.
20. DIDIER, Léon Jules, Histoire d'Oran de 1501 à 1550, Jeanne d'Arc, Oran 1927.
21. FAURE-BIGUET, G. Histoire de l'Afrique septentrionale sous la domination musulmane. Paris : Henri Charles Lavauzelle, 1905.
22. FEY, Henri. Histoire d'Oran avant, pendant et après la domination espagnole. Alger : Adolphe Pierre éditeur, 1858.

23. FISHER, Sir Godfrey. Légendes, Barbaresque, Guerre, Commerce et Piraterie de 1415 à 1830. Trad. de l'anglais et annoté par Farida Hellal. Alger : Offices des Publications Universitaires, 1991.
24. GARROT, Henri. Les Juifs algériens : leurs origines. Alger : Louis Relin, 1898.
25. GHALLAB, Abdelkrim. *Kiraa djadida Fi Tarikh Al Maghreb*. Nouvelle lecture de l'histoire du Maghreb, (en arabe). Beyrouth : Dar Al-Gharb Al-Islami,
26. GRAMMONT (DE), Henri. Histoire d'Alger sous la domination turque 1515-1830. Paris : Ernest Leroux Editeur, 1887.
27. MARLES (DE), M. Histoire de la conquête de l'Espagne par les arabes. Ad. Mame et Cie, éditeur, Tours 1847.
28. MAS LATRIE(DE), Le Comte. Relations et commerce de L'Afrique septentrionale ou Maghreb avec les nations chrétiennes au moyen âge, Librairie de Firman Didot et Cie, Paris : 1886.
29. PRATS(DE), Jean. L'Eglise Africaine ancienne et moderne. Tours : Alfred Mame et Fils Editeur, 1898.
30. RUFÉ, Paul, Domination Espagnole à Oran sous le Gouvernement du Comte d'Alcaudète 1534-1558, édition Mimouni, Alger, Sans date.
31. SAIDOUNI, Nacer Eddine. Etudes andalouses : Recueil de recherches sur l'influence ibérique et la présence andalouse en Algérie. Beyrouth : Dar Al-Gharb Al-Islami, 2003.
32. SALEM, Ahmed. (Istratidjiat Al Fath Al Othmani). Stratégie des Ottomans (Egypte) : Association de la Jeunesse Universitaire Alexandrie, 2012. (L. Arabe).
33. SANDOVAL, C.X. « Les inscriptions d'Oran et de Mers-El-Kébir, Note historique sur ces deux places depuis la conquête jusqu'à leur abandon e 1792 », Trad. De l'Espagnol par Monnereau, In Revue Africaine, N°15, Alger 1875.
34. TEMIMI, Abdeljalil. «Rissalet Moselimi Ghernata Ila Sultan Sulyman Al Kanuni) Lettre des Musulmans de Grenade au Sultan Souleymane le magnifique ». In Revue d'Histoire Maghrébine. Tunis, 1975, n° 3, (L. Arabe).

De la cité romaine de Saldæ à la fondation hammadide d'al-Nāširiyya (III^e/IX^e-V^e/XI^e siècles)¹ : Histoire de Bejaia, une ville en transition.

From the Roman city of Saldæ to the hammadid foundation of al-Nāširiyya (3rd/9th-5th/11th centuries): History of Bejaia, a city in transition.

Dr. MONTEL Aurélien
Université Lumière-Lyon 2

Résumé

La cité romaine de Saldæ est mentionnée pour la dernière fois au V^e siècle de notre ère. Jusqu'à sa refondation par le pouvoir hammadide à la fin du V^e/XI^e siècle, la ville, désormais connue comme Béjaïa, n'apparaît que très peu dans les sources arabes. L'histoire de Béjaïa demeure donc, méconnue, même si quelques fragments permettent d'éclairer ce hiatus. Il apparaît en premier lieu que, si la toponymie est un indice clair des ruptures introduites avec la fin de l'ordre romain et la conquête islamique, l'occupation du site a été continue. Dans un second temps, la ville, dynamisée par la présence d'une communauté andalouse, s'est progressivement dotée de fonctions portuaires qui connurent une croissance régulière et permirent ses succès tard médiévaux.

Mots-clefs

Béjaïa, histoire urbaine, Maghreb central, al-Andalus, réseaux d'échanges

Abstract

The city of Saldæ was mentioned for the last time in the 5th century AD of our era. Before that, Béjaia hardly appeared in the Arab sources until its refoundation by the Hammadites power in the end of the 5th / 11th century AD. Thus, very little was known on the history of Béjaia, the newly named city, even if some fragments allowed to make clear this hiatus. It appeared that the occupation of the site was uninterrupted despite the ruptures caused by the end of the Roman order and the Islamic conquest, which were revealed by toponymy. After that, Béjaia became dynamized owing to the presence of an Andalusian community and, therefore, acquired maritime functions which were growing progressively.

Key words: Béjaia, urban history, Central Maghreb, Al Andalus, network exchanges.

¹. Suivant les usages académiques, de donner toutes les dates avec la double datation, en premier lieu le calendrier hégirien, suivi du calendrier grégorien.

Introduction¹

En 460/1067-1068, l'émir hammadide al-Nāṣir (454/1062-481/1088), qui régnait sur le Maghreb central, choisit de fonder un port nouveau à l'embouchure de la Soummam, qu'il nomma, d'après son propre *laqab*, al-Nāṣiriyya. Pour la postérité, la ville est cependant restée connue sous le toponyme usité par les habitants déjà présents sur le site, *Biḡāya*, Béjaïa². Ces enjeux toponymiques viennent ainsi rappeler que, bien que cette refondation soit bien souvent considérée comme le point de départ de l'histoire de la ville, le site abritait déjà un établissement habité.

Or, si l'histoire et l'activité du port de Béjaïa à l'époque islamique sont bien connues pour les V^e/XI^e-IX^e/XV^e siècles, l'évolution du site avant la fondation d'al-Nāṣir reste extrêmement obscure. Comme pour l'ensemble de la région, ce hiatus, qui s'étend sur près de six siècles, est difficile à éclairer faute de sources. Pour cause, l'établissement pré-hammadide n'apparaît que de manière très dispersée dans les textes : il n'existe tout simplement aucun récit cohérent quant à ce site, qui n'est mentionné qu'à l'occasion du récit de la fondation d'al-Nāṣir. Les grandes chroniques historiques produites à la fin du Moyen-âge, par Ibn 'Idārī (ap. 712/1312) ou Ibn Ḥaldūn (732/1332-808/1406) notamment, ne remontent guère au-delà du milieu du V^e/XI^e siècle, et les divers textes composés par le cadī bougiote Aḥmad ibn 'Abd Allāh al-Ġubrīnī (644/1246-714/1314) sont malheureusement tout aussi silencieux.

Quelques mentions peuvent cependant être glanées, dans des sources extrêmement éclatées : disséminées çà et là, elles doivent être prudemment vérifiées. En effet, il y a parfois confusion entre Béjaïa (*Biḡāya*, بجاية) et Pechina (*Baḡḡāna*, بجانة), port andalou fondé à la fin du III^e/IX^e siècle, éventuellement avec Béja (*Bāḡa*, باجة), toponyme que l'on retrouve tant en péninsule Ibérique qu'au Maghreb. La similarité du *ductus consonanticus* de ces toponymes a en effet occasionné des erreurs fréquentes de la part des auteurs, des copistes, des éditeurs, car certaines sources, rédigées ou copiées tardivement, commettent l'erreur de mentionner Béjaïa en lieu et place de ces autres sites, exagérant son importance pour une si haute époque. Une analyse précise du contexte des faits rapportés permet cependant d'éviter, le plus souvent, cette confusion.

Méconnue, cette histoire de Béjaïa aux premiers siècles de l'époque islamique suscite un ensemble de questions, entre autres, la nature des grandes évolutions qui ont concerné l'ensemble du Maghreb, et d'un point de vue local, l'impact de l'Antiquité tardive dans la région, mais aussi les conséquences de la conquête islamique de la fin de l'Ier/VIIe siècle. La toponymie notamment fournit des éléments permettant d'apprécier la continuité des structures d'habitat depuis l'époque romaine jusqu'à la fondation hammadide, dynamisées sans doute par des apports de population venues d'al-Andalus. Les éléments fournis par les sources donnent enfin la possibilité de mieux comprendre l'ancrage territorial de ce port en le

¹ Je tiens à exprimer mes remerciements les plus sincères à Dominique Valérian, qui a bien voulu relire cette contribution et permis d'en corriger le propos grâce à ce regard de spécialiste, ainsi qu'aux relectures anonymes pour leurs suggestions qui ont contribué à corriger et à renforcer notre propos.

² Sur l'histoire de Bejaïa, voir en particulier GAÏD, 1976 ; VALÉRIAN, 2007 ; FÉRAUD, 2011 ; BAÏZIG, 2006 ; IHADDADEN, 2011 ; KHELIFA, 2016.

replaçant dans une plus longue durée, et ce avant qu'il ne devienne, à partir du VI^e/XII^e siècle, l'un des principaux de toute la Méditerranée occidentale.

1. *Saldae*, une cité romaine (I^{er}-VII^e siècles)

L'emplacement de l'actuelle Béjaïa a hébergé des activités humaines dès la plus haute Antiquité (VALÉRIAN, 2007 : 41-42). Lové à l'embouchure de la Soummam, dans une anse bien protégée, le site a abrité semble-t-il un comptoir punique, signalé par plusieurs artefacts archéologiques. À l'approche de l'ère chrétienne, Auguste y fonda, à son tour, une colonie connue sous le nom de *Saldae* –et dont le nom complet, *Colonia Julia Augusta Saldensium Legionis VII Immunis*, nous est seulement fourni par l'épigraphie latine (CIL VIII, 20683). Initialement peuplée de vétérans de la VII^e légion, cette cité se développa de manière continue à l'époque impériale. Toutefois, située dans les marges orientales de la province de Maurétanie Césarienne, *Saldae* n'atteignit jamais l'envergure des grands pôles urbains de la région, telles *Hippo Regius* (Bône) ou *Caesarea* (Cherchell) (LEPELLEY, 1981 : 505-507).

L'histoire et le rôle de *Saldae* pendant la période vandale (439-533) sont en revanche bien mal connus. Il est seulement attesté que la ville a été promue au rang de siège épiscopal, à une date qui se situe probablement au milieu du V^e siècle : *Saldae* est en effet citée en 484 dans le *Registre des provinces et cités d'Afrique* (*Notitia provinciarum et civitatum Africae*, 271), alors qu'elle n'est pas mentionnée dans les actes de la conférence de Carthage de 411, où 22 évêques de Maurétanie Sétifienne siégèrent pourtant (*Gesta Conlationis Carthaginensis*). *Saldae* n'apparaît pas davantage dans les diverses sources byzantines qui détaillent la reconquête justinienne (533-534). Pièce isolée, au moins depuis le IV^e siècle, du dispositif impérial de contrôle du territoire (DIEHL, 1896 : 108), la cité semble avoir perdu toute importance (COURTOIS, 1955 : 327). La nomination d'un évêque de Béjaïa par Grégoire VII (469/1076), à la demande de l'émir hammadide al-Nāṣir, pourrait toutefois indiquer qu'une présence chrétienne s'est maintenue dans la ville, attestant de la continuité du fait urbain siècle après siècle (COURTOIS, 1945 : 207-210).

Les traditions relatant la conquête islamique du Maghreb¹, peu loquaces au sujet des terres qui s'étendent entre l'Ifīrīqiya et le détroit de Gibraltar, n'évoquent jamais la ville, qui paraît en retrait pour plusieurs siècles. Le déclin de *Saldae* ne peut donc être attribué à la seule conquête islamique : comme pour un grand nombre d'autres cités, il était déjà bien entamé dans l'Antiquité tardive.

2. Les enjeux de la toponymie

Le premier des auteurs arabes qui prend soin de mentionner la ville avec quelque détail est Ibn Ḥawqal, géographe et voyageur venu d'Orient actif dans la seconde moitié du IV^e/X^e siècle : sa *Ṣūrat al-Arḍ*, qui comporte la première grande description du Maghreb par

¹Sur ces événements, qui ont suscité une importante bibliographie, voir notamment Kaegi, 2010, la meilleure synthèse publiée récemment.

un voyageur, contient également la plus ancienne attestation du toponyme actuel de Béjaïa, *Biğāya* (Ibn Ḥawqal, *Ṣūrat al-Ard* : I, 76)¹. L'étymologie de ce nom reste obscure.

Une première hypothèse, peu solide, avait été apportée par Laurent-Charles Féraud (1829-1888) sur la base de témoignages oraux. Celui-ci y a en effet vu, d'après une tradition recueillie localement, une déformation de l'arabe *Baqāya*, littéralement « ceux qui se sont échappé, les survivants », en référence à un supposé flux de réfugiés qui auraient fui la conquête islamique – interprétation qui rappelle que Féraud était l'un des hérauts de la science coloniale en Algérie française (FÉRAUD, 2011 : 44-45).

Plus récemment, Mohand-Akli Haddadou, linguiste berbérisant, a suggéré que le toponyme pourrait résulter de l'arabisation d'un terme amazigh, *Bgayet*, dérivé de *Tabgayet*, lui-même issu des termes *tabegga* ou *tabeyayt* (« ronces et mûres sauvages ») (HADDADOU, 2012 : 193-194)². Cette étymologie pourrait s'accorder avec le témoignage d'Ibn Ḥaldūn, qui est le seul des auteurs médiévaux à expliquer ce toponyme. Dans ses *Ibar*, il écrit en effet :

« En 460/1067-1068, [l'émir hammadide al-Nāṣir] s'empara de la montagne de Biğāya. Cette montagne abritait une tribu berbère qui portait le même nom, si ce n'est que le *kāf* se prononce entre le *kāf* et le *ḡīm*. Cette tribu, qui était d'origine ṣanhāḡa, subsiste encore de nos jours sous la forme d'éléments dispersés parmi les Berbères. Après s'être emparé de cette montagne, al-Nāṣir fonda une ville qu'il nomma al-Nāṣiriyya, mais que les gens appellent Biğāya » (Ibn Ḥaldūn, *al-Ibar* : VI, 232)

Tout semble donc indiquer que le toponyme dérive du berbère, sans qu'il soit possible de préciser l'hypothèse. En l'absence de preuve formelle, la seule conclusion qu'il est possible de tirer du toponyme fourni par Ibn Ḥawqal reste surtout la disparition du toponyme antique, *Saldæ*. Ce n'est pas un phénomène anodin, car dans un Maghreb où le phénomène d'urbanisation remonte essentiellement à l'époque romaine, la conservation, puis l'arabisation des toponymes latins, est fréquente dans les sites dont l'occupation a été continue, en particulier dans les anciennes provinces d'Afrique et de Maurétanie Tingitane, qui avaient été les plus urbanisées, mais aussi les plus stables dans le temps – à l'image de Bône (*Būnā / Hippo Regius*), Tabarqa (*Ṭabarqa / Thabraca*), Béja (*Bāḡa / Vaga*), Ceuta (*Sabta / Septem*), Tanger (*Ṭanḡa / Tingis*)³. Il existe bien quelques exemples dans le territoire des anciennes Maurétanies, à l'image de Sétif (*Saṭīf / Sitifis*) ou de Cherchell (*Caesarea / Šaršāl*), mais ils sont rares, et, à l'évidence, *Saldæ* n'en fait pas partie.

La réoccupation de la *Saldæ* romaine ne fait cependant aucun doute, si l'on en croit le *Muqtabis*, la grande chronique de l'Andalus omeyyade, dans laquelle Ibn Ḥayyān (377/987-

¹Cependant, dans une *fatwa* compilée par al-Burzulī au début du IX^e/XV^e siècle, le juriste kairouanais Saḥnūn (160/777-240/855) évoque la ville (al-Burzulī, *Fatāwā* : II, 534). La mention est cependant problématique. Le toponyme *Biğāya* ne sert jamais qu'à indiquer une direction – et par ailleurs, rien ne prouve que le toponyme ait effectivement été utilisé par Saḥnūn lui-même, car il a pu être introduit postérieurement dans la tradition écrite.

² Cette étymologie, qui expliquerait aussi les toponymes *Bāḡa* (Tunisie) et *Baḡāy* (Algérie), reste toutefois de l'ordre de l'hypothèse.

³La question de la continuité du semis urbain, mais aussi des tissus bâtis, de l'Antiquité romaine à l'époque islamique reste complexe, mais globalement de mieux en mieux cernée, grâce notamment aux progrès archéologiques accomplis au Maghreb. Pour une synthèse, voir les études réunies dans PANZRAM et al., 2019.

469/1076) cite un texte composé par Muḥammad ibn Yūsuf al-Warrāq (m. ap. 362/973-974)¹, qui apporte une précision primordiale (Ibn Ḥayyān, Muqtabis VII : 34). L'auteur mentionne en effet un lieu-dit situé dans les proches environs de Biḡāya, *Qasṭiliāna*, dont le toponyme arabe est calqué sur un terme latin, *castellan* (dérivé de *castrum*, « forteresse »)². D'autres toponymes de l'Occident musulman sont dérivés de ce mot : le toponyme *Qasṭiliyya* fut par exemple utilisé durant toute la période médiévale pour désigner la région de Tozeur, au sud de l'Ifrīqiya (PREVOST, 2006-2007 : 41-42), qui avait été profondément marquée par la romanisation. L'usage de ce terme arabisé à Béjaïa pourrait ainsi témoigner du maintien, au moins jusqu'à la fin du III^e/IX^e siècle, d'une forme de mémoire – quoique bien imprécise – du passé antique de la région, phénomène bien attesté pour l'ensemble des anciennes Maurétanies (SIRAJ, 1995 ; MOUKRAENTA, 2013).

3. L'absence du passé romain dans la mémoire locale de Biḡāya

Celui-ci s'est cependant estompé progressivement, à l'issue d'un processus de stratification mémorielle. De tous les auteurs médiévaux, le grand géographe andalou al-Bakrī (c. 405/1014 - 487/1094) est le seul à décrire Béjaïa comme une ville « très ancienne » (*azliyya*) (al-Bakrī, *Masālik* : 757) : bien qu'il fasse par ailleurs preuve de solides connaissances en matière de passé préislamique, il n'utilise déjà plus la toponymie héritée de l'Antiquité romaine, qui a donc disparu entre le milieu du IV^e/X^e siècle et la fin du siècle suivant³. Si son *Kitāb al-masālik wa-l-mamālik* réinscrit donc, par une très brève mention, l'histoire de Béjaïa dans la plus longue durée, toutes les autres plumes médiévales, en particulier celles des voyageurs arabes des VII^e/XIII^e et VIII^e/XIV^e siècles, amputent la ville de son passé antique.

Celui-ci n'a ressurgi qu'au début du XVI^e siècle, dans un ouvrage, la *Cosmographia de Affrica*, dont l'originalité tient au parcours de son auteur, Léon l'Africain. Ce nom, diminutif de Johannes Leo de Medicis, occulte en effet l'identité de Ḥasan al-Wazzān, né à Grenade entre 894/1489 et 901/1495, et qui, avant sa capture par les chrétiens (925/1519), avait parcouru le Maghreb pour des raisons diverses et variées (ZEMON-DAVIS, 2007). Après avoir accumulé de très importantes données, il choisit de les mettre en ordre, à Rome, sous la forme d'un ouvrage géographique consacré à l'Afrique septentrionale, la *Cosmographia de Affrica*. Dans cet ouvrage, il décrit Béjaïa comme une « ville antique, bâtie, comme le pensent certains, par les Romains » (Léon l'Africain, *Cosmographia de Affrica* : II, 360)⁴.

¹Né à Kairouan mais installé à Cordoue, Muḥammad ibn Yūsuf al-Warrāq est un érudit dont les biographes rappellent qu'il a beaucoup écrit sur l'histoire et la géographie du Maghreb, bien que ses œuvres soient aujourd'hui perdues, à l'exception de fragments copiés ici ou là.

²Selon les contextes, ce terme peut renvoyer à un ouvrage fortifié, à un hameau reculé dans les montagnes, ou encore à un ouvrage hydraulique (*castellum divisorum*). Cette dernière possibilité pourrait s'accorder avec la présence, bien documentée, d'un aqueduc romain à Saldae (LAPORTE, 1994).

³Dans sa lettre élevant Servandus à l'épiscopat, le pape Grégoire VII utilise déjà la latinisation du toponyme arabe (*Byzae*) (COURTOIS, 1945 : 207).

⁴C'est une précision qu'il donne pour de très nombreuses villes effectivement fondées par les Romains, comme Cherchell (Léon l'Africain, *Cosmographia de Affrica* : II, 360), Constantine (Léon l'Africain, *Cosmographia de Affrica* : II, 365), ou Bône (Léon l'Africain, *Cosmographia de Affrica* : II, 369).

Ainsi, de manière finalement paradoxale, la précision la plus aigüe sur la mémoire islamique de l'histoire romaine de Béjaïa se trouve-t-elle dans une source tardive. Comment l'expliquer ? Peut-être la population locale avait-elle conservé un souvenir de ce passé lointain, sous une forme ou sous une autre, jusqu'à une période très avancée. Mais comme la *Cosmographia de Affrica* fut composée dans la Rome de la Renaissance, et à destination d'un public érudit, il n'est pas impossible que l'auteur ait volontairement fait mention de ce détail pour donner des repères à ses lecteurs férus d'histoire antique. Ainsi, le témoignage de Léon pourrait indiquer – le conditionnel est de mise – que le souvenir de ce passé antique n'avait pas totalement disparu de la mémoire collective régionale : force est pourtant de constater que les auteurs médiévaux n'y ont pas prêté la moindre attention en l'absence d'autres marqueurs, notamment toponymiques ou monumentaux, de la présence romaine.

Laurent-Charles Féraud, s'appuyant sur une notice communiquée par un Bougiote et qu'il suppose rédigée à partir d'anciennes chroniques locales, rapporte qu'« en faisant creuser les fondations du « château de la Perle » (*qaṣr al-Lū'lū'a*), le prince hammadide al-Manṣūr (481/1088-498/1105), aurait, dit-on, trouvé les restes d'une ancienne basilique chrétienne. Parmi les ruines, il y aurait eu deux magnifiques colonnes monolithes que le pape aurait voulu acheter et que le prince musulman se réserva pour le château qu'il bâtissait », ce qui serait le signe qu'à la fin du V^e/XI^e siècle, des structures romaines parsemaient encore le site de Béjaïa (FÉRAUD, 2011 : 55). Cette tradition reste difficile à confirmer : aucun texte médiéval ne décrit le moindre vestige antique à Béjaïa, alors que les auteurs, et en particulier les géographes, en mentionnent de nombreux régulièrement pour l'ensemble du Maghreb, de Volubilis à Sabratha (SIRAJ, 1995 : 241-269 ; CAIOZZO, 2009).

4. Un premier dynamisme impulsé par les Andalous (III^e/IX^e siècle)

Si Béjaïa apparaît occasionnellement dans les chroniques relatives aux III^e-IV^e/IX^e-X^e siècles, la ville semble en retrait dans la structure territoriale de la région, bien que disposant de quelques caractères urbains notables. La présence d'un cadicat y est, en particulier, mentionnée au milieu du III^e/IX^e siècle – ce qui pourrait s'expliquer par la volonté des Aghlabides de contrôler les marges occidentales de leur émirat, en particulier dans un contexte marqué par les rivalités les opposant aux Rustamides de Tahert (TALBI, 1966 : 378-379). En effet, d'après le cadī 'Iyād ('Iyād, *Tartīb al-madārik* : IV, 58), Saḥnūn, qui était alors cadī de Kairouan, aurait confié à Sulaymān ibn 'Imrān (mort en 269/882) le poste de cadī de Béjaïa – avant de le promouvoir à Béja¹, puis à Laribus. Béjaïa aurait donc été le siège local des institutions judiciaires, ce qui reste l'une des fonctions essentielles de la *madīna*.

Cependant, rien n'indique qu'il s'agissait alors d'une ville notable ; il est même plutôt permis d'en douter, car si le rayonnement strictement local du site peut expliquer la présence d'un cadī envoyé depuis Kairouan, Sulaymān ibn 'Imrān était un personnage ambigu (al-Ḥuṣanī, *Ṭabaqāt 'ulamā' Ifrīqiya* : 180-183, 236-237 ; Ibn Farḥūn, *Dībāğ* : I, 376 ; Ibn Nāğī,

¹ Il faut ici souligner la similarité entre les *ductus* des toponymes Béja (*Bāğa*) et Béjaïa, qui peuvent occasionner, ici aussi, des confusions : 'Iyād est d'ailleurs le seul auteur à citer Béjaïa en plus de Béja et de Laribus. Sa mention est donc douteuse, sans être fondamentalement fautive.

Ma'ālim al-īmān : II, 151-157). Bien qu'il devînt cadî de Kairouan entre 240/855 et 257/870, puis entre 259/873 et 267/880-881, ce personnage professait en effet les opinions du *madhhab* hanéfite : toute sa vie, il se trouva en butte à l'hostilité des élites malékites. Ainsi, si la notice fournie par 'Iyād est exacte, le fait que sa première accession à un poste de cadî ait eu lieu à Béjaïa indiquerait donc plutôt que la ville disposait d'une envergure limitée, où il était envisageable et guère risqué d'envoyer un personnage inexpérimenté.

D'un point de vue de l'histoire interne de la ville, les sources montrent l'importance de la fonction portuaire du site, et notamment de ses relations avec la péninsule Ibérique, dont les marins et commerçants projettent alors l'influence dans l'ensemble de l'Occident musulman, de la plaine du Gharb marocain au littoral de Tripolitaine. Bien qu'il écrive au v^e/xi^e siècle – certes parfois à partir de données de seconde main remontant au siècle précédent (TIXIER DU MESNIL, 2011), al-Bakrî prend soin de signaler à Béjaïa la présence d'une communauté andalouse (*ahl al-Andalus*) sur le site (VALÉRIAN, 2002). Celle-ci semble s'être développée dès le iii^e/ix^e siècle, ainsi que le montre un extrait du *Muqtabis*. En effet, dans un paragraphe relatif aux Banū Ḥamdūn, une famille d'origine andalouse qui joua un rôle de premier plan dans la grande confrontation entre les Umayyades de Cordoue et les Fatimides dans la seconde moitié du iv^e/x^e siècle (CANARD, 1957), Ibn Ḥayyān a écrit :

« Le traditionniste Muḥammad ibn Yūsuf ibn 'Abd Allāh al-Warrāq raconte, dans ses *Aḥbār al-Mağrib*, que (...) Ḥamdūn, le grand-père de [Ġa'far et Yahyā¹] s'installa à Biğāya, où il s'établit (*nazala*) près de l'un des fleuves (*wādayn*) qui y coule², en un village (*qariya*) nommé *Qaṣṭiliāna*. Là, il fit souche avec sa descendance » (Ibn Ḥayyān, *Muqtabis VII* : 33-34)³.

L'installation de Ḥamdūn et de ses fils à Béjaïa peut être approximativement située dans le dernier quart du iii^e/ix^e siècle – selon la même source, 'Alī, le fils de Ḥamdūn, aurait en effet accompli le *ḥağğ*, à l'âge de 18 ans, en 287/900. Elle vient surtout confirmer la réoccupation de structures d'habitat antiques.

La localisation précise du site de *Qaṣṭiliāna* – dont le toponyme a disparu des cartes aujourd'hui – est cependant hasardeuse. Il pourrait s'agir d'un établissement situé dans l'immédiat arrière-pays de la cité, en particulier du site d'el-Kseur (*al-Qaṣr*), à 24 km au sud-ouest de Béjaïa : il abrite en effet d'importants vestiges de la cité romaine de *Tubusuptu*, en particulier des structures thermales et d'adduction d'eau (cisternes, aqueducs, etc.). Il est pourtant également possible que la monumentalité de *Saldæ*, située au sommet d'une colline, ait poussé les communautés locales à employer le toponyme *Qaṣṭiliāna* pour désigner le bâti antique à proprement parler.

¹ Deux frères qui quittèrent le service du Fatimide al-Mu'izz pour se réfugier à la cour du calife de Cordoue al-Ḥakam II en 360/971.

² Le site de Béjaïa est en effet drainé par la Soummam, mais aussi par un second cours d'eau, le *wādī al-Sağīr*.

³ Une autre version, moins détaillée, de ce récit est également rapportée par Ibn 'Idārī (Ibn 'Idārī, Bayān : II, 243) et Ibn Ḥaldūn (Ibn Ḥaldūn, 'Ibar : IV, 32). Si les toponymes varient d'une source à l'autre, les détails fournis par al-Warrāq ne laissent cependant aucun doute sur le fait qu'il s'agit bien de Biğāya, et non de Bağğāna – notamment la mention de deux fleuves et la présence des Kutāma, qui peuplaient alors la Petite Kabylie.

Quoi qu'il en soit, Béjaïa semble avoir tiré un premier dynamisme, à l'époque islamique, de la présence d'une communauté andalouse. En cela, l'évolution du site est similaire à celle de la région toute entière, car le déploiement de l'influence des Andalous sur le littoral du Maghreb central est bien attesté : alors que Ḥamdūn s'installait à Béjaïa, des marins andalous originaires du Sud-est d'al-Andalus fondaient Ténès (262/875-876), puis Oran (290/902) (al-Bakrī, *Masālik* : 726, 734).

5. L'avant-port de la Qala'a des Banū Ḥammād (IV^e/X^e-V^e/XI^e siècle)

Quelques décennies plus tard, au milieu du IV^e/X^e siècle, il ressort du témoignage d'Ibn Ḥawqal que les fonctions de la ville se sont renforcées : il désigne Biḡāya en utilisant le terme de « port » (*marsā*), et la présente comme une étape sur la route littorale reliant Kairouan à Tanger, précisément entre Bône et Alger. La région semble avoir, globalement, connu un important éveil maritime, par le biais d'activités plus ou moins développées (pêche, commerce, etc.) (AMARA, 2002 : II, 463-466). Il est donc tout à fait envisageable que le port de Béjaïa ait été, au milieu du IV^e/X^e siècle, le cadre d'une certaine activité commerciale, en partie sous une impulsion économique venant là encore de péninsule Ibérique, que l'on observe même en dehors des fondations portuaires qui peuvent être attribuées à des Andalous – par exemple à Tabarqa (Ibn Ḥawqal, *Ṣūrat al-Ard* : I, 74-75).

L'importance de Béjaïa semble ensuite croître de manière régulière. La longue description d'al-Bakrī la dépeint comme un port actif, particulièrement sûr et offrant un bon hivernage ; il prend soin de préciser qu'à l'Est du port se trouve « un grand fleuve [la Soummam] qui admet des navires chargés » (al-Bakrī, *Masālik* : 757). Le *Kitāb ākām al-marḡān*, un texte méconnu dont l'auteur a visiblement pris appui sur des données du IV^e/X^e siècle¹, apporte un indice pour identifier ces navires. S'il cite Béjaïa de manière peu transparente car le toponyme apparaît dépourvu de ses points diacritiques (بحاها), son témoignage est significatif : « Parmi les cités du pays des Berbères, Ténès (...) ; port pour qui vient de la mer d'al-Andalus et se dirige vers la ville (*madīna*) de [Béjaïa] » (Ishāq ibn al-Husayn, *Kitāb ākām al-marḡān* : 409).

La ville aurait donc, dès le IV^e/X^e siècle, tiré profit d'une situation avantageuse sur l'itinéraire littoral fréquenté par les marchands, les Andalous en particulier. L'essor de la façade méditerranéenne d'al-Andalus (*Ṣarq al-Andalus*), en particulier grâce à la fondation, en 344/955, d'Almería par 'Abd al-Raḥmān III (300/912-350/961), a pu contribuer à ce mouvement : ce port, qui polarisa les flux commerciaux connectant al-Andalus à la Méditerranée, était situé à deux jours de navigation du port de Ténès (al-Ruṣā'ī, *Iqtibās al-anwār* : 59-60), étape-clé sur la route de Béjaïa selon le *Kitāb ākām al-marḡān*. Ibn Ḥawqal prend d'ailleurs soin de mentionner la présence de marchands andalous et de leurs navires à Ténès (Ibn Ḥawqal, *Ṣūrat al-Ard* : I, 77).

Il n'existe cependant que peu d'indices venant montrer des régions comme les Baléares ou le pays valencien, pourtant bien représentés dans les échanges avec Béjaïa aux

¹Cette source décrit par exemple Tahert – rasée en 297/909 par les Fatimides – comme la plus grande ville du Maghreb ; Marrakech, fondée en 460/1065 par les Almoravides, n'y est par ailleurs pas mentionnée.

siècles suivants, aient déjà joué un rôle dans ces échanges commerciaux. Au cours de la *fitna* du v^e/xi^e siècle, l'exil à Béjaïa de 'Abd Allāh ibn 'Ubayd Allāh al-Mu'aytī (m. 432/1040), un juriste qui avait été proclamé émir, puis calife, dans le Levant andalou, tend toutefois à accréditer cette hypothèse (al-Marwānī, *'Uyūn al-imāma* : 153-155 ; 'Iyād, *Tartīb al-madārik* : VIII, 26-27 ; Ibn Baškuwāl, *Šila* : II, 412-413).

Béjaïa se trouvait donc, au plus tard à la fin du iv^e/x^e siècle, insérée dans des réseaux de cabotage d'échelle maghrébine, même si l'on peut raisonnablement penser qu'elle n'en était ni le pivot, ni une étape incontournable. D'ailleurs, les auteurs contemporains restent silencieux sur le rôle de la ville, encore largement éclipsée, d'un point de vue économique, par d'autres ports comme Bône (AMARA, 2018 : 199-201).

Cette ouverture progressive sur la mer et le grand commerce a probablement été stimulée par les mutations territoriales qui ont touché l'intérieur des terres, où l'organisation spatiale a été refondue par la domination fatimide, puis l'émergence du pouvoir hammadide. Le iv^e/x^e siècle a en effet été marqué par la fondation de M'sila, probablement en 325/936, par 'Alī ibn Ḥamdūn, qui était un proche du calife fatimide al-Qā'im, mais aussi le fils de ce Ḥamdūn qui, mentionné par al-Warrāq et Ibn Ḥayyān, s'était installé à Béjaïa, indice des rapports étroits entretenus entre ce port et son arrière-pays (MASSIÉRA, 1974 : 178-180). Située sur la bordure septentrionale de la dépression du Ḥoḍna, et pensée comme un point d'ancrage de la puissance fatimide (NEF, 2016 : 64-65), M'sila fut éclipsée, à l'orée du v^e/xi^e siècle, par la fondation de la Qala'a des Banū Ḥammād (397/1007-1008), environ trente kilomètres au Nord-Ouest de M'sila. Créée *ex nihilo* par la jeune dynastie hammadide, désireuse de disposer d'une capitale bien située, la Qala'a des Banū Ḥammād se trouvait directement connectée au littoral, en particulier à Béjaïa.

La description d'al-Bakrī confirme que, dès le milieu du v^e/xi^e siècle –mais c'était probablement le cas plus tôt, les deux villes étaient étroitement associées : Béjaïa y est décrite comme le « port (*sāhil*) de la Qala'at Abī Ṭawīl »¹, à laquelle elle était connectée par le cours de la Soummam, que longeait l'itinéraire décrit par al-Idrīsī au siècle suivant (al-Idrīsī, *Nuzhat* : III, 262). Celui-ci met en lumière le rôle nouveau de Béjaïa, qui polarise désormais un vaste arrière-pays en raison de ses rapports avec la capitale hammadide, et ce déjà quelques décennies avant la refondation officielle de la ville sous le nom d'al-Nāširiyya (460/1067-1068) (AMARA, 2002 : 410-411).

Pourtant, après plus de deux siècles d'une histoire plus ou moins documentée et d'un développement contenu, la question de l'urbanité du site –d'un point de vue morphologique, notamment, continue de se poser de manière aigüe. Ibn al-Aṭīr (555/1160-630/1223) – particulièrement bien informé sur le Maghreb par l'entremise d'Ibn Šaddād al-Sanḥāgī, un ouléma d'ascendance ziride– décrit le site, comme un « lieu habité par des pasteurs berbères » (*manzil fihā ra'iyya min al-Barbar*) (Ibn al-Aṭīr, *Kāmil* : X, 46-47). Ce témoignage, qui entre en contradiction avec les données d'Ibn Ḥawqal comme d'al-Bakrī, ne doit-il pas plutôt être

¹La Qala'a des Banū Ḥammād. Ce toponyme renvoyait probablement à la *kunya* de son fondateur, Ḥammād ibn Buluqqīn ibn Zīrī (405/1015-419/1029), qui ne nous est pas connue (al-Bakrī, *Masālik* : 757).

considéré comme le fruit d'un discours de légitimation construit pour mettre en lumière les qualités fondatrices de l'émir hammadide al-Nāṣir ?

Pour autant, ni Ibn Ḥawqal, ni al-Bakrī ne qualifient jamais Béjaïa de « ville » (*madīna*)¹. Le premier emploie le terme de *marsā*, qui renvoie à la présence d'infrastructures portuaires, ce qui n'est pas confirmé par le second, qui parle d'*ahla* (« localité », « peuplement ») (al-Bakrī, *Masālik* : 757). Si sa description renvoie, de manière sous-jacente, à ce qui définit la *madīna* dans l'imaginaire politique islamique, les deux sources confirment surtout que le site de Béjaïa se caractérisait par la présence d'un habitat plus ou moins dispersé, semble-t-il dépourvu de toute forme de monumentalité comme d'institutions urbaines – ce qui interroge sur l'existence, voire la survie, du cadicat entr'aperçu à l'époque aghlabide.

Quoi qu'il en soit, la refondation de la ville en 460/1067-1068, sa promotion au rang de capitale de l'émirat hammadide dans les décennies qui suivirent, puis la mise à sac de la Qala'a par les Almohades en 547/1152, ont bouleversé la destinée de la ville. Projetée sur l'échiquier méditerranéen par l'ambition de ses émirs, Béjaïa devint rapidement un port d'envergure maghrébine, puis un pôle majeur de l'Occident musulman, en rupture totale avec ce qu'avait été la ville aux III^e-IV^e/IX^e-X^e siècles.

Conclusion

Malgré une ouverture commerciale de plus en plus importante, la Béjaïa pré-hammadide ne joua, semble-t-il, aucun rôle politique ou militaire significatif : elle resta à l'écart des grands enjeux géopolitiques, sous les Aghlabides comme sous les Fatimides, qui négligeaient il est vrai le littoral. Le faible nombre de mentions de Béjaïa dans les sources, pour la période qui précède sa refondation de 460/1067-1068, est à ce titre révélateur. Sur le plan économique, Béjaïa se trouvait tout aussi en retrait vis-à-vis des pôles commerciaux régionaux comme Alger, Bône ou Tunis.

Lorsque les Hammadides ont souhaité, à ce moment-ci, se doter d'un port d'envergure maghrébine, c'est pourtant sur ce site que leur choix s'est porté. Bâtie sur un héritage romain finalement peu visible, presque oublié de ses habitants, Béjaïa a en effet construit son attractivité, voire sa capacité de polarisation, sur le temps long.

Au cœur de ce processus se trouvent les premiers siècles de la période islamique : les indices rapportés par les sources montrent que c'est précisément dans cette période méconnue que Béjaïa a puisé deux atouts fondamentaux, en premier lieu la présence d'une communauté étrangère, originaire d'al-Andalus, indispensable pour l'insertion du site dans des réseaux commerciaux de plus large envergure, et ensuite le développement d'activités maritimes – notamment dans un rôle d'interface avec l'intérieur du continent dès le milieu du IV^e/X^e siècle promises à un grand avenir.

¹ Le seul texte antérieur au V^e/XI^e siècle à le faire est en effet le *Kitāb ākām al-marġān* (Ishāq ibn al-Ḥusayn, *Kitāb ākām al-marġān* : 409).

Les six siècles qui séparent la fin de l'Antiquité de la refondation hammadide ont donc été cruciaux dans l'histoire de Bejaïa, qui peut à ce titre être comparée à d'autres ports du littoral méditerranéen du Maghreb, comme Alger, qui a connu une histoire similaire de cité romaine déchue puis redynamisée à l'époque islamique. Il est cependant difficile d'approfondir les dossiers, faute de sources écrites : ces histoires, fragmentaires, ne pourront vraisemblablement être précisées qu'à la faveur des progrès de l'archéologie.

I. Les sources :

1. IBN AL-AṬṬĪR, al-Kāmil fī-l-ta'rīh. éd. TORNBORG, Carolus Johannes, Beyrouth: Dār Ṣādir, 1979-1982, 13 vol.
2. AL-BAKRĪ. Kitāb al-masālik wa-l-mamālik. éd. VAN LEEUWEN, Adrian et al., Tunis: Dār al-'Arabiyya li-l-Kitāb, 1992, 2 vol.
3. IBN BAŠKUWĀL. al-Šila. éd. AL-IBYĀRĪ, Ibrāhīm, Le Caire: Dār al-Kitāb al-Lubnānī, 1989, 3 vol.
4. AL-BURZULĪ. Ġāmi' masā'il al-aḥkām bimā nazala min al-qaḍāyā bi-l-muftiyīn wa-l-ḥukkām. éd. AL-ḤABĪB AL-HĪLA, Muḥammad, Beyrouth: Dār al-Ġarb al-Islāmī, 2002, 7 vol.
5. IBN FARḤŪN. al-Dībāğ al-muḍhab fī ma'rifat a'yān 'ulamā' al-maḍhab. éd. AL-AḤMADĪ ABŪ-L-NŪR, Muḥammad, Le Caire: Dār al-Turāt, 1972, 2 vol.
6. Gesta Conlotionis Carthaginiensis. éd. et trad. Serge LANCEL, Actes de la Conférence de Carthage en 411, Paris : Éditions du Cerf, 1972-1991, 4 vol.
7. IBN ḤALDŪN. al-'Ibar. éd. ŠAHĀDA, Ḥalīl et al., Damas: Dār al-Fikr, 2000, 8 vol.
8. IBN ḤAWQAL. Šūrat al-Arḍ. éd. KRAMERS, Johannes Hendrik, Leyde: Brill, 1938-1939, 2 vol.
9. IBN ḤAYYĀN, Kitāb al-Muqtabis fī aḥbār al-Andalusī VII. éd. AL-ḤAĠĠĪ, 'Abd al-Raḥmān 'Alī, Beyrouth: Dār al-Ṭaqāfa, 1983.
10. AL-ḤUŠANĪ. Ṭabaqāt 'ulamā' Ifrīqiya. éd. BEN CHENEB, Mohammed, Paris: Ernest Leroux, 1915.
11. IBN 'IDĀRĪ. Kitāb al-bayān al-muğrib fī iḥtišār aḥbār mulūk al-Andalus wa-l-Mağrib. éd. COLIN, Georges Séraphin et al., Beyrouth: Dār al-Ṭaqāfa, 1950, 4 vol.
12. AL-IDRĪSĪ. Kitāb nuzhat al-muštāq fī iḥtirāq al-āfāq. éd. CERULLI, Enrico et al., Naples-Rome: Istituto Universitario Orientale di Napoli-Istituto Italiano per il Medio ed Estremo Oriente, 1970-1984, 9 vol.
13. ISḤĀQ IBN AL-ḤUSAYN. Kitāb ākām al-marğān fī ḍikr al-madā'in al-mašhūra bikulli makān. éd. et trad. CODAZZI, Angela, In : Rendiconti della Reale Accademia Nazionale dei Lincei. Classe de scienze morali, storiche et filologiche, 1929, 6^e série, n° 5, pp. 374-463.
14. 'IYĀD AL-QĀDĪ. Kitāb ṭartīb al-Madārik wa-taqrīb al-masālik li ma'rifat a'lām maḍhab Mālik. éd. IBN TĀWAYT AL-ṬANĠĪ, Muḥammad, et al., Rabat : Wizārat al-Awqāf al-Islāmiyya, 1980-1983, 8 vol.
15. LEON L'AFRICAIN. Cosmographia de Affrica. trad. ÉPAULARD, Alexis, Paris : Maisonneuve, 1980, 2 vols.

16. AL-MARWĀNĪ. 'Uyūn al-imāma wa-nawāzīr al-siyāsa. éd. 'AWWĀD, Muḥammad Baššār et al., Tunis: Dār al-Ġarb al-Islāmī, 2010.
17. IBN NĀĠĪ. Ma'ālim al-īmān fī ma'rifat ahl al-Qayrawān. éd. ŠABBUH, Ibrāhīm, Tunis-Le Caire : Maktabat al-Ḥānġī, 1968-1978, 3 vol.
18. Notitia provinciarum et civitatum Africae. éd. et trad. LANCEL, Serge, In : VICTOR DE VITA, Histoire de la persécution vandale en Afrique, Paris : Les Belles Lettres, 2002, pp. 252-272.
19. AL-RUŠĀṬĪ. Iqtibās al-anwār. éd. MOLINA LÓPEZ, Emilio et al., Madrid : Consejo Superior de Investigaciones Científicas, 1990.
20. IBN AL-ZUBAYR. Šilat al-Šila. éd. AL-HARRĀS, 'Abd al-Salām et al., Rabat: Wizārat al-Awqāf wa-l-Šu'ūn al-Islāmiyya, 1993-1995, 3 vol.

II. Les études :

1. AMARA, Allaoua. Pouvoir, économie et société dans le Maghreb hammadide (395/1004-547/1152). thèse de doctorat nouveau régime en histoire. Paris : Université de Paris-I Panthéon-Sorbonne, 2002, 2 vol.
2. AMARA, Alloua. Bône. Essor et développement d'une petite ville du Maghreb oriental (VII^e-XV^e siècle). In : MALAMUT, Élisabeth et al., dir., Entre deux rives. Villes en Méditerranée au Moyen Âge et à l'époque moderne. Aix-en-Provence : Presses Universitaires de Provence, 2018, pp. 195-222.
3. BAĪZIG, Salah. *Biġāya fī-l-'ahd al-ḥafṣī. Dirāsāt iqtisādiyya wa-iġtimā'iyya*. Tunis : Kulliyat al-'Ulūm al-insāniyyat wa-l-iġtimā'iyyat, 2006.
4. CAIOZZO, Anna. Images des vestiges préislamiques de l'Ifriqiya chez les géographes arabes d'époque médiévale », In : Anabases.2009, n° 9, pp. 127-145.
5. CANARD, Marius. Une famille de partisans, puis adversaires, des Fatimides. In : Mélanges d'histoire et d'archéologie de l'Occident musulman. Alger : Imprimerie officielle du Gouvernement général de l'Algérie, 1957, t. II, pp. 33-50.
6. COURTOIS, Christian. Grégoire VII et l'Afrique du Nord. Remarques sur les communautés chrétiennes d'Afrique au XI^e siècle. In : Revue historique.1945, n° 195, pp. 193-226.
7. COURTOIS, Christian. Les Vandales et l'Afrique. Paris : Arts et métiers graphiques, 1955.
8. DIEHL, Charles. L'Afrique byzantine. Histoire de la domination byzantine en Afrique (533-709). Paris : Ernest Leroux, 1896.
9. FÉRAUD, Laurent-Charles. Histoire de Bougie. Saint-Denis : Bouchène, 2011.
10. GAÏD, Mouloud. Histoire de Bejaïa et de sa région depuis l'Antiquité jusqu'en 1954. Alger : Mimoun, 1976.
11. HADDADOU, Mohand-Akli. Dictionnaire toponymique et historique de l'Algérie. Tizi Ouzou : Achab, 2012.
12. IHADDADEN, Zahir. Bejaïa à l'époque de sa splendeur (1060-1555). Alger : Dahlab, 2011.

13. KHELIFA, Abderrahmane. Bejaïa, capitale des lumières. Histoire et archéologie, Alger : Gaïa, 2016.
14. LAPORTE, Jean-Pierre. « Notes sur l'aqueduc de Saldæ », In : Africa romana. n° 11, 1994, pp. 711-762.
15. LEPELLEY, Claude. Les cités de l'Afrique Romaine au Bas-Empire. Paris : Institut d'Études Augustiniennes, 1981, 2 vol.
16. MASSIERA, Paul. Msila du x^e au xv^e siècle. In : Cahiers de Tunisie. 1974, n° 85-86, pp. 177-207.
17. MOUKRAENTA, Bakhta. L'image de l'Algérie antique au travers des sources arabes du Moyen Âge. Alger : Ministère de la Culture, 2013.
18. NEF, Annliese. La délégation politique dans l'Occident fatimide avant 973. In : Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée, 2016, n° 139, pp. 51-72.
19. PANZRAM, Sabine et al. Entre civitas y madīna. El mundo de las ciudades en la península ibérica y en el norte de África (siglos IV-IX). Madrid: Casa de Velázquez, 2018.
20. PREVOST, Virginie. La Qasṭīliya médiévale et la toponymie du Djérid tunisien. In : Folia Orientalia, 2006-2007, n° 42-43, pp. 41-56.
21. SIRAJ, Ahmed. L'image de la Tingitane. L'historiographie arabe médiévale et l'Antiquité nord-africaine. Rome : École Française de Rome, 1995.
22. TALBI, Mohamed. L'émirat aghlabide (184-296/808-909) : histoire politique. Paris : Maisonneuve, 1966.
23. TIXIER DU MESNIL, Emmanuelle. Bakrī et le Maghreb. In : VALERIAN, Dominique, dir. Islamisation et arabisation de l'Occident musulman médiéval (VII^e-XII^e siècles). Paris : Publications de la Sorbonne, 2011, pp. 369-384.
24. VALERIAN, Dominique. Les Andalous à Bougie, XI^e-XV^e siècle. In : BALARD, Michel, et al., dir. Migrations et diasporas méditerranéennes. Paris : Publications de la Sorbonne, 2002, pp. 313-330.
25. VALERIAN, Dominique. Bougie, port maghrébin, 1067-1510. Rome : École Française de Rome, 2006.
26. ZEMON-DAVIS, Natalie. Léon l'Africain. Un voyageur entre deux mondes. Paris : Payot, 2007.

Le 'orf de la construction à Aylan : Définition et sources.

Dr. GUELIANE Nora
L'EHESS de Paris

Agzul: Aylan, ney At Mzab, yezga-d deg uyir n Tyerdayt, d tamnađt yettwassen s tgemmi N iyerman. Iyerman-a ttwabnans yiwenn n wangal d aqbur-Lœuruf n lebni ney ansay n tiski- s lmendađ n yiwet n tsuddut tinemettit yesεan isem lawmna. D annect-a ara ay-yawin ad nesteqsi yeftulmisin n lœuruf, anamek-is yer Wat Mzab d iyibula-ines yettwarun. Annect-a ad t-neg s unadi deg iyibula yettwarun akked yiwet n tsastant deg unnar i nexdem deg yiseggasen : 2015 d 2016.

Ihi, iswi n umagrad-a deg tazwara d abeyyen n unamek n lœuruf n lebni yer Yimzabiyen. Ilmend n waya, nessefruri-d deg tsastant-nney uguren yellan deg usemres n wawalen i d-yemmalen lœuruf. S yin akkin d tuyalin yer iyibula yettwarun yeenan asentel n unadi-nney.

Iram igejdanen: At Mzab, Imzabiyen, Iyerman, Lœuruf n lebni (Ansay n tiski), Tasuddut, Libađiya, Imaziyen

Résumé: *Aylan*, ou le M'Zab, situé dans la Wilaya de Ghardaïa, est connu par son patrimoine ksourien. Des *ksour* qui ont été bâtis sur la base d'un code millénaire - le 'orf de la construction -est sous la direction d'une institution coutumière nommée les *lawmna* (*oumanas*). Ce constat nous amène à nous interroger sur la particularité de ce 'orf, sa signification pour les gens du M'Zab, et ses sources écrites. Cela, en se basant sur une recherche documentaire et une enquête de terrain menée dans la région durant les années: 2015 et 2016.

Ainsi, le but de cet article est, dans un premier temps d'éclaircir ce qu'est le *orf* de la construction au M'Zab. À ce propos, nous avons soulevé lors de notre enquête une certaine confusion et l'usage d'un amalgame de termes pour designer 'orf. Puis, dans un deuxième temps, revenir sur les sources écrites relatives au thème de notre recherche.

Mots clés: M'Zab, Mozabites, *Ksour*, 'orf de la construction, institutions, Ibadisme, Berbères

Abstract: *Aylan* or At Mzab, in the Wilaya of Ghardaïa, is famous for its Ksourian heritage. These ksours were built on the basis of a millennial code named the Orf of the construction, which is under the direction of the customary institution called Lawna (*oumanas*). Such way of construction makes us wonder on the particularity of this Orf, its signification for the people of M'zab and its written sources. This could be done thanks to desk research and ground investigation conducted in the region during the years 2015 and 2016. Thus, the objective of this article is to shed light on the concept of Orf of construction in the M'zab. In this respect, we raised in our last investigation and study certain confusion and the use of amalgams of terms to tackle the concept of Orf. After that, in a second phase, we'll come back to the written sources related to the theme of our research.

Keywords: M'Zab, Mozabites, Ksour, construction 'orf, institutions, Ibadism, Berbers.

1. Contexte de l'étude, problématique et enquête de terrain:

Cet article est tiré d'une thèse soutenue à l'École des hautes études en sciences sociales.¹ Celle-ci avait pour cadre géographique la vallée du M'Zab ou *Aylan*². Une région du Sud algérien – située dans la Wilaya de Ghardaïa — occupée par une minorité ethnique et doctrinale ; *Imzabiyen* ou les Mozabites – des Berbères Zenètes parlant le *Tamzabt* et adeptes de l'Ibadisme —.³ En plus de sa particularité sociale, doctrinale, institutionnelle et historique, la région est aussi connue par son patrimoine bâti d'un caractère exceptionnel et qui a amené à son classement comme patrimoine mondial de l'UNESCO en 1982.⁴

Lors de nos enquêtes de terrain à propos des *ksour* mozabites (*Igharman*),⁵ nos interlocuteurs ne cessaient d'invoquer « le 'orf de la construction » comme un élément fondamental de cités historiques. Le 'orf est aussi appelé droit musulman, droit local, ou droit coutumier. Nos interlocuteurs ont utilisé divers concepts pour désigner les normes qui régissaient la construction des *ksour* : *qanoun*, 'orf, *fiqh*, *shari'a*.⁶ Bien que, au point de vue doctrinal, ces concepts renvoient à différents degrés de juridicité, il nous est apparu évident que nos interlocuteurs les utilisaient quasiment comme des synonymes. Pourtant *qanoun* est l'équivalent de décrets ou de lois ; 'orf d'usage ou de coutume, aussi bien en tant que source formelle que source matérielle du droit ; *fiqh* est plus proche du concept de droit tandis que Baber JOHANSEN (1999) propose de traduire *shari'a* par normativité révélée. Cette variété d'appellations illustre l'ambiguïté qui règne localement quant à la définition de cette notion. Quel est l'usage du concept 'orf de la construction au M'Zab et aussi les différentes représentations sur le 'orf de la construction au M'Zab et des ses sources?

¹ GUELIANE, N. (2019), *Les nouveaux ksour de la vallée du M'Zab (1995-2016) : De la permanence et des mutations de la solidarité sociale dans leurs réussites et leurs échecs*, thèse de doctorat, EHESS : Paris, 925p. <https://journals.openedition.org/acrh/10490>

² *Aylan* est la terminologie employée par les Mozabites pour désigner leur territoire ; le M'Zab (le cadre naturel et le cadre bâti).

³ En Algérie, les Mozabites forment un groupe religieux et linguistique particulier. Ils sont, d'une part, des Berbères Zenètes parlant une variante de Tamazight : le *tamzabt* (IBN KHALDOUN, 1999: 304). D'autre part, et contrairement à la majorité des Algériens adoptant l'Islam sunnite, les Mozabites sont des Ibadites : une branche minoritaire de l'Islam appartenant au kharidjisme – celui-ci étant le résultat du conflit politique qui a tourmenté la *khilafa* musulmane après l'assassinat de 'Othman ibn 'Affan en 656 (MERGHOUB, 1972: 13)

⁴ Vous trouvez les critères du classement du M'Zab sur le site officiel de l'UNESCO, <https://whc.unesco.org/fr/list/188/>

⁵ *Kar* (Ksour), un village saharien souvent fortifié et/ou aggloméré (GRAVARI BARBAS, 2005 ; CHEKHAB-ABUDAYA, 2012 et 2018 ; CÔTE, 2005 ; MAHROUR, 2011 ; GUELIANE, 2019). Au M'Zab, nous enregistrons l'emploi du mot *ayrem* pour désigner ces ensembles. En Berbère, *ayrem* signifie à la fois ville et village fortifié (DRAY, 1998 ; DELHEURE, 1984 ; MERCIER, 1922 ; CAPOT-REY, 1953 ; GUELIANE, 2019). La vallée compte cinq *ksour* : Tayardayt, At Yezjen, At Melichet, At Bounour, et Tagnint.

⁶ MAHÉ considère la traduction de *Shari'a* par « normativité révélée » et qui a été proposé par JOHANSEN Baber dans *Contingency in a sacred law. Legal and ethical norms in the muslim Fiqh*, comme la plus satisfaisante (MAHÉ, 2003: XV)

Dans cet article nous essayerons de répondre à ces questions en nous attachant en particulier à l'institution traditionnelle chargée de son application. Puis nous procédons à une présentation de ses sources écrites dans le cas mozabite.

Pour répondre à cela, nous avons d'abord fait usage de ressources documentaires. Il s'agit essentiellement de deux manuscrits de Sheikh Abu El Abbas Ahmed Ben Mohammed Ben Bakr Al Farstaï (?-1110) ; *Kitab talkhiṣ al qisma* celui de *uṣūl al araḍīn*. Du livre de *Takmil li ba'aḍi ma akhala bihī kitab nil* du Sheikh Abdelaziz Ben El Hadj Ibrahim Al Thamini (1717/18- 1808) et du manuscrit du Sheikh Amhammed Ben Youcef Tfayesh (1821-1914) *Mokhtaṣar fi 'imarat el arḍ*. Ces manuscrits restent des références incontournables en matière du 'orf de la construction dans la vallée du M'Zab. Il semblerait que ces sources écrites soient les seules existantes ou disponibles. C'est en tout cas ce que les membres de l'association Tourath de Ghardaïa et les bibliothécaires Qotb et La'li à Béni Isguen nous ont assuré. À ce propos, Boukraa et Bakli deux archivistes à la bibliothèque La'li ont précisé que :

« Concernant le 'orf, il y a le manuscrit d'el qisma, puis un autre ouvrage d'Abdelaziz Thamini et celui de Tfayesh qui, en quelque sorte, sont des résumés du premier. Sinon, l'ouvrage qui traite vraiment des règles de la construction reste celui d'el qisma et nous n'en connaissons pas d'autres » (ar.).¹

Par ailleurs, lors d'un entretien avec *amin el 'arsh* de Ghardaïa², il nous a été expliqué que le premier à avoir écrit le 'orf de la construction au M'Zab est le Sheikh 'Ammi Saïd el Jarbi vers le XVe siècle. Le premier, dans le sens où le manuscrit d'el qisma wa uṣūl al araḍīn d'El Faristaï est écrit vers l'an 1000, concerne essentiellement les *ksour* de l'Oued Righ. De sorte que si 'Ammi Saïd el Jarbi a réellement écrit un document concernant le M'Zab, il aurait été de ce fait le premier à le faire ; « en effet, le 'orf, ici au M'Zab, a été rédigé pour la première fois par le Sheikh 'Ammi Saïd. Il en a fait une sorte de loi [*qanoun*]... » (ar.).³ Néanmoins, quand nous lui avons demandé où trouver le texte, il a répondu « non il n'existe plus, tu ne le trouveras pas » (ar.). Nous avons donc mené une enquête afin de vérifier l'existence d'un tel document. Nous avons commencé par contacter

¹. Les lettres en fin de l'entretien renvoient à la langue avec laquelle l'entretien a été effectué

² Les *oumanas/laoumnas* – sing. *Amin* -, sont des experts qui « maîtrisent le droit coutumier et qui ont un rôle de médiation. Ils veillent à ce que les normes et les règles de construction soient appliquées et aplanissent les différends fonciers et de partage des eaux » (OUSSEDIK, 2007 :111). Les *oumanas* forment une institution traditionnelle apparue, selon notre interlocuteur de l'OPVM (office de la promotion de la vallée du M'Zab) vers l'an 1306 sous le nom de *oumana saïl wa el arch* — les *oumanas* de l'oued et du *arch* (Le *arch* est employé ici pour désigner la cité, le *ksar*, la ville). Les *oumanas d'el oumran* sont ainsi des spécialistes de la gestion de la construction à l'intérieur du *ksar* et de la palmeraie, suivant les normes de construction traditionnelles ou l'orf de la construction (GUELIANE, 2019).

³ L'emploi du mot *qanoun* n'implique pas une connaissance préalable, par notre interlocuteur, de la signification doctrinale du mot, ni des différences et des glissements entre 'orf et *qawanin*. Il ne prend pas aussi le même sens que la réglementation villageoise de la grande Kabylie *lqanun (n taddart)* (MAHÉ, 2001). En effet, le mot a été employé, ici, dans le sens commun pour signifier la loi étatique (la loi officielle algérienne de nos jours). Il a été employé par notre interlocuteur afin de renvoyer au pouvoir et à l'autorité qu'avait ce 'orf (celui écrit par 'Ammi Saïd el Jerbi) et qui avait le même poids qu'un *qanoun* de nos jours (loi étatique).

l'association Tourath de Ghardaïa, l'association Tourath de Guerrara et la bibliothèque La'li de Beni Isguen. Ces trois bibliothèques détiennent un fond important de documents et de manuscrits, mais aussi des experts et des archivistes capables de nous orienter sur la question. Pourtant, aucun d'eux n'a entendu parler de ce document ; « concernant la lettre de 'Ammi Saïd sur le *'orf*, il n'y a aucune trace d'un tel document. Je suis spécialiste des manuscrits mozabites, mais je ne l'ai jamais vu » (ar.), affirme le conservateur de la bibliothèque La'li à Béni Isguen. Nous avons alors contacté le responsable de la documentation à l'office de la promotion de la vallée du M'Zab (l'OPVM).¹ Ce dernier a, lui aussi, confirmé n'avoir aucune information sur ce fameux document. En revanche, il a fait une surprenante déclaration en attirant notre attention sur le fait que les *oumanas* de Ghardaïa sont très discrets en ce qui concernait leurs sources et documents. Il a ajouté — ce qui éclairait cette discrétion — que l'OPVM² les a implorés maintes fois de partager avec eux leurs écrits, archives et cartes dans le but de mieux les préserver et d'éviter qu'ils ne disparaissent avec la mort des *oumanas*. En vain. Cela dit, il est possible que le document en question existe réellement, puisque *amin el 'arsh* nous en a parlé et il est bien placé pour le savoir. Peut-être même, a ajouté mon interlocuteur, que certains en détiennent une copie, mais refusent de la rendre publique. Ce qui nous rend perplexes, c'est que les deux auteurs cités précédemment — Al Thami et Tfayesh — ne se réfèrent à aucun moment au document de 'Ammi Saïd alors qu'ils ont reproduit le texte d'*el qisma*, qui est encore plus ancien ! Si un tel document existait réellement, pourquoi, ces auteurs, ne l'auraient-ils pas mentionné ?

Parmi les documents que nous avons réussi à obtenir, figure le *'orf* de Ghardaïa présenté sous la forme d'un arrêté communal n° : 35/87 (cf. annexe 1). Ce document nous a été délivré par les archives de la commune de Ghardaïa. Le document est composé de cinq pages, écrites en langue arabe, daté de 1987 et signé par le maire de Ghardaïa (APC de Ghardaïa). Le même document nous a été présenté chez *amin el 'arsh* de Ghardaïa, qui nous a expliqué que l'arrêté fut élaboré par les *oumanas* puis validé et signé par la commune, pour devenir ainsi un document officiel.³ Nous avons également obtenu le *'orf* de Guerrara (cf. annexe 2) de la part des *oumanas* de la même ville, accompagné d'un rapport d'inspection fait entre les *oumanas* et la commune de Guerrara. Ce type de rapports est établi souvent suite à la résolution — à l'amiable⁴ — d'un litige entre deux habitants, ou l'engagement d'une mission – nettoyage des canaux d'eaux dans le cas du document en (cf. annexe 3, PV d'inspection réalisé entre les *oumanas* et la commune de Guerrara). — Contrairement à celui de Ghardaïa, le *'orf* de Guerrara n'est pas validé par la commune, il n'a donc bénéficié d'aucune reconnaissance administrative ou légale.

¹ Une institution sous la tutelle du Ministère de la Culture et qui a pour mission la protection et la promotion du patrimoine de la vallée du M'Zab, voir le site officiel de l'OPVM.

http://www.opvm.dz/7_Pr%C3%A9sentation/d

² Nous pensons que le caractère officiel de cet organisme explique probablement la méfiance des *oumanas*.

³ La transformation d'un *'orf* en arrêté communal est un élément important puisqu'il permet de comprendre l'articulation entre l'auto-organisation du M'Zab et l'appareil administratif algérien - un point que nous allons aborder par la suite -.

⁴ Vous pouvez trouver et télécharger les annexes 2, 3 et 4 sur le site de la revue : www.univ-bejaia.dz/rhm.

Nous avons ensuite entrepris une enquête de terrain en réalisant de nombreux entretiens. Notre objectif était de collecter les différents points de vue concernant le 'orf. Pour cela, nous nous sommes d'emblée orientés vers l'institution traditionnelle des *oumanas*. Nous nous sommes entretenus avec un *amin 'arsh*, un *amin 'oumran* de Ghardaïa et un *amin 'oumran* d'El Attef. Nous avons également eu l'occasion de nous entretenir avec un groupe composé de cinq membres des *oumanas* de Guerrara ; un 'azzabi ; un architecte ; deux administrateurs et un agriculteur. En plus d'être *oumanas*, nos interlocuteurs sont aussi membres de l'association *Tourath* de Guerrara. Du fait qu'ils sont des spécialistes du 'orf de la construction, nos interlocuteurs nous ont apporté de précieux témoignages. Ici, nous tenons à préciser que certes Guerrara est située en dehors de notre aire d'étude, mais nous avons jugé intéressant de faire une enquête avec les *oumanas* de cette ville. Puisque, d'une part, le 'orf de la construction concerne tous les *ksour* mozabites que ce soit dans la vallée, ou en dehors, d'autre part, l'institution des *oumanas* de Guerrara est encore active et bien organisée, contrairement à celles des *ksour* de la vallée du M'Zab qui — à l'exception d'El Attef et Ghardaïa — se sont affaiblies depuis l'indépendance.¹ Circonscrire l'enquête aux seules institutions d'El Attef et Ghardaïa n'aurait pas permis d'exercer des comparaisons intéressantes. Ce qui nous a amenés à contacter les *oumanas* de Guerrara à la suite d'un entretien avec un chef de service à la direction de l'Urbanisme de Ghardaïa (DUC). En plus des *oumanas*, nous avons également eu des échanges avec les gérants – spécialistes des manuscrits mozabites – à la bibliothèque La'li à Béni Isguen, de la bibliothèque *Tourath* à Ghardaïa, et le propriétaire d'une bibliothèque privée à Ghardaïa.

Qu'est-ce que le 'orf ou le *fiqh* de la construction au M'Zab ?

Comme nous l'avons déjà expliqué, lors des entretiens sur le 'orf de la construction, les interlocuteurs utilisaient un amalgame de notions : *fiqh*, 'orf, coutumes, *qanoun*, sans pour autant en avoir l'usage rigoureux qui serait celui d'un *fiqh*. De fait, nous allons d'abord essayer de dissiper quelques confusions en revenant sur deux notions : le 'orf *el bina* « le 'orf de la construction » et *fiqh al 'oumran*, puisqu'elles sont au cœur de cette confusion. Tout en ayant à l'esprit le contexte de leur utilisation par nos interlocuteurs et les liens existant entre les deux notions. Nous ne prétendons pas, par ailleurs, nous lancer dans une recherche historique sur l'émergence du 'orf ou du droit coutumier au M'Zab, ni de la place de la coutume dans la réglementation algérienne, ni même faire une comparaison entre la méthodologie du *fiqh* et celle du 'orf. Nous nous contenterons seulement de faire état de ce qui est vraiment mis en œuvre dans le 'orf de la construction et des notions auxquelles nous, et nos interlocuteurs avons fait référence.²

¹. En effet, l'institution des *oumanas* est presque inactive à Beni Isguen, Melika et Bounoura. D'ailleurs, elle est tellement méconnue dans ces *ksour*, que nous n'avons pas pu contacter un expert dans le domaine. Le seul *amin* que nous ayons pu repérer à Beni Isguen était un homme âgé et malade (plus de 90 ans).

². Le sujet relève d'un grand intérêt pour les chercheurs sur le M'Zab et le 'orf, digne d'un travail indépendant, analogue à celui de Van Staëvel Jean-Pierre qui dans sa thèse de doctorat, publiée en 2009, avait traité du droit malikite après l'analyse du manuscrit de *Al-i'lan bi-ahkam al-bunyan* du maître maçon tunisien Ibn al-Rāmī (Tunis, 14 th c) : *droit malikite et habitat à Tunis au XIVe siècle : Conflits de voisinage et normes juridiques d'après le texte du maître maçon Ibn al-Rami Broché*.

Étymologiquement, 'orf signifie ce qui se sait (*i.e.* d'une façon de faire). Dans le Coran, *al-orf*, dérivé de la racine < 'R F > champ sémantique de savoir, être connu, a la connotation de ce qui est juste et accepté. 'Orf est mis en relation avec le bien (*al-ma 'rūf*) qui doit être ordonné, et opposé au vocable de *munkar* < *nukr*> (abominable). Ainsi peut-on comprendre le mot 'orf comme le comportement généralement reconnu comme bon, le bon usage. De cette acception de 'orf comme bon usage, les *fqih* (juristes) locaux ont colligé les règles immanentes aux pratiques sociales en vigueur de façon à stabiliser une « coutume » dans la perspective de l'administration de la justice. C'est cette coutume qui est habituellement désignée comme 'orf. Le droit coutumier est à son tour imposé selon des procédures particulières, par des instances légitimées à cet effet et soumises à des sanctions (MÜLLER, 2012). Cette instance est, dans le cas du M'Zab, l'institution des *oumanas*.

La deuxième notion est le *fiqh*¹. Nos interlocuteurs faisaient habituellement la différence entre le 'orf et le *fiqh* (*shari'a*). Alors qu'elle est la raison de la confusion qui règne habituellement dans ces matières ? Le droit coutumier est-il toujours compatible avec le droit musulman ? Ou, comme s'était déjà interrogé Jacques Berque : la coutume n'est elle pas devenue une source supplémentaire aux quatre sources classiques du droit islamique ?

Marcel MORAND précise que les amendes — qui constituent les principales sanctions aux coutumes locales — ne sont issues ni du Coran ni même de la Sunna (MORAND, 1903:12). Inversement, les châtiments corporels — à part la bastonnade et l'emprisonnement temporaire —, qui sont approuvés par le *fiqh* ne figurent pas dans les *qanoun* du M'Zab. Ce qui permet déjà de constater que le droit coutumier mozabite a été revisité afin d'être conforme avec la réalité sociale et les coutumes de la région. Ce point a été également abordé dans toute sa complexité par BERQUE à travers le cas exemplaire du *khammès* — (métayer au quinte qui est la forme juridique fondamentale de l'économie agricole du Maghreb et absolument non conforme au droit musulman) —. Dans son analyse, Berque a qualifié ce processus d'africanisation du droit. Il démontre, à travers le cas marocain, « quel outillage juridique disposait le *fiqh*, et quelle fut, devant la coutume à normaliser, sa démarche » (BERQUE, 2001 : 228). L'auteur conclut qu'il n'est plus possible de nier l'influence de la coutume sur le droit musulman — ce qu'il a qualifié de légende de « l'immutabilité islamique » (BERQUE, 2001 : 217) —. BERQUE illustre aussi le cheminement philosophique de l'intégration de la coutume dans le droit positif. En effet, « la coutume a pu confluer dans le droit positif, qu'élabore et fixe à mesure la jurisprudence, mais par le biais d'une doctrine purement islamique. Le développement du *fiqh* a été cohérent et continu. L'idée d'un droit religieux immuable – en fut-il jamais ? – peu à peu déserté par la vie, tombée en désuétude et supplantée par le droit positif, issu des ordonnances de Princes ou de

¹. « Le mot *fiqh* signifie "intelligence ou compréhension" (d'un discours), et peut désigner dans les textes les plus anciens l'ensemble des matières religieuses. » (BLEUCHOT, 2000). Traditionnellement le *fiqh* est basé sur quatre sources classiques : le Coran (le livre sacré de l'Islam), la *sunna* ou le *hadith* (qui sont les dires et les actes du prophète de l'Islam), puis le consensus de la communauté *Idjmaa el umma* ainsi dans « les cas épineux, le droit devait être complété et interprété à la lumière des avis de la communauté » (BENSIDOUN, 1963 : 130.). Enfin, la dernière source est le *qiyas* « ou raisonnement par analogie, permettant de s'appuyer sur des précédents pour juger des cas nouveaux » (BENSIDOUN, 1963 :130.).

la coutume locale... » (BERQUE, 2001 : 225).¹ Dans la même perspective, Louis MILLIOT reconnaît que ce serait une erreur d'apercevoir la solution du problème des rapports entre le droit musulman et le droit coutumier, en Afrique du Nord, dans une séparation et une opposition irréductibles de ces deux systèmes juridiques. L'influence du *shar'* s'exerce en pays de coutume, et, à l'inverse, la coutume réagit sur le *fiqh* en pays de droit musulman. De fait, il n'y a pas de coupure absolue entre le droit coranique et les codes coutumiers berbères, il y a une influence permanente et très ancienne entre les deux, ce ne sont pas deux mondes étanches.

Les auteurs précédemment cités se rejoignent pour dire que le droit maghrébin est d'origine coutumière, et que la coutume a été intégrée au droit écrit. En revanche, nous tenons à noter que ces auteurs ont traité de la question sans distinction entre les écoles de l'Islam, sinon en référence à l'école malikite dominante au Maghreb. Leurs conclusions peuvent-elles être reconduites sur la doctrine ibadite dominante au M'Zab ? Une doctrine encore plus stricte dans son interprétation du texte que le malikisme.²

En effet, l'Ibadisme comme école de droit est très proche du Malikisme. En pratique, les différences doctrinales entre les deux écoles portent principalement sur des questions constitutionnelles et sur des points de vue interprétatifs du Coran et la Sunna. Pour le reste, « les lois concernant les transactions (*mu'amalat*), la propriété du sol, le régime foncier et les droits d'eaux restent fondamentalement les mêmes et sont très influencées par les coutumes locales » (CAPONERA, 1976). Ce qui nous laisse penser que les conclusions de BERQUE, MILLIOT, MORAND sont aussi valables au M'Zab, tout comme le reste du Maghreb, malgré la différence doctrinale.

Pour conclure, il n'est pas pertinent de revenir sur chaque article du *'orf* de la construction au M'Zab pour vérifier s'il est conforme ou pas avec le droit musulman. Néanmoins, nous considérons que « les normes du droit coutumier, réunies sous les termes de

¹. Certes ce progrès jurisprudentiel s'est prononcé dans quelques domaines (fondation pieuse immobilière, us agricoles), mais il a été exclu dans d'autres, le domaine commercial, par exemple.

². Concernant les divergences entre Ibadisme et Sunnisme, J. Schacht explique que les écoles sunnites diffèrent des écoles hétérodoxes, plus que les premières diffèrent les unes des autres. Ainsi, depuis longtemps, les sectes anciennes sont restées en contact étroit avec la communauté orthodoxe et ont adopté la loi telle qu'elle a été développée dans les écoles orthodoxes, introduisant seulement quelques modifications exigées par leurs postulats politiques et dogmatiques particuliers. Un point de vue partagé par Tadeusz LEWICKI, qui dans ses travaux sur l'Ibadisme, soulève qu'en général, « la dogmatique et les théories politico-religieuses des ibadites Wahabites se rapprochent dans quelques questions principales de celles des sunnites » (LEWICKI, 1958: 76). De son côté, ERSILIA Francesca explique que les similitudes entre le sunnisme et l'ibadisme comme systèmes juridiques peuvent facilement s'expliquer par le fait que les deux se réfèrent aux mêmes sources. Les divergences proviennent d'une interprétation diverse du Coran et de la sunna (ERSILIA, 2015: 219). Si nous ne saurions détailler ici les différences doctrinales entre Sunnisme et Ibadisme, il convient ici de souligner que les principes éthiques apparus, dès le début, dans la loi ibadite ont révélé une conception rigoriste de la vie et de la foi. Les actions pécheresses impliquaient la perte de l'état de pureté et rendaient le pécheur inapte à participer aux rites religieux – donc à la vie communautaire. L'Ibadite qui a commis des péchés capitaux, qui n'a pas obéi à la loi divine ou qui a participé à des innovations blâmables (*bida'a*) était jugé *kafir* (mécréant) et donc interdit de la communauté des vrais croyants (CUPERLY, 1973 : 54.).

l'“habitude” et du “bon usage” ont complété le droit sacré dans des domaines pour lesquels les normes manquaient et le droit appliqué reconnaissait des règles issues de réalités sociales fluctuantes. » (MÜLLER, 2012). Le droit islamique incluait la coutume là où il était appliqué, et la coutume était également influencée par le *fiqh*. Nous considérons également que :

« tant que les normes émanent de la pratique sociale et sont formées par celle-ci, on peut parler d'un droit coutumier. La possibilité même que ces normes soient prises en considération au tribunal du *qāḍī* n'y change rien. Mais de telles normes, issues de la pratique sociale, font partie du droit musulman dès lors que des juristes les intègrent dans leur système de droit en tant que catégories juridiques » (MÜLLER, 2012).

De fait, même si le '*orf*' de la construction mozabite provient d'une origine coutumière, celui-ci a été le sujet d'une codification par les '*azzabas* (institution religieuse), ce qui lui confère le statut du droit musulman. Ce qui explique d'ailleurs la confusion de nos interlocuteurs, qui l'ont considéré comme du *fiqh*. Un point qui a amplement été expliqué par Alain MAHÉ dans son édition des œuvres d'anthropologie juridique de Jacques Berque, la principale source de confusion dans ses matières repose sur l'absence de distinction entre la coutume (le '*orf*') comme source formelle du droit, et la coutume (toujours le '*orf*') comme source matérielle. Nous retrouvons également l'approfondissement de cette distinction entre source formelle et source matérielle dans *la sociologie du droit* de Max WEBER.

2. Transformation d'un '*orf*' mozabite en un arrêté communal ; n° : 35/87

Nous revenons sur la transformation d'un '*orf*' mozabite en un arrêté communal et qui est, à notre sens, un élément important, puisqu'il permet de comprendre l'articulation entre l'auto-organisation du M'Zab et l'appareil administratif algérien et cela dans un contexte où le droit est revendiqué comme monopole de l'État. Ce constat nous amène à donner une appréciation de la situation. Notons que, le M'Zab était, et demeure encore, marqué par la présence d'un ensemble d'institutions : religieuses, liées à l'Ibadisme, et coutumières liées à l'appartenance berbère de la région. Durant très longtemps, ses institutions étaient les seules à avoir un pouvoir à l'intérieur des cités mozabites. Ce fut le cas, jusqu'à l'annexion du M'Zab par la colonisation française (1882), puis l'accession à la souveraineté nationale (1962). Suite à laquelle, les institutions mozabites se sont trouvées face à la réalité de devoir collaborer (voir se soumettre) aux institutions de la république. Pour les institutions religieuses il s'agit de la *halaqa* des '*azzabas* — née au X^{ème} siècle – la haute institution religieuse dans un *ksar* mozabite (ASSAMAOUÏ, 2008). Chaque ville du M'Zab a sa propre *halaqa*, autonome des autres villes. Celles-ci se regroupent toutes, les *halaqas* des sept cités du M'Zab et de Ouargla, dans le haut conseil des '*azzabas* de la vallée du M'Zab et de Ouargla, couramment nommé : le Conseil de 'Ammi Saïd. Ce dernier est formé de trois représentants des '*azzabas* de chaque ville. Il a pour rôle principal l'unification de la référence religieuse, la coordination entre les *halaqas* des différentes villes, mais surtout l'unification des rangs et la réalisation d'un consensus face aux autorités officielles. Concernant les institutions coutumières laïques, il s'agit tout d'abord de la fraction — '*achira* (*ta'chirt*) qui regroupe toutes les familles d'un ancêtre commun (réel ou mythique). (HAJJ SAÏD, 2014:57 ; BENYOUCEF, 1992: 52). Les

ti'chirin se regroupent toutes dans un conseil des notables ou *jma'a* (*majliss al a'yan*).¹ qui à pour mission la gestion sociale, économique et politique de la cité mozabite. Enfin, les notables sont regroupés dans une institution confédérale, le Conseil de Ba Abderahmen El Korti. Ce conseil a été créé à la fin des années 1980 à la suite de l'ouverture politique du pays. Il s'occupe essentiellement des affaires politiques qui touchent l'ensemble des villes de la confédération, par exemple les élections. Les interventions d'El Korti visent essentiellement à unir les rangs et faire des choix politiques qui préservent les intérêts de l'ensemble de la communauté et à aplanir les rivalités entre les villes.

Cette collaboration entre assemblées traditionnelles et État s'explique, probablement, par le fait que le '*orf*' de construction n'est pas un domaine de conflit entre le pouvoir officiel et le pouvoir coutumier. D'autant plus que le '*orf*' ne couvre qu'une partie de la ville de Ghardaïa : l'ancien *ksar*, la palmeraie, et les ouvrages hydrauliques traditionnels, cela d'une part. Ainsi, le droit coutumier peut être toléré dans des questions d'ordre privé, problèmes familiaux, de construction, partage des eaux, atteste l'*amin 'arsh* de Ghardaïa. Car pour ces questions les gens préfèrent faire appel aux *oumanas* plutôt qu'à la justice qui risque de faire sortir le problème du cercle intime (familial) et impliquer des étrangers dans des sujets qui peuvent toucher à la réputation de la famille, de la '*achira*, ou même de tout un *ksar*. Mais cela ne semble pas être la seule raison, car « parmi les facteurs pouvant expliquer ce recours à la coutume, il faut aussi noter la facilité et la rapidité de la prise de décisions dans le système coutumier » (AL-ÂLÎMÎ, 2005 : 9). À cette souplesse qui manque au système juridique officiel, s'ajoute le type de solution que propose la coutume qui vise plutôt la réconciliation et les solutions à l'amiable. Ainsi, si deux parties parviennent à s'entendre à propos d'un différend qui les opposait, cette conciliation n'invalide pas la règle juridique coutumière écrite qui s'y appliquait. Cela ressort manifestement du texte suivant : « S'ils ont réglé le différend des deux clans sans jugement et sans règle, cette règle n'en disparaît pas pour autant. » (AL-ÂLÎMÎ, 2008 : 9). En revanche, dans le cas d'un crime par exemple, il est plus difficile pour la communauté de négliger la gravité et l'ampleur de l'acte. L'intervention, dans ces cas, des instances de l'État devient inévitables et indispensable, explique l'*amin 'arsh* de Ghardaïa.

¹. D'ordre général, « le nom générique de *djemaa* (berbérisé en *tajmat* en Kabylie) désigne au Maghreb des dispositifs extrêmement hétérogènes allant d'une sorte de conseil de famille élargie à de véritables organisations politiques, aux procédures complexes et aux prérogatives étendues, allant de la gestion municipale à l'administration d'une justice pénale. À la veille de l'ère coloniale, le niveau de développement et l'ampleur des prérogatives de ce type d'institution étaient liés d'une part à des facteurs politiques (être ou ne pas être dans le périmètre d'un État) et, d'autre part, au mode de vie et de regroupement des populations. Presque informelle dans le cadre d'une petite unité de nomadisation de pasteurs chameliers, l'institution avait connu un développement considérable dans les régions rurales peuplées d'agriculteurs sédentaires rassemblés dans des villages populeux. Depuis lors, les aléas de l'histoire (et son lot de conquête militaire, de colonisation agraire et d'États autoritaires) ont très profondément, mais aussi très inégalement, affecté ce type d'institution. Alors qu'elles ont disparu de nombreuses régions bouleversées par les phénomènes multiformes induits par la colonisation européenne (confiscation des terres, déplacement des populations, paupérisation, etc.) puis l'avènement d'État indépendant, elles se sont maintenues dans d'autres. Dans les régions où elles fonctionnent encore, leur emprise, leurs prérogatives et leur dynamisme sont extrêmement variables. » (MAHÉ, 2011)

D'autre part, et selon les propos recueillis auprès de nos enquêtés, les services d'urbanisme et de construction enregistrent un manque dans la réglementation traitant des anciens tissus (les *ksour*). Notons que les lois d'urbanisme en Algérie sont standards, généralisées sur l'ensemble du territoire national sans trop s'attacher aux particularités culturelles et climatiques des différentes régions. Ce qui semble insensé, car il n'est pas convenable et adéquat d'appliquer les mêmes normes à un village Kabyle, à un *ksar* saharien, ou à une ville du Nord. Ce qui fait qu'en cas de conflit à l'intérieur du *ksar*, le juge ne parvient pas à trancher la question, puisque la loi reste muette. De ce fait, nous pouvons considérer le 'orf de la construction au M'Zab, comme une coutume en marge de la loi ou, plutôt, surrogatoire. Par ailleurs, l'existence d'une institution – les *oumanas* — encore active et qui met la pression de façon continue sur les autorités locales fait que celles-ci prennent en considération le 'orf de la construction. Nous nous référons sur ce point aux témoignages unanimes des *oumanas* de Ghardaïa.¹ Ce qui est d'ailleurs confirmé par le fait que seul le 'orf de Ghardaïa a été approuvé par la commune à l'exception des autres villes. Ce qui nous laisse penser que le poids de l'institution des *oumanas* a joué un rôle crucial dans la reconnaissance et la validation de ses décisions par les autorités locales.

Il ressort également de notre enquête que les sources du 'orf de la construction au M'Zab sont au nombre de trois. D'abord la doctrine ibadite — qui joue un rôle particulier comme source du 'orf — ; ensuite, la jurisprudence et les expériences résolues et transmises du maître à ses apprentis soit par écrit soit oralement et qui servent de référence aux problèmes rencontrés. Enfin, la dernière source réside dans les *oumanas* eux-mêmes, qui veillent à l'application du 'orf, mais aussi à son évolution au fil du temps et des situations. Les décisions des *oumanas* ne sont pas prises de façon arbitraire et individuelle, mais elles se font à la base de longues années d'expérience et d'un consensus avec les 'azzabas.

3. Sources écrites du 'orf de la construction mozabite

Les premières traces écrites du 'orf de construction au M'Zab se trouvent dans le manuscrit d'*el qisma* et celui de *usûl al arađîn*. Ces deux manuscrits ont pour auteur le Sheikh Abu El Abbas Ahmed Ben Mohammed Ben Bakr Al Farstai, mort aux environs de l'an 1110.² Les deux manuscrits ont été rassemblés en un seul ouvrage qui a été édité par l'association Tourath de Guerrara³. Cette édition a facilité le travail des chercheurs intéressés par la région, car les copies des manuscrits sont, dans leur majorité, des propriétés privées, d'accès difficile, particulièrement à des étrangers. Pierre Cuperly souligne que le manuscrit d'*el qisma* revêt « une importance exceptionnelle, pour ce qui concerne le M'Zab en particulier et les cités de l'Oued Righ, puisqu'il est le premier, à notre connaissance, à aborder

¹ Voir : GUELIANE, N, « Les *oumanas* : Le corps exécutif du 'orf de la construction au M'Zab (Algérie) », *Asinag*, n° 14, 2019, pp. 95-110. https://www.ircam.ma/.../default/files/Nora_Gueliane_14_fr.pdf

² L'auteur est le fils du Sheikh Abu Abd Allah Mohammed B. Abi Bakr qui fut le fondateur de l'Ibadisme au M'Zab et l'instaurateur de la *halaqa* des 'azzabas.

³ Ce livre a été écrit par Sheikh Bakir Ben Mohammed Sheikh Belhaj et le Dr Mohammed Ben Salah Nacer édité par l'association Tourath de Guerrara (deuxième édition de 1997). Il est accessible sur internet via le lien : <http://ia800800.us.archive.org/8/items/youcef08/kisma-wasolalaradin.pdf>

ces questions, à une époque proche de la fondation des cités du Mزاب » (CUPERLY, 1987 : 91).

Par ailleurs, le *Kitab talkhiş al qisma* et le *Kitab uşûl al aradîn* sont d'abord, comme leurs titres l'indiquent, des ouvrages de droit portant sur la propriété foncière, le partage et l'association. « Il serait donc vain d'attendre de ce traité une description minutieuse des éléments architecturaux ou de la texture urbaine d'une cité ibadite au moyen âge » (CUPERLY, 1987 : 89). Il s'agit essentiellement de solutions juridiques à des questions auxquelles les habitants sont confrontés lors de la construction ou de la reconstruction d'un *ksar* : des problèmes de voiries, de voisinages, la construction des différentes parties du *ksar* comme les portes, le système de défense, les interdictions de construire sur certains terrains (*harîm*). Il traite également de la reconstruction du *ksar* et des remparts, de la construction et la reconstruction d'une maison, des matériaux de construction employés (CUPERLY, 1987 : 94). Les réponses données par l'auteur permettent ainsi de reconstituer le cadre urbain, les étapes de construction, les règles et normes qui régissent la construction du *ksar*.

Le livre est composé de huit chapitres. Le premier traite de la nature de l'association — *sharika wa al-qisma* — ; le deuxième concerne les chemins et voies de communication — *turuq wa masâlik*¹ — ; le troisième chapitre étudie le droit de la création d'un *ksar* et ses éléments ; le quatrième examine l'exploitation (ou la vivification) de la terre grâce à l'eau de pluie² ; le cinquième aborde le droit du labour de la terre ; le sixième se penche sur l'arrêt des dommages (*darar*) et leur constat³ ; le septième s'intéresse à la plantation des arbres et les servitudes — *harim* —⁴ et, enfin, le huitième se focalise sur le droit de la terre indivise (*musha'*). Nous nous attacherons essentiellement ici, au troisième chapitre, traitant du droit à la création d'un *ksar*.

La deuxième source est *Takmil li ba'ađi ma akhala bihî kitab nil* de Abdelaziz Ben El Hadj Ibrahim Al Thamini (1717-1808). Celui-ci n'est, en fait qu'un résumé du livre précédent. Il reproduit d'ailleurs la même division en chapitres que celui d'*el qisma*, dans un style et une langue plus simple. Enfin, la troisième source est le manuscrit du Sheikh Amhammed Ben Youcef Tfayesh (1821-1914) ; *Mokhtaşar fi 'imarat el arđ* qui m'a été fourni, en copie numérique, par la bibliothèque Qotb de Beni Isguen (cf. Annexe 4)⁵. Son style est inégal. Écrits en arabe maghrébin, les chapitres sont numérotés de 27 jusqu'à 68. Ce manuscrit est lui aussi une sorte de résumé de celui d'*el qisma*. Néanmoins, il est d'une importance cruciale, puisque datant du XIX^e siècle, il est le document le plus récent traitant du

¹ Ce chapitre détaille les types de voies, leur déviation, leur entretien, les ponts, les ruelles, les rues dans les palmeraies et dans les jardins, et les gargouilles (BABANEJAR, 2008: 20).

² Ce chapitre traite de « l'utilisation de l'eau de pluie dans la création des jardins et palmeraies, son partage, les rigoles et les déversoirs, leur construction et leur entretien » (BABANEJAR, 2008: 21).

³ Ce chapitre s'intéresse à l'éradication du mal « entre les voisins, les agriculteurs, entre la personne privée et publique » (BABANEJAR, 2008: 21).

⁴ Ce chapitre traite de la culture des terres, le partage des terrains et de la récolte, ainsi que des différentes servitudes pour les arbres, les palmiers, les voies, les puits, les sources et les villes (BABANEJAR, 2008: 21).

⁵ .Vous trouvez le manuscrit de *Mokhtaşar fi 'imarat el arđ* annexé sur le site : www.univ-bejaia.dz/rhm.

'*orf* de la construction au M'Zab. De ce fait, il apporte des réponses de l'époque allant de Thamini (1800), jusqu'à celle du Sheikh Tfayesh (1900). C'est dire que ce document permet d'examiner l'évolution et les mutations qui sont survenues au M'Zab durant une période charnière.¹

Par ailleurs, étant donné que la plus récente des trois sources date de 1900, il est peu probable que les *oumanas* les utilisent pour gérer des problèmes urbains contemporains. C'est ce qu'a confirmé un *amin* 'oumran de la ville de Ghardaïa, «pour le livre *d'el qisma*, il date du X^e siècle. Il ne faut pas oublier que les choses évoluent dans le temps, les lois changent. Donc depuis cette époque beaucoup de choses ont changé » (ar.). Ce constat nous a conduits à nous interroger sur l'existence d'autres sources écrites codifiant la production urbaine au M'Zab.

Nous avons commencé par les *itifaqats* (arrêts et délibérations) laissées par les assemblées des cités du M'Zab.² Ces textes, qui ont codifié les différents domaines de la vie au M'Zab, relèvent d'une sorte de jurisprudence qui permet de détailler les changements très concrets des situations vécues. Cependant, aucun de nos interlocuteurs ne nous a révélé avoir eu affaire à un *itifaq* traitant de l'urbain ou de la construction dans le *ksar*.³ Cela semblait aller de soi pour eux étant donné que ces problèmes relèvent de l'autorité et de la compétence des *oumanas*. Si bien que les 'azzabas et les notables, qui avaient la haute main sur l'élaboration des *itifaqats* du *ksar*, n'avaient pas à traiter de la question. De fait, l'autonomie dont jouissent les *oumanas*, leur donne suffisamment d'autorité pour prendre des décisions et les faire appliquer sur le terrain, sans passer par les autres institutions de la ville. C'est ainsi que nos interlocuteurs nous expliquaient que l'existence de l'institution des *oumanas* rend inutile un *itifaq* concernant la construction.

Nous nous sommes donc ensuite orientés vers l'office de la promotion de la vallée du M'Zab. Ce dernier, étant un des acteurs principaux de la sauvegarde du patrimoine de la vallée, a publié quelques brochures sur le '*orf* de la construction.⁴ Celles-ci se limitent à un descriptif sommaire de l'état des lieux sans un profond travail de recherche sur la question. Nous avons alors interrogé notre interlocuteur à l'OPVM, pour savoir pourquoi l'office ne disposait pas de documents ni d'un travail approfondi sur la question du '*orf* de la construction, alors que celui-ci est un des éléments fondamentaux du patrimoine de la vallée.

¹ Si le M'Zab était stable durant des siècles, son annexion en 1882 était un événement déclencheur de mutations. D'où l'intérêt du document de Tfayesh, qui a été élaboré durant cette période.

² Les *itifaqats* sont des textes « juridiques » produits sur la base d'un consensus de 'azzabas et de la *jma'a* ou plus exactement des « comptes rendus de décisions consensuelles » (OUSSEDIK, 2007: 23). Ils ont de ce fait une légitimité religieuse et coutumière et ont force de loi.

³ Sans négliger les *itifaqats* datant d'avant 1900, nous avons cherché essentiellement des *itifaqats* de la période de 1900 jusqu'à l'indépendance du pays (1962). Il s'agissait de voir, si celles-ci ont essayé de s'adapter aux changements urbains et architecturaux qui sont survenus durant la période coloniale. La recherche a été menée essentiellement à l'association Tourath de Ghardaïa, dans la bibliothèque privée d'Abdrahmen Haouache à Ghardaïa et auprès des *oumanas* de Ghardaïa et d'El Attef

⁴ Les brochures sont téléchargeables sur le site officiel de l'office de la promotion de la vallée du M'Zab (OPVM). Cf. http://www.opvm.dz/19_Brochures/i.

Notre interlocuteur s'est contenté de nous répondre qu'à part les sources écrites - citée ci-dessus - l'OPVM ne disposait d'aucun autre document, et que l'institution des *oumanas* est la mieux placée pour nous guider. Il a ajouté que cette dernière est très discrète et ne partage pas les documents dont elle dispose avec eux. Il a précisé :

« Les *oumanas* sont très discrets, on leur a parlé plusieurs fois de la question de la documentation. On pense qu'ils ont des documents très précieux, des archives, des cartes. Etc. D'ailleurs, ils étaient six *amins*, quatre, seulement, d'entre eux sont vraiment expérimentés. Ils viennent de perdre un membre, ils sont en diminution, et ils sont tous âgés. S'ils meurent avant de transmettre leur connaissance, on risque de perdre à jamais un savoir-faire précieux. Pour sa survie, l'institution doit adopter une politique plus ouverte. S'ils ne veulent pas collaborer avec l'OPVM parce que c'est une institution officielle, alors, qu'ils le fassent avec des associations de patrimoine et elles sont nombreuses ici au M'Zab, mais le plus important c'est qu'ils partagent leur savoir » (ar.)

Nous avons ensuite contacté un membre de l'association Tourath à Ghardaïa, qui nous a, à son tour, orientés vers l'*amin 'arsh* de Ghardaïa. Ce dernier a expliqué que, certes ces manuscrits – mentionnés précédemment – étaient une source principale du '*orf* de la construction, mais que cela ne voulait pas dire que les *oumanas* travaillaient avec sur le terrain. L'*amin* a ajouté que ces manuscrits étaient anciens, que les choses avaient évolué depuis et que s'il y avait bien une norme inchangeable, c'était bien la morale : « Il ne faut pas oublier que les choses évoluent dans le temps. Les lois changent, donc, depuis cette époque, beaucoup de choses ont changé. [Alors quel est votre support actuel ?] : C'est la Morale [al-akhlaq]... » (ar.). Notre interlocuteur a ajouté que les *oumanas* usaient de ce qui convenait à la situation à laquelle ils étaient confrontés

« On travaille avec les manuscrits, mais on prend juste ce qui nous convient. Après on a un contact permanent avec les '*azzabas* de la grande mosquée de Ghardaïa (*al-'atiq*) [*al-'atiq* est la mosquée principale du *ksar*, là où siège les '*azzabas*]. Quand il y a un grand problème, on fait une réunion avec eux, on se met d'accord sur la meilleure solution. Bien sûr, quand il le faut, on collabore également avec la société civile, et les autorités étatiques... » (ar.).

Nous avons conclu de ce qui a été dit qu'une grande partie du '*orf* reste sous forme verbale et implicite. C'est précisément ce que désigne le '*orf* en tant que source matérielle du droit. Tout n'est pas forcément écrit, et ce qui est écrit n'est pas forcément appliqué sur terrain. Ainsi, et devant un tel manque de sources écrites, une institution comme les *oumanas* revêt un rôle fondamental tant pour ce qui est de la conservation de cette tradition orale que pour la liberté dont il dispose en fait pour adapter ces normes à des contextes nouveaux. Un constat confirmé par nos interlocuteurs qui témoignent que le '*orf* se transmet du maître à son apprenti, directement sur terrain. Pour cela, les *oumanas* appliquent des normes générales — ce que notre interlocuteur a qualifié de moral — comme : repoussez le mal et attirez-le bien — *darâ al mafassid wa jalb al maşalih* —, ou bien ; éviter le mal — *la ðarar wala ðirar* —, et se prémunir du mal prime sur la quête du bien — *darâ al mafassid awla min jalb el maşalih* —. Ainsi que le bien commun prime sur l'intérêt de quelques-uns (ou de l'élite) — *el maşlahâ el 'ama taghlib 'ala al maşlahâ al khaşa* —. L'*amin 'arsh* de Ghardaïa a rappelé à ce propos :

« On applique ce qui est dans le *'orf*, un *'orf* fait par nos ancêtres depuis sept siècles. Le *'orf* tire ses fondements . Il dit que celui qui expose l'intimité de sa maison n'a ni prière ni jeûne de la loi musulmane. C'est le cas d'une personne qui crée une grande ouverture en face de la maison d'un voisin, et commence à le surveiller et voir les femmes de la maison. Pour cette raison d'ailleurs, dans nos ruelles assez étroites, on n'a pas le droit d'ouvrir une porte en face de la porte du voisin. Car si la personne sort il peut voir l'intimité de la maison, ce qui n'est pas acceptable chez nous » (ar.).

Dans la continuité de ce qui a été dit, un des *oumanas* d'El Attef a témoigné : « il s'agit essentiellement d'une tradition orale. On revient vers ces manuscrits quand il y a un problème pour lequel on n'a pas trouvé de solution, mais c'est très rare. Car on a déjà une assez grande expérience » (ar.). Ainsi, les normes de la construction sont entretenues par les *oumanas*. Elles sont ensuite transmises – oralement — du plus expérimenté d'entre eux aux nouveaux, par des années d'exercices et de travail sur le terrain. Le président des *oumanas* de Ghardaïa a témoigné à ce propos.

« Moi comme expert et *amin*, je retiens tout par cœur et je le transmets aux autres *oumanas*. Je peux répondre à n'importe quelle question. Le principe est simple, toutes les règles du *'orf* sont basées sur la loi islamique (*Shari'a*). Après, on travaille aussi avec le document que je viens de vous communiquer [il s'agit de l'arrêté communal n° : 35/87]. Il résume en gros les cas qu'on peut rencontrer sur le terrain. Ce résumé est fait à partir du livre *d'al— imara* du Sheikh Tfayesh. Cependant, nous n'utilisons pas directement les manuscrits, mais uniquement ce résumé-là... » (ar.).

Il s'agit alors de l'arrêté communal n° : 35/87 – précédemment mentionné — datant de 1987, qui est composé de 45 articles, traitant des inondations, de la construction intra-muros (à l'intérieur du *ksar*), de la construction extramuros – toutes les constructions anciennes ou neuves situées entre les murs du *ksar* jusqu'à *aḥabas ajdid*. Ils traitent également des puits, des canaux d'irrigation et enfin de la palmeraie. Après l'analyse du document, il convient de conclure que celui-ci n'est applicable que sur une partie de la ville : le *ksar* de Ghardaïa, et la zone allant du *ksar* jusqu'au nouveau barrage (*aḥabas ajdid*), mais il ne concerne pas les autres *ksour* de la vallée, dans la mesure où chaque *ksar* est censé avoir sa propre institution. Le chef de service d'urbanisme à la commune de Ghardaïa nous a précisé :

« Cet arrêté communal essaye de jumeler entre ce qui est *'orf* et ce qui est loi officielle, dans le but de résoudre efficacement les problèmes de la ville de Ghardaïa, surtout en ce qui concerne l'ancien tissu urbain. En tous les cas, les *oumanas* sont des experts consultants, on les consulte en cas de problèmes qu'on n'arrive pas à résoudre par la loi. Mais vous devez savoir que le *'orf* change avec le temps, avec l'évolution des problèmes, d'où l'intérêt des *oumanas*... » (ar.).

À l'image de l'arrêté communal de Ghardaïa, nous avons consulté un livret, et un code interne des *oumanas* de Guerrara. Le livret est intitulé *'orf ahl Guerrara —le 'orf des gens de Guerrara —* . Élaboré par les *oumanas* de la ville, avec l'approbation de ses *'azzabas*. Il a été édité en 2009 et il est composé de quatre parties. La première partie traite du *'orf* de la construction à l'intérieur du *ksar*, la deuxième du *'orf* de la construction en dehors du *ksar*. Une troisième s'intéresse au *'orf* de la palmeraie et, enfin, la quatrième concerne le *'orf* des

inondations et des cours d'eau. Mais cette publication est extrêmement superficielle et de peu d'intérêt.

Conclusion:

Quoique le 'orf de la construction au M'Zab se réfère à une tradition écrite ancrée, celui-ci trouve aussi ses fondements dans une importante tradition orale et dans des savoir-faire dont la transmission est basée essentiellement sur l'expérience sur le terrain et le partage du savoir entre maîtres et apprentis. D'où l'importance de l'institution des *oumanas*. En effet, celle-ci n'assure pas uniquement la transmission du 'orf de génération en génération, mais elle fait aussi office de législateur, car elle a l'expérience et l'autorité pour trancher des questions qui n'ont pas été posées au préalable. Cette institution s'inscrit dans une dynamique contemporaine, actuelle, soucieuse de préserver l'expérience ancestrale en l'appliquant et l'adaptant au présent; Ce que l'on peut se permettre de qualifier "d'intelligence" pratique alliant, conjugant passé et présent pour répondre aux situations d'aujourd'hui.

Les Manuscrits:

1. Sheikh Abdelaziz ben el Hadj Ibrahim Al Thamini, *Takmil li ba'aḍi ma akhala bihî kitab nil*, corrigé et publié par Thamini, M. (1944), Tunis : Imprimerie Arabe, (Texte en Arabe), fourni par la bibliothèque La'li de Béni Isguen
2. Sheikh Abu el Abbas Ahmed Ben Mohammed Ben Bakr Al Farstai (?-1110), *Kitab talkhiṣ al qismawa uṣûl al araḍîn*, corrigé et publié par Belhaj, B. ; Nacer, M. (1997), Guerrara : association Tourath, (Texte en Arabe) :
<http://ia800800.us.archive.org/8/items/youcef08/kisma-wasolalaradin.pdf>
3. Sheikh Amhammed Ben Youcef Tfayesh (1821-1914), *Mokhtaṣar fi 'imarat el arḍ*, Béni Isguen : Bibliothèque Qotb, (Texte en Arabe)

Les études:

1. AL-'ALĪMĪ, Rashād. (Traduction de Baudouin DUPRET). « Le droit coutumier dans la société yéménite », in: *Égypte/Monde arabe*, 2005, n° :1, pp. 17-54,
<http://ema.revues.org/1035>
2. ASSAMAOUÏ, Saleh Ben Omar. *العزابة و دورهم في المجتمع الاباضي بميزاب* [les *azzabas* : leur rôle dans la société ibadite du M'Zab], مطبعة الفنون الجميلة [Matba'at al fenoun al jamila] : Alger, 3T, 2008.
3. BENSIDOUN, Sylvain. « Contrôle de l'eau et communautés agraires en Islam », in: *Cahiers de l'institut de science économique appliquée*, 1963, n° 139, vol 6, pp. 125-145.
4. BENOUCHEF, Brahim. *Le M'Zab espace et société*, Alger : IBD, 1992.
5. BERQUE, Jacques. *Opéra minora*, Mahé, A., Albergoni, G., Pouillon, F. (dir.), Vol.3, Saint-Denis : Bouchène, 2001.
6. BLEUCHOT, Hervé. *Droit musulman*, Aix-en-Provence : Presses universitaires d'Aix-Marseille, 2000, <http://books.openedition.org/puam/984>
7. CAPONERA Dante A. & ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE. *Le droit des eaux dans les pays musulmans*, Rome: FAO, 2 vol., 1976.
8. CAPOT-REY, Robert. *L'Afrique blanche française*, Paris: PUF, 1953.
9. CHERIFI, Brahim. *Le M'Zab : études d'anthropologie historique et culturelle*, Paris: Ibadica, 2015.

10. CHEKHAB-ABUDAYA, Maunia. "The Use of Earth in the Construction of the Qṣūr in Southeastern Algeria", pp. 84-103, in: PRADINE, Stéphane (dir.). *Earthen Architecture in Muslim Cultures: Historical and Anthropological Perspectives*, Leiden/Boston: Brill, 2018, DOI: 10.1163/9789004356337_007.
11. CHEKHAB-ABUDAYA, Maunia. Patrimoine architectural du Sud algérien : le "qṣar", type d'implantation humaine au Sahara, Thèse de doctorat non publiée, Paris: Université Panthéon-Sorbonne, 2012.
12. CÔTE, Marc. *La ville et le désert : le Bas-Sahara algérien*, Paris: Karthala, 2005.
13. CUPERLY, Pierre. Aperçus sur l'histoire de l'Ibadisme au M'Zab : Traduction partielle de ATFAYYAŞ Muḥammad, *al-Risālah-Şāfiya fi ba'd tawārikh ahl Wādi Mîzâb*, mémoire de maîtrise, Paris: faculté des lettres de Paris Sorbonne, 1973.
14. CUPERLY, Pierre. « la cité Ibadite, urbanisme et vie sociale au XIème siècle : d'après un document inédit, le Kitāb Talkhis al-qiisma et le Kitāb Usul al-aradin d'Abu l'Abbas Ahmad », in: *Cahiers d'études berbères Awal*, 1987, n° : 3, pp. 89-114.
15. DELHEURE, Jean. *Ağraw n yiwalen tumzabt t-tfransist= dictionnaire mozabite-français*, Paris: Société d'études linguistiques et anthropologiques de France, 1984.
16. DRAY, Maurice. *Dictionnaire Français-Berbère : dialecte des Ntifa*, Paris, Montréal: L'Harmattan, 1998.
17. ERSILIA, Francesca., « Ibadī Law and Jurisprudence » in: *The Muslim word*, 2015, n° 105, issue 2, pp. 209-223, DOI: 10.1111/muwo.12089.
18. GRAVARI Barbas, Maria (dir.). *Habiter le patrimoine : enjeux, approche, vécus*, Rennes: Presse universitaire de Rennes, 2005.
19. GUELIANE, Nora. « Qu'est ce qu'un ksar pour un Mozabite ? », in: *le Carnet du Centre Jacques Berque*, 2019, <https://cjb.hypotheses.org/698>
20. GUELIANE, Nora. Les nouveaux ksour de la vallée du M'Zab (1995-2016) : De la permanence et des mutations de la solidarité sociale dans leurs réussites et leurs échecs, thèse de doctorat, Paris : EHESS, 2019. <https://journals.openedition.org/acrh/10490>
21. GUELIANE, Nora. "L'insertion des Mozabites d'Algérie dans les territoires d'accueil, Organisation et solidarité de la communauté mozabite hors du M'Zab : l'exemple de la jma'a de Bordj Bou Arreridj ", in: *Sociétés plurielles*, 2019, n°3, pp. 1-37.
22. GUELIANE, Nora. « Les oumanas : Le corps exécutif du orf de la construction au M'Zab (Algérie) », in: *Asinag*, 2019, n° 14, pp. 95-110.
23. GUELIANE, Nora. « Les nouveaux ksour du M'Zab, quels enseignements pour l'étude de l'urbain en Algérie ? », pp. 75-88, in, DIRECHE, Karima. (dir.), *L'Algérie au présent. Entre résistances et changements*, Paris : Karthala, 2019.
24. HAJJ SAID, Youcef. *L'histoire des Béni Mzab, une étude sociale économique et politique*, Ghardaïa : L'édition arabe, 2014. (Texte en langue arabe)
25. IBN KHALDOUN. *Histoire des Berbères et des dynasties musulmanes de l'Afrique septentrionale*, vol. n° 3, Paris: Librairie Orientaliste Paul Geuthner, 1999.
26. JOHANSEN, Baber. *Contingency in a sacred law. Legal and ethical norms in the muslim Fiqh*, Leiden: Brill, 1999.
27. LEWICKI, Tadeusz. « Les subdivisions de l'Ibādiyya » in *Studia Islamica* », 1958, n° 9, pp. 71-82, DOI : 10.2307/1594975.

28. MAHÉ, Alain. « Entre les mœurs et le droit : les coutumes », p. I-XXX, remarques introductives : *La Kabylie et les coutumes kabyles de Hanoteau et Letourneux* (1873), Saint-Denis : Bouchène, 2003.
29. MAHÉ, Alain. « Les assemblées villageoises dans la Kabylie contemporaine. Traditionalisme par excès de modernité ou modernisme par excès de tradition ? », in: *Études Rurales*, 2001, n° 155-156, pp. 179-211.
30. MAHÉ, Alain. « Jacques Berque et l'anthropologie juridique du Maghreb », pp. I-XXII, in, Berque, Jacques. *Opera Minora*, Saint-Denis : Bouchène, 2001.
31. MAHÉ, Alain. *Histoire de la Grande Kabylie XIX^e-XX^e siècles, anthropologie historique du lien social dans les communautés villageoises*, Saint-Denis : Bouchène, 2001.
32. MAHÉ, Alain. « Qu'est-ce qu'être citoyen? Résidents et immigrés d'un village dans la Kabylie contemporaine », pp. 469-501, in : BERGER, Mathieu, CEFAI, Daniel & GAYET-VIAUD, Carole (dir.), *Du civil au politique. Ethnographies du vivre-ensemble*. Berne, Berlin: P.I.E-P. Lang, Bruxelles, 2011.
33. MAHROUR, Illili. « Contribution à l'élaboration d'une typologie "umranique" des ksour dans le Gourara », in : *Insaniyat*, 2011, n° 51-52, pp. 197-219, DOI : 10.4000/insaniyat.12766.
34. MERCIER, Marcel. *La civilisation urbaine au M'Zab : étude de sociologie africaine*, Alger: Émile Pfister, 1922.
35. MERGHOUB, Baelhadj. *Le développement politique en Algérie. Étude des populations de la région du M'Zab*, Paris: Armand Colin, 1972.
36. MILLIOT, Louis. *Introduction à l'étude du droit musulman*, Paris: Recueil Sirey, 1953.
37. MORAND, Marcel. *Les kanouns du M'Zab*, Alger: Adolphe Jourdan, 1903.
38. MORAND, Marcel. *Études de droit musulman et de droit coutumier berbère*, Alger : J. Carbonel, 1931.
39. MÜLLER, Christian. « Us, coutumes et droit coutumier dans le fiqh malikite », pp. 35-54, in : Nef, A. ; Voguet, Élése. (dir) . *La légitimation du pouvoir au Maghreb médiéval, De l'orientalisation à l'émancipation politique*, Espagne: Collection de la Casa de Velázquez, 2012, <http://books.openedition.org/cvz/1597?lang=fr>
40. Office de la promotion et de la protection de la vallée du M'Zab (OPVM) : <http://www.opvm.dz>
41. OUSSEDIK, Fatma. *Relire les Ittifaqat : essai d'interprétation sociologique*, Alger: ENAG, 2007.
42. WEBER, Max. *Sociologie du droit*, Paris: PUF, 2013.

Annexe 1: 'Orf' de Ghardaïa présenté sous la forme d'un arrêté communal n° : 35/87. Source : Les archives de la commune de Ghardaïa (APC), 2016

قوارسلي رقم 35 / 87 م.ع

ان رئيس المجلس الشعبي البلدي لقرديية .

- بمقتضى الامر 24 / 67 الصادر بتاريخ 18 جانفي 1967 المتضمن القانون البلدي المنظم والمعدل بالقانون رقم 09 / 81 بتاريخ 14 حويلية 1981 .
- بمقتضى القانون رقم 17 / 83 المؤرخ في 16 حويلية 1983 والمتعلق بالمياه .
- بمقتضى القانون رقم 8.6 / 227 المؤرخ في 08 سبتمبر 1986 والمتعلق باستغلال المياه .
- بمقتضى القانون رقم 01 / 01 الصادر بتاريخ 13 اوت 1985 والمتضمن رضى البناء ورخص الترخيص .
- بمقتضى المرسوم رقم 211 / 85 الصادر بتاريخ 13 اوت 1985 والمتضمن رضى البناء ورخصة الترخيص .
- بمقتضى حفر اللجنة التقنية بتاريخ 04 ماي 1987 .
- اعتبارا من توحيات رئيس الجمهورية الأمين العام للحزب وبعض الوزراء اثناء زيارتهم للمنطقة والحاشية على المحاقطة على المعالم السياحية .

يقرر

- أولاً : ماء السبيل .
- المادة الأولى : بالنسبة للطرق التي يمر بها مياه السبيل والموجود فيها أرصفة ، يجب أن لا يمر فيها السيارات ، نظراً لكون هذه الأرصفة هي سر تقسيم المياه وتوزيها وحفاظاً عنها من التلوث .
- المادة الثانية : احترام جميع مجاري السبيل (أودية وشعاب وغيرها ...) سواء من أعلى واد (عقير) أو واد الأبيض ، بلغني ، القفداح ، الغوز ، التوزوز وغيرها .
- المادة الثالثة : احترام عرض واد مزاب حيث يجب أن يكون 20 متراً بالنسبة لمجرى الواد و 10 أمتار في الجفتين مع عدم السماح ولا يجوز فيها تشييد أي بناء يمكن يسمع بأجواء العرس والحرس في حرم جنباً للاخطار وتدعيمها للتربة .
- المادة الرابعة : عدم إجراء أي تغيير في مناخ السبيل بين بستان وبستان كما يمنع زرعها بنباتات لأن زرعها يعرض السكان لحظر المياه .
- المادة الخامسة : من السكان الذي يوجد فيه نظام ماء السبيل ، يجب أن يرفع البناء فيه إلى الارتفاعات بأهل الري المختصين بدوي الخيرة .
- المادة السادسة : حفاظاً على الآثار القديمة بما يمنع إجراء أي حاجز طبيعي أو اصطناعي فوق قنوات ماء السبيل (مثل الطرق ، البناء ، التفجير والحرس التي غير ذلك) .
- المادة السابعة : لا يسوع لأي مواضع إجراء أي ترميم مهما كان في سد أو ساقية أو كوة إلا بعد موافقة البلدية بالتنسيق مع مصالح التقنين الأمناء المختصين بدوي الخيرة المعنيين .
- المادة الثامنة : لا يجوز كد لكأي مواضع فتح باب في ساقية السبيل أو شارع العرس إلا بموافقة المعنيين لأهل مجرى السبيل ، طبقاً للقانون واشتراك المصالح التقنينية والأمناء ودوي الخيرة في الميدان .
- المادة التاسعة : لا يجوز لأي مواضع التدخل في صيانة السدود الكبيرة أو العفيرة والسواقي وجميع قنوات السبيل ، إلا بأشراف المعنيين نظراً لأهمية دراسة دقيقة حيث الأجزاء تختلف حسب كل مناب و إذا لم يترك تغير فيها دون مراعاة هذه الدراسة التي هي من اختصامات الأمناء ، سيؤدي ذلك إلى حدوث خطر كبير وفي خالف ذلك ما يبيّن ما أنجزه بالأمم وسبقاً قبل على هذه المخالفة .
- المادة العاشرة : لا يجوز لأي أحد مهما كان ، فتح أبواب السدود أو القنوات من جميع نواب البلدية سواء زمن السيل أو غيرها إلا الأمناء فهم وحدهم المسؤولون على مصالح السبيل وذلك لضبط عملية المراقبة في توافر المياه ولكن مخالفة لهذا المنوع ما سيؤدي إلى انجرار السدود وحدوث عواقب خطيرة وتكلف البلدية المختصين تكفاً الغرض .
- المادة الحادية عشر : إن عملية تصفية سواقي ماء السبيل من الروم داخل الغابة تكون

AÉROS
arab

ARRÊTE

على عائق ونفقته جميع الشركاء حسب مناب كل واحد منهم من السيل وأما بالنسبة لعملية الترميم داخل القاعة أيضا تكون كذلك على حسابهم، لكن تحت إشراف ومراقبة المتقنين والأمناء ودي الخبرة وعند الاقتضاء تتدخل البلدية ويتحمل المستفيدون هذه النفقات.

المادة الثانية عشر: ممنوع إجراء أي بناء أو عرس أو حفرة أو أي تخريف في وسط سد شوشان وشعبة ابن سروز وشعبة سوتن وأساس النزور وروكدا هي المساحة الموجودة بين النوات العلوية قرب السد والتعليلات كمن.

المادة الثالثة عشر: إن عرض واد بلفتمر حدد بعشرون (20) مترا مما يقصو عرض واد اغوزا اربعة عشر (14) مترا مع خمسة (5) امتار كحوله من الجفة الجوقية وعرض واد النزور أربعين (40) مترا حافية.

المادة الرابعة عشر: بالنسبة للأودية الآتية فإن عرضها حدد كالآتي:

- واد لعذيرة : 100 متر
- واد الأبيض : 100 متر إلى الملتقى
- واد أرقدان : 40 مترا حافية
- واد اخلاخال : 10 امتار
- سعة الشنان : 05 امتار
- سعة السج أحمد أي قبة : 10 امتار

المادة الخامسة عشر: بالنسبة للمخاض في سبل النزور تحوز الماء بين المعارف الجوقية والمعارف القبيلية فإن عرضها يمتد إلى الجبل غربا وذلك ما بين المعارف القبيلية ومنتصف المسافة المؤدية إلى المعارف الجوقية ويكون عرض ماء السيل الآتي إلى المنخفض - 15 امتار.

المادة السادسة عشر: البناء الممهاري داخل السور:

ضمانا من الاستفاد من حرم الشمس القبيلية والغربية فأنه لا يجوز لأي موالن أن يعلى بناءة فوق الحدار القديم للمجمعات المذكورة أعلاه، وإذا أراد أن يزيد من علوه يجب عليه أن يتأخر إلى الخلف (سنتيما بسنتيما) وله الحق من فتح باب لبيانته ذلك السكع (طول الباب مترا واحد وعرضه 60 سنتيما) ولا يسمح إجراء أي فتح أو نامدة حفرة أو كوة من ذلك الباب كما لا يجب فتحه إلا للضرورة ولا يسمح أيضا بتربية الحيوانات في ذلك السكع وعند ما يريد ميانته يستأذن من جارة.

المادة السابعة عشر: من المعلوم بعد ما بان أنه يسمح بأجراء قاعدة ظهر الماء فيما يخص الشمس الغربية والقبيلية يعني مثلا: ينترك درعا بيني حائطها علوه درعا يسمح له بتسقيف علوه هذا السور وأما تصرف ماء هذا السكع يرجع لأهل.

المادة الثامنة عشر: لا تجوز الحلاقا فتح نوافذ معلقة إلى الجارة وأما النوافذ

المفتوحة على الشارع فإنه لا يجوز أن تكون أمام النافذة المقابلة وتجعل لها
 ستري من كل جهة

المادة التاسعة عشر: لا يجوز فتح باب من الشارع أمام الباب المقابل إلا مسلف فتحة سابقا
 المادة العشرين: في السنة الغير النافذة لا يجوز لأي شخص أن يفتح بابا أو منعدا
 إلا برخصة من البلدية.

المادة الواحدة والعشرون: لا يجوز لأي شخص أن تحدث بينه وبين جاره مطبعا أو
 مرفا تقريبا أو خزانا المياه أو استطلاا إلا ما سبق أحدا على سابقا
 وإذا أراد أي شخص أحداث الأشياء المذكورة فعليه أن تخلف مرفا
 جاره قدره ثلاثة أذرع.

المادة الثانية والعشرون: بناء أي مسكن يجب على صاحبه اعلام مسبقا لسيما
 احترام ما سبق ذكره بالنسبة للجدار الموجود بينهما.

المادة الثالثة والعشرون: إذا أراد أي شخص بناء مرفاض عصري ما يجب أن تختم جاره
 الجوفي فيما يخص حرم العلاء التي لا يجوز الا بعد ثلاثة أذراع.

المادة الرابعة والعشرون: إذا أراد المولاهن الزيادة في العلو أكثر من جاره الموجود بالجانب
 الأخرى الطريق الناهل بينهما فقله الحق أن يزيد فيه بمقدار عرض
 الطريق، مثال ذلك الفري علوه 5 أمتار والسرقي 5 أمتار وعرض
 الشارع متران فالعصري الحق في الزيادة بمترين ليصبح 7 أمتار.

المادة الخامسة والعشرون: إذا أراد شخص إضافة باب من نافذه في منزله فعليه أن يكون
 فتحة التي داخل المنزل كما يمنع أحداث درجة من الشارع سواء من داخل
 السور أو خارجه.

البناء المعماري خارج السور التي أجباس جديد
 نالتنا

المادة السادسة والعشرون:
 إذا كان الجيران سابقا بحيث احترام الشمس التبليده والفريه
 حيث يكون بين الجارين حائل ستر علوه متران ونصف (2,5 م)
 وإذا ابتقى أكثر من ذلك فعليه أن تخلف 2,5 م له علو على
 حسب المنطقة (رضه البناء (4,5 م تا 6,7 م) 9 م) 4.5 م
 المادة السابعة والعشرون: إن عملية غرس النخيل والأشجار وغيرها بجانب السكن يجب
 أن تكون على حرم 2 م وإذا انجر مع ذلك شرب المياه التي الجار فمسؤولية ذلك
 ملقاة على عاتق صاحب الفرس.

المادة الثامنة والعشرون: في المناطق السكنية الجديدة التوزوز، لشبورة، فيطبق
 عليها الفرج المطبق من المناطق خارج السور

المادة التاسعة والعشرون: إذا أراد شخص أن يفرس غرسا فليترك حرمها لجيرانه مقداره
 1.5 مترا إن كانت شجرة وثلاثة أذرع إن كانت نخلة وستة أذرع
 إن كان كرمها هندية.

المادة الثلاثين: إذا حدث نزاع بين جيران أو بين جيران من جهة أخرى
 أو

غير مرصعة ومنفلتان ما فالنخلة تقسم مع أختها
 المادة الواحد والثلاثين : ان الحدود بالنسبة للرمانة شجرة التي والتفاح هي
 1.5 م من العمود الاول الذي يرسى .
 المادة الثانية وثلاثين : هي سد اجناس اجديد التي رأس الغاية أي التي تربط
 السياجات المؤدية التي الغاية فالعروض المطبق كمثلها داخل السور
 (الستائر للبنان مسموح بها.)

رابعاً : الأبار

المادة الثالثة وثلاثين :

ان حرم الأبار الحية المستعملة يكون في كل جهة بعد الفوننة
 50.50 م (الفوننة هو البناء الموجود بجانب البئر).
 المادة الرابعة وثلاثين : يجب ان تحترم مصاع البئر الملحقة به والحوض حرمه 50.50 م بعد
 حائطه.

المادة الخامسة وثلاثين : ان معاريف املح البئر ملقاة على عاتق جميع الشركاء وأما
 املح المصالح الملحقة بها كالحوض والسواقي وتصفية البئر يكون على
 كامل الاحتياط.

المادة السادسة وثلاثين : بالنسبة لزقاق الزجر فيكون لحول 9.50 م وعرضه 2.50 م
 وأما الباقي في زقاق الزجر فيكون كعرض عرصات البئر في أسفل في الخارج

المادة السابعة وثلاثين : لحول زقاق الزجر يكون على حسب عمق البئر فديما .
 المادة الثامنة وثلاثين : فتح الابواب والنوافذ والميازيب في زقاق الزجر يكون
 خاصة التي اتفاق ورش الشركاء .

المادة التاسعة وثلاثين : يمنع منعاً باتار من المياه القذرة في الأبار الحية المستعملة
 خامساً : السواقي

المادة الأربعين

بأن المسطحة التي يوجد فيها المعاريف في الجنتين لها حرم 1.50 م
 (5.75 م) في وسط الساقية للجنتين

المادة الواحد واربعين : بالنسبة للساقية التي يوجد فيها المعاريف في جهة
 واحدة تحرمها في جهة المعاريف فقط وهو 1 م بعد حائط الساقية .

المادة الثانية واربعين : الساقية الا فانية التي تأتي في بعيد يعني في الوروار
 (بعين الساقية المنشأة عن فقد الماء في البعراق الأرضي) هذا
 النوع في السواقي ساقية ولا تثبت الا بوجود عقد .

سادساً : وصفية الأجنة

المادة الثالثة واربعين

اذا كان جنانات، الأول عالي بالنسبة الثاني ووقع انهما
 الحائط بينهما : حائط تحويط الجنانات يقع معارفه في جهة الطبقة السفلية
 الرده مستوى ارض الجنات العالي على اهل ما بين الكلاي السفلى والجنات

ARRÊTÉ

في الحائط فيقع معارفه على كامل العلوي : اذا وقع انحصار الحائط بسبب العائنة
العلوي هي جراء ماء السيل او المني فغلب العلوي تحمل كافة المسؤولية
المادة الرابعة واربعين : ان كتيبة الرول المسماة بالطايبه الموجوده بين خانين
تكون اشغافا بينهما في حالة ما اذا كانا متساويين واذا كان الاول غائبا
بالنسبه للاخر فالطايبه للعلوي .

المادة الخامسة واربعين : تكليف الساده محافظه الامن الولايتي ، معالج قسم التجهيز و
البناء و قسم النظافه والبري ، مسؤول ملحقه التفتيش بالبلديه ، مفتش
المعاج العمومية ، الامناء المكلفون بمعد الفرش ، مكلفون كل فيما يخصه
بمقتضى هذا القرار .

1987
عبد الله
رئيس المجلس البلدي
امضاء :


Le portrait du Monarque en Tunisie au 18^e siècle

Les cas de Hussein ben Ali et Ali Pacha.

The portrait of the Monarch in Tunisia in the 18th century:

The cases of Hussein ben Ali and Ali Pasha

Dr. SOUDANI Abdelkader

Faculté de lettres de Sfax, Tunisie.

Le résumé :

Dans cet article, nous étudierons une période importante de l'histoire moderne de la Tunisie, la période qui concerne la première moitié du XVIII^e siècle. Nous tenterons d'analyser la personnalité de deux dirigeants, Hussein ben Ali, qui a régné entre 1705 et 1735 et qui a été succédé par Ali Pacha qui a régné entre 1735 et 1756. On sait qu'Hussein ben Ali a réussi à établir un pouvoir héréditaire, Il arrive à gouverner la régence jusqu'à la proclamation de la république. La personnalité des deux dirigeants reflétait la structure intellectuelle, politique et sociale qui prévalait en Tunisie pendant cette période.

Mots clés : Tunisie, Hussein ben Ali, Ali Pacha, mentalité politique, image du souverain

الملخص:

في هذا المقال سوف نعمل على دراسة فترة مهمة من تاريخ البلاد التونسية وهي الفترة التي تم النصف الأول من القرن الثامن عشر، وسنسى تحليل شخصية حاكمين هما حسين بن علي الذي حكم بين 1705 و1735 وخلفه علي باشا الذي حكم بين 1735 و1756. ومعلوم أن حسين بن علي تمكن من تشكيل حكم وراثي حكم البلاد التونسية حتى إعلان الجمهورية، وقد عكست شخصية الحكام الذهنية السياسية والاجتماعية السائدة في تونس خلال تلك الفترة.

كلمات مفاتيح: تونس، حسين بن علي، علي باشا، الذهنية السياسية، صورة الحاكم.

Introduction

Le monarque c'est un concept dérivé du même radical arabe, a'hel **عاهل**, qui désigne le pouvoir accordé à un autocrate, à tout souverain qui jouissait d'une autorité absolue, le monarque impose donc son impact sur les événements historiques. Il veut apparaître dans la meilleure image de son peuple, son comportement est inséparable du pouvoir qui le constitue, c'est l'art d'apparaître qui domine la politique du monarque.

Il s'appliquait aux nombreux exemples de souverains de la Tunisie, Peut-être que le plus important de ces exemples qui peut être mentionné c'est Hussein Ben Ali et son prédécesseur Ali Pacha qui ont régné entre 1705 et 1756. Donc la question à laquelle nous ambitionnons de répondre est comment demeure t-il le portrait du monarque ? Et comment est-on passé du système oligarchique, par la domination de la caste turque, au système monarchique ?

En s'appuyant sur le champ de l'anthropologie politique, cet article a pour objet de tracer à grands traits le contexte intellectuel dans lequel le bey pratiqua le pouvoir, L'anthropologie est le meilleur champ pour étudier la personnalité des souverains de la Tunisie au 18^e siècle.

La psychologie politique est ainsi, nécessairement, une psychologie sociale, Car le monarque n'est autre que le reflet de la mentalité sociale. Au cœur de cette interaction, la question de l'articulation de l'individuel et du collectif reste posée depuis Tarde et Durkheim comme la question centrale de l'anthropologie (ROQUETTE, 1989 : 219-222)

Nous essaierons, en premier lieu, d'analyser les fondements du portrait du monarque, en second lieu, nous évoquerons les services qu'ils lui avaient été rendus par les agents du pouvoir beylical en tant que médiateurs entre le monarque et les communautés citadines et tribales.

Nous examinerons la période qui s'étend de 1705 la date de l'avènement d'Hussein ben Ali, au décès d'Ali Pacha, et l'instauration d'une nouvelle phase de pouvoir en 1756. Cette phase a été marquée par toutes sortes de mutations et de ruptures au niveau du pouvoir, s'inscrivant dans le contexte d'une intensification des pressions diplomatiques, commerciales, financières et militaires européennes sur la Régence. Ces mutations ont affecté l'ensemble des structures traditionnelles du pouvoir, et ont fortement pesé sur la personnalité du monarque.

Le Portrait du monarque

1. Le Miséricordieux

Le monarque devait en permanence faire preuve d'hospitalité et d'éloquence. Il est pieux, Dieu lui donne, en tant que monarque, la sagesse et la prouesse. Toutefois, ses droits étaient toujours sans conteste. L'image royale s'est trouvée parfois en contradiction avec la morale, Elle conduit à une nouvelle théorie du pouvoir et de la souveraineté, enracinant l'image du roi-père, en tant que protecteur de ses sujets.

Une fois que le monarque occupe le palais du Bardo, les faits sont bien établis, le trône ne pouvait pas en avoir un autre, celui qui occupe le palais c'est celui qui gouverne, sachons que les partisans d'Ali pacha ont annoncé leur investiture pour le Pacha en mettant son père

au trône. Le symptôme de Bardo est resté avec les monarques au cours du XVIII^e siècle, de sorte que celui qui prend le pouvoir n'accepte pas qu'il soit remis aux autres. Le contrôle du palais signifie l'obtention de la légitimité, c'est ce qui s'est passé entre Hussein ben Ali et Ali Pacha.

Dès son avènement au trône, le monarque déclare qu'il suivra le chemin de ses ancêtres, qui est un solennel indispensable pour maintenir les acquis des adjoints de son prédécesseur. Hussein ben Ali ne cache pas sa courtoisie envers les soldats turcs (IBN ABI THIAF, 2001 : 91) pour s'assurer leurs soumissions.

Le parcours du monarque repose aussi sur l'appui précieux que lui procurent les membres de sa famille, Hussein ben Ali avait eu recours à son neveu Mustapha Génois pour l'aider dans sa guerre contre son rival Ali pacha, il s'est nommé commandant de son infanterie, (BUHAGIAR, 2014 : 59) ce qui reflète la crainte du bey d'un complot des soldats turcs, et l'obsession de peur qui triomphe sur la psychologie du monarque, Il ne fait confiance qu'à ses proches. De son côté Ali Pacha ne dépendait que de ses fils pour la gouvernance du pays, rappelons que Younes bey a contribué d'une manière décisive à la dévastation du pouvoir de Hussein ben Ali en 1735, Il a étranglé son oncle en 1740, puis a poursuivi les opposants au règne de son père. C'est pour cela, le souverain se refusait à n'être qu'un simple gouverneur, (ARNOULT, 1988 : 145) Il a le pouvoir ultime. Les liens du sang sont mis au service d'une carrière de monarque, ses frères et ses fils participent de façon active à la gestion du patrimoine politique familial et l'aident au gouvernement beylicale, le souverain doit donc avoir des liens familiaux solides et être intelligent et ingénieux pour maintenir son pouvoir.

L'intelligence et la discipline seront très décisives dans la formation politique du monarque, il doit avoir un esprit curieux, fasciné par le pouvoir, des ambitions sans précédent ; c'est ainsi que nous ont parus les deux monarques Hussein ben Ali et son successeur Ali Pacha. Dans ce contexte Hussein ben Ali se montra comme un marabout, certains ouvrages ont bien saisi les relations entre les deux pouvoirs symbolique et politique à l'ère de Hussein ben Ali, (PLANTET, 1894) Ce monarque a réussi à former une autocratie absolue de telle sorte qu'il n'y aura plus qu'un troupeau et un pasteur, les maîtres ordonnent et les sujets se soumettent ; la société devient donc une société de servitude. Dans sa guerre contre les Algériens, le honorable "Sidi Abdelkader Jilani" a prêté à Hussein ben Ali un coup de canon, qui lui permet d'éviter le danger algérien, le bey s'appuya sur le soutien des marabouts pour légitimer sa politique.

Le monarque mobilise des ressources symboliques afin de conserver le pouvoir, c'est l'art d'apparaître (BALANDIER, 1992 : 151) ou de l'image du souverain qui nécessite un apport étroit avec la religion pour justifier sa grandeur. Plusieurs études ont travaillé sur la relation entre le politique et le cérémonial et ont mis en évidence l'image religieuse que l'homme politique conçoit (DELOYE, 1996). Sans doute les monarques de la régence tunisienne accaparent l'utilisation de certaines sémantiques du pouvoir comme le chariot à quatre roues et la robe du sultan. Le vouloir de lier le comportement du souverain à la religion

empêcherait le déclenchement de toute opposition à sa politique, car elle est conforme aux enseignements de la religion.

Le monarque mobilise toutes les ressources politiques et symboliques, pour conserver le pouvoir. A Tunis, les beys ont pris pour symboles le sabre bilame bordé sur un étendard que l'on appelle "Saif sidna Ali"¹. Quant à leur drapeau vert, il ne les rattache par explicitement à une dynastie, mais évoquant la couleur du manteau du prophète (DAKHLIA, 1988 : 740). Les confréries « Kadiria et Tijania » incarnent un refuge des monarques dans les crises de légitimité, ce fut que les adeptes des confréries demeurent "un réservoir" de soutien pour le monarque. C'est l'alliance entre le politique et l'imaginaire.

L'imaginaire désigne l'ensemble des représentations partagées d'une société, qui constitue un imaginaire collectif ou national (ANDERSON, 2002 : 213) On remarque que les monarques de la régence tunisienne veulent monopoliser tous les titres honorifiques. Dans ce cadre, les appellations des souverains ce sont montrées condensées "Hammouda Mayraman dar al jihad al mahroussa, Bey de Tunis le Pacha hamouda" (Archives nationales de Tunis, C.63, D.3 : 2)². Signalons aussi que La glorieuse connotation de « sidna » (notre seigneur) qui est destiné, au début, singulièrement pour le sultan-khalife, c'est dérivé pour être l'un des appellations de Hussein ben Ali et de Ali Pacha.

Cependant, il importe de souligner que cette montée en puissance du monarque n'aurait pu advenir sans les efforts personnels fournis par le monarque dans le choix du dirigeant de ses agents. Les hydouks³ se chargent de réaliser les désirs du monarque, et d'atteindre sa satisfaction psychologique. À cet égard, En dépit du jeu des ressources symboliques du monarque, les images politiques sont fluides, dynamiques et sans cesse réinventées. Elles forment des représentations politiques qui peuvent échapper au contrôle et à la domination du monarque. En ce sens, Ali Pacha a fait brûler le quatrième ouvrage de "Wazir Sarradj" parce qu'il à mal cité le Pacha qui est tout conscient que l'image va plus vite que le pouvoir.

Ces facteurs ont donné au monarque un certain nombre de qualités qui se chevauchent et se contredisent, il demeure fort et sage d'une part et sanglant et autoritaire d'autre part.

2. Le monarque suprême ; le monarque puissant

Au sens de mode spécifique d'exercice du pouvoir, Nous examinons les comportements politiques basés sur la terreur, comme mode de gouvernement (BESSARD, 2010 : 150). Le monarque voit l'image de son pouvoir de plus en plus sur la peur (ROBIN, 2006 : 367), parce que la légitimité basée sur la coercition oblige le monarque à compter sur sa suprématie.

¹ L'épée d'Ali le cousin du Prophète Mohamed.

² Ce document qui est concerné de mettre en ordre le piratage entre la France et la régence de la Tunisie remonte à l'ère de Hussein ben Ali se fut renouvelée avec hammouda pacha

³ Les hydouks ; sont les agents proches du souverain qui justifient sa politique auprès de ses sujets. C'est un terme d'origine Hongrois, venu en Tunisie avec les turcs, il désigne le malfaiteur, puis il désigne les agents du cheikh.

Selon les exemples les plus réputés, les pratiques du pouvoir par le monarque seraient dénuées de tout rationalisme. Le monarque doit porter des signes distinctifs, vestimentaires notamment, il accapare toutes les formes de grandeur. Dans ce contexte Ali Pacha c'est vengé contre son ministre « Kacem Bin Soltana » de manière arbitraire, pour aucune autre raison que de faire bâtir un foyer plus grand que le sien. En outre, le Pacha a créé une garde du palais « les Bouaba » à l'instar du roi du Maroc « Moulay Ismail », et ne cesse de solliciter cette garde Juste pour satisfaire son arrogance.

La dynastie husseinite régnante s'est construite dans la violence à cause des litiges de la succession, Ce fait a abouti à des troubles et à des guerres sanglantes, Le bey Hussein a fini par être Abattu par son rival Younes Bey, Il est de même pour Ali Pacha qui trouva la mort étranglé par les Algériens. La convergence beylicale a mit fin à l'accord tacite entre le pouvoir central de la régence et la population révoltée. Le monarque expose des actions de châtiments envers l'intérieur de la régence, afin de redresser la sécurité, en réprimant les ennemis du beylik pour ne pas restaurer ce conflit entre les membres de la dynastie Husseinite.

La question des rapports entre les rois et les tribus de leurs royaumes se pose à cause de la tendance des monarques à la stratégie de violence, c'est le terme le plus propre à caractériser les états qui dépendaient de ces rois (LASSERE, 2001 : 149). Dans ce cadre, Ali Pacha choisit les méthodes les plus radicales pour mettre fin au caractère belliqueux comme la tribu des Hamâma, en écartant la plupart des notables "sources de troubles". Il a également confisqué tous ses chameaux afin de les priver des raisons les plus importantes de leur richesse, et on sait que la tribu Hamama était l'une des tribus soutenant Hussein Ben Ali.

Les conflits entre les deux çoffs (Husseynites et Pachia) ont créé chez les gouverneurs une personnalité sadique, sachant que Ali pacha s'est montré très cruel envers ses adversaires. D'ailleurs, il s'est débarrassé des partisans de son oncle, et surtout les notables du Sahel et de Tunis d'une manière très agressive. Lorsque l'un de ses agents (Jaballah Boufarda) rejoint le çoff de son ennemi, il ne tarda pas à le torturer en plein public, pour être un exemple de celui qui ose mettre de côté l'obéissance au monarque.

L'état autoritaire constitue le modèle triomphant ou le duo « le Tambour et Le Piper » qui règne (JOUILI, 1992 : 69).

Le bey, avait, à l'origine comme missions, le commandement des tribus, le maintien de l'ordre à l'intérieur, et le recouvrement des impôts, Auxiliaire direct du dey, c'est pour cela que le bey se montra une personne qui a de la haine envers les bédouins, les principaux contribuables de la trésorerie du Bardo. Parmi les manifestations de la divergence structurelle entre la domination turque et la population locale peut être mentionnée le bey offre le dos de sa main aux locaux et l'intérieur aux Turcs, c'est le mépris des indigènes.

L'itinérance du pouvoir serait censée attester un archaïsme du politique au Maghreb, qui se traduirait par l'impuissance du souverain à garantir de manière durable l'allégeance de ses sujets (DAKHLIA, 1988 : 736), c'est le monarque qui fixa les règles d'accessions au trône par voie d'hérédité dans sa descendance de mâle en mâle et par ordre de primogéniture

(SILVERA, 1957 : 596), c'est Le Bey du camp, titre que prend toujours l'héritier présomptif du trône.

Afin de garantir la continuité du pouvoir dans la dynastie, le monarque doit préparer son fils aîné pour lui succéder¹, donc il porte un intérêt à l'éducation de ses fils, qui traduit non seulement une quête de distinction sociale, mais il exprime également la volonté du monarque de se différencier de la population générale la formation du monarque supposé (PAVAGEAU, 2015 : 187). La formation est ainsi perçue comme un moyen de médiation avec les différents cercles de pouvoir et comme un vecteur de transmission des aspirations du groupe. Il s'agit que les sociétés sont qualitativement différentes les unes des autres. Par exemple, une société peut se trouver au bas de l'échelle de valeur par rapport à l'alphabétisation et le revenu annuel. Mais cette échelle peut se révéler totalement inutile si les membres de cette société n'ont aucun intérêt pour les livres et pour l'argent (Le Comité Exécutif de l'Association Européenne des Anthropologues Sociaux, 2015 : 3), c'est pour cela que le monarque choisit l'alignement au profit de la catégorie qui possède aljah (la supériorité sociale) et la richesse.

Le monarque ne tarde pas à utiliser de différentes stratégies et organiser une mise en scène efficace pour atteindre son but en nouant des alliances tout en les modifiant selon les circonstances. Dans ce cadre, lorsqu'Ali Pacha fait face à la colère des Turcs, il menace son ministre de le torturer s'il ne dépose pas une somme considérable dans le trésor beylical (BEN YOUSSEF, 1998 : 52). En d'autres occasions, il passa des compromis avec ses adversaires pour mieux les neutraliser, surtout les notables qui appartenaient à un groupe tribal qui avait un poids démographique important.

Les notables doivent articuler les rapports du local et du global, de penser l'autre et le même sous leurs aspect les plus divers (KILANI, 1989 : 21). Toute la société est sous le regard de quelqu'un qui peut la châtier, c'est le monarque qui est omniprésent. Ainsi, c'est le hydouk qui s'occupe du contrôle du peuple et la vie prestigieuse du monarque.

1. les hydouks ; les mouchards du monarque : Les hydouks ; L'épée du monarque :

Puisque toute communauté politique est composée de gouvernants et de gouvernés, les relations du pouvoir s'établissent entre ceux qui commandent et ceux qui obéissent. De plus, Il est également basé sur la division de la société selon le clivage opéré par le monarque ; entre gouvernants et gouvernés, chefs et sujets.

Le monarque est autocratique, les conseillers doivent résoudre les problèmes auxquels le monarque peut faire face. Dans ce cadre « le hydouk » Yousef Bartkiz a profité des lacunes de l'interprétation de la jurisprudence pour retirer le pouvoir du Prince héritier Ali Pacha vers

¹ . Prenant Hammouda Pacha comme exemple, puisque c'est considéré comme le monarque le plus éclairé, il fait l'apprentissage du fikh hanafite de la part de Hammouda Bakir, et du son maître Hammouda Ben Abdelaziz l'histoire et le calcul. Mais lorsque nous lisons l'ouvrage " attarikh al bachi" de son maître Ben Abdelaziz, nous découvrons le niveau d'éducation que Hamouda Pacha a saisi.

le fils aîné de Hussein ben Ali, Ce « fakih » s'est chargé de propager les vœux discrets du monarque, comme si c'était le désir de toute la caste dirigeante de la régence.

Le rôle du hydouk c'est de rassurer le souverain, et la bonne gestion des agents du beylik, c'est le raisonnement du monarque qui voit que ses agents ne sont que ses serviteurs. Les hydouks se montrent très généreux envers Hussein ben Ali, leurs soutiens par l'argent et les complots ont contribué à son avènement au pouvoir (ROUSSEAU, (s.a) : 161). Les conspirations demeurent décisives pour aider Hussein Ben Ali à devenir le monarque de la régence, Il faut se rappeler qu'il a tenté de renverser Mourad Bey, puis s'est enfui à Djbal Waslat¹, Ensuite, il a trahi Ibrahim Sherif dans sa guerre contre le souverain de l'Algérie.

Hussein ben Ali a investi dans les contradictions sociales pour atteindre ses objectifs, parmi les plus importantes de ces contradictions, il y a les guerres tribales et la lutte entre la caste turque et certaines communautés locales. C'est ainsi que le monarque trouva les outils pour contrôler les tribus rebelles, et s'assurer leurs soumissions. Il paraît donc que le rôle politique, proprement dit, ne puisse être joué que par la division de ces entités tribales et citadines.

Dans ce contexte, le bey tient à la goulette un "Agha" qui est chargé de vérifier les lettres des capitaines envoyés de l'étranger pour connaître son contenu, et de lui en donner immédiatement connaissance, et de ne laisser descendre personne à terre, lorsque le navire vient d'un pays suspect de peste. Sa vigilance s'étend également sur tous les passagers, qui ne peuvent s'embarquer sans une permission spéciale du Bey (MARCEL, 1907 : 08). C'est ainsi que les hydouks demeurent un outil pour contrôler la population et la châtier. Le caractère guerrier des institutions beylicales, la M'halla, comme exemple, qui est destinée singulièrement de battre tout débordement des bédouins, c'est la main mise du palais du Bardo sur les différents coins de la régence par le bais des hydouks.

Sous les ordres du Bey et de son premier ministre, le Khaznadar, qui comporte une foule d'officiers et d'employés, parmi lesquels on compte un grand nombre d'européens, administrent la régence, perçoivent les impôts (MARCEL, 1907 : 45). En outre, les agents locaux sont responsables de la lutte contre les razzias, fréquentes dans toute région difficile, à l'ouest et au sud du pays, et de châtier les responsables des attaques armées, et d'inciter les autres notables locaux à faire la même politique, ils se sont même montrés particulièrement de façon cruelle quand ils intervenaient aux côtés de l'armée beylicale pour réprimer les actes de rébellion.

La dépendance excessive du souverain envers les agents a révélé une mentalité autoritaire, le monarque demeure accablé par la peur qui s'est manifestée dans sa politique et sa personnalité.

¹ . A quelques kilomètres de la ville de Kairaouan, au centre de pays. Une montagne difficile d'y accéder, c'était donc un refuge pour tous les opposants de l'autorité husseinite.

2. La paranoïa du monarque :

Les services du Makhzen, assurés par le hydouk ont accru son rôle et son prestige aux yeux du bey et de ses ministres ; sa position d'agent du pouvoir central en est sortie renforcée, de même que son influence dans la tribu et d'une manière générale dans la région. Les membres de sa tribu avaient besoin de quelqu'un qui fût écouté et respecté à Tunis. En outre, plus grande était l'audience du notable dans le milieu tribal et régional, et plus le régime husseinite pouvait en tirer profit.

Le pouvoir a de nombreuses sources ; la force, le droit, la séduction ou l'éloquence (BESSARD, 2010 : 149). Le comportement du leader est le reflet de l'esprit et de la structure sociale, tout en dirigeant la pensée du groupe (PLANE, 1894 : 02). Le souverain est le produit des mutations sociales, politiques et intellectuelles. La domination des conflits sociaux et la succession de crises au palais de Bardo ont affecté la personnalité du monarque.

Au nom du pouvoir suprême, le monarque recourt aux plus vicieuses coutumes comme l'algotagnie qui se manifeste sous forme de droit de cuissage¹ toujours persistant en Tunisie. Ce comportement est très fréquent en Europe seigneuriale (ALLEN, 1823 : 25) et même en Tunisie, où le beylik signale son amour pour la chair et sa propriété de la virginité des femmes des redoutables rebelles. Cet acte prouve que le monarque a le droit de plaisance de tous corps de ses sujets. Néanmoins, certains sujets sont fiers que le monarque ait prit la fleur virginale de leur femmes ou de leurs filles. Le monarque les aurait honorés, Quant au monarque, c'est un privilège sans conteste, le viol devient une sanctification du corps. Le corps devient un enjeu symbolique d'hégémonie politique.

Conclusion

Cette étude a permis d'explorer le phénomène du monarque dans toute sa complexité et a donné lieu à plusieurs traits du gouverneur. Certes, pour un anthropologue, comme pour un historien, la recherche dans le domaine de l'histoire politique reste toujours très répondeuse et encore attrayante.

L'étude du système politique tunisien, comporte un intérêt historique particulier qui dépasse la simple analyse et connaissance des mécanismes du pouvoir, à son évolution durant cette époque. Il s'agit en réalité d'une étude nécessaire pour la connaissance profonde du makhzen ; dans ses rapports avec le monarque et surtout ses portraits bien enracinés chez ces sujets.

Pour un tas de raisons, le modelage du monarque en Tunisie se répète toute au long de l'époque moderne. Donc peut-on admettre que ce problème est structurel, lié à la nature de ceux qui prennent le pouvoir en Tunisie ?

¹ . Une loi, dite del fodero, qui accordait au seigneur le droit de cuissage sur toutes les nouvelles épouses, c'est-à-dire, les prémices de toutes les vierges qui se mariaient dans leurs seigneuries.

Les archive :

Archives nationales de Tunis. Séries historiques. Carton 63. Document 3. Tunis : 1710.

Les études :

1. ALLENT, Eugene. Abelina, Nouvelles historiques du treizième siècle suivie des aventures de Mr le béjaune et d'anecdotes et recherches sur le droit de cuissage. Paris : Théophile Grandin Librairie, 1823.
2. Anderson, B. L'imaginaire national : Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme. Paris : La Découverte, 2002.
3. ARNOULT, François. Les rapports Tuniso-Ottomans de 1848 à 1881. In Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée. n°47. 1988.
4. BALANDIER, Georges. Le pouvoir sur scène. Paris : Edition Balland, 1992.
5. BEN YOUSSEF, Mohamed Essghair. Al-Mocharaa Almolki fi Saltanet Awlad Ali Torki. Présentation et introduction Ahmed Touili, 1^{er} éd. Tunis : Imprimerie moderne, 1998.
6. BESSARD, Rudy. Le pouvoir et les imaginaires politiques en Polynésie française : Symboliques du pouvoir et représentations politiques d'un leader polynésien. In : Outremer. Tome 97. n°366-367. 1^{er} semestre 2010.
7. BUHAGIAR, Marie-Thérèse. L'épouse secrète d'Hussein 1^{er} Bey de Tunis 1705-1740. Tunis : Finzi Usines Graphiques, 2014.
8. Comité Exécutif de l'Association Européenne des Anthropologues Sociaux. Conférence : Pourquoi l'anthropologie est tellement importante. Prague : 14 - 15 Octobre 2015. DAKHLIA, Jocelyne. Dans la mouvance du prince : la symbolique du pouvoir itinérant au Maghreb. In : Annales, Economies, Sociétés, Civilisations. 43^e année. N°03. 1988.
9. DELOYE, Y. Le protocole du pouvoir politique, in le protocole ou la mise en forme de l'ordre politique. Sous la direction d'Yves DELOYE et Elouine HAROCHE et Olivier IHL. Paris : L'harmattan, 1996.
10. FAVRE, Pierre. Des paradigmes dans la science politique française ? A propos du choix rationnel en science politique. In : Débats critiques, Revue française de sciences politiques. Vol. 60. N° 05. 2010.
11. IBN ABI THIAF, Ahmed. Ithaf ahl zaman bakhbar moulok Tunes w a'hd aman. Exploration par le ministère de la culture. Tunis : Maison Arabe d'Édition, 2001.
12. JOUILLI, Mohamed. Zaim siassi fi mikhiel islami : almoukadess et le moudaness. Tunis : Cérés Edition, 1992.
13. JUILLET SAINT- LAGERE, Marcel. La régence de Tunis, La géographie physique et politique : Description général. Alger : Juillet Saint-LagerEdition, 1874.
14. KILANI, Mondher. Introduction a l'Anthropologie. Lausanne : Edition Payot, 1989.
15. LASSERE, Jean-Marie. La Tribu et le Monarque. In : Antiquités Africaines. N° 37.2001.
16. MARCEL, J- J. Histoire de Tunis. Précède d'une description de cette Régence par le Louis Frank. Paris : Firmin Didot Frères Editeurs, 1907.
17. PAVAGEAU, Benjamin. La logique du don dans le développement d'une identité de leader. Thèse de doctorat. Sous la direction de Mathieu de Tchessahor. Nantes : Université de Nantes, 2015.

18. PLANTET, Eugène. Correspondance des Beys de Tunis et des consuls de France avec la cour 1577-1830. Publié sous les auspices du Ministre des Affaires étrangères, T.2 (1700-1770). Paris : Ancienne librairie Germer Bailliere et Félix Alcan Editeur, 1894.
19. ROBIN, C. La peur : Histoire d'une idée politique. Paris : Armand Colin, 2006.
20. ROQUETTE, Michel-Louis. La Psychologie politique : Une discipline introuvable. In : Hermès. N° 5-6. 1989.
21. ROSSEAU, Alphonse. Les Annales Tunisiennes depuis la Conquête arabe jusqu'à l'occupation française de l'Algérie. Trad. et Prés. Mohamed Abdelkarim Alwafi. Benghazi : Publication l'université de Gar Younes, (s.a).
22. SCHEMEIL, Yves. Introduction à la science politique : Objets, méthodes, résultats. 2^e éd. Paris : Presses de Sciences Po et Dalloz, 2012.
23. SILVERA, Victor. Du régime beylical à la république tunisienne. In : Politique Etrangère. N° 5. 22^e année. 1957.

L'établissement du couvent de l'ordre de la Visitation à Condrieu et son développement au XVIIe siècle.

The establishment of the convent of the Order of the Visitation in Condrieu and its development in the 17th century.

**Mr. Mongrain, Pierre-Louis.
Doctorant en Sc. des religions.
Université Laval, Canada.**

Résumé :

Cet article se propose d'examiner les débuts de l'Ordre de la Visitation dans la ville de Condrieu aux XVIIe et de voir comment il s'y est développé. Dans un premier temps, il met en lumière la fondation du monastère et la replace dans son contexte. Ensuite, il analyse les difficultés des premières supérieures dans leurs fonctions en montrant l'attention accordée aux acteurs extérieurs du couvent. Enfin, il souligne l'importance du développement foncier pour assurer la survie du monastère à Condrieu.

Mots-clefs : Religion, France, Ordre de la Visitation, Visitandines, Époque moderne, XVIIe siècle, Condrieu

Abstract:

This paper tends to examine the beginning of the Visitation Order in the city of Condrieu in the 17th century and see how it developed at first; it sheds light on the foundation of the monastery and replaces it in its right context. Then, it analyses the difficulties of the superiors and their functions by exhibiting the attention given to the actors outside the covent. Finally, it, stresses on the importance of land development to ensure the survival of the monastery in Condrieu.

Key words: Religion, France, Order of the Visitation, Modern epoch, 17th century, Condrieu.

Introduction

L'historiographie de l'Ordre de la Visitation se compose d'une multitude de monographies concernant des couvents spécifiques. À l'image de l'autonomie qu'entretiennent les monastères de la Visitation entre eux, l'historiographie de l'Ordre se construit par un assemblage d'études locales. De ce fait, même les études de références concernant l'histoire de la Visitation, c'est-à-dire les ouvrages d'Étienne Catta, en 1954, de Roger Devos, en 1973, et de Marie-Ange Duvignacq-Glessgen, en 1994, concernent respectivement les couvents de Nantes, d'Annecy et de Paris (CATTA, 1954; DEVOS, 1973; DUVIGNACQ-GLESSGEN, 1994). Bien que Bernard Dompnier mentionne que l'Ordre de la Visitation est un sujet prioritaire pour l'historiographie (LECOMTE, 2013 : 8-9), il est possible de constater que les publications se font rares depuis le début des années 2010.

Malgré tout, si la richesse des archives de l'Ordre fait en sorte que la quasi-totalité des couvents européens a eu droit à une monographie, sinon à un article scientifique depuis le début du XXe siècle, le couvent de la Visitation de Condrieu ne semble pas avoir attiré l'intérêt des chercheurs. Mise à part deux mémoires de maîtrise (FAVRE, 2001 ; MONGRAIN, 2020), il n'a fait l'objet d'aucune étude.

La première moitié du XVIIe siècle marque un temps fort dans le développement et l'expansion des ordres religieux féminins. Les deux tiers des trois-cent-soixante maisons réparties entre les différentes communautés religieuses féminines en 1790, en France, ont été fondées entre 1610 et 1660 (JULIA, 2001 : 111). L'intense ferveur spirituelle qui touche l'ensemble de la société française depuis le Concile de Trente se traduit par une abondance de vocations religieuses et de nouvelles fondations. En 1610, François de Sales et Jeanne de Chantal fondent l'Ordre de la Visitation à Annecy, en Savoie. Le succès est immédiat et les monastères se multiplient dans tout le royaume de France, et ce malgré une réticence constante de la fondatrice face à un trop grand nombre de fondations. À sa mort en 1641, c'est quatre-vingt-sept monastères qui sont déjà établis pour atteindre cent-quarante-neuf à la fin du XVIIe siècle.

C'est en voulant honorer la mémoire de François de Sales que Claude III de Villars, dont la famille est omniprésente dans la vie religieuse, politique et militaire de la France, propose l'expansion de l'Ordre de la Visitation à Condrieu. Située à l'est du royaume, sise sur les bords du Rhône à sept lieues au sud de Lyon, Condrieu fait partie au niveau judiciaire et administratif de la Généralité de Lyon. Au niveau ecclésiastique cependant, la ville fait partie du diocèse de Vienne.

La Visitation de Condrieu est un bel exemple d'une fondation permise par une protection locale et l'assurance d'un financement, ce qui lui permet de se tenir loin de certains problèmes rencontrés par d'autres monastères. Cependant, la géographie des fondations montre que les implantations se font majoritairement dans des villes qui réunissent des charges de pouvoirs politiques et religieuses. De fait, ces milieux fournissent de nombreuses religieuses et, du même coup, de généreuses dots qui aident à la vie économique du couvent. Or, Condrieu ne rencontre aucun des critères généralement retenus dans le choix d'une ville pouvant accueillir un couvent de l'Ordre de la Visitation. Il devient donc particulièrement

intéressant d'observer de quelle manière le couvent est fondé et comment il se développe afin d'assurer sa survie.

Carte 1 – Diocèses de France en 1715 (BERGIN, 2009 : 19).



Si les *Constitutions* de l'Ordre fixent le nombre de professes à trente-trois et, plus précisément, à vingt-neuf sœurs choristes et associées, il n'est pas rare que les couvents des grandes villes dépassent ce nombre. Pour répondre à la demande, ces couvents se déchargent des excès de vocations en fondant de nouveaux monastères. Ainsi, le couvent de Bellecour, le premier à être établi à Lyon en 1615, fonde les monastères de Valence, en 1621, Saint-Étienne, en 1622, Avignon, en 1624, Paray, en 1626, ainsi que le second monastère lyonnais, celui de l'Antiquaille, en 1627. Le monastère de Bellecour aide également à la fondation des monastères de Montferrand et de Marseille, respectivement en 1620 et 1623 (BOUGAUD, 1895 : 447-460) dans les quinze premières années de son existence. C'est en 1630 à Condrieu que le monastère de Bellecour fonde son sixième couvent.

1. Fondation du couvent.

L'établissement des Visitandines à Condrieu se fait en 1630¹, mais l'idée de les faire venir naît dès 1622. Lors de son arrêt dans la ville afin de recruter des mariniers et trouver des bateaux pouvant transporter la Cour sur le Rhône, Louis XIII est accompagné de la reine-mère, de la reine, du duc de Savoie et de François de Sales. Rapidement imprégné par la spiritualité de l'évêque de Genève, Claude III de Villars est convaincu que les Visitandines représentent la meilleure option pour élever spirituellement la population condriote. Voulant favoriser la venue de l'Ordre à Condrieu, Claude III pense offrir l'ancien manoir familial pour le transformer en monastère de la Visitation. La mort de François de Sales, le 28 décembre 1622, et les obligations militaires de Claude III, qui est colonel d'infanterie, face aux rébellions huguenotes, qui se terminent en 1629, retardent le projet.

À son retour de l'armée, Claude III de Villars entreprend les démarches afin de fonder un couvent des Visitandines à Condrieu. Ayant déjà fait part de son projet aux religieuses de Bellecour, à Lyon, Catherine-Charlotte de Crémeaux, alors la supérieure du couvent lyonnais, fait part du projet à Jeanne de Chantal en 1629. Jusqu'à son décès en 1641, c'est sous sa tutelle que passe l'expansion du réseau de monastère des Visitandines.

Vers la fin des années 1620, les grands monastères arrivent à pleine capacité et doivent refuser des prétendantes. Il devient donc important de se décharger et, pour ce faire, de créer de nouvelles fondations. À Annecy, en 1630, Jeanne de Chantal regrette, dans une lettre à Marie-Jacqueline Favre, la supérieure du couvent du faubourg Saint-Jacques à Paris, de devoir refuser des filles de personnalités, dont la mère du père spirituel du monastère et des filles de grands officiers de judicature (DE CHANTAL, 1989 : 758). Déjà, dès 1625, elle écrit à la supérieure de Lyon qu'elle se félicite de constater que les effectifs grossissent à Lyon et prévoit faire un grand nombre de fondations prochainement (DE CHANTAL, 1986 : 617). C'est dire que la demande de Claude III de Villars arrive à un bon moment. En effet, entre 1625 et 1630, les couvents déjà existants de l'Ordre de la Visitation sont surpeuplés et les fondations deviennent nécessaires afin de les décharger.

Deux conditions sont requises pour fonder un monastère de la Visitation. La première concerne la disponibilité des secours spirituels. Ces secours spirituels sont des personnes pouvant être des Pères spirituels et des confesseurs ordinaires et extraordinaires. La préférence de l'Ordre va d'abord aux Jésuites qui sont, pour les fondateurs des Visitandines, la plus grande assistance spirituelle disponible. Jeanne de Chantal va même jusqu'à désapprouver les Pères spirituels provenant des autres ordres religieux. Ainsi, bien que présent à Condrieu depuis 1602, ce n'est pas la présence des Récollets qui favorise la ville, mais bien la proximité d'un collège jésuite, construit à Vienne dès 1605-1607.

L'autre condition que doit remplir une demande de fondation touche le temporel. La ville

¹ L'acte de fondation du couvent de Condrieu date du 31 août 1631, si bien que certains travaux mettent la création du monastère condriot à cette date. Il est communément admis, cependant, que la fondation date de 1630 puisque les premières visitandines s'installent à Condrieu le 1er janvier 1630.

qui désire obtenir un couvent de l'Ordre de la Visitation doit d'abord avoir les caractéristiques d'une « bonne ville » en plus d'avoir les ressources humaines et matérielles nécessaires au maintien de la maison religieuse. Une « bonne ville » est une cité dotée à la fois de fortifications et de ressources en hommes et en matériel d'artillerie qui lui permette de soutenir un siège (CHEVALIER, 1982 : 40-65). Le souci de sécurité n'est pas sans avoir un lien avec les temps de guerre et de troubles intérieurs que connaît la France du début du XVIIe siècle. Mais, encore plus que la protection, l'attention portée sur le logement, l'ameublement et les revenus que peut obtenir un établissement vise à assurer la pérennité du couvent au-delà de l'implantation, qui est toujours une période instable et fragile dans l'histoire d'un monastère. Il est donc bienvenu qu'une demande émane d'un généreux bienfaiteur, bien souvent issu de la notabilité locale, qui souhaite soit fonder entièrement un monastère soit participer d'une quelconque manière à son financement. Jeanne de Chantal est toutefois consciente du caractère familial des fondations en ce sens qu'il n'est pas rare que des membres de la famille du fondateur intègrent le couvent et obtiennent des postes privilégiés à l'intérieur. Plus important que les politiques familiales, c'est le secours matériel et financier derrière qui assure une viabilité aux projets de fondations. D'ailleurs, dans l'acte de fondation du couvent de Condrieu, il est mentionné que Claude III de Villars et sa femme lèguent la maison paternelle aux Visitandines en échange de quoi ils peuvent participer à la nomination d'une supérieure, madame de Villars puisse entrer quatre fois dans le monastère pendant l'année qu'ils puissent reprendre la propriété sans action de justice si elle ne convient pas à l'établissement d'une communauté religieuse, pour qu'ils puissent construire une chapelle dans l'église des religieuses et s'y faire inhumer (A.D.R.¹, 36H11). Cette dotation permet donc aux Visitandines de Condrieu de débiter sans dette. Ce n'est certes par le cas de toutes les fondations. À Sainte-Colombe, en 1644, les Visitandines se doivent de rembourser la maison dans laquelle elles s'étaient établies.

C'est au mois de décembre 1629 que Claude III de Villars se rend à Lyon, avec son épouse, afin d'obtenir les autorisations nécessaires de la part des autorités ecclésiastiques afin de fonder le monastère à Condrieu. En l'absence du cardinal de Richelieu, archevêque de Lyon et seigneur baron de Condrieu, c'est le comte de la Faye, le grand vicaire du cardinal, qui accorde les permissions. Les dernières négociations se font alors au couvent de Bellecour au sujet des religieuses qui sortent du couvent afin de s'installer à Condrieu. Après plusieurs essais infructueux afin de faire venir l'ancienne supérieure du couvent de Lyon, Marie-Aimée de Bloney, à Condrieu, Claude III de Villars accepte la candidate proposée par les Visitandines, Marie-Denis Goubert. Ce choix, approuvé dès juin 1629 au cours d'échanges épistolaires entre Jeanne de Chantal, Marie-Aimée de Bloney et la supérieure du couvent de Lyon, Catherine-Charlotte de Crémeaux de la Grange, s'impose en vertu du caractère fort et solide de la religieuse ainsi que de ses nombreuses prédispositions pour la charge de supérieure. Le 31 décembre 1629, huit religieuses partent donc de Lyon et descendent le Rhône afin de fonder le monastère de la Visitation de Condrieu.

La fondation du couvent de la Visitation de Condrieu démontre bien que Jeanne de

¹ Archives départementales du Rhône

Chantal n'est pas réticente à établir les Visitandines dans les petites villes. Lorsque la demande d'expansion est formulée pour l'établissement d'un monastère à Condrieu, Jeanne de Chantal accepte en précisant que les qualités de Claude III de Villars méritent qu'il obtienne tout ce qu'il désire dans son projet de fondation. D'un autre côté, cette demande arrive à point, à une époque où le monastère de Bellecour reçoit un trop-plein de demandes et doit refuser des postulantes, et ce, malgré la fondation du couvent de l'Antiquaille, le second monastère implanté Lyon en 1627. Avant d'accepter l'expansion de la Visitation à Condrieu, des négociations entre la famille de Villars et les Visitandines ont permis d'assurer à l'Ordre les garanties de protection et de secours spirituels et matériels requis. Claude III de Villars, en dotant les Visitandines de sa maison, assure aux religieuses des débuts stables. De plus, la fortune de la famille lui permet de faire de grandes aumônes qui mettent le couvent dans une certaine sécurité financière tout au long du XVII^e siècle. L'établissement à Condrieu entre, de plus, dans une logique de proximité d'un grand monastère et, de ce fait, d'un surplus de sécurité. En effet, selon Dominique Julia, l'idéal des implantations semble être, pour Jeanne de Chantal, un « maillage serré de monastères situés dans de petites villes gravitant à courte distance d'un grand monastère sis dans une métropole et susceptible d'apporter par sa richesse, aide et secours à ses satellites (JULIA, 2001 : 159-160) ».

2. « Les affaires de Condrieu » : les débuts difficiles du poste de supérieur.

L'étude des sources permet de percevoir l'importance du rôle de la supérieure dans la vie du couvent. Toute décision concernant le spirituel et le temporel lui appartient, sous le contrôle de l'évêque, du directeur spirituel et de la règle. Elle doit veiller au bon fonctionnement de tous les éléments du couvent. Diverses prescriptions régulent les candidates, notamment l'âge et le nombre d'années de profession. L'objectif est de placer à cette charge des religieuses d'expérience. Malgré tout, l'archevêque, qui confirme l'élection, peut aussi donner des dispenses d'âge si la situation l'impose.

La supérieure est élue pour une période de trois ans, ce triennat pouvant être reconduit une fois. Après cette période, elle doit laisser sa place pour une période minimale de trois ans. Il est fréquent qu'une supérieure qui excelle dans ses fonctions soit réélue. Dans plusieurs couvents de Visitandines, il semble avoir été la norme de revenir, au bout de six années, à l'ancienne supérieure. Étienne Catta avance que « [c]ette disposition a introduit dans les monastères visitandins une forme originale de gouvernement, sorte de consulat alternatif [...] (CATTÀ, 1954 : 120) ». Le type d'organisation qui découle de cette succession amène au couvent une certaine stabilité. Celle-ci est importante du fait que la supérieure a de grands pouvoirs temporels sur ce qui se passe à l'intérieur du monastère.

Cependant, à Condrieu, ce n'est qu'en 1646, soit seize ans après sa fondation, qu'une stabilité s'installe et ce n'est qu'à partir de 1652 qu'une succession régulière peut être entrevue. Cette alternance instaure une stabilité dans la gouvernance du couvent.

D'abord, la courte durée de la première supérieure, Marie Denise Goubert, qui ne reste en poste que de janvier 1630 à août 1631, est la cause de ce que Jeanne de Chantal nomme « l'affaire de Condrieu (DE CHANTAL, 1991 : 177) ». Le choix de la supérieure d'une nouvelle

fondation est quelque chose de très important. De son vivant, Jeanne de Chantal porte une attention particulière à la sélection de ce qu'elle appelle les filles de fondation. Elles doivent être douces, cordiales et rigides dans l'observance de la règle. Elles deviennent les fondements du monastère et l'exemple à suivre. C'est pourquoi il est essentiel de bien choisir. La supérieure choisie doit avoir les capacités propres à la conduite des religieuses qu'elle aura à sa charge donc, pour ainsi dire, de bonnes capacités à gouverner. En outre, le choix des filles de fondation se fait en fonction de l'importance des villes dans lesquelles les Visitandines s'installent. Ainsi, dans une lettre de juin 1629, Jeanne de Chantal mentionne à la supérieure de Lyon que « [p]our ma sœur Marie-Denise, vous ferez fort bien de l'y envoyer [à Condrieu] ; elle est sage et solide en la vertu, et laquelle a bien des dons de Dieu pour réussir heureusement en la charge de supérieure » (DE CHANTAL, 1991 : 501). Marie Denise Goubert sort donc du monastère de Bellecour, à Lyon, en décembre 1629, pour devenir la première supérieure de la Visitation de Condrieu. La supérieure n'est cependant :

« [...] pas accoutumé [aux nécessités] ayant longtemps gouverné votre maison [en tant qu'économe, à Lyon] [...] qui ne s'en ressentait d'aucune nécessité [...] s'est trouvée en de très grandes disettes, accablée de mauvaises saisons, chargée d'une grande famille en assez pauvre et petit lieu, d'où elle ne pouvait recevoir le secours nécessaire, leur maison mal placée, de peu de récréation et commodités » (DE CHANTAL, 1991 : 175).

Face à ces difficultés, Marie Denise Goubert outrepassa la hiérarchie en se plaignant directement à l'archevêque de Vienne, dont dépend le monastère de Condrieu au lieu de se référer aux Visitandines de Bellecour, monastère fondateur de Condrieu. C'est à la maison fondatrice que revient le devoir de s'occuper de ses « filles¹ ». Dans le cas de Condrieu, c'est donc le monastère de Bellecour, à Lyon, qui doit assister les religieuses dans leurs besoins. Face à cette crise, Jeanne de Chantal espère tout de même laisser la supérieure en place, puisqu'elle la considère toujours capable au niveau spirituel et temporel de bien servir la religion. Cependant, la conduite de Marie Denise Goubert dérange, non pas l'archevêque de Vienne, mais celui de Lyon qui demande de la retirer dès le mois d'août 1631 et de la ramener à Bellecour. Jeanne de Chantal écrit donc, le 12 août 1631, à Pierre de Villars, l'archevêque de Vienne et frère de Claude III de Villars, le fondateur de Condrieu, afin de lui demander d'agréer à la demande d'Alphonse-Louis du Plessis de Richelieu, l'archevêque de Lyon (DE CHANTAL, 1991 : 177). Dans la même lettre, elle propose de placer Marie-Marguerite de Sainte-Colombe comme remplaçante à Condrieu. Toutefois, c'est Catherine-Charlotte Crémeaux, qui vient de terminer un triennat à Bellecour, qui est élue supérieure de Condrieu. Le 15 août, Marie Denise Goubert retourne à Lyon avec quatre religieuses. Dès lors, Jeanne de Chantal ne cesse de vouloir étouffer l'affaire. Ainsi, « [i]l nous [Jeanne de Chantal et Marie-Aimée de Bloney, la nouvelle supérieure de Bellecour] faut promptement prier ma sœur la supérieure de Condrieu de ne pas rechercher que fort secrètement la connaissance de cette affaire [...] » (DE CHANTAL, 1991 : 193). De plus, « [q]uant à la pauvre Sr. M.D. [Marie-Denise Goubert], il faut en toute façon étouffer son affaire quand l'on devrait tout perdre. Car sa faute se répandrait sur la Congrégation si elle était sue et il faut avoir jalousie

¹ C'est le terme généralement donné aux fondations d'un couvent fondateur de l'Ordre de la Visitation. Ainsi, la fondation de Vienne est fille de Condrieu, alors que celle de Condrieu est fille de Lyon I.

de sa bonne odeur en tant que l'on le peut selon Dieu » (DE CHANTAL, 1991 : 205). À son retour à Lyon, Marie Denise Goubert ne montre pas de remords envers les remous qu'elle a causés, ce qui fait dire à Jeanne de Chantal que « c'est un esprit souple en la main de sa vanité et propre recherche » qui se trouve dans « la dépendance d'elle-même au lieu de celle de Dieu » (DE CHANTAL, 1991 : 218-219, 238-239). La fondatrice de l'Ordre met en garde que bien qu'elle « l'aime pourtant certes bien, car elle a le coeur et le fond bons ; mais si cet esprit si subtil, si souple et ardent, n'est tué, brisé et mis en pièces, il y aura toujours je ne sais quoi à craindre » (DE CHANTAL, 1991 : 240). Jeanne de Chantal a échangé des lettres avec Marie Denise Goubert, mais celles-ci ne nous sont pas parvenues. Malgré tout, l'affaire de Condrieu occupe la cofondatrice de l'Ordre de la Visitation jusqu'au mois de décembre 1631. À notre connaissance, il n'y a pas de trace que l'affaire ait été connue publiquement ou par les autres couvents et ait pu entacher l'Ordre.

Avant 1652, les supérieures font habituellement deux triennats, mais ne reviennent pas par la suite. Catherine-Charlotte de Crémeau arrive à Condrieu, en 1631, avec la mission de redresser le couvent, de calmer la tourmente de l'affaire de Condrieu et de dissiper les difficultés qui se sont opposées au développement du monastère. Elle effectue deux triennats au terme desquels elle retourne brièvement à Lyon avant de partir à Bordeaux, où elle devient la première supérieure de la Visitation de cette ville (TAILLARD, 1989 : 48). L'élection de son successeur, Marie Marthe de Martel, replonge cependant le couvent dans une crise interne. En effet, lorsqu'elle est élue en 1637, elle n'est âgée que de vingt-deux ans. L'archevêque de Vienne, auprès duquel elle tente de faire annuler l'élection étant donné qu'elle ne respecte ni les prescriptions conciliaires ni celles de la Visitation, la maintient dans sa charge. Mise au fait de l'élection, Jeanne de Chantal mentionne, dans une lettre à Marie Marthe de Martel, « [qu'il] faut avouer qu'il y a eu une très mauvaise conduite en cette élection », mais qu'étant donné qu'elle n'a « nullement coopéré à cela », elle se doit de gouverner avec humilité (DE CHANTAL, 1993 : 331-332). Dans une autre lettre, qu'elle envoie à Catherine-Charlotte de Crémeaux de la Grange, les dessous de l'histoire sont révélés. Elle y critique vivement l'archevêque de Vienne d'avoir approuvé l'élection malgré le jeune âge de la candidate, ainsi que la destinataire de la lettre de n'avoir pas bien instruit les religieuses des exigences à respecter lors des élections et, de « la persuasion que vous [Catherine-Charlotte de Crémeaux de la Grange] fîtes à vos sœurs d'élire celle que Monseigneur voulait » (DE CHANTAL, 1993 : 334). Il semble donc qu'il y ait eu une intervention extérieure à l'élection du couvent de la Visitation en 1637. C'est du moins ce que semble confirmer une lettre du 21 juin 1637 à la supérieure de la Visitation de Paris, Hélène-Angélique L'huilier, dans laquelle elle dit :

« [...] je n'oserais dire le nom d'un archevêque qui a violenté nos sœurs d'élire une fille de vingt-trois ans contre leur gré et celui de la pauvre jeune fille [...], jamais ce prélat ne leur a voulu permettre de mettre sur leur catalogue une fort vertueuse sœur qui est leur assistante de leur maison, qui les années de religion et d'âge, qui est celle sur laquelle toute la communauté jetait les yeux, ni n'a non plus voulu permettre qu'elles en aient choisi un des autres monastères et les a forcées d'en prendre dans le leur trois ou quatre qui N'ont ni l'âge ni les qualités requises, et les a-t-on tant persuadées de prendre celle qu'il voulait qu'elles l'ont élue » (DE CHANTAL, 1993 : 353-354).

L'intervention déroge à bien des règles à la fois du concile de Trente, mais aussi des Visitandines. Jeanne de Chantal reconnaît toutefois les vertus de Marie-Marthe de Martel et décide de ne pas user de son autorité pour la déposer. Elle convient toutefois que la conduite de l'archevêque de Vienne est illégitime et qu'il est nécessaire de le lui faire remarquer, puisque si l'histoire vient aux oreilles des autres prélats, les élections de chaque couvent sont à risque de manipulation extérieure (DE CHANTAL, 1993 : 353-354). Malgré ces débuts chaotiques, Marie-Marthe de Martel est réélue pour un second triennat en 1640. Elle devient, par la suite, la première supérieure de la Visitation de Vienne, en 1644, où elle alterne les triennats avec une professe sortie de Condrieu au même moment, Marie-Alexis de Trivio, jusqu'en 1679.

Les cas de Marie Denis Goubert et Marie-Marthe de Martel montrent que les élections n'amènent pas toujours la stabilité attendue d'elles. Des expériences malheureuses et des querelles se produisent dans de nombreux couvents. Ainsi, à Lyon en 1637, au monastère de Bellecour, la supérieure Marie-Marguerite de Sainte-Colombe prend en aversion la précédente, Marie-Aimée de Blonay et craint que la popularité de cette dernière mine son autorité. Elle tente par tous les moyens de l'éloigner du couvent, ce qui divise la communauté. Alors que Jeanne de Chantal tente d'apaiser les religieuses lyonnaises, la querelle remonte jusqu'à l'archevêque de Lyon, qui envoie la sœur de Blonay au second monastère lyonnais, celui de l'Antiquaille, et dépose Marie-Marguerite de Sainte-Colombe en 1638 (DE CHANTAL, 1993 : 497-499). En 1639, l'archevêque d'Avignon permet qu'Anne Louise de Marine de St-Michel soit mise sur la liste éligible à l'élection du troisième couvent lyonnais, celui de Sainte-Marie-des-Chânes. Après son élection, il refuse de la laisser quitter son diocèse et le couvent lyonnais doit refaire des élections au bout de six mois (A.D.R., 36H166).

3. Le développement de l'espace conventuel et du patrimoine foncier.

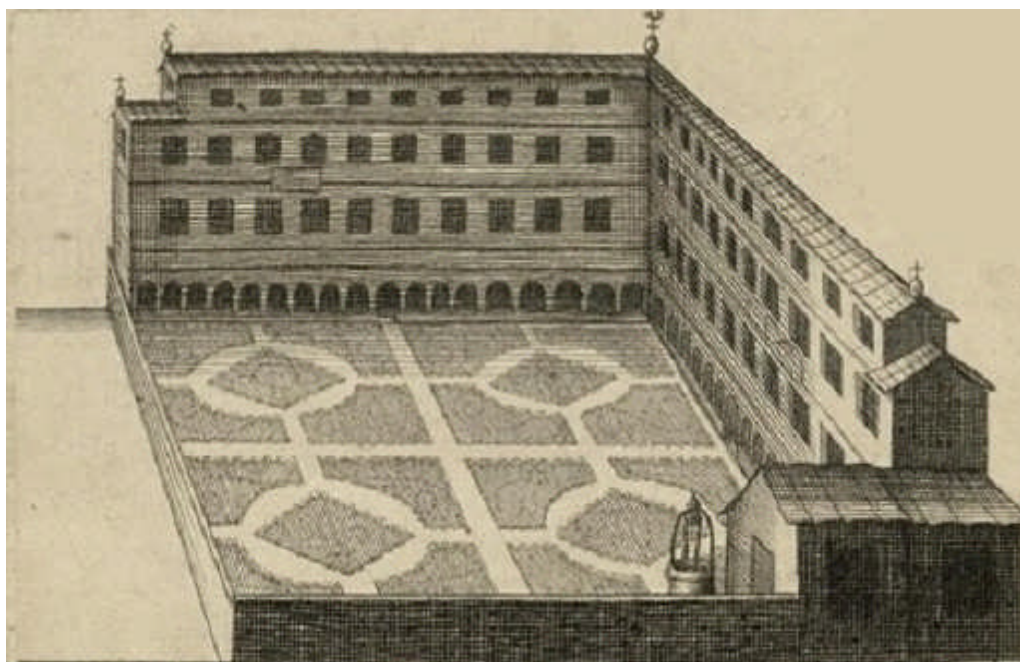
Le constat des lieux lors de l'installation des religieuses fait état d'une grande maison constituée de deux tours et d'une petite chapelle qui ne correspond pas à l'exercice de piété des Visitandines. Malgré l'espace restreint de cette chapelle, l'inventaire des biens révèle toutefois l'utilité de ceux-ci : calice, patène, ciboire, missel, tabernacle, nappe d'autel, lampe du Saint-Sacrement, chandeliers et encensoir permettent de célébrer les offices. La cour du couvent est séparée de celui-ci par une ruelle qui n'est pas clôturée. Cette ouverture contrevient à l'esprit post-tridentin qui réaffirme avec vigueur la nécessité de la clôture pour les religieuses. Ainsi, elles font les démarches afin de murer la ruelle et de relier le couvent à la cour. Dans un document du 14 septembre 1631, elles expliquent que la ruelle n'est plus utilisée que comme un cloaque, c'est-à-dire un lieu malpropre couvert d'immondices. En ce sens, elles « désirent pour l'agencement et agrandissement de leur couvent joindre [...] tous les bâtiments murs et cours est mettre le tout en un clos plus permanent et convenable pour leur logement suivant leur ordre » (A.D.R., 36H2).

Ce n'est pas avant 1646 que les Visitandines de Condrieu peuvent débuter la construction du monastère. Plusieurs événements surviennent entre 1630 et 1646 qui empêchent les religieuses d'aller de l'avant avec leur projet. En effet, outre de mauvaises récoltes qui font augmenter le prix du pain, de nombreux projets sont soumis à Claude III de Villars afin de le

convaincre de laisser partir les religieuses et de donner la maison à d'autres œuvres plus axées sur l'action envers les pauvres. D'un autre côté, les négociations qui débouchent sur l'ouverture d'un couvent à Sainte-Colombe monopolisent l'attention des Visitandines de Condrieu jusqu'en 1644. De fait, l'implantation à Sainte-Colombe rencontre plusieurs difficultés. À la suite des décès de deux donateurs, les Visitandines de Condrieu prêtent l'argent nécessaire à l'achat d'une maison et à la réalisation de réparations. Le décès de la donatrice qui devait rembourser les religieuses condriotes, et devenir la fondatrice du couvent, plonge les Visitandines de Sainte-Colombe dans une précarité financière qui se traduit, notamment, par un manque de nourriture. Les dots issues du recrutement leur servent à vivre modestement et à acquérir des bâtiments adjacents à la maison d'origine afin de construire l'univers clos recherché par l'ordre religieux. Elles prendront quelque temps à rembourser les Visitandines de Condrieu.

Le projet de développement du monastère de Condrieu est d'envergure : afin de faire place au monastère, les Visitandines doivent démolir la maison léguée par Claude III de Villars. Les matériaux de l'ancienne maison sont réutilisés si bien que les religieuses n'ont qu'à payer la chaux, les ouvriers, du bois et les charrois (A.D.R., 36H19). Les vocations de ces années, et surtout leurs dots, amènent les sommes nécessaires aux paiements des travaux. Lorsque Claude-Marie de Villars, la fille de Claude III de Villars, devient supérieure en 1652, le couvent est maintenant composé de deux grands corps de bâtiments qui donnent quatre dortoirs, une cuisine, un réfectoire et un parloir. Les Visitandines ont gardé, de l'ancienne maison des Villars, la chapelle et le chœur (ANNÉE SAINTE, 1868 : 262). La figure 1 montre à quoi ressemble le couvent des Visitandines en 1655.

Figure 01 : Profil du monastère de la Visitation de Condrieu en 1655 (BAUDOT, Profil du monastère : folio 9).



L'agrandissement de l'aire conventuelle continue en 1658 avec l'achat d'un terrain qui n'est pas adjacent au monastère, mais qui peut y être relié par une galerie au-dessus d'un chemin public. Pour ce faire, les Visitandines doivent faire fermer le chemin public et acheter des maisons, mais elles se butent à beaucoup de refus des habitants (FAVRE, 2001 : 22). Après plusieurs négociations, elles parviennent à réaliser ce passage couvert et disposent, au début des années 1660, d'un vaste territoire. D'un autre côté s'impose un chantier des plus importants. Lors de leur arrivée dans la maison des Villars en 1630, les Visitandines trouvent une chapelle qui ne convient pas à l'exercice des offices. Elles s'en accommodent pendant une trentaine d'années jusqu'à la signature d'un pacte de construction d'une église avec Charles Tardy, un maître charpentier de Lyon, moyennant dix-mille livres (A.D.R., 3E127). Une obligation est imposée aux Visitandines de mettre dans les vitraux de la nouvelle église les armoiries du chapitre Saint-Jean de Lyon, dont les chanoines, comtes de Lyon, sont seigneurs de Condrieu. Néanmoins, la construction se fait assez rapidement pour pouvoir y célébrer la canonisation de François de Sales en avril 1665.

Les derniers agrandissements surviennent au début du XVIII^e siècle alors que les Visitandines font construire un corps de logis pour y placer l'infirmerie, le logement des pensionnaires, une buanderie et des lieux communs. Autour du cloître se dressent les quatre bâtiments qui accueillent, au rez-de-chaussée le réfectoire, le parloir, les cuisines, le chapitre, la sacristie et la chapelle. Sur le premier étage du couvent, il y a des chambres individuelles, des salles communautaires, des bibliothèques et des salles de travail. Enfin, il y a une quarantaine de cellules disposées sur le deuxième étage alors que les celliers et magasins à provisions se retrouvent au troisième étage du couvent.

C'est en fonction des disponibilités financières que les travaux d'aménagement et d'agrandissement sont réalisés au cours des XVII^e et XVIII^e siècles. L'allègement fiscal que représente la donation complète sans paiement de la maison des Villars permet aux Visitandines de se constituer rapidement un capital. Les fondations d'Amiens, en 1640, de Montbrison, en 1642, et de Vienne, en 1644, n'ont pas cette opportunité et doivent rembourser, sur des périodes plus ou moins longues, l'achat des maisons dans lesquelles elles s'installent (COLLETTE, 2001 : 522; BOUTIN, 1876 : 243-245). Il devient donc essentiel pour les couvents de mettre en place des solutions pour obtenir des revenus stables. L'une des premières sources de revenus des Visitandines de Condrieu est la dot qui vient avec la venue d'une nouvelle religieuse. L'objectif de la dot est de constituer un revenu destiné à subvenir à la vie matérielle du couvent. Étant donné que son montant n'est pas fixe, elle fait l'objet d'importantes négociations entre les couvents et les familles tout au long de l'Ancien Régime. Cependant, ce n'est pas un revenu stable puisque la dot vient uniquement avec le recrutement. L'abondance ou la rareté des vocations joue un rôle important sur la rentrée d'argent. Toutefois, il n'est pas rare que les couvents se peuplent au-delà de la limite suggérée par François de Sales. Au couvent de Grenoble, en 1647, il y a 70 Visitandines tandis qu'il y en a 60 à Moulins en 1659 (GUIRAL, 1998 : 65; SCHMITT, 1957 : 47). Au tournant du XVIII^e siècle, la quasi-totalité des couvents a des effectifs surabondants. En 1694, 50 religieuses sont au couvent de Condrieu tandis qu'en 1702, à Dijon, il y a 74 religieuses (DINET, 2001 : 182). Si ces effectifs pléthoriques sont la norme à cette date, certains couvents ont toujours un grand nombre de religieuses à la fin du XVIII^e siècle. À Rouen, en 1790, 48 Visitandines sont

encore au couvent (LEMARCHAND, 1965 : 20). En comparaison, à Condrieu en 1789, il y a 31 religieuses, dont 28 sœurs choristes et associées.

L'installation de l'Ordre de la Visitation à Condrieu réjouit les deux parties en présence. D'un côté, le fondateur séculier, Claude III de Villars, désire donner à Condrieu un monastère féminin pour aider la ville à se relever des nombreux conflits armés qu'elle connaît avant le XVII^e siècle. C'est une rencontre avec François de Sales en 1622 qui le convainc que les Visitandines sont les plus aptes à relever le défi d'élever spirituellement la population condriote. D'un autre côté, entre 1625 et 1630, les couvents déjà existants de l'Ordre de la Visitation sont surpeuplés et les fondations deviennent nécessaires pour les décharger. La demande de Claude III de Villars, qui s'accompagne du don de la maison paternelle et de plusieurs aumônes, permet à la Visitation de Condrieu de débiter son existence loin des dettes. La communauté peut donc rapidement mettre les revenus nécessaires à l'agrandissement et l'embellissement du couvent. La Supérieure, qui dirige le couvent autant au niveau spirituel que temporel, détient le rôle le plus important du couvent. Les religieuses qui accèdent à ce poste sont censées amener un sentiment de sécurité entre les murs du couvent. Nous avons pu constater que la réalité est loin d'être tranquille, notamment avec « les affaires de Condrieu ». Les frasques de la première supérieure ont miné les débuts de l'Ordre dans la cité, mais un redressement hâtif a permis à celui-ci de prospérer.

La loi du 17 août 1792 ordonne l'évacuation de toutes les maisons religieuses de France, ainsi que la mise en vente des biens et des couvents. Averties en septembre, c'est en octobre 1792 que les Visitandines de Condrieu sont expulsées de leur couvent. Les premiers signes de pacification religieuse apparaissent en 1797, ce qui amène les religieuses à revenir de manière progressive vers leurs couvents respectifs. En 1806, le gouvernement impérial accorde une autorisation temporaire pour l'existence des couvents de l'Ordre de la Visitation. Les religieuses reviennent rapidement vers leurs monastères et, jusqu'en 1826, les restaurations se font à un rythme soutenu. De onze couvents rétablis entre 1797 et 1805, c'est 54 établissements qui sont actifs en 1824, dont six nouvelles fondations. Un développement fulgurant qui n'est pas sans rappeler l'intensité des débuts de l'ordre et la multiplication des fondations entre 1610 et 1642. Le monastère de Condrieu, pour sa part, est restauré en 1813 par le monastère de Lyon.

Les archives :

1. Année sainte des religieuses de la Visitation Sainte-Marie, t. IV. Annecy : Burdet Imprimerie, 1868.
2. Archives départementales du Rhône, 3 E 127 – Pacte de construction de l'Église des Dames Religieuses de Condrieu
3. Archives départementales du Rhône, 34 H 166 – 168 - Registres de professions, de confirmations de vœux de sépulture, 1641 - 1769
4. Archives départementales du Rhône, 36 H 2 – Établissement du couvent : dotation du couvent par Claude de Villars, 1631 (non-folioté)
5. Archives départementales du Rhône, 36 H 11 – Contrats de réceptions de religieuses professes, 1631- 1762
6. Archives départementales du Rhône, 36 H 19 – Ventes de bois faites au couvent ; pièces

comptables diverses, 1662 – 1791 (non-folioté)

7. Bibliothèque municipale de Dijon, MS 1085-150 - Collection de manuscrits de Pierre-Louis Baudot. Recueil de gravures, de dessins et de notes manuscrites concernant des communes de Bourgogne ou d'autres régions de France. Folio 9.

La bibliographie:

1. BERGIN, Joseph. Church, society and religious change in France, 1580-1730. New Haven : Yale University Press, 2009.
2. BOUGAUD, Émile. St. Chantal and the Foundation of the Visitation. New York : Benziger, 1895.
3. CATTÀ, Étienne. La Visitation Sainte-Marie de Nantes : 1630-1792 ; la vie d'un monastère sous l'Ancien Régime. Paris : Vrin, 1954.
4. CHEVALIER, Bernard. Les bonnes villes de France du XIV^e au XVI^e siècle. Paris : Aubier Montaigne, 1982.
5. COLLETTE, Sophie. « Les religieuses de la Visitation Sainte-Marie de la ville d'Amiens aux XVII^e et XVIII^e siècles ». In : Revue du Nord, no 341, (2001). Pp. 519-540.
6. DINET, Dominique. « Les entrées en religion à la Visitation (XVII^e et XVIII^e siècles) » In : DOMPNIER, Bernard et Dominique JULIA, dir. Visitation et Visitandines aux XVII^e et XVIII^e siècles. Saint-Étienne : Publications de l'Université de Saint-Étienne, 2001. Pp. 177-195.
7. DE CHANTAL, Jeanne. Correspondance. Tome II. Paris : Cerf, 1986.
8. DE CHANTAL, Jeanne. Correspondance. Tome III. Paris : Cerf, 1989.
9. DE CHANTAL, Jeanne. Correspondance. Tome IV. Paris : Cerf, 1991.
10. DEVOS, Roger. L'origine sociale des Visitandines d'Annecy aux XVII^e et XVIII^e siècles. Annecy : Académie salésienne, 1973.
11. DUVIGNACQ-GLESSGEN, Marie-Ange. L'Ordre de la Visitation à Paris aux XVII^e et XVIII^e siècles. Paris : Éditions du Cerf, 1994.
12. FAVRE, Nadège. Les Visitandines de Condrieu aux XVII^e et XVIII^e siècles. Mémoire de maîtrise. Lyon : Université de Lyon II, 2001
13. GUIRAL, Sandrine. Les nouvelles communautés religieuses féminines à Grenoble aux XVII^e et XVIII^e siècles. Mémoire de maîtrise. Paris : Université de Paris IV, 1998.
14. JULIA, Dominique « Présentation ». In : Dompnier, Bernard et Dominique Julia, dir. Visitation et Visitandines aux XVII^e et XVIII^e siècles. Saint-Étienne : Publications de l'Université de Saint-Étienne, 2001. Pp. 111-114.
15. JULIA, Dominique. « L'expansion de l'Ordre de la Visitation ». In : Dompnier, Bernard et Dominique Julia, dir. Visitation et Visitandines aux XVII^e et XVIII^e siècles. Saint-Étienne : Publications de l'Université de Saint-Étienne, 2001. Pp.115-176.
16. LECOMTE, Laurent. Religieuses dans la ville : l'architecture des Visitandines XVII^e et XVIII^e siècles. Paris : Éditions du patrimoine, 2013.
17. LEMARCHAND, Guy. « Les monastères de Haute-Normandie au XVIII^e siècle ». In : Annales historiques de la Révolution française. No. 37 (1965). pp. 1-28.
18. MONGRAIN, Pierre-Louis. Le recrutement des Visitandines de Condrieu aux XVII^e et XVIII^e siècles. Mémoire de maîtrise. Québec : Université Laval, 2020.

19. SCHMITT, Thérèse-Jean. L'organisation ecclésiastique et la pratique religieuse dans l'archidiaconé d'Autun de 1650 à 1750. Autun : L. Marcellin éditeur, 1957.
20. TAILLARD, Christian. « Le monastère de la Visitation de Bordeaux de 1640 à 1792 ». In : Revue historique de Bordeaux et du département de la Gironde. t. XXXIII (1988-1989). pp. 47-111.

A rebours de l'État ? Le gouvernement urbain à Montpellier au XVIIIe siècle : formes de police, citoyenneté et responsabilité politique.

Against the State? Urban government, police, citizenship and political responsibilities in Montpellier during the 18th century.

Dr. VIDONI Nicolas

Université Paul Valéry-Montpellier 3

Laboratoire CRISES (EA 4424), France

Résumé :

L'historiographie a longtemps retenu l'idée d'une opposition entre les autorités municipales et locales et l'État au XVIIIe siècle en France. En réalité, l'examen des pratiques de police dans les villes révèle une tentative pour maintenir une autonomie du gouvernement urbain de la part des dominants urbains. Cela impliquait un choix délicat des personnes chargées de maintenir l'ordre et surveiller l'espace urbain. Cet article étudie ce processus de production de légitimité à partir du cas des îliers à Montpellier, qui n'étaient pas des professionnels et étaient choisis parmi les « notables ». Cette légitimité est abordée à partir de la notion de citoyenneté.

Mots clés : Montpellier, Police, Gouvernement urbain, citoyenneté, XVIIIe siècle, Police et politique.

Abstract:

Historiography has for long retained the idea of opposition between cities or municipalities and State in the 18th century in France. Actually, the study in the idea of police practices in cities reveals the attempts to maintain urban government autonomy from the urban dominants. This implied a delicate choice of persons able to maintain this order and supervise the urban space; this article studies this process of legitimacy starting from the case of Iliers in Montpeliers, who were not professionals and who were chosen among the notables. This legitimacy was based on the notion of citizenship.

Key words: Montpellier, Police, Urban government, Citizenship, 18th century, police and politics.

Le schéma classique d'une opposition entre une forme d'étatisation de l'administration et le refus ou la résistance à ce processus (DEYON, 1996) apparaît quelque peu binaire en termes de pratiques de police et des implications politiques qui en découlent. Engagé depuis plus de vingt ans à l'échelle européenne (MILLIOT, 2007), un grand mouvement de recherches en histoire des polices a en effet mis en lumière les circulations de modèles qu'on peut qualifier de centraux (pour Paris, MILLIOT, 2016, VIDONI, 2018), mais également leurs adaptations et leurs reformulations à l'échelle locale, que ce soit dans les espaces métropolitains ou coloniaux (DENYS, 2012), ou dans les espaces conquis temporairement pendant les guerres napoléoniennes (LUCREZIO MONTICELLI, 2012). Or, dans leur grande majorité, ces études ne posent pas la question du politique. Il est ici entendu comme la capacité à créer un consensus social en vue de maintenir l'ordre, et implique d'exercer une forme de pouvoir ou d'autorité qui permette de réguler les désordres urbains les plus quotidiens – l'objet de la police (GUIONNET et LE BART, dans BOURQUIN, 2010 : 67). Pour ce faire, étudier une ville moyenne au XVIIIe siècle, d'importance administrative et politique régionale certaine, permet de saisir les évolutions qui ont affecté les polices urbaines, mais de comprendre également quelles formes d'organisation politique elles impliquaient.

Le cas de Montpellier est à ce titre intéressant. La ville, qui passe d'environ 25 000 à 30 000 habitants au cours du siècle, dispose d'un Bureau de police réformé en 1692 après une transaction avec le roi. Ce Bureau est composé des six consuls et de « policiers » choisis parmi les habitants « respectables » de la cité (VIDONI, 2012). Il a laissé des registres continus de son activité tout au long du siècle, jusqu'à sa suppression en 1790. Il était dirigé par les consuls puis le maire et les consuls, et recrutait parmi les groupes dominants inférieurs de la ville – marchands, artisans, petite propriétaires. Les officiers du roi ont délaissé, dans les faits, cette institution proprement locale de régulation des désordres. Ces policiers ne disposaient pas d'une mainforte, si ce n'est quelques valets de ville et, en cas de nécessité, requéraient la troupe royale stationnée dans la citadelle. En revanche, le Bureau de police s'appuyait, en tant qu'institution municipale, sur le réseau des îliers, à savoir des personnes désignées au sein de chaque îlot de maisons depuis le XVIIe siècle pour surveiller le voisinage.

L'examen des pratiques policières révèle une voie médiane entre les réformes imposées par la monarchie – par la création d'offices – et une appropriation de pratiques policières nouvelles intégrées dans un projet de préservation de l'ordre sociopolitique local. Ces pratiques dévoilent la nécessité de créer une adhésion à la politique menée par les dominants en vue de produire le bon ordre. Dans cette optique et contre l'idée d'une professionnalisation poussée des « policiers », les dirigeants urbains accordaient une grande place à la participation de la population dans le but de coproduire un ordre urbain. Cette coproduction était la garantie de la préservation de la position dominante des élites. Elle a donc posé la question de la participation au service de police, et le choix des individus susceptibles de remplir ces fonctions, ce qui a remis au cœur des débats la question de la citoyenneté et de la cidadinité (LUSSAULT, 1996 : 5). Cette dernière est en effet entendue comme un ensemble de pratiques territorialisées qui débouchent sur la validation de normes et de règles dans un champ conflictuel, et donc politique.

Pour le saisir, nous examinerons trois moments, révélateurs de ce que pouvait être la police et ses implications politiques. D'une part, une période d'opposition larvée à une politique monarchique de création d'offices de police, qui prit fin au moment d'une crise sanitaire majeure : la peste de 1720. D'autre part, un moment réformateur, porté par une personnalité extraordinaire mais s'inscrivant dans un moment de redéfinition des modalités d'exercice du pouvoir à différentes échelles. Enfin, au cours du moment prérévolutionnaire, une difficulté à intégrer un ensemble d'acteurs plus large, et l'enfermement dans des pratiques policières qui ont, pour cette raison, perdu de leur légitimité.

1. 1705-1723 : un refus affirmé face aux réformes monarchiques

La ville de Montpellier était, à la fin du XVII^e siècle, dans une situation ambivalente. Réprimée pendant plusieurs décennies pour sa minorité protestante, son espace urbain a été le lieu d'enquêtes et de dénombrements massifs pour enregistrer les réformés puis les nouveaux convertis à partir de 1685. De plus, le gouvernement de la ville, dont les protestants ont été progressivement exclus, devait tenir compte de l'importance économique et sociale de ce groupe, aussi bien au sein du Bureau du commerce qu'au sein du Conseil de ville ou du Bureau de police. Cette configuration sociopolitique heurtait en partie la politique monarchique, et a justifié, dans le cas de Montpellier, certaines réformes politiques et de police.

L'opposition à la politique de création d'offices

La monarchie, lorsqu'elle fut raffermie au début des années 1660, procéda à une politique de mise en ordre du royaume et de réduction à l'obéissance des nobles et de l'Église, puis de la population dans son ensemble. Pour ce qui concerne la police des villes, un édit de mars 1667 créa à Paris un Lieutenant de police au sein du Châtelet qui vint concurrencer les autorités et institutions traditionnellement chargées de la police : le prévôt des marchands et le Parlement. Le succès de cette entreprise, contrairement à ce qu'affirmait la propagande royale, fut long à se dessiner (VIDONI, 2018, 1^{ère} partie). Ce n'est qu'en 1699 qu'un édit reprit ce « modèle » parisien pour créer des Lieutenants généraux de police dans de nombreuses villes françaises. La raison était avant tout fiscale. La monarchie, engagée dans la guerre de la Ligue d'Augsbourg, avait un besoin urgent de liquidités. À l'instar d'autres cités, Montpellier, soutenue par les États de Languedoc, racheta cet office pour 121 000 livres, auquel il fallait ajouter des offices de maire et lieutenant de maire qui montèrent la somme à 260 000 livres (AMM. FF 199. Mémoire). Une véritable union provinciale se dessina¹, et un accord fut trouvé rapidement avec la monarchie pour conserver aux consuls les fonctions de police, ce qui confirmait la recréation du Bureau de police à laquelle l'intendant avait procédé en 1692 en échange de 60 000 livres. Au total, la ville et la province déboursèrent 180 000 livres pour que Montpellier conserve les fonctions de police qu'elle exerçait déjà.

¹. Cette union entre villes et États provinciaux se retrouve également dans d'autres provinces, par exemple en Provence.

Mais le moment le plus difficile intervint en 1705, quand la monarchie créa des offices de conseillers là où existaient des Lieutenants généraux de police, sur le modèle parisien. À cette occasion, le Conseil de ville produisit une série de mémoires qui mobilisaient deux types d'arguments. D'un côté, des arguments juridiques, selon lesquels la police appartenait depuis toujours aux consuls. De l'autre, l'insistance portée sur le risque de voir ces conseillers « administrer la police à leur exclusion [des consuls] », risque qui tenait au recrutement éventuel de personnes non-graduées en droit – et donc incompetentes et non qualifiées socialement. Cet argument, tout à fait fallacieux quand on sait que les consuls n'étaient pas tous gradués, répondait en réalité à un mémoire de l'intendant Basville qui indiquait, à la même époque, que le système de contrôle qui maillait l'espace de la ville, celui des îliers – une personne ayant en charge une île, un îlot – tombait en désuétude en raison du manque de « reconnaissance » à leur endroit par la population, en particulier dans le domaine du contrôle des étrangers (AMM. FF 199. Ordonnance). Les consuls défendaient l'idée d'un bloc municipal, avec à sa tête les consuls gradués, et donc compétents et qualifiés, sous lesquels agissaient de nombreux agents organisés selon un système pyramidal mais qui assuraient la légitimité de l'ensemble, les îliers étant désignés par les consuls parce qu'ils étaient « connus » comme des personnes respectables, et donc acceptées par la population (AMM. GG 69. Moyens). Ces attaques répétées affaiblirent la structure municipale, et les consuls durent attendre les années 1720-1723 pour réaffirmer cette organisation.

La solution de 1720-1723

Les registres du Bureau de police mentionnent, jusqu'aux années 1730, que la population se défiait en partie des policiers du Bureau, et préférait porter ses plaintes directement aux consuls (AMM. FF 286. 15 et 287. 201). Pour remédier à ce problème de légitimité, le Conseil de ville utilisa le moment de crise de la peur de la peste, en 1720-1723. Cette dernière, qui frappait Marseille, une partie de la Provence et le Gévaudan, suscita un dispositif de lignes militaires infranchissables. La ville de Montpellier, elle, fut fermée et contrôlée sévèrement par un Bureau de santé municipal, à tel point qu'elle connut un mouvement de révolte dans la rue riche de Saint-Guilhem (VIDONI, 2016 : 92). Les habitants contestèrent auprès du gouverneur la clôture de la ville qui nuisait à l'approvisionnement et au commerce et leur semblait pour cette raison injustifiée.

Pour asseoir le dispositif de contrôle instauré par le Bureau de santé et le Bureau de police, qui reposait sur la mobilité des « capitaines de santé » et la dénonciation par les îliers, mais surtout pour calmer l'opposition de la garde bourgeoise qui ne reconnaissait pas ces derniers, le consulat proposa une réforme territoriale de grande ampleur en redécoupant la ville. Celle-ci serait désormais subdivisée, au sein des six sixains qui la composaient, en quartiers eux-mêmes scindés en regroupements d'îles, des syndics.

Une liste des syndics et des quarteniers chargés de contrôler la population, ses mouvements et ses activités, était annexée au projet. Elle révèle un recours massif aux gens des métiers, aux artisans et aux commerçants, les catégories les plus hostiles au dispositif de peste. Ce nouveau découpage semble avoir obéi à deux logiques. D'une part, une logique spatiale (surveiller un ensemble cohérent de maisons) ; d'autre part, une logique sociale (surveiller un ensemble non continu de maisons, en vue d'avoir à l'œil une population ou une

activité en particulier). Mais le plus intéressant est que dans cette liste de 142 personnes nouvellement nommées, 22 ont ensuite intégré le Bureau de police et, pour certaines, le Conseil de Ville. Or, parmi elles, il n'y eut aucun quartenier (l'échelon le plus bas), seulement des commissaires de santé ou des syndics de quartier. Cet épisode peut être lu comme un moment d'élargissement du groupe des dominants susceptibles de participer au gouvernement urbain, à une échelle micro-locale pour chacun d'eux, et donc comme un moment collectif de redéfinition d'une citadinité assurément plus sécuritaire.

Le découpage ne fut pas pérennisé, puisque la fin de la peur de la contagion mit fin à ce projet. Par ailleurs, on ne trouve aucune trace d'une réalité de ce système dans les archives, puisqu'aucune dénonciation ou condamnation n'est intervenue au cours des quelques mois qui suivirent, pendant lesquels le dispositif de peste fut maintenu. Mais on constate une tendance qui restera structurante par la suite : la volonté de contrôler l'espace urbain en choisissant des personnes respectables capables de fournir au Bureau de police la légitimité qui lui faisait défaut en vue de préserver le gouvernement urbain.

2. Les tentatives de réforme de la police et la ville

Le refus affirmé que de nouvelles personnes extérieures à la ville puissent investir les fonctions de police ne signifie pas une fermeture complète aux nouvelles techniques policières. Cela se remarque notamment par la création d'inspecteurs de police. Pour autant, ces innovations ne sont pas allées sans opposition socio-politique, et un projet de réforme de plus grande ampleur n'est intervenu que dans les années 1750.

La création d'inspecteurs de police

À la fin de l'épisode de la peste, le Bureau de police utilisa le modèle des capitaines de santé, mobiles, pour créer des inspecteurs de police. Ces derniers furent affectés aux marchés de la ville, l'Orgerie et la Boucherie, et eurent pour mission de contrôler les transactions sur ces marchés et dans les rues adjacentes.

Leur rôle fut élargi progressivement et, en 1738, ils devaient surveiller l'ensemble de l'espace urbain pour dénoncer au Bureau les infractions aux règlements de police. Ils le firent d'ailleurs constamment, au point que trois quarts des condamnations qui intervinrent dans les vingt années suivantes le furent pour une infraction à la réglementation sur le commerce des vivres. Le principe d'une surveillance exercée par un agent spécialisé, d'abord géographiquement puis par domaines, ne semble pas avoir posé de difficultés. Les difficultés sont intervenues à propos du choix des personnes, ce qui renvoie à deux ordres de problème : une légitimité sociale et politique des inspecteurs, et une dimension plus personnelle, les deux étant étroitement imbriqués.

On constate, à la lecture des registres du Bureau de police, que 15 inspecteurs se sont succédé en moins de vingt ans car ils furent, les uns après les autres, démis de leurs fonctions pour cause de concussion ou de malhonnêteté (AMM. FF 285, 286 et 287). Par ailleurs, la charge ne semble pas avoir suscité des vocations nombreuses puisque, par exemple, le 02 octobre 1725, après la révocation de Combet, le Bureau, « attendu qu'il ne s'est présenté personne pour faire les d [ites] fonctions a rétabli led [it] Combet pour inspecteur ». Le

manque d'attrait tenait au mode de rémunération, qui variait en fonction d'essais et d'innovations, alternant tantôt entre une rémunération à la dénonciation, ce qui ne manquait pas de susciter de vives contestations de la part des groupes les plus contrôlés (les poissonnières et les petites revendeuses au détail), et tantôt un salaire fixe qui, compte tenu de sa modicité, permettait un grand nombre d'accommodements frauduleux. Les historien-ne-s ont bien montré combien ces accommodements étaient structurants pour le fonctionnement du marché (MONTENACH, 2009, conclusion). Mais d'un point de vue politique, ils permettaient la participation de groupes mineurs à la chose publique par une citadinité du quotidien.

Le problème est que ces inspecteurs ne correspondaient pas au modèle des îliers aux yeux des publics, mais permettaient de compenser – aux yeux des consuls – le manque d'activité de ces derniers qui pouvaient, à l'occasion, recevoir des commissions du Bureau de police pour instruire une procédure ou mener une enquête à la suite d'une plainte. De plus, les îliers n'étaient pas compétents en matière d'approvisionnement. Enfin, la désaffection à l'endroit des places d'îliers, de plus en plus sensible à partir des années 1720-1730, au point que seuls des membres des petits métiers occupaient les charges à partir de 1738 (AMM. BB 345. Liste), rendait le maillage de la ville moins efficace. C'est ce qui amena le maire de Baillarguet, en 1755, à imaginer une réforme policière qui nécessitait de réformer les cadres urbains et la hiérarchie locale du contrôle social.

Le projet de réforme de 1755

L'initiative de cette réforme vint du Bureau de police, qui présenta au Conseil de Ville, le 10 mars 1755 (AMM. BB 360. 59-60), un projet de réforme qui fut approuvé.

Il prévoyait tout d'abord de remplacer les îliers par des commissaires de quartier, au nombre de 18, soit 3 par sixain (ADH. C 1094. « Projet »). Inspiré explicitement du modèle parisien, un règlement des fonctions des commissaires indiquaient quelles missions leur étaient assignées. Ils devaient :

- Contrôler les populations dangereuses (les personnes mobiles et les intermédiaires économiques)
- Connaître la population du quartier dans lequel ils seraient tenus de résider
- Veiller à l'entretien des rues et du mobilier urbain, en particulier les lanternes
- Assurer des visites du quartier avec la possibilité de pénétrer dans les maisons

Le projet combinait des fonctions que les îliers assuraient déjà, et une logique policière nouvelle, plus inquisitoriale, qui visait à débusquer les contraventions économiques, ce que les îliers ne pratiquaient pas, à la différence des inspecteurs. Le projet fut envoyé au ministre Saint-Florentin et renvoyé par ce dernier à l'intendant de Languedoc Saint-Priest pour avis (ADH. C 1097. Projet). Le circuit est révélateur : la ville ne souhaitait pas mêler le plus grand officier de la province à cette réforme. En effet, la réponse de Saint-Priest démontre une logique d'appréhension de la ville qui différait de celle des consuls montpelliérains. Il

affirmait ne pas comprendre ce projet au nom d'une réalité numérique. Il estimait que les 30 000 habitants formaient 6 000 familles, ou 1 700 personnes par commissaire. Or, à Paris, 40 commissaires avaient en charge 1 000 000 de personnes, ou 5 000 familles chacun. Il proposait alors de diviser la ville en 8 quartiers, ce qui ferait 3 950 personnes par commissaire, ou de conserver les sixains pour arriver à 5 000 personnes chacun. À la suite de ces objections, et compte tenu de la crise liée à la guerre de Sept Ans, le projet ne fut pas appliqué, mais les autorités de la ville en conservèrent la mémoire.

Le contrôle des étrangers

La mémoire de ce nouveau maillage policier est très sensible dans le dispositif de contrôle des étrangers qui fut institué dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle, en particulier sous la houlette du maire Cambacérès, largement lié aux élites du royaume et influencé par le modèle parisien (ADH. C 2786. Projet). Depuis 1738, les personnes souhaitant loger des étrangers devaient porter un billet à l'Hôtel-de-Ville. Mais les effectifs du Bureau de police ne permettaient pas un contrôle de la présence des étrangers. C'est pourquoi en 1754, au moment de l'élaboration du projet de réforme, le Bureau de police institua un Bureau des étrangers auquel un commis spécialisé était affecté pour enregistrer les billets de dénonciation (AMM. BB 247). L'enregistrement permettrait de connaître les lieux d'accueil, la fréquence des venues et devait permettre des contrôles de terrain inopinés à partir de cette connaissance de papier de la ville. Ce dispositif fait écho à des projets tel que celui de Guillaute, exempt de maréchaussée, qui proposait en 1749 ce système pour la capitale (SEZNEC, 1974).

En 1763, un deuxième commis fut recruté. Sa mission était, en plus d'enregistrer les billets, de diffuser aux autorités consulaires et à l'état-major de la ville, les listes d'étrangers et les lieux d'accueil. Elles devaient permettre, sur le terrain, un contrôle par les membres du Bureau, par les consuls ou par les îliers, dont le corps était réformé par les consuls dans cette décennie et les suivantes.

En effet, on constate par des listes de noms, qu'un recrutement plus sélectif des îliers était opéré, pour lutter contre ce que dénonçait le projet de 1755, à savoir la mainmise de catégories populaires sur ces charges. Les consuls recoururent plus massivement aux maîtres habitant la ville, ceux qui, au sein des métiers jurés, connaissaient déjà les pratiques de délibération et de négociation avec les autorités, et jouissaient de réseaux d'influence réelle dans l'espace urbain.

Le but, avoué, était de faire participer la population à une surveillance générale et localisée à l'échelle de l'espace-vécu, dans le but de la rendre efficace et dans le but de revivifier les modes « bourgeois » de contrôle de la ville.

À partir des années 1770-1780, une pratique nouvelle apparut en matière de lieux d'accueil. Toute location de chambres, de garnis ou d'une partie de sa maison devrait désormais recevoir l'aval des autorités consulaires. Les demandes, formulées par les propriétaires d'immeubles ou par des locataires qui désiraient sous-louer une partie de leur bien, devaient être accompagnées de certificats de bonnes vie et mœurs rédigés par l'îlier de l'îlot dans lequel le demandeur habitait, et contresigné par le curé de la paroisse. Quelques

liasses de demandes sont conservées pour les années 1781 et 1786 (AMM. FF 227 et 251). Les demandes démontrent toutes une grande implication des îliers dans la recherche d'informations. Se fondant sur les « bruits » ou sur les « informations » qu'ils pouvaient retirer de leurs recherches, ils jugeaient de la qualité des demandeurs, mais encore de leur bonne réputation et donc de leur capacité à ne pas créer de problèmes à l'échelle du quartier. Les curés, en revanche, se contentaient de « confirmer » les dires des îliers, à travers des phrases sibyllines et rapides. Pour autant, les certificats conservés dessinent un paysage socio-culturel hétérogène dans le groupe des îliers. Certains certificats sont rédigés de manière ampoulée, mais ils sont rares. La plupart apparaissent d'un niveau de langage correct et assez stéréotypé, ce qui révèle une tendance à une homogénéisation des formules administratives. Mais le plus surprenant est que certains montrent une connaissance plus qu'hésitante de l'écrit, les mots reposant parfois sur une phonétique transcrite et une grammaire hésitante. Cela dénote l'accession à ces fonctions sensibles de personnes ayant un accès moins privilégié à la culture écrite, mais désormais confrontées et frottées aux rouages de l'administration municipale et aux problèmes du gouvernement urbain.

L'ensemble de ces éléments impliquait une nouvelle façon de vivre la ville, dans laquelle les personnes de qualité qui étaient au début du siècle « naturellement » désignées pour participer à la vie politique et pour assurer le bon ordre urbain, ne correspondaient plus, désormais, à l'ordre social urbain. Le recrutement, élargi, n'était pas à proprement parler populaire. Mais il suscitait un mécontentement au sein des élites traditionnelles, qui trouva à s'exprimer au cours de la décennie révolutionnaire. Ces perspectives nourrirent d'ailleurs fortement le processus de la « régénération » révolutionnaire.

3. 1789-1796 : la régénération révolutionnaire

La pré-Révolution et les premières années de la Révolution ont vu deux tendances nées au XVIII^e siècle s'exacerber : la volonté de contrôler l'espace urbain, les populations qui l'occupaient et les usages qu'elles en faisaient ; et choisir au mieux le personnel amené à pratiquer ce contrôle, dans un contexte politique, juridique et social nouveau. Deux éléments permettent de le comprendre : la politique de numérotation des maisons, et les réformes inabouties des commissaires de quartiers et des îliers.

La numérotation des maisons

En 1788, un membre du Bureau de police, Flavio de la Combe, fut chargé de produire un plan général et par sixains de la ville (AMM. FF 251. Ordonnance du 22 juillet 1788). Trésorier de France, et donc compétent pour les questions de voirie, il était également doté des compétences mathématiques pour lever un plan détaillé de la ville, ce qui fut achevé en juillet 1788. L'utilité de ce plan était double. Elle devait permettre de connaître précisément l'espace urbain, en enregistrant et numérotant les îles, les rues et les maisons. Loin d'être une initiative unique en France et en Europe (TANTNER, 2009), cette production avait pour second objectif de contrôler la population, en enregistrant tous les « habitants, leur profession, leurs mœurs, [ce qui] procure l'avantage de découvrir les étrangers qui ont intérêt à se dérober à la vigilance des Magistrats qui veillent au bon ordre ». Le pendant visuel et commode de cet enregistrement total était un plan déposé au greffe du Bureau de police, mais également, à

l'initiative de Flandio de la Combe², l'inscription dans l'espace urbain des noms des rues, des numéros des îles et des maisons, à charge pour les propriétaires de garantir leur visibilité et leur bon état.

De fait, la surveillance des étrangers et des personnes mobiles prenait une tournure beaucoup plus vaste, et il y a peu de villes où l'enregistrement de toutes les maisons aboutit de la sorte. Ce travail eut par la suite des usages multiples : il permit un dénombrement exhaustif de la population en 1789 pour déterminer les assemblées électorales, il servit également à dresser un état de l'éclairage public, mais permit encore de réformer l'encadrement de l'espace urbain par le personnel policier en fonction de critères démographiques certains. Flandio de la Combe, membre du Bureau de police, du Conseil de Ville puis de l'Assemblée des représentants de la Commune en 1789-1790, fut également au service de la nouvelle municipalité à partir de janvier 1790. La permanence d'hommes expérimentés tels que lui explique en partie la permanence des méthodes policières de surveillance de l'espace urbain, et les blocages qui ont pu naître au début de la Révolution.

La réforme des commissaires et des îliers

Les années 1789-1790 (le Bureau de police est supprimé en 1790) virent la population et les autorités renouveler les liens politiques et citoyens qui les unissaient. Pour cela, et dans le contexte de la Grande Peur qui affecta pourtant peu le Bas-Languedoc (LEFEBVRE, 1932), une exigence forte de sûreté fut exprimée au sein de l'Assemblée des représentants de la commune (AMM. FF 199. Ordonnance du 10 novembre 1789). Cette dernière réunissait les citoyens élus au sein des assemblées primaires pour désigner les députés aux États généraux. Ils maintinrent leurs réunions et constituèrent une seconde assemblée municipale qui réclamait l'exercice du pouvoir conjointement avec le Conseil de ville jusqu'en janvier 1790, date de création des nouvelles municipalités.

Pour répondre à cette demande de sécurité, le Bureau de police créa en septembre 1789 des « commissaires coopérateurs », au nombre de 12, deux par sixain (AMM. FF 303. 5). Leur mission était d'encadrer les îliers, mais ils furent choisis par l'Assemblée des représentants de la Commune, qui reprit le principe de l'intégration de personnes de qualité et compétentes pour effectuer le service de la police. Ils furent adjoints aux « policiers » en place depuis 1788.

Parmi ces commissaires se trouvaient 2 bourgeois, 5 conseillers ou procureurs auprès de la Cour des Aides, un avocat, deux gentilshommes et un négociant. Ils furent ainsi placés à un niveau intermédiaire entre les consuls et les îliers, dont l'effectif fut purgé par le choix de personnes respectables.

Un troisième type d'agents fut créé en novembre 1789 par l'Assemblée des représentants (AMM. BB sans cote. 31). Il s'agit des commissaires de quartier. Au nombre de

². Le plan et le dénombrement furent publiés dès 1788, puis constamment enrichis au XIXe siècle : *Guide de Montpellier ou contrôle manuel et distribution de la Ville de Montpellier, en sixains, Isles & Rues [...]*, Montpellier, J-F Picot, 1788, 61 p., in-8°.

29, seuls 6 n'appartenaient pas aux officiers ou au monde du droit, puisqu'on trouvait 3 bourgeois, 2 négociants et un potier (dans un faubourg peu peuplé). Par leur entremise, la chaîne de commandement et de fidélités était intensifiée entre l'îlot et l'Assemblée des représentants. La citadinité, faite de contacts étroits et quotidiens entre les citoyens chargés des missions de police et la population était ainsi densifiée.

Une des missions essentielles des commissaires et des îliers était de contrôler et surveiller les lieux d'accueil afin de « veiller sur les étrangers qui passent & séjournent ». De cette manière, le lien social entre les élites et le peuple fut renouvelé, et la citoyenneté régénérée par une exigence d'engagement, à différentes échelles, de l'îlot à la ville. Par ailleurs, c'est bien ce que l'on nomme la citadinité qui vit son sens transformé, puisque l'existence en tant que citoyen s'inscrivait dans des cadres qui préservaient l'apparence d'une continuité avec le temps de l'autonomie municipale, mais incorporaient, dans les techniques policières et les finalités de la surveillance, des exigences de sûreté et de sécurité très immédiates.

On remarque à ce propos une croissance du nombre de demandes de permissions pour loger en chambres garnies et/ou recevoir des étrangers. Est-ce le signe d'une adhésion ou d'une contrainte plus forte ? Une voie interprétative médiane est envisageable, qui laisse penser qu'une partie de la population, en écho aux conceptions développées par les membres du Bureau de police, et connues par les considérants des ordonnances, était invitée et voulait participer à l'ordre urbain, dans la mesure où ce dernier était une co-production entre une frange de la population et les personnes aux responsabilités. Mais dans ce cadre, la population qui a participé est bien le groupe des dominants, dont une frange supérieure a réinvesti les cadres bourgeois d'encadrement de la population et de l'espace.

Dans les pratiques, on constate que ces commissaires coopérateurs ont bien été chargés de commissions, mais la suppression du Bureau de police quelques mois plus tard a interrompu ce processus d'adaptation de techniques extérieures à un cadre politique local. À l'inverse, les îliers ont perduré au moins jusqu'en 1796, date d'établissement de la dernière liste (incomplète) de ces personnages qui, pour n'avoir que peu de missions, assurèrent tout au long du XVIIIe siècle l'encadrement policier au plus près de la population, et ce sans être des professionnels patentés mais en jouissant plus ou moins d'une légitimité qui combinait une expérience pratique policière et une notabilité sociale et économique.

Conclusion

L'appropriation de techniques policières exogènes, portées par un mouvement réformateur qui puisait à différentes sources, a été le fait des praticiens de la police à Montpellier. Mais ces derniers n'étaient pas à proprement parler des spécialistes, puisqu'ils venaient à la police en tant que responsables politiques. Les évolutions sociologiques du recrutement de ces personnes, policiers et îliers, a conditionné certaines évolutions, en empêchant la réalisation d'une véritable professionnalisation des commissaires. Mais dans le même temps, elle a justifié le fait de renouveler ces personnels en choisissant des personnes de plus haute condition. Cette tradition a donné chair à l'illusion du maintien d'une autonomie municipale à rebours de l'État monarchique, qui a trouvé à s'exprimer de manière nette et

concrète au moment de la Révolution, quand le vide du pouvoir a temporairement laissé le champ libre à ceux qui souhaitaient l'exercer depuis des années. Cela explique sans doute que Montpellier fut une ville calme pendant la Révolution, notamment après 1791. Le poids et la prégnance d'un personnel politique ayant émergé d'une matrice en partie policière, attentive en tout cas aux questions d'ordre urbain et de gouvernement municipal, l'explique pour partie.

Les archives :

Les Archives Départementales de l'Hérault (ADH)

1. C 1094, « Projet de règlement par le Bureau de police du 8 mars 1755 qui divise la ville en 18 quartiers... ».
2. C 1097, « Projet de règlements sur les commissaires de quartier avec les réflexions et les observations ».
3. C 2786, « Projet d'édit servant de règlement pour les officiers de police » du maire Cambacérès de 1764.

Les Archives Municipales de Montpellier (AMM)

1. BB sans cote, Registre de l'Assemblée générale des Représentants de la Commune commencé le 26 août 1789 et fini le 24 janvier 1790.
2. BB 247, Extrait des registres des délibérations du Conseil de ville, 21 février 1763.
3. BB 345 et BB sans cote, listes des îliers depuis 1665.
4. BB 360, Registre des délibérations du Conseil de Ville (1755-1756).
5. FF 199, « Mémoire pour les consuls viguiers de la ville de Montpellier contre l'établissement des deux conseillers de police pour être remis a Monseigneur l'Intendant » ; Ordonnance de Basville du 25 mai 1705 ; Ordonnance du Bureau de police du 10 novembre 1789.
6. FF 227, « Enquêtes » du Bureau de police, 1781.
7. FF 251, « Enquêtes » du Bureau de police, 1786.
8. FF 286, Registre des ordonnances du Bureau de police du 20 juin 1723 au 06 décembre 1727.
9. FF 287, Registre des ordonnances du Bureau de police du 06 décembre 1727 au 22 mars 1732.
10. FF 303, Registre du Bureau de police, 1789-1790.

11. GG 69, « Moyens pour découvrir exactement et facilement les maisons et lieux où l'on donne retraite dans la ville et faubourg de Montpellier aux personnes sans advenu et de mauvaise vie », anonyme, début du XVIIIe siècle ?

Les études :

1. AMALVI, Christian et PECH, Rémi, dir., Histoire de Montpellier. Toulouse : Privat, 2015.
2. DENYS, Catherine. La police de Bruxelles entre réformes et révolutions, 1748-1814. Police urbaine et modernité. Turnhout: Brepols, 2013. Coll. « Studies in European urban history », 29.
3. DENYS, Catherine et DENIS, Vincent, dir., Polices d'empires, XVIIIe-XIXe siècles. Rennes : PUR, 2012.
4. DEYON, Pierre. L'État face au pouvoir local, un autre regard sur l'histoire de France. Paris : éd. locales de France, 1996.
5. GUIONNET, Christine et LE BART, Christian. Conflit et politisation : des conflits politiques aux conflits de politisation. In : L. BOURQUIN et P. HAMON, dir., La politisation. Conflits et construction du politique depuis le Moyen Âge. Rennes : PUR, 2010, pp. 67-90.
6. LEFEBVRE, Georges. La Grande Peur. Paris : Armand Colin, 2014 (1^{ère} éd. 1932).
7. LUCREZIO MONTICELLI, Chiara. La polizia del papa. Istituzioni di controllo sociale à Roma nella prima metà dell'Ottocento. Soveria Mannelli : Rubbettino, 2012.
8. LUSSAULT, Michel et SIGNOLES, Pierre, dir., La cidadinité en questions. Tours : URBAMA : MSH, 1996.
9. MILLIOT, Vincent. Histoire des polices : l'ouverture d'un moment historiographique. RHMC. 54-2, avril-juin 2007, pp. 163-177.
10. MILLIOT, Vincent, « L'admirable police », tenir Paris au siècle des Lumières. Ceyzérieu : Champ Vallon, 2016.
11. MONTENACH, Anne. Espaces et pratiques du commerce alimentaire à Lyon au XVIIe siècle. Grenoble : PUG, 2009.
12. SEZNEC, Jean (éd.). Guillaute, Mémoire sur la réformation de la Police de France (1749). Paris: Herman, 1974.
13. TANTNER, Anton. Addressing the Houses: The Introduction of House Numbering in Europe. Histoire & Mesure. XXIV-2, 2009, pp. 7-30.

14. VIDONI, Nicolas. Le territoire policier : conceptions et nouvelles pratiques à Montpellier au XVIII^e siècle. LIAME, n° 24, 2012, en ligne.
15. VIDONI, Nicolas. The Plague and the Urban Police in Montpellier at the Beginning of the Eighteenth Century. In: D. SIMONTON et H. SALMI, dir., *Catastroph, Gender and Urban Experience, 1648-1920*. New-York: Routledge, 2016, pp. 82-100.
16. VIDONI, Nicolas. *La police des Lumières*. Paris: Perrin, 2018.

La crise de Suez en 1956

Un révélateur des erreurs géostratégiques françaises en Méditerranée orientale. Suez's Crisis in 1956

A revealing of French geostrategic errors in the Eastern Mediterranean.

Mr. Mazauric Rémi

Université de Paris I Panthéon-Sorbonne

Résumé :

Quand la France décide d'intervenir militairement à Suez en 1956, l'objectif est de rouvrir le canal, d'abattre Nasser et de freiner le soutien apporté au FLN algérien. Mais l'armée française n'est pas préparée pour ce type d'opération, la plus importante depuis la Seconde Guerre mondiale. Elle doit projeter un corps d'armée mécanisé à 3 000 kilomètres de la métropole. Mais elle ne possède pas les outils adéquats pour atteindre cet objectif : aucune base avancée en Méditerranée orientale, aucune force d'intervention rapide, aucune doctrine logistique pour une opération extérieure ponctuelle, des navires de guerre en mauvais état. L'armée française crée de toutes pièces une force expéditionnaire et un plan d'attaque, véritable copie conforme à l'opération *Overlord* en Normandie douze ans plus tôt. Mais sous la pression internationale et la menace nucléaire, les Français, sans avoir atteint leurs objectifs, sont contraints d'accepter un cessez-le-feu qu'ils n'ont ni préparé ni anticipé. La campagne de Suez, d'ordinaire considérée comme une victoire militaire, est en réalité une impasse doctrinale pour la France. Elle s'y engouffre sans avoir la marge de manœuvre nécessaire en raison de capacités logistiques inexistantes pour projeter rapidement une force aussi importante.

Mots-clés : Suez, logistique, opération militaire, Méditerranée, guerre froide, bases militaires

Abstract: When France send a military force at Suez in 1956, the objective was to reopen the canal, shoot down Nasser and stop the support provided to the Algerian FLN. But French army is not prepared for this operation, the most important since the Second World War. It has project a mechanized army corps 3,000 kilometers from the metropolis. But it does not have the adequate tools to achieve this objective: no forward base in the Eastern Mediterranean, no rapid intervention force, no logistical doctrine for a specific external operation, warships in poor condition. The French army creates from scratch an expeditionary force and an attack plan, a true copy of Operation *Overlord* in Normandy en 1944. But under international pressure and the nuclear threat, the French, without having achieved their objectives, are forced to accept a ceasefire that they didn't prepared or anticipated. The Suez campaign, usually considered a military victory, is in reality a doctrinal impasse for France. It is rushing into it without the necessary flexibility due to the lack of logistical capabilities to quickly project such a large force.

Keywords: Suez, military Support, military Operation, Mediterranean, cold War, military bases

Introduction

La crise de Suez en 1956 a marqué l'histoire de la Méditerranée pour plusieurs raisons. Soulignons d'abord le nombre de nations impliquées plus ou moins directement dans l'affaire : France, Égypte, Russie, Israël, États-Unis, Royaume-Unis. Elle a révélé les enjeux géostratégiques propres à la guerre froide en Méditerranée orientale. Elle a également démontré toute l'importance de la dissuasion nucléaire. Ses conséquences, à la fois diplomatiques et militaires, ont déstabilisé les puissances occidentales secondaires comme la France.

Pourtant, l'opération menée en Égypte a tout pour réussir. La force envoyée par l'armée française, forte de 34 000 soldats, a pour objectif d'éliminer Nasser, de rouvrir le canal de Suez et de stopper le soutien apporté au Front de libération national algérien (FLN) par le régime égyptien (VAÏSSE, 1997 : 27-28). Mécanisée et nombreuse, cette force est constituée d'unités militaires ayant pour beaucoup acquis une solide expérience opérationnelle en Indochine et en Algérie, entre 1945 et 1955. Ainsi, il est classique de considérer l'intervention de 1956 comme une victoire militaire débouchant sur une défaite diplomatique. Mais comment expliquer un tel écart alors que l'armée française dominait tactiquement la situation ?

La réponse à cette question est à chercher dans la consultation et la lecture d'archives militaires nouvelles. L'explication pourrait résider dans la préparation même de l'opération. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la France connaît des difficultés dans son empire colonial. Déployée en Indochine puis en Algérie, l'armée peine à retrouver la place qu'elle occupait durant la première moitié du XX^e siècle. Suez est en fait la plus importante opération de projection depuis 1945. C'est une nouveauté pour l'armée française : projeter un corps d'armée mécanisé à 3 000 kilomètres de la métropole sans assise territoriale en Égypte face à une population totalement hostile.

Les capacités militaires de la France suivent difficilement les évolutions du monde et celles de la guerre froide. Un retard peut être constaté dans ses infrastructures et ses capacités. Le présent article n'a pas vocation à remettre en question l'incontestable échec diplomatique. Il vise à démontrer que la domination tactique française n'est en fait qu'un camouflé. Si les diplomates arrivent en position de faiblesse, à la table des négociations, c'est en raison d'un outil militaire inefficace et de choix géostratégiques inadaptés.

Ainsi, il est légitime de se demander comment les choix géostratégiques ont-ils influencé, voire conditionné, l'intervention militaire de la France et son échec diplomatique à Suez en 1956 ? Pour y répondre, la présente contribution s'articulera autour de quatre idées majeures : l'absence de base avancée en Méditerranée orientale, des plans d'attaque dépassés, une attaque avortée sous la pression internationale et le retour de la force en métropole.

1. La crise de Suez en 1956 : un contexte international tendu

L'année 1956 s'inscrit dans une période marquée par la guerre froide entre le bloc de l'Ouest, libéral et capitaliste, dirigé par les États-Unis et le bloc de l'Est, communiste, mené par l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS). Plus précisément, 1956 voit s'ouvrir une période de « dégel » des relations entre les deux blocs. Elle a commencé avec

l'accession d'Eisenhower à la présidence des États-Unis en 1952 et la mort de Staline en mars 1953. La priorité est désormais à la compétition économique et technologique. Les deux blocs n'entendent pas remettre en question leur suprématie auprès de leurs alliés respectifs.

Depuis la fin de la Grande Guerre, le Moyen-Orient est marqué par la présence hégémonique de l'Angleterre (GORST, 1997 : 9). Malgré l'indépendance limitée accordée à l'Égypte en 1922, la Grande-Bretagne conserve le droit d'occuper la zone du canal de Suez. Elle y maintient des bases militaires et des garnisons dans les grandes villes du pays. La France, quant à elle, a établi son mandat sur le Liban et la Syrie au lendemain de la Première Guerre mondiale. Elle conserve des intérêts importants dans la région et une forte présence culturelle.

En 1936, le traité relatif à la présence des troupes britanniques sur le canal de Suez prévoit le stationnement de 10 000 soldats anglais. À partir de 1946, les deux pays entament des négociations pour mettre fin à cet accord. Celles-ci sont brutalement interrompues en 1947 à cause de l'accroissement des tensions, les soldats britanniques étant victimes d'attentats de plus en plus fréquents. La proclamation de l'État d'Israël, le 14 mai 1948, marque un véritable tournant. L'armée égyptienne se retrouve en première ligne lorsque les pays arabes, hostiles à la création de l'État juif, entrent en guerre. Capitulant devant Tsahal¹, les Égyptiens décident, le 15 octobre 1951, d'annuler unilatéralement le traité de 1936. Les attentats contre les troupes anglaises se multiplient jusqu'au point de non-retour : l'Égypte met fin à ses relations diplomatiques avec Londres.

La monarchie égyptienne connaît de grandes difficultés. Elle est au bord de la guerre civile. Le coup d'État des officiers libres, dont Gamal Abdel-Nasser et Anouar Al-Sadate, a lieu le 22-23 juillet 1952 (FERRO, 1982 : 18). La monarchie est abolie le 18 juin 1953 et la république est instaurée. Cette prise de pouvoir, sans aucune violence, est synonyme, pour les Frères musulmans et les communistes, d'un « retour à une vie politique normale et la possibilité d'exercer librement leur activité » (MASSON, 1966 : 11).

L'Égypte, traversée par un puissant mouvement xénophobe, n'incite pas les entreprises à s'installer durablement, affaiblissant un peu plus son économie. Les émeutes déclenchées au Caire, le 26 janvier 1952, aggravent la situation. Le nouveau gouvernement souhaite une évacuation sans conditions des forces britanniques de la zone et une restauration de l'armée égyptienne, malmenée pendant la campagne de 1948.

Anglais et Égyptiens, le 27 juillet 1954, signent un traité dans lequel les premiers s'engagent à retirer leurs troupes (BERNARD, 2003 : 67). Toutefois, au cours de la conférence de Bandung en avril 1955, l'Égypte se place en position de leader du tiers-monde aggravant les tensions avec les Occidentaux. Ce non-alignement est interprété par les États-Unis comme un rapprochement avec les communistes. Pour soutenir son armée, Nasser décide de développer les relations commerciales avec l'URSS et achète des armes en grande quantité. Les nations occidentales contre-attaquent et annulent le financement des travaux du

¹ L'autre nom de l'armée israélienne.

barrage d'Assouan. Les tensions étant également vives avec Israël, l'Égypte bloque l'accès du canal aux navires israéliens. Le 26 juillet, le colonel Nasser décide de nationaliser la société d'exploitation du canal, poussant les Occidentaux à réagir. Le prétexte est excellent pour la France qui cherche à briser le soutien militaire apporté au FLN. Enlisée dans le conflit algérien, elle déclenche l'opération 700 conjointement à l'opération *Mousquetaire* menée par les Anglais (KYLE, 1994 : 93).

2. Projeter une force militaire sans base avancée en Méditerranée orientale

La crise de Suez en 1956 et l'intervention militaire de la France révèlent d'abord de graves lacunes structurelles et organisationnelles de l'armée. « Si la guerre venait à éclater, un plan décisif devrait être adopté. Les mesures nécessaires devront être prises pour contrôler la Méditerranée orientale, dans toutes les circonstances. » Ces mots, prononcés dès mars 1953, marquent les limites stratégiques de la France en cas de crise dans cette zone qui, politiquement et stratégiquement, révèle toute son importance (14 S 314. *Le canal de Suez au point de vue politique et stratégique*). Mais pour la contrôler, il est essentiel de maîtriser au préalable la Méditerranée orientale. En effet, au-delà d'être un espace d'échanges économiques, militaires, politiques et culturels depuis des centaines d'années pour différentes populations, la Méditerranée reste, pour la France, un lieu important de communications.

Durant la période précédant la Seconde Guerre mondiale, la France se préoccupe de développer ses communications en Méditerranée occidentale avec ses territoires nord-africains (Tunisie, Maroc, Algérie). La question méditerranéenne se limite essentiellement, pour la France, à celle des liaisons nord-sud, un axe central pour acheminer troupes et matériels en métropole. Les relations maritimes avec le Levant restent relativement secondaires et la question du transit par le canal de Suez pour rejoindre l'Indochine et les territoires du Pacifique est considérée comme réglée. Le statut de la compagnie internationale du canal garantit la liberté de navigation et la présence britannique en Égypte est un gage de stabilité.

La moitié occidentale méditerranéenne est couverte par des bases de métropole, notamment à Toulon, et d'Afrique du nord surtout Oran et Bizerte. Quant à la Corse, elle est considérée comme un véritable tremplin. La plus grande partie de la marine militaire est située dans cette zone. Après la victoire des Alliés en 1945, la France ne peut maintenir ses ambitions. L'Angleterre reste la seule en tant que puissance aéronavale. Cependant, un nouveau venu fait son apparition sur la scène méditerranéenne : l'Union soviétique. La Russie cherche à étendre son influence notamment dans la partie orientale et finit par se heurter aux intérêts de la Grande-Bretagne et des Américains qui, depuis l'opération *Torch* en 1942, ont pris conscience de l'importance de cette mer dans les relations internationales². Les Russes, souhaitant obtenir la libre utilisation des détroits pour leurs navires, cherchent un débouché en Méditerranée soit par les Dardanelles soit par la Macédoine et l'Adriatique.

² L'opération *Torch* est le nom de code du débarquement des Alliés, le 8 novembre 1942 en Afrique française du Nord, en particulier au Maroc et en Algérie.

Pour les Français, deux axes de communication en Méditerranée sont mis en valeur : le vertical entre l'Afrique du Nord et la métropole et le transversal entre Gibraltar et Suez/la mer Rouge. Le premier est « le trait d'union » entre la métropole et l'empire africain. Il occupe une place centrale dans la défense des intérêts français. Le second profite des ports, aérodromes et bases aéronavales disposés le long des côtes maghrébines entre le Maroc, l'Algérie et la Tunisie. En cas de conflit en Méditerranée, ces infrastructures auront un rôle décisif. À partir de 1945, les intérêts du bloc occidental se resserrent dans les océans Atlantique et Indien qui ne peuvent communiquer que par le canal de Suez. Sa protection devient un enjeu stratégique pour les Occidentaux et les Soviétiques. Selon les hypothèses, ce conflit d'intérêts peut déboucher rapidement sur un conflit généralisé et prendre deux visages possibles (1 Q 29. *Étude sur la Méditerranée*).

« Le couloir "Méditerranée-mer Rouge", jouerait avant tout le rôle d'une route pour les convois de matériel et de personnel alimentant les armées au combat, ces convois provenant soit de l'Ouest (Gibraltar) soit du Sud (océan Indien et Atlantique par le Cap de Bonne-Espérance). C'est, en définitive, dans la région cruciale du canal de Suez que s'effectueraient les concentrations des deux courants de transport. »

« Le couloir "Méditerranée-mer Rouge" deviendrait, sur une portion plus ou moins étendue de son parcours, le théâtre d'une ardente lutte aéronavale où tous les moyens navals et aériens des adversaires seraient mis en jeu, ces moyens pouvant être aussi bien ceux normalement stationnés dans le bassin méditerranéen que ceux en provenance de l'extérieur (Atlantique ou océan Indien). »

Dans les deux cas, chaque belligérant chercherait à exploiter le potentiel des bases de départ pour la flotte et l'aviation. Cependant, la France ne peut protéger seule ses communications. Il est envisagé l'alliance avec d'autres puissances aéronavales, et pour cela, elle doit procéder à un aménagement rapide de bases en Afrique du Nord. Ces bases doivent fournir une puissance de feu et permettre d'engager tous les moyens possibles en cas de crise. Mais celle-ci peut apparaître en Méditerranée orientale. La France s'est désengagée du Levant et connaît de graves difficultés dans son empire colonial. Par conséquent, il ne lui reste plus aucune base ou force au Proche-Orient capable d'intervenir rapidement dans cette région. Quand la crise de Suez éclate en 1956, elle doit créer une force expéditionnaire de toutes pièces.

3. Des plans dépassés avant leur mise en application

Dès le début des préparatifs, les officiers français sont conviés à préparer un plan avec les Anglais (KYLE, 2003 : 139). Une action depuis la Palestine est exclue, ceci aurait, selon le commandement, « des répercussions sur le plan international » risquant « de soulever de difficiles problèmes sur le plan intérieur français » (8 S 273. *Note sur les possibilités d'une action d'intimidation contre l'Égypte*).

Il opte ensuite pour une opération directe dans le delta par la Libye. Elle offre de nombreux avantages pour les forces franco-britanniques. En effet, elles peuvent disposer de nombreuses troupes à la frontière avec l'Égypte. L'armée égyptienne serait confrontée à un

double front et obligée de diviser son dispositif de défense en deux. L'avantage est également international car la Libye est sous influence britannique³. La mise en place d'un contingent franco-anglais ne poserait aucun problème. Mais le delta est une zone impraticable à cause des inondations du mois de septembre. Le désert à l'ouest de l'Égypte risque de voir s'enliser les forces logistiques. Une attaque par la Libye est écartée.

Lorsque l'opération est décidée, l'objectif principal est d'éliminer Gamal Abdel Nasser et de s'emparer du Caire pour faire cesser tout soutien au FLN. Les Français veulent aussi éviter la guérilla. Ils conçoivent alors une opération logistiquement similaire à *Overlord*⁴. Avec les moyens qui sont les leurs, à une échelle moindre, ils s'appêtent à réitérer l'action des Anglo-américains en Normandie douze ans plus tôt.

Il faut également souligner la participation d'Israël. Le soutien à l'État hébreux, dans le cadre d'une guerre préventive, est déjà d'actualité dès 1955. Ce projet se concrétise avec l'arrivée au pouvoir de David Ben Gourion le 18 juin 1956 et la nationalisation du canal de Suez. Tout en répondant à la question du passage des navires israéliens et le rétablissement du caractère international du canal, les Israéliens voulaient régler le problème du détroit de Tiran et de l'enclave de Gaza (MASSON, 1966 : 96). La France multiplie les livraisons d'armes à destination d'Israël. Le 10 octobre 1956, un accord est conclu à Paris : les Français imposent Israël dans la bataille (VIAL, 2014). Ces derniers fournissent des escadrilles de combat avec leur matériel de réparation, un appui aérien et un parachutage dans le Sinäi. Les navires français doivent protéger les côtes israéliennes (MASSON, 1966 : 98). Les Israéliens ont pour eux l'effet de surprise et une supériorité morale. L'appui français permet de combler les carences observées : camions, chars, canons et matériels de transmissions.

Après quelques hésitations et réajustements, les Français et les Anglais adoptent, le plan *Mousquetaire révisé* ou opération 700 bis (VIAL, 2014). Étudié et rédigé à partir du 20 septembre 1956, il repose sur une occupation directe de la zone du canal par Port-Saïd (COUTAU-BEGARIE, 1994 : 105-106). Les Français et les Anglais veulent éviter un débarquement sur Alexandrie. Les mots d'ordre sont clairs : « une action décisive et rapide. » (9 U 7. *Rapport sur l'opération d'Égypte*). Les Français veulent couper les forces égyptiennes en deux. Le plan est défini officiellement le 23 septembre 1956. L'opération doit débuter par une phase aéro-psychologique de quelques jours (BEAUFRE, 1967 : 88). L'aviation doit détruire les installations au sol et devenir maîtresse du ciel. Ensuite, l'assaut aéroporté doit être déclenché le lundi 5 novembre 1956, le mardi 6 correspond à l'action amphibie.

Pour mener les opérations aériennes, aéroportée et ravitailler les troupes, les Français ont besoin d'une base suffisamment proche. Les choix géostratégiques d'avant la crise révèlent les limites opérationnelles pour une projection de forces. Les Français possèdent des infrastructures en métropole et en Afrique du Nord mais pas en Méditerranée orientale. Quant

³ En 1947, l'Italie perd ses colonies y compris la Libye. Les Anglais ont favorisé l'arrivée au pouvoir de Muhammad Idriss, proclamé roi en 1950. Le pays accède à son indépendance en décembre 1951 mais reste un allié pour la Grande-Bretagne et les États-Unis.

⁴ *Overlord* est le nom de code du débarquement des forces anglo-américaines en Normandie (France) le 6 juin 1944.

aux Britanniques, ils disposent de l'île de Malte. Mais elle est encore trop éloignée. La Syrie ayant accédé à son indépendance après la Seconde Guerre mondiale et l'Algérie se trouvant à une distance beaucoup trop grande du théâtre d'opérations, les Français n'ont pas d'autre choix que de s'installer sur l'île de Chypre toujours officiellement britannique mais où une guérilla demande l'indépendance⁵.

L'opération est découpée en 5 phases principales : *Alpha*, *Bravo*, *Charlie*, *Delta* et *Écho* (MASSON, 1966 : 48). *Alpha* correspond à l'acheminement des moyens en direction de Port-Saïd et *Bravo* aux opérations aériennes entre J-2 et le jour J (FACON, 1986 : 30-40). La phase *Charlie* repose sur l'établissement d'une tête de pont (MASSON, 1966 : 48). *Delta* comprend sa consolidation et son élargissement. Enfin, *Écho* doit être déclenchée en fonction des circonstances mais, si possible, à partir du 7^e jour. La 10^e division de parachutistes (DP) aura pour mission de constituer une tête de pont à l'ouest de Port-Saïd.

Au regard des difficultés pour acheminer 34 000 soldats par avions, les Français privilégient la voie maritime. Mais la Marine nationale française, sous les ordres de l'amiral Lancelot, n'a pas les moyens d'acheminer un volume aussi important de matériels et d'hommes (VIAL et de PRÉNEUF, 1998 : 92-112). L'armée décide d'affréter, entre le 7 août et le 15 novembre 1956, un total de 48 cargos et *Liberty* dont 3 *Troopers*, 12 paquebots, 5 pétroliers et 2 citernes à eau soit l'équivalent de 67 navires. La majorité se trouve dans les ports de l'Atlantique et de la Manche et n'est pas nécessairement disponible dans l'immédiat. La Défense nationale doit accélérer leur disponibilité pour des travaux d'aménagement. Dix jours sont nécessaires pour ceux de Méditerranée, 20 à 30 pour ceux de l'Atlantique, de la Manche et en mer du Nord.

Durant cette période d'affrètement, l'interruption des transports militaires et commerciaux dans le bassin méditerranéen est totale. Seuls sont maintenus les transports urgents et d'un volume très limité. Le trafic dans l'Atlantique est aussi touché. Financièrement, l'impact s'élève, en moyenne, à une dizaine de millions de francs par navire pour les frais de déchargement et la réexpédition de la cargaison, soit un total d'environ 600 millions de francs. À cela, il convient de rajouter environ un million de francs quotidien par cargo au moment de la réquisition. Deux millions de francs sont à rajouter quotidiennement par paquebot, soit un coût total de plus d'un milliard de francs pour une période de 15 jours, durée minimum de réquisition, même si l'opération n'a pas lieu. D'éventuelles indemnités de rupture de contrat versées aux compagnies de navigation doivent être prises en compte. Le coût de l'affrètement revient à un total de 2 milliards de francs. De plus, les navires doivent répondre à certaines caractéristiques et devenir opérationnels pour le transport militaire et la navigation en convoi. Leur préparation repose sur des installations sommaires et provisoires : couchages, équipements radio, blocs d'hygiène et de cuisines, brassières, radeaux de sauvetage et vérification des outils de levage. Les entreponts sont aménagés en dortoirs.

Dans les grandes lignes, les forces terrestres devant débarquer en Égypte sont constituées de 5 échelons opérationnels. Le premier comprend les unités d'assaut aéroporté de

⁵. L'île de Chypre est sous domination ottomane jusqu'en 1878 où elle passe sous contrôle du Royaume-Uni.

2 000 puis de 3 000 hommes parachutables en trois jours. L'échelon amphibie est constitué de 3 000 puis de 2 000 hommes et de 300 véhicules et chars. Les vagues A, B et C comprennent le reste de la force avec des arrivées échelonnées dans le temps, au fur et à mesure des rotations des navires (BEAUFRE, 1967 : 57). Elles correspondent au ravitaillement et aux moyens administratifs. L'échelon A est privé du B jusqu'à son arrivée effective sur le terrain, et de ce fait, doit être totalement autonome.

L'échelon A comprend 17 000 hommes, 6 350 véhicules et remorques et 16 000 tonnes d'approvisionnements. Le B repose sur 5 000 militaires, 2 000 véhicules et remorques et 16 000 tonnes de fret. Enfin, le C comprend 4 000 soldats, 1 200 engins et remorques et 16 000 tonnes de marchandises. Les unités de la vague A doivent débarquer entre J et J + 13, celles de l'échelon B entre J + 12 et J + 26 et celles du C entre J + 27 et J + 38. Les approvisionnements de l'échelon A doivent être débarqués entre J et J + 20, ceux du B entre J + 22 et J + 26 et ceux du C entre J + 27 et J + 46. Les derniers approvisionnements arrivent donc 46 jours après le jour-J (CARRÉ, 1986 : 15-29).

Le chargement du ravitaillement est adapté au fractionnement des troupes. Les unités combattantes provenant en partie d'Afrique du Nord et les ravitaillements de métropole, ces derniers sont surtout placés sur les cargos laissant les combattants sans soutien. Ces plans sont pensés sur la base de plusieurs facteurs : les capacités aéroportuaires de déchargement (une condition préalable à l'échelonnement des arrivées), le fractionnement de la force, les modes de transport opérationnel ou commercial pour les unités, les dates de disponibilité des navires et leurs caractéristiques.

Pendant, ce temps, les troupes se perfectionnent : tirs, instruction tactique, sauts aéroportés, débarquement (MASSON, 1966 : 47). La mise en condition de la force a demandé un délai de deux mois. Des unités arrivent de toute la France, d'Allemagne et d'Algérie. Elles doivent être rassemblées et préparées (GAUJAC, 1986 : 39). Le temps nécessaire à la préparation des troupes est amputé de l'action opérationnelle. Les Français ont perdu un temps précieux. Avec une force d'intervention rapide immédiatement disponible, ce temps aurait permis un assaut plus rapide et une politique du fait accompli.

4. Une attaque avortée sous la pression internationale :

Après quelques difficultés (déchargement deux fois plus long que le chargement, capacités réduites des ports chypriotes, main-d'œuvre étrangère, relève difficile, pertes de temps), les unités aériennes s'installent définitivement sur Chypre le 24 septembre 1956. Les unités opérationnelles peuvent s'implanter. Le 22 octobre 1956, les avions de type *RF* et *F84 F* font mouvement depuis la métropole. Le 29, c'est au tour des 40 avions de transport *Nord*. La totalité des moyens et du personnel arrive le 30.

Les unités d'assaut et de soutien quittent leur port d'attache entre les 28 et 31 octobre 1956. Commence ainsi la manœuvre *Thucydide* qui consiste à rassembler les moyens de la force devant les côtes égyptiennes. Les navires doivent rallier Malte et se regrouper au large de la Cyrénaïque. Puis ils doivent se former en convois pour rejoindre Chypre puis Port-Saïd. Il est prévu un total de 5 convois : 2 rapides MEQ 1 et MEQ 2 (Malte-Égypte *Quick*) et 3 lents MES 2, MES 3 et MES 4 (Malte-Égypte *Slow*). Mais les derniers « rapide » et « lent »

ne se forment pas en raison de l'absence de dangers sous-marins, les navires faisant route isolément.

Les commandants d'escorteurs et les capitaines de navires marchands reçoivent leurs instructions, par l'intermédiaire des commandements maritimes, sous enveloppes scellées. Ils ont l'ordre de les ouvrir qu'après avoir appareillé. Il est vital de garder le silence radio et de conserver un secret absolu autour des manœuvres. Le contrôle des éléments à la mer est d'autant plus difficile que l'incertitude règne autour de la date du débarquement qui n'est finalement connue que 48 heures à l'avance. Le rythme de l'opération, l'intervention aérienne alliée, la concentration des convois, les assauts amphibie et aéroporté et l'offensive terrestre israélienne restent secrets jusqu'au dernier moment. Les mouvements maritimes sont contrôlés par l'amirauté en Méditerranée en liaison avec les commandements maritimes des points de départ et d'arrivée.

Les combats s'engagent selon les plans prévus. Le 29 octobre 1956, les Israéliens lancent l'opération *Kadesh*. De leur côté, les Français mènent l'opération *Archer* grâce à la 4^e division d'escorteurs d'escadre pour protéger les côtes israéliennes (MASSON, 1966 : 116). Au cours des opérations dans le Sinaï, l'aviation de Nasser fait cruellement défaut. L'Égypte manque de pilotes expérimentés mais elle fait preuve de capacités défensives. Cependant, elle souffre de carences au niveau du commandement et d'un manque d'initiative. La manœuvre dans le Sinaï rend caduque la longue préparation aérienne prévue par le plan franco-britannique mais il est déjà trop tard (MASSON, 1966 : 125).

Les forces françaises et anglaises arrivent en Égypte entre le 5 et le 6 novembre (VARBLE, 2003 : 62). Mais elles font face à un scénario qu'elles n'ont ni prévu ni préparé : l'arrêt prématuré des hostilités le 7 novembre 1956 (LUCAS, 1991 : 401-402). Ce scénario est dû au contexte international de l'époque. Pour les Américains, les Français comme les Anglais ne sont pas victimes d'une agression. Ils privilégient la coopération entre États, d'autres moyens que la force peut régler un problème international. Ils craignent une montée de la haine dans le monde arabe, des manifestations antioccidentales ayant eu lieu en Libye jusqu'en Jordanie entre le 4 et le 5 août 1956. Ils redoutent la transformation d'un conflit localisé en une grande guerre, le souvenir des deux conflits mondiaux étant encore présent. Ils considèrent que Nasser a une trop grande popularité pour être renversé maintenant (MASSON, 1996 : 58-59).

De plus, il existe des considérations économiques : la compagnie du canal n'est pas une priorité pour les Américains. Économiquement, ils voient mal la nationalisation mais admettent le processus. Néanmoins, ils reconnaissent le caractère vital du canal pour l'économie de l'Europe occidentale. Ils ont peur d'un conflit subversif mené par les Soviétiques au Proche-Orient et en Égypte avec l'envoi de militaires et de techniciens de la guerre révolutionnaire. Voyant la menace d'un affrontement avec l'URSS, ils ne donnent aucune garantie en cas d'intervention soviétique. Ils sont prêts à s'engager aux côtés de la France uniquement en cas d'intervention soviétique en Europe occidentale mais leur soutien en Méditerranée orientale ne sera pas automatique. Ainsi, la menace d'une intervention soviétique, la pression exercée sur Israël et la dévaluation de la Livre Sterling poussent les Anglais à se retirer. Les Français ne peuvent continuer seuls.

Le général André Beaufre, chef des forces terrestres, considère que le cessez-le-feu crée « une situation imprévue à laquelle il fallait s'adapter sans retard » (9 U 7. *Rapport sur l'opération d'Égypte*). Les Français sont en effet confrontés à un problème de taille : les unités débarquées avec matériels et approvisionnements se déversent sur Port-Saïd. Ces moyens puissants deviennent inutiles et l'espace disponible se fait rare (CARRÉ, 1986 : 15-29).

Des convois maritimes entiers sont stoppés. L'appareillage de certains navires au départ de Marseille et Alger est suspendu. Les opérations d'embarquement sont arrêtées en France et en Afrique du Nord ou, au contraire, accélérées. La force expéditionnaire se retrouve avec des navires à moitié pleins ou vides. Certains bateaux chargés en totalité font demi-tour, la plupart doit attendre au large pour mettre à terre les matériels indispensables. D'autres bâtiments, déjà parvenus en rade, ne sont pas déchargés. Cependant, et malgré le cessez-le-feu, il est nécessaire d'acheminer sur Port-Saïd du matériel, des vivres pour la force et la population civile ainsi que certains personnels d'intérêt général. Les unités d'assaut (légionnaires et parachutistes) fraîchement débarquées doivent continuer à vivre sur le théâtre des opérations.

Les conséquences directes de ce bouleversement sont nombreuses. Beaucoup de formations sont coupées en deux ou trois fractions et sans les éléments comptables. Certaines n'ont jamais rejoint le théâtre d'opérations. Leur vie matérielle en est affectée. L'absence du 2^e échelon les prive de services administratifs, campement collectif, archives, effets d'habillement et matériels de cuisine. Certaines récupèrent leurs cuisines roulantes et les fourneaux à essence quelques jours plus tard. D'autres procèdent avec les moyens du bord. Quant aux uniformes et aux effets d'habillement, aucun matériel n'est arrivé à Port-Saïd et les hommes restent pendant un mois sans pouvoir se changer.

Aux alentours du 15 novembre 1956, les vivres manquent. La force ne dispose que d'une journée d'avance. Il est indispensable de récupérer les approvisionnements placés en fond de cales. Pour les atteindre, il faut des déchargements et des transports inutiles. Des articles indispensables peuvent être dispersés dans plusieurs cales d'un seul navire. La véritable rentabilité réside dans le déchargement total : « le déchargement partiel entraîne des mouvements de matériels incompatibles avec un rendement acceptable » (9 U 12. *Note sur la base de transits et d'opérations*). Des matériels sont déchargés depuis l'entrepont ou les cales pour être rechargés le lendemain afin d'atteindre uniquement les équipements strictement indispensables (DELARUE, *Avec les paras des 1^{er} REP et 2^e RPIMa* : 40).

Entre le 7 novembre et le 1^{er} décembre 1956, les rendements obtenus se montent à 50 % environ en dessous des prévisions initiales. Pendant ce temps, l'armée égyptienne constitue toujours une menace avec de nombreuses unités disséminées sur le territoire. La propagande demeure active et de nombreux petits accrochages éclatent, contre les Anglais notamment. Au 20 novembre 1956, les stocks constitués par la force (à terre, sur les cargos en rade ou en attente au port) permettent aux Français de s'entretenir normalement jusqu'au 31 décembre 1956. La consommation de vivres est de l'ordre de 8 000 à 9 000 rations et de 10 à 12 m³ de carburant par jour. Des commandes de ravitaillement sont effectuées auprès de l'administration centrale. Des demandes sont adressées à l'état-major pour remplacer les articles laissés sur les échelons arrière. Une première est effectuée le 20 novembre et une

deuxième quelques jours plus tard. Les rendements sont insuffisants et aggravés par le manque de main-d'œuvre locale.

5. Préparer le retour de la force :

Le 8 novembre 1956, l'objectif du gouvernement est de poursuivre les débarquements. Mais après le cessez-le-feu, le général Beaufre ne veut qu'une chose : limiter au maximum les nouvelles arrivées de matériels et de personnels à cause d'une zone de déploiement devenue trop étroite. Trois hypothèses s'affrontent : rester pour occuper et défendre le terrain, ou un rembarquement total dans des délais très réduits, ou répondre aux provocations égyptiennes par une contre-attaque (future opération *Verdict*). En cas de reprise des hostilités, plusieurs types d'unités seraient mobilisés : chars, parachutistes, colonne motorisée, réserves placées à terre et une quantité suffisante de munitions et de carburant. Ce volume est défini dans une première conférence à Port-Fouad le 9 novembre 1956 et confirmé à Chypre, aux états-majors français, le 12 novembre. Cette liste est modifiée plusieurs fois afin de tenir compte du chargement des navires.

Le choix des unités et des approvisionnements concernés par cette contre-attaque oblige les Français à charger, décharger et recharger les navires car les éléments sélectionnés se trouvent dans les cales inférieures. Le triage est impossible à réaliser à bord des bateaux. Les forces françaises sont amenées à établir « un plan de déchargements absolument nouveaux et d'autant plus compliquée à établir que de nombreux bateaux avaient été chargés après notre départ sur des bases différentes du plan initial » (1 R 23. *Rapport au ministre*). Ce nouveau plan se heurte aux quelques 8 000 / 9 000 hommes, 2 200 véhicules et 3 500 tonnes d'approvisionnement déjà à terre au 15 novembre 1956. Ce dispositif permet aux Français de faire face à n'importe quelle situation.

Mais le 28 novembre 1956, la force expéditionnaire sait que l'opération *Verdict* n'aura pas lieu. S'ouvre alors la période du rembarquement : opération *Harridan*. La relève de l'ONU débute le 21 novembre 1956 avec l'arrivée de deux compagnies : une norvégienne sur Port-Saïd et une colombienne à Port-Fouad le 5 décembre 1956 (MASSON, 1966 : 166). Le général Beaufre veut maintenir ses positions aussi longtemps que possible. Le gouvernement français fixe le 22 décembre 1956 comme date limite de rembarquement. Au 21 novembre, le volume des forces et des matériels à rembarquer comprennent entre 8 500 et 9 000 hommes, 2 000 à 3 000 tonnes d'approvisionnements et 2 100 véhicules (60 chars, plus de 700 véhicules lourds, 700 véhicules légers et 640 remorques).

Le rembarquement commence effectivement vers le 5 décembre 1956. Les opérations sont réalisées selon les plans initiaux et dans l'ordre. Elles durent une vingtaine de jours. Trois vagues de bateaux doivent partir le 9, 13 et 17 décembre 1956. Entre le 5 et le 10 décembre inclus, 900 véhicules et 2 100 tonnes de matériels sont chargés. Entre le 14 et le 18 inclus, 800 véhicules et 400 tonnes sont embarqués. Le 22 décembre marque le dernier jour de présence des Français qui organisent une cérémonie solennelle pour élever le pavillon de l'ONU sur Port-Fouad en présence de plusieurs détachements étrangers (MASSON, 1966 : 183). Les Français défilent pour l'occasion (MASSU, *La Vérité sur Suez* : 1956 : 231). Le général Beaufre décrit cette ambiance particulière (9 U 7. *Rapport sur l'opération d'Égypte*).

« Cette dernière image d'une journée émouvante, qui eût été pénible sans les manifestations qui l'avaient remplie, synthétisait notre volonté de marquer le caractère volontaire de l'évacuation et de conserver jusqu'au bout à notre opération inachevée et décevante le style d'une armée sûre d'elle-même et prête à de nouvelles tâches. »

Conclusion

Comment considérer l'intervention de Suez du point de vue français ? Les troupes envoyées sur le canal sont expérimentées. Elles ont combattu en Indochine puis en Algérie. En Égypte, elles démontrent leurs capacités combattantes face à une armée égyptienne incapable de résister. Leur valeur n'est pas à remettre en question. Pourtant l'armée française ne parvient pas à atteindre ses objectifs : Nasser, renforcé politiquement, est toujours au pouvoir. Comment alors expliquer l'issue de l'intervention ? La réponse est ailleurs.

L'absence de bases avancées en Méditerranée orientale a lourdement pesé sur les capacités de l'armée française à projeter rapidement ses troupes. Cette carence pousse les états-majors à créer, pour la circonstance, une force mécanisée de 34 000 soldats. Elle mettra plus de deux mois à monter en puissance : rassemblement, entraînement, préparation, embarquement. Les Français ont reproduit le seul schéma opérationnel qu'ils connaissaient : celui de l'opération *Overlord*, douze ans plus tôt. Mais un élément semble échapper à leur logique : la capacité de dissuasion nucléaire. Face aux Russes et aux Américains qui veulent éviter un conflit ouvert et généralisé, ils n'ont pas d'autre choix que d'accepter le cessez-le-feu (MASSON, 1966 : 232-233). Quand le combat s'arrête, alors que les forces d'assaut se trouvent en Égypte, les unités de soutien pour la vie courante sont encore en mer.

Les Français et les Anglais ont conçu des plans selon une vision stratégique dépassée. L'issue de l'intervention française s'explique en fait par l'incapacité de l'armée à projeter rapidement et efficacement ses troupes à 3 000 kilomètres de la métropole en un temps très restreint pour mettre les Russes et les Américains devant le fait accompli. L'opération est beaucoup trop lourde et lente. Le temps de préparer les forces durant deux mois a coûté cher à l'armée française. Après la consultation de nouvelles archives, il est possible de reconsidérer l'intervention de Suez. Cette nouvelle vision des événements permet de comprendre l'impasse diplomatique qui était celle de Paris face aux Américains et aux Russes.

Les archives :

1. Service historique de la Défense de Vincennes (France). 9 U 7. Rapport sur l'opération d'Égypte.
2. Service historique de la Défense de Vincennes (France), 1 R 23. Rapport au ministre sur les opérations du Moyen-Orient en 1956.
3. Service historique de la Défense de Vincennes (France), 9 U 12. Note sur la base de transits et d'opérations.
4. Service historique de la Défense de Vincennes (France). 8 S 273. Note sur les possibilités d'une action d'intimidation contre l'Égypte.
5. Service historique de la Défense de Vincennes (France). 14 S 314. Le canal de Suez au point de vue politique et stratégique.

6. Service historique de la Défense de Vincennes (France). 1 Q 29. Étude sur la Méditerranée.

Les sources imprimées :

1. BEAUFRE, André. L'expédition de Suez. Paris : Grasset, 1967.
2. DELARUE, Louis. Avec les paras des 1^{er} REP et 2^e RPIMa. Paris : Nouvelles Éditions Latines, 1961.
3. MASSU, Jacques. La Vérité sur Suez : 1956. Paris : Plon, 1978.

Les études :

1. BERNARD, Jean-Yves. *La Genèse de l'expédition franco-britannique de 1956 en Égypte*. Paris : Publication de la Sorbonne, 2003.
2. CARRÉ, Claude. « Le soutien logistique pendant la campagne de Suez ». In : *Revue historique des armées*. 1986, n°4. pp. 15-29.
3. COUTAU-BEGARIE, Hervé. « Comment on conduit une coalition : la France et la Grande-Bretagne dans l'affaire de Suez ». In : *Histoire, économie et société*. 1994, n°1. pp. 101-110.
4. FACON, Patrick. « L'armée de l'Air et l'affaire de Suez ». In : *Revue historique des armées*. 1986, n°4. pp. 30-40.
5. FERRO, Marc. *1956 Suez*. Bruxelles : Éditions Complexe, 1982.
6. GAUJAC, Paul. *Suez 1956*. Limoges : Lavauzelle, 1986.
7. GORST, Anthony et Lewis Johnman. *The Suez crisis*. Londres: Routledge, 1997.
8. KYLE, Keith. *Suez: Britain's End of Empire in the Middle East*. London : I.B. Tauris, 2003.
9. KYLE, Keith. « La Grande-Bretagne, la France et la crise de Suez ». In: *Histoire, économie et société*. 1994, n°1. pp. 79-100.
10. LUCAS, Scott. *Divided we stand: the Suez Crisis of 1956 and the Anglo-American "alliance"*. Thèse de doctorat : Philosophie : London School Economics and Political Science, 1991, 1 vol.
11. MASSON, Philippe. *La Crise de Suez, novembre 1956 – avril 1957*. Vincennes : S.H.D, 1966.
12. VAÏSSE, Maurice, dir. *La France et l'opération de Suez de 1956*, actes d'une table ronde à Paris, 18 octobre 1996. Paris: ADDIM, 1997.
13. VARBLE, Derek. *The Suez Crisis 1956*. Osprey Publishing, 2003.

14. VIAL, Philippe. Marianne et la gouvernante anglaise. Les systèmes politico-militaires français et britanniques à l'épreuve de la crise de Suez. *Revue historique des armées [en ligne]*. 2014, n°273, pp. 42-50 [consulté le 12 mai 2020]. Disponible à l'adresse : <https://journals.openedition.org/rha/7895>.
15. VIAL, Philippe et Jean de PRÉNEUF. « De Dakar à Suez, un itinéraire emblématique : l'amiral Lancelot ». In : *Revue historique des armées*. 2^e partie, 1998, n°1. pp. 92-112.

rhm

مجلة التاريخ المتوسطي
REVUE D'HISTOIRE MÉDITERRANÉENNE

ر.د.م.د : 764X - 2716
ر.د.م.د (إ) : 2716-7747

Revue d'histoire méditerranéenne مجلة التاريخ المتوسطي

مجلة سداسية دولية أكاديمية محكمة
تصدر عن جامعة بجاية



العدد الثاني، جوان 2020.

EGYPT

rhm مجلة التاريخ المتوسطي
REVUE D'HISTOIRE MÉDITERRANÉENNE

مجلة سداسية دولية أكاديمية محكمة
تصدر عن جامعة بجاية. الجزائر.

ر.د.م.د: 764X – 2716

ر.د.م.د. إلكتروني: 7747 – 2716

الرابط الإلكتروني للمجلة: www.univ-bejaia.dz/rhm

الإيداع القانوني: ديسمبر 2019

العدد الثاني، جوان 2020.

الولاية الرابعة بين «سلم الشجعان» و انتفاضة 11 ديسمبر 1960.

La Wilaya IV entre « la paix des braves » et les manifestations du 11 décembre 1960.

أ.د. سيد علي أحمد مسعود
جامعة المسيلة.

الملخص: ظلت مسألة الاعتراف بجمبهة التحرير الوطني كمثل شرعي ووحيد للشعب الجزائري مسألة غير قابلة للمساومة، على الرغم من المحاولات المستميتة لإدارة الاحتلال من أجل إحداث التفرقة. بدأ ذلك بقانون الإطار مع روبر لاكوست إلى مشروع الجزائر جزائرية الذي جاء به ديغول في ديسمبر 1960. مشاريع ومبادرات كان يكتنفها اللبس كانت توجه إلى الولايات بالداخل، وكان من بينها مبادرة «سلم الشجعان» التي جرى إليها مجلس الولاية الرابعة برمته نحو هذا الشراك في جوان 1960، ضمن قضية ما عرف بصلح الاليزيه، والذي كاد أن يعصف بالولاية الرابعة وبالثورة كلها بسبب حالة الخيبة السائدة إلى غاية الهبة التي عصفت باركان الاستعمار الفرنسي في قلب الولاية الرابعة اثر اندلاع مظاهرات 11 ديسمبر 1960، التي عجلت بالتدويل الفعلي للقضية الجزائرية في 20 ديسمبر 1960.

الكلمات المفتاحية: الثورة الجزائرية، الولاية الرابعة، «سلم الشجعان»، انتفاضة 11 ديسمبر 1960،

الحكومة المؤقتة للجمهورية الجزائرية.

Le résumé : La question de la reconnaissance du Front de Libération Nationale en tant qu'unique représentant légitime du peuple algérien est restée une question non négociable, malgré les tentatives désespérées de l'administration coloniale pour semer la division dans les rangs de la Révolution en diversifiant ses interlocuteurs. Le processus est amorcé avec la loi cadre de Robert Lacoste jusqu'au projet de "l'Algérie algérienne" de de Gaulle en décembre 1960. Des initiatives douteuses à l'image de "Paix des braves" qui a nettement déstabilisé l'ensemble du conseil de la Wilaya 4 en l'amenant vers le piège dans le cadre de ce qui est appelé "l'Affaire de l'Elysée". Les manifestations du 11 décembre 1960 vont permettre à la Wilaya IV de s'y remettre et aussi accélérer le processus d'internationalisation de la question algérienne.

Mots clefs : La révolution algérienne, La Wilaya 4, la paix des braves, manifestations du 11 décembre 1960, le Gouvernement Provisoire de la République Algérienne.

المقدمة:

شهدت الولاية الرابعة التاريخية في أغلب فترات الثورة التحريرية منعرجات خطيرة أرقّت مختلف قادتها بما أن هذه الأخيرة ركز عليها الاستعمار كثيرا بسبب أهميتها كواجهة للمستعمرة، ولأنها شهدت بعد مؤتمر الصومام وثبة في ميدان الكفاح المسلح والذي أعطى للولاية حيويتها ونشاطها وجعلها تستدرك التأخر الذي سجلته في مجال الكفاح المسلح، باستحداثها أساليب وتنظيمات قتالية افتقدتها بقية الولايات، بإنشائها لوحدات عسكرية لم تسجل في مقررات الصومام كوحدة الكومندو التي كانت تختلف نوعا وتعدادا عن الكتيبة. وهذه الدراسة عبارة عن محاولة لإعادة قراءة مسألة طالما أرقّت قادة الثورة الجزائرية طيلة عمر الثورة، وهي الاعتراف بجهة التحرير الوطني كمثل شرعي ووحيد للشعب الجزائري. تم الاعتماد في هاته الدراسة على التحليل التاريخي لتفسير بعض المحطات التي لعبت دورا مفصليا في تاريخ الثورة في ذات الولاية إلى غاية انتفاضة 11 ديسمبر 1960. هذا وقد تناولت الكثير من الدراسات الفرنسية والجزائرية هذه القضية فضلا عن الكم الهائل من الشهادات حول ذات المسألة التي رصدت إلى يومنا هذا، فإن قراءة الحدث بعيد عن مدرسة الحوليات واعتماد منهج الأمد الطويل، قد يميّز اللثام على طبيعة هذه الهبة التي سجلت ملحمة الثورة الجزائرية، ذلك أن الولاية الرابعة باحتضانها لهاته الانتفاضة فإنها سجلت حركة استفاقة غير مسبوقه وانتقلت من حركة الاستكانة التي عاشتها منذ نهاية معركة الجزائر بعد أن انساق جل مجلسها الولائي ضمن شرك «سلم الشجعان» في جوان 1960. فما هي السياقات الكبرى التي جعلت من الولاية الرابعة تقلب الموازين في ظرف جد قصير بعد نكسة «سلم الشجعان» وتسجل أراضيها انتفاضة يصل دويها إلى أدرج الأمم المتحدة؟ وإلى أي مدى يمكننا تحميل مسؤولية الفردية لانحراج قادة الولاية الرابعة خلال انتقاهم للليزية؟ وأين مسؤولية قادة الخارج و أين كانت سلطة الحكومة المؤقتة من الانتفاضة؟ وقد تم الاعتماد في هاته الدراسة بغرض الإجابة عن التساؤلات المطروحة على شهادات شخصيات فاعلة في الثورة وكذلك على أرشيف الولايات ومحاضر اجتماعات الحكومة المؤقتة للجمهورية الجزائرية والمجلس الوطني للثورة الجزائرية.

1. أوضاع الولاية الرابعة قبل الانتفاضة:

كان الوضع الداخلي للثورة في المجال العسكري مع مطلع سنة 1959 يندر بشلل شبه كلي للجهازية جيش التحرير الوطني في الصمود لمواجهة الضربات الموجعة التي كان يتلقاها على اثر تطبيق برنامج شال الجهني، برنامج

تطورت فيه سياسة القمع الاستعماري بتوسيع دائرة المناطق المحرمة (CHALLE, 1968:115) خصوصا في المناطق المتاخمة للحدود لمضاعفة سياسة عزل وحدات جيش التحرير، والاستمرار في إنشاء المحتشدات بشكل رهيب، علاوة على تنظيم ثلاث عشرة عملية عسكرية كبرى طالت معظم الولايات طوق بها التراب الوطني.

لقد شرع الجنرال شال في تطبيق برنامجه العسكري الواسع النطاق بأراضي الولاية الخامسة بداية من 06 فيفري إلى 06 أفريل 1959، في إطار عملية خاطفة ومفاجئة عرفت باسم عملية التاج (La Couronne) وقد امتدت عملية التاج إلى غاية شهر مارس 1959، حيث لامست حدود الولاية الرابعة غرب الونشريس أي المنطقة الرابعة من الولاية الرابعة لتنطلق عملية جديدة عرفت باسم عملية الحزام (La courroie) من 18 أفريل 1959 إلى 19 جوان 1959 جند لها أيضا الجنرال شال قوات قوامها 40000 عسكري من مختلف الوحدات (HORNE, 1987 : 37)، والألوية، كاللواء العاشر بقيادة ماسو، واستعان بفرق الهندسة العسكرية لتهيئة الدروب والممرات عن طريق شق الطرق لتمكين مختلف الوحدات من الوصول إلى الأهداف المحددة، الشيء الذي حدث بجمال الونشريس، الظهرة، المدية والأطلس البليدي (المنظمة الوطنية للمجاهدين، د. ت : 13).

وبغية تحقيق ذلك تم بناء وشق ما يعادل 200 كلم من الطرق بالولاية الرابعة، إلى جانب الطائرات المطاردة والمقنبلة والاستكشافية المدعمة بالطوافات، كما تم استحداث مركزا للفصائل الإدارية المتخصصة S.A.S بغية تعزيز مراقبة السكان والحيلولة دون احتماء وحدات جيش التحرير الوطني بهم : CHALLE, 1968 (108)، هذا الأخير لم يكن على علم بما كان يحضر له الجنرال شال ولا بجسيم العمليات التي طالت الولاية الخامسة إلى عهد قريب، فعملية كورون التي انطلقت قبل ذلك في 06/02/1959-06/04/1959، حينما لامست تخوم الولاية الرابعة في 27/03/1959- المنطقة الرابعة المتاخمة للمنطقة السابعة من الولاية الخامسة بجمال سعديّة حيث سلسلة الونشريس- تصدت لها كتيبة من المنطقة الرابعة للولاية الرابعة وهي تجهل أنها تواجه في جيش جرار اعتمز تطويق الولايات بل قدرت حينها أنها بصدد مواجهة فرق الهندسة العسكرية التي كانت تشق في الممرات.

وعليه اضطرت قيادة الولاية الرابعة للتكيف مع الوضع ومواجهة مخطط شال، وذلك بإعادة تنظيم كتائب جيش التحرير الوطني، سواء تلك التي كانت تواجه فرق الهندسة العسكرية بجمال الونشريس بالمنطقة الرابعة، أو تلك التي

أتجهت من المنطقة السابعة للولاية الخامسة نحو الولاية الرابعة، واجتمعت بذلك للعقيد بوقرة سبعة كتائب وبعض الفصائل على أطراف الولايتين، كما قام ب:¹

- إعادة تقسيم وحدات جيش التحرير الوطني إلى أفواج صغيرة وهذه الأخيرة إلى مجموعات أقل عددا تفاديا للضربات المكلفة في الأرواح.
- مضاعفة القيام بالعمليات الخاطفة و المركزة ضد الجيش الاستعماري في مركز تجمعهم بالمدن لإرباك قواته ودفعها لإعادة الانتشار.
- خوض حرب المدن بنقل المعركة من الريف إلى المدينة لتخفيف الضغط وتسهيل عملية التموين التي كان يعاني منها جيش التحرير الوطني.
- انتهاج أسلوب المفاجأة والاستنزاف اليومي لطاقت العدو باستغلال معرفة عناصر جيش التحرير لميدان المعركة (بورقعة، 1990: 26، 27).

واجهت إذا كتائب العقيد بوقرة و كتائب الولاية الخامسة التي تراجعت إلى تخوم المنطقة الرابعة من الولاية الرابعة جيوش شال الجرامة الزاحفة نحو الولاية الرابعة في إطار عملية "كوروا" خلال أربعة وأربعين يوما، مواجهة مستميتة و صمودا اضطرها في الأخير بالنظر إلى التفاوت العددي والتنوعي إلى التراجع نحو جبال تابلاط (بورقعة، 1990: 24).

لم تستمر استماتة وصمود الولاية الرابعة بعد استشهاد العقيد بوقرة في 5 من ماي 1959، في وجه مخطط شال بل ظلت تتكبد الضربات الموجعة من طرف وحدات جيش الاحتلال، التي كان يوجهها اللواء العاشر بقيادة ماسو وبقية الوحدات. لم تستمر على نفس النسق والوتيرة على الأقل في المجال السياسي، غير أن ذلك لا يعني أنها ظلت متحركة في المجال العسكري ميدانيا، بل بالعكس من ذلك فالخسائر التي سجلت في صفوف وحدات جيش التحرير بالولاية جراء هذه العملية كانت كبيرة، حيث تراوحت وفق التقديرات الفرنسية بين 30% و 40% من القدرات القتالية والعددية للولاية الرابعة من السادس فيفري الى 19 جوان 1959، كما أن الوحدات الكبرى التي كانت تمتلكها انهارت وانشطرت إلى أفواج صغيرة وغدت هذه الأخيرة تتشكل من 06 إلى 10 أفراد. كما

1. أشارت جريدة المجاهد في أثناء المعارك التي خاضتها الولاية الرابعة ضد عملية الحزام إلى أن العقيد بوقرة استطاع تجميع تسعة كتائب أي 1200 جندي يمثلون خمس كتائب من الولاية الرابعة وأربعة كتائب من الولاية الخامسة، منها كتيبة الزبيرية، الحسنية، الكريمة، وكموندوس الراحل سي جمال. أنظر المجاهد فيفري 1960 و المنظمة الوطنية للمجاهدين، د. ت: 14.

انشطرت الكتائب التي سجلت ملاحم الولاية من قبل إلى تسعة أفواج، أما فرق الكومندو ففقدت هي أيضا هالتها وأصبح كومندو الزيرية مثلا لا يتجاوز عدده الثمانين جنديا لينشطر أيضا على إثر تنالي المعارك والحصار إلى فصيلة عادية تعمل في نطاق محدد. (MEYNIER, 2003: 301).

وعلى الرغم من الضربات المؤلمة والمتعاقبة التي تلقتها وحدات جيش التحرير الوطني بالولاية الرابعة في إطار مخطط شال العسكري، فإنها لم تسجل نفس الخسائر التي سجلتها الولاية الخامسة، ذلك أن قيادة الولاية بادرت قبيل عملية الاجتياح التي طالت أراضيها إلى دعوة وحداتها نحو التراجع إلى جبال بوزقرة وتابلط (بورقعة، 1990)، معتمدة نظام تفكيك وحداتها الكبرى وتجنب المواجهة و العودة إلى حرب العصابات، الأمر الذي حال دون تحقيق الأهداف المسطرة من قبل الجنرال شال. هذا الأخير الذي اعترف بخيبة أمله في عملية الحزام ، أثناء تقديمه حصيلة العمليات التي خاضها إلى أكتوبر 1959 معللا ذلك بقوله: « إن النتائج تعرفونها جميعا، لقد كانت أقل مستوى من مثلتها بالقطاع الوهراني، والسبب الرئيسي يعود بشكل لا غبار عليه إلى قلة الألوية التي جندت في ميدان كان صعبا جدا» .

إن سياسة تعزيز التطويق الحدودي التي انتهجتها السلطات الاستعمارية بداية من جوان 1957، بإقامة خط موريس وتعزيزه بخط شال في نهاية 1958، وما تبع ذلك من عمليات عسكرية كبرى قادها الجنرال شال بدءا من فيفري 1959 إلى أفريل 1960، عمليات انطلقت ضمن برنامج عام خطط له شال في إطار إستراتيجية شاملة، كانت تهدف إلى تحقيق فكرة «سلم الشجعان» (LENTIN, 1963: 228) عن طريق جر الولايات الواحدة تلوى الأخرى لوقف إطلاق النار بصفة انفرادية وعزل ح.م.ج.ج.² (CHIKH, 1988 : 133).

والظاهر أن شال عمل على مضاعفة جهوده في هذا الميدان لإنجاح فكرة «سلم الشجعان» باستغلال كل الوسائل التي ضمنها برنامج الشهر (HORNE, 1987 : 346) وفي هذا المنحى كانت الولاية الرابعة الأوفر حظا بالنسبة إليه لتحقيق هذا الهدف.

2. ح.م.ج.ج.: الحكومة المؤقتة للجمهورية الجزائرية.

2. الواقع الميداني للولاية الرابعة عشية لقاء الاليزيه:

ساهمت عمليات التطويق الحدودي في خنق الولايات بشكل عام وأثرت تأثيرا سلبيا في القدرات القتالية لجيش التحرير الوطني بالداخل، وبالرغم من أن محاولات إمداد الولايات ظلت قائمة غير أنها سارت بوتيرة جد بطيئة، وضاعفت بذلك من حدة العزلة التي كانت تعيشها وحدات جيش التحرير الوطني بالولايات الداخلية، يضاف إلى ذلك أن عمليات الإمداد بالسلح للمناطق الداخلية عبر الولاية الأولى والخامسة شهدت عقبات كبرى، قبل بناء السدين المكهرين بداية من صيف 1957، عقبات تسبب فيها مسعولي قادة المناطق بالولايات السابقة الذكر، في إطار حرب المواقع التي ميزت أوضاع الولاية الأولى على الخصوص من سنة 1956 إلى 1959 (MEYNIER, 2003 : 395)، وسياسة الحذر والتذمر التي كان يكنها قادة الولاية الخامسة انطلاقا من مقر قيادتهم بوجدة تجاه المسعولين في الولاية الرابعة³، حذرا وتذمرا أنبى في تقدير قادة الولاية الخامسة بوجدة من العلاقة التي كانت بين مسعولي المنطقتين الرابعة والسابعة من الولاية الخامسة وقائد الولاية الرابعة العقيد بوقره، خصوصا خلال عمليات شال التي طالت الولايتين الرابعة والخامسة بين فيفري وجوليه 1959، علاقة جعلت قادة الولاية الخامسة يرون فيها تدخلا في شؤون ولايتهم (صايكي، 2000: 343) وهو الأمر الذي ظل يمتعض منه لاحقا العقيد بومدين من قادة الولاية الرابعة، يضاف إلى ذلك سياسة التحلي الاضطراري التي انتهجتها الحكومة المؤقتة تجاه الداخل وإن كانت هذه الأخيرة في حال يرثى لها بداية من ربيع 1959⁴، سياسة انتهت في الأخير بإقدام سي صالح على اتخاذ مبادرة بعد استشهاد بوقرة وذلك لاستكمال أعضاء مجلس الولاية في جانفي 1960، فقام بترقية النقيبين حليم- حمادي بن يحيى- مسؤول المنطقة الأولى ولخضر بوشمعة مسؤول المنطقة الرابعة إلى رتبة رائد.

في مجلس الولاية الرابعة (TEGUIA, 1988 : 380)، ترقية ساهمت في جر الولاية الرابعة نحو شرك «سلم الشجعان»، بعد أن وقع الرائدان اللذان تمت ترقيتهما حديثا تحت وطأة تحلي قيادة الداخل عن معالجة أوضاع

1. لقد كان بعض مسعولي الولاية الرابعة- بحسب ميني- يحملون قيادة العمليات العسكرية بالجبهة الغربية المسؤولة حول عمليات- القرصنة- أو تحويل شحنات من الأسلحة كانت مخصصة للولاية الرابعة قدرت إذاك أي مع نهاية سنة 1959 ب: 17000 قطعة سلاح، استفادت منها الولاية الخامسة عوض الرابعة. أنظر: G. MEYNIER, 2003 : 426.

2. إشارة إلى أزمة الحكومة المؤقتة التي أعقبت الوفاة الغربية لعميرة علاوة، والتي توجت باجتماع العقداء واختتمت باجتماع المجلس الوطني للثورة الجزائرية في ديسمبر 1959/جانفي 1960، والذي في أثناءه تم تعيين العقيد صادق دهليس لقيادة الولاية الرابعة رفقة الرائدبن أحمد بن شريف و عز الدين بالإضافة إلى الرائدبن المتواجدين بالداخل سي صالح وجيلالي بونعامة- سي محمد- لكن لا العقيد صادق دهليس التحق بمركز ولايته ولا الرائد عز الدين، أما بن شريف فإنه لم يلتحق إلا في نهاية سبتمبر 1960.

الثورة بالداخل، وقعا في النهاية على الاستسلام لفكرة «سلم الشجعان» وعقدا اتصالات مع السلطات الفرنسية عبر وسطاء جزائريين انتهت بعرضها على سي صالح زعموم الذي قبل الفكرة وجر معه نائبه بونعامه- تحت التهديد- إلى لقاء ديغول في 10 جوان 1960 (TRICOT, 1972 : 166).

بدأت عملية الاتصالات بعد سلسلة من اللقاءات السرية في 17 و 18 مارس 1960 بين شال، دولوفريي والجنرال جاكين مسئول "مكتب الدراسات والاتصالات" من جهة، والرائد سي صالح زعموم ونوابه سي عبد اللطيف و سي لخضر بوشمعة من مجلس الولاية الرابعة حول الاتفاق على وقف إطلاق النار بناء على عرض «سلم الشجعان» القاضي بالعفو عن واضعي السلاح من جنود الولاية الرابعة ثم ضمهم إلى المدارس العسكرية. اتصالات انتهت لاحقا إلى أعلى مستويات السلطة بالحكومة الفرنسية، حيث شملت الجنرال شال، والحاكم العام دولوفريي، ورئيس الحكومة ميشال دوبري، والمستشار السياسي لديغول برنار تريكو وانتهت بلقاء الجنرال ديغول، ودون الخوض في حقيقة مسألة البرقيات المتبادلة بين الحكومة المؤقتة و سي صالح في مارس 1960، والتي تؤكد بعض المصادر الفرنسية⁵ أنها من صنع المخابرات الفرنسية - مكتب الدراسات والاتصالات- والتي يكون أوهم فيها قائد الولاية الرابعة بضرورة قبول عرض «سلم الشجعان»، فإن الاتصالات لم تتطور ولم تنته إلى تحقيق الهدف الأسمى الذي كان يبتغيه ديغول وهو جر الولايات نحو توقيع وقف لإطلاق النار الواحدة تلو الأخرى، ذلك لأن سي صالح، وفي أثناء اللقاء حاول تدارك الوضع و الخروج من المأزق الذي انتهى إليه بدعوة ديغول إلى التفاوض مع المساجين الخمس (CHIKH, 2005 : 134) ، وهي الفكرة التي رفضها ديغول بل دعا سي صالح إلى الإبقاء على الاتصالات.

هذا من جهة ومن جهة أخرى فإن فكرة جر الولايات انفراديا نحو توقيع وقف لإطلاق النار سرعان ما أجهضت في مهد نفس المنطقة التي انطلقت منها، حيث استغل سي محمد نائب سي صالح انتقال هذا الأخير إلى مقر الولاية الثالثة للتشاور حول الفكرة مع العقيد محمد أولحاج، وقام بتصفية كل العناصر- وعلى رأسهم النقيب حلیم ولخضر بوشمعة ثم عبد اللطيف طولبة- التي اضطلعت بتنفيذ مؤامرة «سلم الشجعان» عبر اتصالاتهم بسلطات الاحتلال، وأبرق إلى الحكومة المؤقتة ليخبرها بالتطورات الخطيرة التي آلت إليها أوضاع الولاية الرابعة

5. مصادر متناقضة بين فيليب تربي الذي أبرز الدور الرئيسي الذي كان يقوم به المكتب الخامس، وأن الثورة كانت مختقة، وبين رأي ميني الذي أورد احتمال أن تكون الحكومة المؤقتة قد أبرقت لسي صالح رسالة ردا على طلبه للإمداد بالسلاح أكدت على ضرورة مواصلة الكفاح بالسلاح الأبيض كما بدأ زمن الانطلاقة الأولى (G. MEYNIER, 2003 : 426, F. ABBAS, 1980 : 283 et P. TRIPIER, 1972 : 439)

(بورقعة، 1990: 50)، كما ألقى القبض على سي صالح وأوفده إلى تونس للمثول أمام الحكومة المؤقتة، وفي ذات الأثناء قام في 14 جويليه من نفس السنة بجل مجلس الولاية وأنشأ لجنة مؤقتة لتنسيق العمل العسكري داخل الولاية ودعا أفواج جيش التحرير الوطني لمواجهة عملية الصرصور (Cigale) التي طالت جبال الضهرة وفي سبتمبر أعلن عن تشكل مجلس الولاية الجديد بعد التحاق الرائد بن شريف مبعوث الحكومة المؤقتة للتحقيق في قضية الاليزيه والذي ضم بالإضافة إلى هذا الأخير يوسف الخطيب، يوسف بلخروف وعلى الرغم من ذلك فإن وضع الولاية الرابعة ظل يعيش في حالة من التوتر مع القيادة بالخارج، فلا الرائد أحمد بن شريف تمكن من تثبيت نفسه قائدا للولاية، ولا الحكومة المؤقتة ثبتت بونعامه الذي ظل يدير شؤونها بالنيابة إلى استشهاده في 09 أوت 1961 (TEGUIA, 1988: 392).

3. موقف الحكومة المؤقتة من قضية سي صالح :

خلال الدورة الرابعة للمجلس الوطني للثورة بطرابلس بين 09 و 27 أوت 1961، تم التعرض لقضية سي صالح واتصاله بديغول في الإطار العام للجلسات التي خصصت لمساءلة الحكومة المؤقتة حول الوضع الداخلي للثورة، وتولى الإجابة عن ذلك العقيد لخضر بن طوبال بصفته وزيرا للداخلية. هذا الأخير اعتبر في مداخلته خلال جلسة 14 أوت 1961 مبادرة قادة الولاية الرابعة بمثابة ارتداء في أحضان العدو بعد أن تمكن منهم عنصر الإحباط والعزلة المطبقة التي عاشها الداخل بفعل التطويق الحدودي. فعمليات الإمداد شلت كما تعطلت أجهزة الاتصال على جبهات الكفاح المسلح بالحدود الشرقية والغربية ولم تتمكن من التواصل مع الداخل (م.و.أ، C0019)، بعد ذلك عقب رئيس الحكومة المؤقتة السيد فرحات عباس، على ذات القضية وأكد أن أجهزة الحكومة أعلنت بذلك في 23 جوان 1960، أي بعد لقاء الإليزيه، لكن عباس أورد رسالة من مجلس الولاية الرابعة تضمنت توقيعات الرواد سي صالح و سي لخضر بوشمعة و سي محمد بونعامه و سي عبد اللطيف هدد فيها هؤلاء بالنظر إلى الأوضاع المأساوية التي كانت عليها الولاية الرابعة، هددوا الحكومة المؤقتة في حال رفضها الدخول في مفاوضات مع السلطات الفرنسية فإن مجلس الولاية الرابعة سيبادر إلى عقد محادثات، ثم استعرض عباس رسالة ثانية تلقاها من الرائد بونعامه تعرض فيها لحقيقة المؤامرة التي نفذها مجلس الولاية الرابعة من طرف الرواد سي صالح وحليم وعبد اللطيف أما بونعامه فإنه أكد على أنه أرغم على مناصرة رفاقه وتظاهر بفعل ذلك مخافة من التصفية. من جهتها سارعت الحكومة المؤقتة إلى إيفاد لجنة تحقيق بقيادة الرائد أحمد بن شريف، هذا الأخير قام باعتقال سي صالح وأوفده إلى تونس لكنه لقي حتفه في أثناء ذلك والسلاح بيديه، أما بونعامه فإنه ظل يسيطر نفوذه على

كامل تراب الولاية إلى وفاته (م.و.أ، C0019). إن المتتبع لواقع الولاية الرابعة طيلة الفترة التي كانت فيها إدارة الاحتلال تحضر ميدانيا وتسخر كل إمكاناتها لتحقيق وقف لإطلاق النار بشكل انفرادي مع الولايات، في إطار فكرة «سلم الشجعان»، يجد أن أوضاع الولاية الرابعة كانت الأكثر تهيؤا لتنفيذ هذا المشروع واستدراج قادتها نحو شراكه. لسنا هنا بصدد تبرير ما قام به قادة الولاية الرابعة، ذلك لأن مبادرتهم تلك بقيادة سي صالح شكلت سابقة خطيرة في حق الإجماع العام للثورة لا يمكن التهوين من حدثها، غير أننا لن نكون منصفين إن قمنا بتحميل المسؤولية لطرف واحد، وبالعودة إلى واقع العلاقة التي كانت تجمع قيادة الداخل وعلى الخصوص الولاية الرابعة بالحكومة المؤقتة حينها، فإن حال هذه الأخيرة لم يكن بأحسن حال، ففي الوقت الذي كان الامتعاظ يتضاعف لدى مسؤولي الولاية الرابعة كانت الحكومة المؤقتة منشغلة بصراعاتها كما أنها أصيبت بشلل عطل أجهزتها - التي كانت في أحسن أحوالها ترسل الداخل ليؤكد على شرعيتها ويطبق تعليماتها - طيلة السداسي الثاني من سنة 1959، يضاف إلى ذلك أن طبيعة العلاقة ظلت مع الولاية الرابعة قائمة على عدم الاكتراث وهو ما حدث اثر اغتيال العقيد الطيب جغلاي في جويلية 1959، حيث كلف سي صالح بمتابعة منفي عملية الاغتيال دون أن تسوي وضع الولاية التنظيمي الذي ظل عالقا إلى نهاية أشغال الدورة الثالثة للمجلس الوطني للثورة الجزائرية في ديسمبر 1959/جانفي 1960، حينما عين العقيد صادق دهيلس قائدا للولاية رفقة الرائد أحمد بن شريف وعز الدين لكن قائد الولاية الجديد رفض الالتحاق ونائبه تأخر التحاقه إلى سبتمبر 1960.

ومهما يكن من أمر فإن حالة الامتعاظ التي طالت بعض مسؤولي مجلس الولاية الرابعة والتي كانت من بين العوامل الرئيسية التي ساهمت فيه قيادة الثورة بالخارج مساهمة غير مباشرة انتهت في الأخير إلى اقتناع سي صالح وصحبه بفكرة «سلم الشجعان» كاجتهاد أفضى إلى الخروج عن الإجماع الوطني، وهو في تقديرنا نفس الاجتهاد - لكن من الجهة المقابلة تماما - الذي انتهى إليه العقيد بوقرة الذي آثر عدم الاكتراث بقيادة الخارج التي لم تلتفت نحوه حيث آثر مواصلة المعركة والاستشهاد.

إن حادثة قصر الاليزيه كانت تدفع بقيادة الثورة في الخارج، إلى مراجعة إستراتيجيتهم بخصوص الصراع الذي كان يجري مع الولايات بالداخل، فغياب الاتصالات والنقص الفادح في السلاح، شكل بذاته ثغرة استغلها الاستعمار الفرنسي كمحاولة لإجهاض الثورة الجزائرية، وهو ما أكده عباس فرحات خلال مناقشة المجلس الوطني للثورة الجزائرية بتاريخ 14 أوت 1961 لهذه القضية حيث أكد أن ديحول لن يتراجع عن سياسته هذه إلا إذا أثبتت الثورة تلاحمها الحقيقي (م.و.أ، COO19).

غير أن المتتبع لمحاضر جلسات الدورة الرابعة للمجلس الوطني للثورة في أوت 1961، يلاحظ أن قادة الخارج في معظمهم لم يكتثروا بأوضاع الولاية الرابعة⁶ و لم يبدوا أي استعداد لمراجعة إستراتيجيتهم في هذا الصدد، وحتى رئيس الحكومة المؤقتة إذاك الذي من المفترض أن يكون رئيس كل مناضلي جبهة التحرير أبدى تحفظه في معرض حديثه عن الأوضاع التي آلت إليها الولاية الرابعة، و لوح لعدم اعتراف الحكومة المؤقتة بسلطة بونعمامة على الولاية الرابعة بل بسلطة بن شريف مبعوث الحكومة المؤقتة، لم يتوقف عباس عند هذا الحد بل اعتبر مقتل بونعمامة وفاة في معركة ضد العدو خلال معرض حديث عن نهاية الرجل في التاسع من أوت 1961، ولم ينعت به بالشهيد خلافا لما كانت تتضمنه أدبيات المجلس الوطني للثورة وموثيق الثورة بشكل عام، وهو بذلك كان يضعه في خانة المشبوهين على الأقل بسبب ضلوعه الغامض في قضية الإليزيه، لكن قياسا على موقف الرائد بن عز الدين وعمر أوصديق اللذين كان كثير من تقارير قيادة الثورة بالداخل يؤكد ضلوعهما بشكل على الأقل غير مباشر في مسألة «سلم الشجعان»، أليس من الإنصاف أن تعامل الحكومة المؤقتة، بنفس المعايير، أم إن قضية بونعمامة كانت متعلقة بقضايا خفية أخرى، لم يتعرض لها المجلس في الجلسات الرسمية بل في الكواليس، ويبدو أن هذه القضية عولجت في ذات الدورة كباقي القضايا الغامضة التي عالجها المجلس الوطني في الكواليس دون الرجوع إلى القوانين الأساسية التي كانت تسيّر جبهة التحرير الوطني وهو الأمر الذي اعتاده المجلس الوطني الذي كان في كثير من الأحيان هو الذي يبادر إلى انتهاك سيادته (م.و.أ، علبة مصورة 12، م.1).

4. انتفاضة ديسمبر 1960 صورة لتلاحم شعبي وقيادة متفرقة:

شكلت انتفاضة الحادي عشر من شهر ديسمبر 1960، صورة واضحة للتلاحم الجماهيري مع الثورة التحريرية ونداء عاما عبر عنه الضمير الجمعي للجزائريين المسلمين ضد سياسة القمع الاستعماري (أحمد مسعود، 2001: 08)، واستفاقة عامة اجتاحت جموع الجماهير الجزائرية التي عبرت عن إدراكها لمناورات ديغول قصد شق صفوف الثورة والمساومة في وحدة وسلامة الشعب والتراب الجزائريين، وهي إذ فعلت ذلك فإنها أكدت على تعلقها بقيادتها الثورية المتمثلة في الحكومة المؤقتة وجبهة التحرير الوطني وتمسكها بمبادئها العادل لاسترجاع السيادة الوطنية كاملة غير منقوصة.

6. تجدر الإشارة إلى أنه خلال الجلسات التي خصصت لمساءلة الحكومة المؤقتة في دورة أوت 1961، لم يتعرض أي من المؤتمرين إلى الاستفسار حول خلفيات لقاء الإليزيه والدوافع التي دفعت سي صالح وفريقه إلى انتهاج ذلك النهج بداية من قائد الولاية الرابعة صادق دهليل الذي لم يلتحق بمقر قيادته والمعين منذ دورة ديسمبر 1959 إلى جانفي 1960، انظر المصدر نفسه.

والظاهر أنه لا إدارة الاحتلال الفرنسي ولا الحكومة المؤقتة كانتا تتوقعان ذلك الانفجار الشعبي وحركة الزخم الكبير التي تجاوزت حسابات طرقي الصراع، فديغول كان يتغنى بشعاره الجديد تحت راية الجزائر للجزائريين الذي حاول أن يجر من ورائه كافة فئات المجتمع الجزائريين وأوربيين وجزائريين مسلمين على حد سواء، مستغلا حالة الانسداد التي آلت إليها أوضاع الثورة بالداخل جراء العمليات العسكرية الكبرى التي أنهكت قوى الثورة بالداخل وتعميم المناطق المحرمة والمحتشدات، ضمن إطار سياسة العصا و الجزرة. ولا الحكومة المؤقتة كانت تتوقع تلك الوثبة في الوقت الذي كانت منشغلة بلملمة أشلائها المتطيرة، وتدرس إمكانية دعم الثورة بالداخل وإعادة ربط الاتصال عبر استحداث هياكل جديدة بدا واضحا أنها لن تتمكن من امتلاك الفاعلية والديناميكية اللتين تؤهلانها لفك عزلة الداخل عن الخارج والتحكم في الوضع الداخلي، وهي - الحكومة المؤقتة - كادت قبل المظاهرات أن تفتقد أسس شرعيتها بعد أن انجر جل مجلس الولاية الرابعة في شراك «سلم الشجعان» في جوان 1960، لكن وفي خضم هذا الاستسلام وحالة التيه التي عايشها إطارات الولاية الرابعة، احتضنت أراضي ذات الولاية وفي قلب البلاد انتفاضة جماهيرية في الحادي عشر من شهر ديسمبر 1960، معلنة بذلك إقرارها بشرعية الحكومة المؤقتة وجبهة التحرير الوطني وبعدالة القضية الجزائرية، لقد استفقت مدينة الجزائر العاصمة قلب الولاية الرابعة باحتضانها للانتفاضة وهي باستفقتها هذه شكلت **ديان بيان** **فو** جديد للجيش الاستعماري (ALAIN, 1963: 94)، حينما أكدت على تمسكها بقيادتها الثورية المتمثلة في الحكومة المؤقتة وأكدت على استمرار العلاقة بين الداخل والخارج في إطار المشروع الثوري العام للثورة.

ظل قادة الخارج في الحكومة المؤقتة متذمرين من قيادة الولاية الرابعة حتى قبل لقاء الاليزيه، ذلك أن قائدها السابق الشهيد بوقرة كان قد حضر اجتماع عقدها بالداخل ولم يلبّ دعوة الحكومة المؤقتة للمثول أمامها في تونس لتعليل دواعي الاجتماع ولم يكثر بدعوته بل أوفد ممثلين عنه الرائدتين أوصديق ورايح زراري، وبذلك ازداد الجفاء بين الطرفين، كما أن خلفاء بوقرة لم يحصلوا من الحكومة المؤقتة إلا على التعليمات الخاصة بمحاربة فلول المصالية أو تتبع المتورطين في اغتيال الطيب الجغلالي في جويلية 1959، لكنهم بالمقابل لم يحصلوا على اعتراف أو تثبيت في مناصبهم كقادة ميدانيين على الولاية.

لم يكثر أيضا قادة الخارج من جهتهم بوضع الولاية الرابعة التنظيمي، ليس لأنهم كانوا غير عابئين بذلك، بل لأنهم لم يتمكنوا من تثبيت قائد ميداني على رأس الولاية، ذلك لأن العقيد صادق دهيلس الذي كان قد عين قائدا للولاية إلى جانب الرائدتين عز لدين وبن شريف منذ اجتماع العقدها في 02 نوفمبر

1959 (م.و.أ، C10). رفض بمعية الرائد عز الدين الالتحاق بمنصبه، أما الرائد أحمد بن الشريف فقد وصلها متأخرا في سبتمبر 1960 ثم حاول تأكيد سلطته الميدانية على ما تبقى من مجلس الولاية- أي بونعامه والخطيب ويوسف بلخروف- لكن هؤلاء رفضوا الانصياع والاعتراف بسلطة بن شريف إلا كموفد للحكومة المؤقتة للتحقيق في قضية سي صالح، ويبدو أن قادة الثورة بالخارج كانوا قد كلفوا أحمد بن شريف بالمهمة الآنفة الذكر وبطريقة غير مباشرة رئاسة مجلس الولاية، الأمر الذي يعلل طبيعة الوكالة التي أرسلها أحمد بن شريف لاحقا للمجلس الوطني للثورة⁷ في 09 أوت 1961.

هكذا استمر الوضع التنظيمي للولاية الرابعة إلى صائفة 1962، وضعا لم يكن يسمح بتنظيم واحتواء انتفاضة بذلك الحجم، ويبدو أنه بمقدار ما استمرت حدة الغموض التي سادت أوضاع الولاية الرابعة في الجانب التنظيمي والعلاقة مع قيادة الثورة بالخارج إلى الاستقلال، فإن ذات الغموض هو الذي أسدل خيوطه على كثير من المحطات التي شهدتها الولاية الرابعة خلال الثورة التحريرية غموض ساد أيضا انتفاضة الحادي عشر من شهر ديسمبر 1960، بقلب الولاية الرابعة أي في عاصمة البلاد حيث جاءت متزامنة مع حركة احتجاج قام بها المعمرون في العاشر من ذات الشهر في شكل عصيان مدني تحت راية "الجزائر فرنسية" وشجب سياسة التخلي التي كان ديغول ينتهجها في تقديرهم بخصوص القضية الجزائرية حينما أعلن عن حق تقرير المصير ورفع شعارا جديدا باسم "الجزائر جزائرية"⁸.

لقد تجلّى الغموض الذي ساد انتفاضة الحادي عشر من ديسمبر 1960، حول الجهة المسؤولة عن تنظيم انتفاضة من ذلك الحجم وبمنطقة بدت إلى وقت غير بعيد قد استسلمت ظاهريا لسياسة التهدئة التي نخرت قواها وجعلتها تكاد تهوي بسفينة الثورة نحو الهواية، وبالرغم من المحاولات التي قام بها بعض المؤرخين ضمن قراءة خطية للحدث بغية جعله حدثا منظما من طرف قيادة الثورة ويدخل ضمن إستراتيجية عامة كانت قد حددت سلفا، إلا أن الشواهد والنصوص تفند ذلك⁹.

7. في بداية الجلسة الأولى للمجلس الوطني للثورة في دورة أوت 1961، أي يوم التاسع من نفس الشهر استعرض مكتب المجلس الوطني الوكالات كما كان ينص عليه النظام الداخلي للمجلس وتم تثبيت وكالة كان قد أرسلها أحمد بن شريف باسم الولاية الرابعة إلى العقيد بومدين. (م.و.أ، C017).

8. L' echo d'Alger du 10/12/1960.

9. لقد أشار محمد العربي الزبيري إلى لجنة استحدثها المجلس الوطني للثورة في دورة ديسمبر 1959/ جانفي 1960، بقيادة العقداي لخضر بن طوبال وعبد الحفيظ بوصوف وكرم بلقاسم والسيد عبد الحميد مهري، كلفها بمهمة التحضير لانتفاضة شعبية تتزامن مع ذكرى أول نوفمبر 1960، لكن تطورات الساحة السياسية الجزائرية حالت دون ذلك اثر تصريحات أدلى بها الجنرال ديغول في 05 سبتمبر و 04 نوفمبر 1960، أبدى فيهما رغبته في

ففي معرض حديثه عن الوضع الداخلي للثورة خلال مساءلة المجلس الوطني للثورة للحكومة المؤقتة أكد العقيد لخضر بن طوبال بصفته وزيرا للداخلية في الحكومة المؤقتة أن هذه الأخيرة لم تكن على علم بانتفاضة الحادي عشر من شهر ديسمبر 1960 التي قامت بها جماهير الشعب الجزائري، وأن الانتفاضة تجاوزت كل هياكل الثورة حتى تلك المتواجدة بالداخل فاللجان المحلية التي كانت متواجدة والعاملة على قلتها كانت تجهل ذلك أيضا، لقد اعتبرها بن طوبال في مداخلته خلال جلسة 18 أوت 1961 معجزة أنقذت قطار الثورة من الانزلاق، وهي بذلك انطلقت بشكل عفوي، لكن جبهة التحرير الوطني سارعت إلى حسم الموقف لصالحها بعيد انطلاق الانتفاضة ووزعت التعليمات التي أرسلتها الحكومة المؤقتة لاستغلال الحدث ووحدة الشعارات في سرية تامة بإجراء اللقاءات مع مسؤولي المناطق الذين قاموا بتحديد نقاط انطلاق المظاهرات وأمكنة وصولها وكلف البعض الآخر بشراء الأقمشة وخياطة الأعلام الوطنية وكتابة الشعارات، وبعيد ذلك أصبحت المظاهرات التي غدا صداها يمتد ببقية مدن التراب الوطني من تنظيم الحكومة المؤقتة (م.و.أ، C020).

شكلت الانتفاضة فرصة كبرى لم تستغلها الحكومة المؤقتة التي ظلت قابضة بالخارج ولم تلتفت بجديّة إلى الوضع الداخلي للثورة، لقد كان بإمكان الحكومة المؤقتة في نظر العقيد عمار بن عودة في مداخلته خلال جلسة 19 أوت 1961 لو كانت متواجدة بالداخل في أثناء انتفاضة الحادي عشر من ديسمبر 1960، أن تحسم الصراع الفرنسي الجزائري بلا رجعة (م.و.أ، C021). والجدير بالذكر أن المؤتمرين في المجلس الوطني بذات الجلسة السابقة الذكر لم يعطوا الموضوع أهميته الإستراتيجية إلا في إطار البرنامج العام لجبهة التحرير الوطني الذي تمت المصادقة عليه في نهاية أشغال المؤتمر بتاريخ 26 و 27 أوت 1961 (م.و.أ، C024) بالدعوة إلى التركيز على قوة العمل الجماهيري عن طريق التعبئة والتجنيد.

كانت انتفاضة الحادي عشر من ديسمبر 1960، رسالة واضحة من جماهير الشعب الجزائري إلى قادة الثورة بالخارج، بأنه لا ينبغي بأي حال من الأحوال إهمالها أو ترتيبها ضمن مؤخرة أولويات العمل الثوري بل بالعكس من ذلك، فهي التي حسمت موضوع تدويل القضية الجزائرية حينما استصدرت هيئة الأمم المتحدة لائحة اعترفت فيها بحق الشعب الجزائري في تقري مصيره في 20 ديسمبر 1960، وهي التي أنقذت قطار الثورة من

المضي قدما نحو حل القضية الجزائرية بطرق سلمية. (الزيري، 2000: 214 و 215)، لكننا لم نعر على أثر لهذه اللجنة في محاضر جلسات دورة طرابلس الأولى ديسمبر 1959/جانفي 1960، ولا في دورة أوت 1961، التي تناولت موضوع الانتفاضة خلال مداخلة بن طوبال في جلسة 18 أوت 1961 (م.و.أ، C020)

الهاوية حينما قضت على أسطورة التهدة التي كان يتغنى بها جنرالات جيش الاحتلال داخل الولايات وهي التي لبت نداء عباس الذي دعاها إلى توقيف الانتفاضة في 16 ديسمبر 1960¹⁰ لتؤكد ثانية على امتثالها لحكومتها الثورية وثقتها في قيادتها الممثلة في جبهة التحرير الوطني، وهي بذلك أكدت أيضا لفرنسا بأن وراء الثورة قوة تستمد وجودها من الجماهير التي أكدت على وعيها السياسي حينما رفضت العنف ضد الأوربيين العزل، و أبرزت مدى تعلقها بسمو الثورة التحريرية والذي يبرز من خلال الرسالة الموجهة من قيادة الولاية الثانية إلى الحكومة المؤقتة للجمهورية الجزائرية بتاريخ 13 فيفري 1960 (م.و.أ، C043).

خاتمة:

شهدت الولاية التاريخية الرابعة خلال الثورة الجزائرية عبر مسيرة الكفاح المسلح محطات حاسمة لعبت دورا رئيسا في السياق العام للثورة برمتها، إن على المستوى التنظيمي بإيوائها للمنطقة المستقلة في قلبها بعد مؤتمر الصومام أوت 1956، باحتضانها لأولى خلايا التنظيم المدني الإداري لجبهة التحرير الوطني والتنظيمات الجماهيرية تنظيمات قدر لها أن تنعش أوضاع الولاية من حيث فاعلية الكفاح المسلح مقارنة بقرنائها خلال الفترة الأولى من عمر الثورة لأجل ذلك سجلت بطولتها بإنشاء فرق كومندو لعبت دور الحسم في نقل الثورة من الريف إلى المدينة خلال معركة الجزائر فيفري 1957، وبالرغم مما سجلته الولاية من انتكاسة عسكرية على المستوى التنظيمي بعد أن اكتشفت خلايا جبهة التحرير الوطني وقيادتها المركزية في مارس 1957، وما أنجر عنها من وقوعها عرضة لمخططات استنزاف كانت من صنع جيش الاحتلال عبر تداعيات عمليات الزرق التي طالت أراضي الولاية الثالثة، الأمر الذي جعل قائدها العقيد بوقرة يستجيب لدعوة عميروش لعقد اجتماع تنسيقي بين الولايات واستحداث هيئة أركان بين الولايات تحول بينها وبين عمليات الاختراق التي كانت تطال الولايات، ثم التوجه بصياغة محضر تقصير ضد الحكومة المؤقتة مما جعل الولاية برمتها محل ريبة في نظر قادة الخارج، والحالة هاته تضاعف هذا الريب بعد انسياق مجلسها برمتها في شراك «سلم الشجعان» والقبول بلقاء ديغول في جوان 1960. لقاء كاد أن يعصف بجهود أجيال من الكفاح التحريري في سبيل استرجاع السيادة الوطنية، ومن رحم هذه النكسة جاءت استفاقة الولاية بشكل منقطع النظير، في إطار حركة زخم كبير اجتاحت الضمير الجمعي

10. المجاهد، 19 ديسمبر 1960.

للجماهير ترجمته بانتفاضة في 11 ديسمبر 1960 أكدت فيها تمسكها بقيادة الثورة ممثلة في جبهة التحرير الوطني والحكومة المؤقتة للجمهورية الجزائرية.

قائمة المصادر والمراجع:

- I. الأرشيف: المركز الوطني للأرشيف (م.و.أ.)، وثائق المجلس الوطني للثورة الجزائرية (م.م.و.ث.ج.).
1. المركز الوطني للأرشيف، م.م.و.ث.ج، مؤتمر طرابلس الأول 1960/1959، محاضر اجتماع العقدة العشر جلسة 1959/11/02، علبة مصورة C10.
 2. المركز الوطني للأرشيف، م.م.و.ث.ج. أوت 1961، مداخلة لخضر بن طوبال في جلسة 1961/08/14. علبة مصورة رقم: C019.
 3. المركز الوطني للأرشيف، م.م.و.ث.ج. أوت 1961، مداخلة عباس فرحات خلال جلسة 14/08/1961، علبة مصورة رقم: C019.
 4. المركز الوطني للأرشيف، م.م.و.ث.ج: دورة 1961/09/27/أوت، مداخلة لخضر بن طوبال جلسة 1961/08/18، علبة م: C020.
 5. المركز الوطني للأرشيف، م.م.و.ث.ج: دورة 1961/09/27/أوت، مداخلة عمار بن عودة جلسة 1961/08/19، علبة م: C021.
 6. المركز الوطني للأرشيف، م.م.و.ث.ج: دورة 1961/09/27/أوت، جلسة 1961/08/27/26، علبة م: C024.
 7. المركز الوطني للأرشيف، م.م.و.ث.ج: رسالة الولاية الثانية إلى الحكومة المؤقتة 1961/02/13، م: C043.
 8. المركز الوطني للأرشيف، م.م.و.ث.ج. : دورة 1962/05/28-1962/06/07 جلسة 1962/05/28 مداخلة أيت أحمد، علبة مصورة رقم: 12 م: -01.

II. المراجع باللغة العربية:

1. بن عمر، مصطفى. الطريق الشاق إلى الحرية. الجزائر: دار هومة، 2007.
2. بورقعة، لخضر. شاهد على اغتيال الثورة. الجزائر: دار الحكمة، 1990.
3. صايكي، محمد. شهادة نائر من قلب الجزائر. الجزائر: دار الأمة، 2000.
4. خيثر، عبد النور. تطور الهيئات القيادية للثورة التحريرية 1954-1962، أطروحة شهادة الدكتوراه في التاريخ الحديث والمعاصر. الجزائر: جامعة الجزائر، 2007.

5. كافي علي، من المناضل السياسي إلى القائد العسكري 1962/1946: مذكرات علي كافي. الجزائر: دار القصبة للنشر، 1999.
6. الزبيري، محمد العربي. تاريخ الجزائر المعاصر 1992/1942، ج:2. الجزائر: دار هومة، 2000.
7. ولد حسين، محمد الشريف. في قلب المعركة: سرد واقعي لمعارك كموندوس سي زبير وكتيبة الحمدانية، جيش التحرير الوطني بالولاية الرابعة. الجزائر: دار القصبة، 2007.

III. المراجع الفرنسية:

1. ABBAS, Ferhat. Autopsie d'une guerre. Paris : Garnies, 1980.
2. CHALLE, Maurice. Notre révolte. Paris : Presses de la Cité, 1968.
3. CHIKH, Slimane. L'Algérie en Armes ou le temps des certitudes. Alger : Casbah Editions, 2005.
4. ELSENHANS, Hartmut. La guerre d'Algerie 1954/1962 : La transition d'une France à une autre, le Passage de la 4e à la 5e République. Paris : Publisud, 2000.
5. HARBI, Mohammed. Le F.L.N : Mirage et réalité. Alger : NQD/E.N.A.L, 1993.
6. HORNE, Alisair, Histoire de la guerre d'Algérie. Paris : Edition Albin Michel, 1987.
7. JACOB, Alain. D'une Algérie à l'autre. Paris : Edition Crasset, 1963.
8. LENTIN, Albert Paul. L'Algérie entre deux mondes. Paris : Edition Renie Guillard, 1963.
9. MEYNIER, Gilbert. Histoire intérieure du F.L.N (1954-1962). Alger : Editions Casbah, 2003.
10. MONTANGNON, Pierre. L'affaire Si Salah. Paris : Pygmalion, 1987
11. TEGUIA, Mohamed. L'A.L.N. Dans la Wilaya IV. Alger : Casbah Editions, 2002.
12. TEGUIA, Mohamed. L'Algérie en guerre. Alger : O.P.U., 1988.
13. TRICOT, Bernard. les sentiers de la paix en Algérie 1958/1962. Paris : Plon, 1972.
14. TRIPIER, Philippe. Autopsie de la guerre d'Algérie. Paris : Edition France Empire, 1972.

IV. الجرائد :

1. المجاهد، 19 ديسمبر 1960
2. L'Echo d'Alger du 10 décembre 1960.

السلطة والمال عند ابن خلدون: السلطة الحفصية أمودجا.

Pouvoir et argent d'après Ibn Khaldûn : l'exemple du pouvoir hafside

الأستاذ الدكتور: بعيزيق صالح

جامعة تونس-كلية العلوم الإنسانية و الاجتماعية.

الملخص: نحاول في هذا المقال أن ندرس العلاقة بين المال كعامل اقتصادي والسلطة كفاعل في المجتمع في أعلى الهرم الاجتماعي حسب المقاربة الخلدونية وسأخذ السلطة الحفصية أمودجا نظرا لأن ابن خلدون قد عايشها. لا تطرح هذه العلاقة عند ابن خلدون ظاهريا جدلية فقد أكد على أن الجاه هو المتحكم وهو المتفوق على المال وهي نظرة أحادية أي في اتجاه واحد قد تخفيا لجدلية بينها إن لم نعمق التحليل بقراءة أخرى لأفكاره وبمحمل المعطيات. وقد أدت بنا إلى فهم مختلف عن القراءة الأحادية وإلى إبراز الجدلية والترابط بين المال والجاه والسلطة. وحاولنا تقييم القوة المالية للسلطة وأن نبين مفعول المال عند السلطان الحفصي كمثال. وبيننا قوة المال رغم ما نقرأه في المقدمة بأن الجاه هو المتفوق. تجاوزنا النظرة الأحادية الظاهرة بمدعمات وفرها لنا ابن خلدون نفسه ووضحنا الجدلية القائمة بين المال والجاه والسلطة آنذاك وترابطها المتين وتبين أن المال أمر حيوي للسلطة وأن الجاه غير قادر على الاستمرار دونه وأنه مولد للمال في الآن نفسه وراع له، ناهيك أن السلطان نفسه كان أكبر مالك للمال.

الكلمات المفتاح: المال-الجاه-السلطة-السلطان-الجدلية.

Le résumé :

Nous essayons dans cet article d'étudier, selon l'approche khaldûnienne, le rapport entre l'argent, au sens large du terme comme facteur économique et le pouvoir hafside en tant qu'exemple et comme acteur social placé au sommet de la hiérarchie sociale.

A première vue, l'analyse d'Ibn Khaldûnne ne suggère pas une dialectique de rapports. Il a plutôt insisté sur la suprématie du jâh. C'est une vision à « sens unique » qui peut cacher cette dialectique si on n'approfondit pas l'analyse par une lecture différente de ses idées et de l'ensemble des données et si on ne fait pas des recoupements avec d'autres sources.

Nous avons évalué la force de l'argent sur le pouvoir en essayant de voir en particulier son effet sur le sultan hafside. Nous sommes allés au-delà de la vision apparente « à sens unique » grâce à une analyse par des arguments qu'on a trouvés chez Ibn Khaldûn lui-même, et nous avons démontré la dialectique entre argent, jâh et pouvoir. Il s'est avéré que l'argent est vital pour le pouvoir et que le jâh ne peut se maintenir sans argent et il est en même temps générateur et protecteur d'argent, sans oublier que le sultan hafside lui-même était le plus grand possesseur d'argent.

Mots clés : argent-pouvoir-jah-sultan-dialectique.

مقدمة:

اعتبر عبد الرحمن بن خلدون من قبل الباحثين رائداً في التحليل النظري للمجتمع والسلطة انطلاقاً من ظواهر عصره وأحداثه والعصور السابقة له. تناولوه بالبحث خاصة فيما يتعلق بمفاهيم العمران الحضري والبدوي والعصبية والجاه والكسب والحسب والنسب والخاصة والعامة ونظرية نمو الدولة وتأثير الطبيعة على البشر وتمط عيشهم والتعريف بمختلف أنشطة السكان الاقتصادية والعلمية. لكنهم قلما درسوا من خلال مؤلفاته تفاعل مختلف الفاعلين في المجتمع فيما بينهم ومع العوامل المحركة لحياة الناس. الفاعلون هم الأفراد والمجموعات والفئات والقوى البشرية الاجتماعية والسياسية والاقتصادية مثل القبيلة والسلطة والتجار والمزارعون والفقهاء وغيرهم، والعوامل المحركة هي عوامل اجتماعية، اقتصادية وسياسية مثل المال والدين، القانون، العادة، التقاليد، الجاه، والقيم المختلفة.

نحاول في هذا الاتجاه أن نحلل العلاقة بين المال كعامل اقتصادي متدخل بشدة في حياة المجتمع والسلطة الحفصية كفاعل في المجتمع منتصب في أعلى الهرم الاجتماعي وذلك انطلاقاً من المقاربة الخلدونية بالاعتماد على "المقدمة" أولاً ثم على بقية أجزاء "كتاب العبر" خاصة على الجزئين السادس والسابع اللذين يهتمان بالفترة التي تمهنا في هذه الدراسة. فالمقدمة هي التي تمكنا من تتبع المفاهيم المركزية والتفكير الخلدوني، بينما نجد في الأجزاء الأخرى أمثلة مدعّمة من تاريخ السلطة الحفصية.

نركز اهتمامنا على الباب الخامس من المقدمة لأنه هو الذي يوفر لنا أهم المعطيات المتعلقة بموضوعنا حول المال والسلطة وعنوانه هو "في المعاش ووجوبه من الكسب والصنائع وما يعرض في ذلك من الأحوال" ابن خلدون، المقدمة: (380-429). و نجد أيضاً في البابين الثاني والثالث معلومات ثرية بالنسبة إلى الموضوع نفسه رغم قلتها، وعنوان الباب الثاني هو "في العمران البدوي و الأمم الوحشية و القبائل و ما يعرض في ذلك من الأحوال و فيه فصول و تمهيدات" (ابن خلدون، المقدمة: 154-342) وعنوان الفصل الثالث هو "في الدول العامة و الملك و الخلافة و المراتب السلطانية و ما يعرض في ذلك كله من الأحوال و فيه قواعد و متمّمات" (ابن خلدون، المقدمة: 120-153).

لا يمكن تحليل هذه العلاقة بمعزل عن مفهوم أساسي عند ابن خلدون هو مفهوم الجاه مرتبط بالسلطة يجعله العامل الأساسي في التراتب الاجتماعي و ممارسة النفوذ بينما يبقى المال رهينا له. لذلك نتساءل في الجزء الأول عن الجدلية بين العناصر الثلاثة المال و الجاه و السلطة في بناء التراتب الاجتماعي؟ و تبعا للنتائج التي سنتوصل إليها نحاول في الجزء الثاني أن نقيّم القوة المالية للسلطة و سنأخذ السلطة الحفصية نموذجاً لها و نطلق في بحثنا من تجربة ابن خلدون مع السلطة.

1. مسيرة ابن خلدون مع السلطة من أهم العوامل المفسرة لنظرياته:

نحاول فهم مسيرة ابن خلدون مع السلطة لتبين أهميتها في وضع نظرياته و مفاهيمه حولها لا سيما فيما يتعلق بمقارنته حول السلطة و المال. غير أننا لا نرى ضروريا التوسع في التعريف به إذ تعددت الدراسات حوله و حُصِّصت له الكتب و الندوات و المقالات المتنوعة؛ و نُشرت مؤلفاته عديد المرات¹¹. نحاول فيما يلي التذكير فقط بأهم المعطيات المتعلقة بمسيرته مع السلطة.

عاش عبد الرحمن ابن خلدون خلال الثلثين الأخيرين للقرن 8/14هـ مو بداية القرن 9/15هـم بما أنه ولد أيام الحفصيين بتونس سنة 1332/732 و توفي بالقاهرة أيام المماليك سنة 1406/808. تحدث عن نفسه في كتابه التعريف بابن خلدون و رحلته غربا و شرقا، فذكر أنه ينتمي إلى عائلة أصلها عربي يعني¹² هاجرت إلى الأندلس منذ الفتح ثم أقامت بإشبيلية في القرن 5/11م و اندمجت في أوساط الحكم إذ أصبح بعض أفرادها وزراء في عهد بني عباد، كما شاركت العائلة في معركة الزلاقة التي أُوْفِّقَت حين تقدّم عمليات الاسترداد الإسبانية في 479هـ/1086م.

غادر بنو خلدون الأندلس إثر سقوط إشبيلية في 646هـ/1248م متجهين إلى مدينة سبتة التي انتقلوا منها إلى تونس عاصمة الحفصيين¹³ الذين تربطهم بهم صلات سابقة إذ تعرّف بنو خلدون على بني حفص حين كان هؤلاء ولاة للموحدين على إشبيلية. نشير إلى أن الأميرة الشهيرة عطف الملقبة ب"أم الخلائف" هي جارية أصلها من جليقية (Galicie) أهدها أحد أقارب ابن خلدون إلى الأمير أبي زكرياء الحفصي. لذلك احتلت العائلة مكانها لدى الحفصيين منذ قدومها إلى تونس¹⁴. فعبد الرحمن متصل إذن بأصحاب الحكم منذ نشأته، يعرفهم ويعرفونه، ثم بعد مرور عشرين سنة من عمره قضاه في إفريقية الحفصية تنقل في فضاءات سياسية مختلفة وعاش

¹¹ انظر عناوين بعض الدراسات و الندوات و المقالات حول ابن خلدون ضمن قائمة المصادر و المراجع المدرجة في آخر المقال.

¹² يقول ابن خلدون عن نسب عائلته: " و نسبنا حضرموت، من عرب اليمن، إلى وائل بن حجر، من أقبال العرب، معروف و له صحبة"، رحلة ابن خلدون، تحقيق محمد بن تاويت الطنجي، بيروت: دار الكتب العلمية، 2004، ص 27؛ ، و ذكر سلسلة نسبه الشخصي كما يلي: " عبد الرحمن بن محمد بن محمد بن الحسن بن محمد بن جابر بن محمد بن ابراهيم بن عبد الرحمن بن خلدون. لا أذكر من نسبي إلى خلدون غير هؤلاء العشرة، و يغلب على الظن أنهم أكثر، لأن خلدون هذا هو الداخل إلى الأندلس، فإن كان أول الفتح فالمدّة لهذا العهد سبعمائة سنة، فيكونون زهاء العشرين؛ ثلاثة لكل مائة"، المصدر نفسه و الصفحة نفسها.

¹³ يقول ابن خلدون: "...انتقل سلفنا، عند الجلاء و غلب ملك الجلالقة ابن أدفونش عليها(أي على إشبيلية)، إلى تونس في أواسط المائة السابعة"، المصدر نفسه، ص 27.

¹⁴ يقول ابن خلدون: "...كان لسلفنا بإشبيلية اتصال بهم (بالحفصيين)، و أهدى بعض أجدادنا من قبيل الأمهات، و يعرف بابن المختسب، للأمير أبي زكرياء يحيى بن عبد الواحد بن أبي حفص أيام ولايته عليهم، جارية من سبي الجلالقة، اتخذها أم ولد،... و كانت تلقب أم الخلفاء..."، المصدر نفسه، ص 32-33.

في حكم سلالات حاكمة مختلفة. بدأ رحلته سنة 754هـ/1353م¹⁵ عبر بلاد المغرب ومملكة غرناطة فأقام في أهم مدنها وبواديها: بجاية، تلمسان، فاس، غرناطة، بسكرة، وقلعة بني سلامة. غادر تونس نهائيا سنة 784هـ/1382م وعمره 50 سنة شمسية متجها نحو المشرق عن طريق البحر وحطّ بميناء الإسكندرية¹⁶. وبدأ رحلته المشرقية انطلاقا من هذه المدينة تراوحت بين الذهاب والإياب من مكان إلى آخر بما في ذلك الحج وزيارة بيت المقدس إلى أن انتهى به المطاف أخيرا في القاهرة سنة 803هـ/1401م.

اخترنا مثال السلطة الحفصية لدراسة إشكالية السلطة والمال لأنه عايش الحفصيين وحاشيتهم عن قرب و تحدث عنهم. مارس هو نفسه السلطة معهم و مع غيرهم لأنه عين في مناصب سياسية عليا كما اضطلع بمهمة القضاء. نذكر أنه عين في 754هـ/1353م كاتباً لعلامة السلطان الحفصي أبي إسحاق إبراهيم (750هـ/1350م - 770هـ/1369م)¹⁷، و اختاره السلطان المريني أبو سالم (760هـ/1358م - 761هـ/1359م) كاتباً لسره (ابن خلدون، التعريف بابن خلدون: 74-83) و تولى حجابة أمير بجاية أبي عبد الله محمد الحفصي لمدة خمسة عشر شهرا من 766هـ/1365م إلى 767هـ/1366م¹⁸ و عين قاضيا للملكية في القاهرة مرتين سنة 786هـ/1384م و سنة 801هـ/1399م. نضيف إلى هذه المهام سفاراته الدبلوماسية لدى الملوك و القبائل. أرسله صديقه الوزير ابن الخطيب رسولا عن سلطان بني الأحمر بغرناطة إلى ملك قشتالة بيدرو الأول (1350-1369) بإشبيلية في 765هـ/1364م-1365 و سافر لمقابلة تيمورلنك نيابة عن أهل سوريا في محاولة لإنقاذ دمشق من الحصار والدمار، و تمت المقابلة في منتصف 803هـ/أوائل 1401م في معسكره قرب المدينة المحاصرة.

رافق ابن خلدون أيضا بعض سلاطين بلاد المغرب و عايشهم عن قرب، وهم السلطانان الحفصيان أبو إسحاق إبراهيم (750/1350 - 770/1369) وأبو العباس أحمد (772/1370 - 796/1394)، والسلطانان المرينيان أبو عنان (749/1348 - 759/1358) و أبو سالم (760/1359 - 762/1361) و السلطان الزياني أبو حمو موسى الثاني (760/1359 - 791/1389). و قد تصرف هو نفسه تجاه الفئات

¹⁵. يقول ابن خلدون: " و خرجت معهم (أي مع السلطان و ابن تافراكين و عسكره) سنة ثلاث و خمسين"، المصدر نفسه، ص 65.

¹⁶ يذكر ابن خلدون ذلك قائلا: " و لما رحلت من تونس منتصف شعبان من سنة أربع و ثمانين، أقمنا في البحر نحو من أربعين ليلة، ثم وافينا مرسى الإسكندرية يوم الفطر."، المصدر نفسه، ص 199.

¹⁷. يقول ابن خلدون: " و استدعاني أبو محمد بن تافراكين، المستبد على الدولة يومئذ بتونس، إلى كتابة العلامة عن سلطانه"، المصدر نفسه، ص 65.

¹⁸. يقول ابن خلدون: " استقللت بحمل ملكه و، و استفرغت جهدي في سياسة أموره و تدبير سلطانه"، المصدر نفسه، ص 95؛ بعيزيق، صالح، ابن خلدون و مدينة بجاية. أعمال ملتقى ابن خلدون ناظرا و منظورا إليه. تونس 16-18 نوفمبر 2006، تنسيق محمد حسن. تونس: مركز الدراسات و البحوث الاقتصادية و الاجتماعية، 2009، ص 18.

الأخرى من منطلق السلطة ويتبين ذلك في وصفه لاستقبال أهل بجاية له بأمر من أميرها حين نزل بها قادما من الأندلس قائلا: "...تهافت أهل البلد عليّ من كل أوب يمسخون أعطافي، و يقبلون يديّ، و كان يوما مشهودا" (ابن خلدون، التعريف: 95).

بينت هذه المسيرة الطويلة لابن خلدون في عالم السلطة معرفته العميقة بها و مكنته في "المقدمة" من عرض تصوراته المتعلقة بها و بأصحابها و إنشاء مفاهيم خاصة بها. و قد اكتشف ابن خلدون أن الجاه مفهوم أساسي في التعريف بالسلطة و التراتب الاجتماعي. عاش هو نفسه هذا الجاه المترتب عن موقعه في السلطة حتى رأى الناس يمسخون أعطافه و يقبلون يديه و يقف الأكاير عند بابه. لذلك مثل الجاه بالنسبة إلى إشكالية العلاقة بين المال و السلطة مفهوما مركزيا. نحاول أولا أن نفهم العلاقة بين المال و الجاه و السلطة انطلاقا من التفكير الخلدوني. فهل كانت علاقة جدلية أم أحادية الاتجاه؟ و نبدأ بتساؤل أول: هل المال مقفز نحو الجاه؟

2. جدلية المال والجاه والسلطة في بناء التراتب الاجتماعي عند ابن خلدون :

أ. هل المال مقفز نحو الجاه؟

يعرف ابن خلدون الجاه¹⁹ بأنه "القدرة الحاملة للبشر على التصرف في من تحت أيديهم من أبناء جنسهم بالإذن و المنع و التسلط بالقهر و الغلبة ليحملهم على دفع مضارهم و جلب منافعهم في العدل بأحكام الشرائع و السياسة و على أغراضه فيما سوى ذلك. و لكن الأول مقصود في العناية الربانية بالذات و الثاني داخل فيها بالعرض كسائر الشرور الداخلة في القضاء الإلهي لأنه لا يتم وجود الخير الكثير إلا بوجود شر يسير..." (ابن خلدون، المقدمة: 390).

الجاه حسب هذا التعريف هو التفوق الاجتماعي والقدرة على ممارسة السلطة على من هو أقل مرتبة عامة من أجل الخير، و قد تمارس من أجل الشر. ويستعمل ابن خلدون عبارات أخرى تدل على أن تعريف الجاه يتلخص في السيادة و التفوق و النفوذ إذ يستعمل عبارات مختلفة تدل كلها على "الخاصة"، فهم "أهل الجاه" و "أهل الحل و العقد" و "العلية" و "أهل الثروات و البيوتات" و "ذوي الحسب و النسب".

¹⁹. ابن خلدون المقدمة، بيروت: دار إحياء التراث العربي، 1988، ص 368، 389-391، 395؛ بعيزيق، صالح، بجاية في العهد الحفصي، دراسة اقتصادية و اجتماعية، تونس: كلية العلوم الإنسانية و الاجتماعية، 2006: 380-394.

يبقى المال في التفكير الخلدوني عاملا غير محدد في بناء التراتب الاجتماعي والعلاقة بين السلطة والطبقات الاجتماعية؛ والملك أي السلطة هي التي تملك الجاه و تتصرف فيه و توزعه من الأعلى إلى الأسفل حسب نظام تراتبي. و صاحب الملك يتصرف في الجاه لأنه مثبت في الملك بقوة أخرى هي العصبية، إذ يقول: "فالتغلب الملكي غاية للعصبية" (ابن خلدون، المقدمة: 139) و يضيف أن صاحب الملك يبذل الجاه "لمن تحت يديه فيكون بذله بيد عالية وعزة..." (ابن خلدون، المقدمة: 391) و يفسر ابن خلدون توزيع الجاه كما يلي: "إن الجاه متوزع في الناس و مترتب فيهم طبقة بعد طبقة ينتهي في العلو إلى الملوك الذين ليس فوقهم يد عالية و في السفلة إلى من لا يملك ضرا و لا نفعا بين أبناء جنسه و بين ذلك طبقات متعددة..." (ابن خلدون، المقدمة: 390).

ويمكن الحصول على الجاه عند ابن خلدون خارج دائرة الملك بفضل الشرف و العلم، وذلك لأنهما يستمدان شرعيتهما من الدين، بينما يبقى المال عند ابن خلدون غير مستقل عن الجاه في بناء التراتب الاجتماعي، ولا بد من تدخل السلطة في بناء الهرم التراتبي للخاصة لترتيب المقربين و المواليين لها.

قراءة مختلفة للتحليل الخلدوني أكثر تمعنا و مقابله بمعطيات مصدرية أخرى قد تسمح لنا بتقييم آخر لدور المال في منظومة السلطة. نتساءل أولا هل كان المال عاملا للرقى الاجتماعي و السياسي؟

نلاحظ في كتاب الغبريني عنوان الدراية فيمن عرف من العلماء في المائة السابعة ببجاية أن الجاه و المال مرتبطان الواحد بالآخر. قال الغبريني عند حديثه عن الفقيه أبي علي عبد المحسن الصواف يقول إنه "لم يتمسك بشيء من الدنيا لا بمال و لا بجاه" (الغبريني، عنوان الدراية: 180). وترجم عبارة الغبريني الواقع الاجتماعي حيث يتلازم المال و الجاه. تتكامل قولة الغبريني و رأي ابن خلدون. يؤكد المؤلفان على أهمية المال في الارتقاء الاجتماعي. بالنسبة إلى الأول يتساوى المال و الجاه و هما في علاقة وطيدة، و بالنسبة إلى الثاني يخول المال لصاحبه الحصول على الجاه بالتقرب من أصحابه. فهو امتياز يفتح المجال نحو الجاه بالطرق اللازمة لذلك. إذن عند ابن خلدون الجاه و المال يلتقيان أيضا. وهو يعمق تحليله حين يبين أن الجاه ينمي ثروة الأثرياء، يعني أن للجاه وظيفة اقتصادية نظرا لعلاقته بالمال. فهو يقول: " لا بد حينئذ لصاحب المال والثروة الشهيرة في العمران من حامية تدود عنه وجاه ينسحب عليه..." (ابن خلدون، المقدمة: 368). ويواصل قائلا: " إن كان الجاه متسعا كان الكسب الناشئ عنه كذلك، وإن كان ضيقا فمثله..." (ابن خلدون، المقدمة: 389) ولأن صاحب الجاه " مخدوم بالأعمال يتقرب بها إليه" (ابن خلدون، المقدمة: 389). فهم الأثرياء الزهّان، فقد ورد مثال يدل على

ذلك في كتاب العبر يتعلق بتجار بجاية. هؤلاء أقرضوا الأموال في 684هـ/1285م للحاجب أبي الحسين بن سيد الناس لإقامة كرسي الملك لأبي زكرياء بن أبي إسحاق الحفصي²⁰ الذي انفصل عن السلطة المركزية بتونس²¹. عرف التجار أن انفصال بجاية لن يكون إلا لصالحهم من خلال قراءة الوضع المضطرب في الدولة الحفصية إثر ترمد الدعي أحمد ابن أبي عمارة آنذاك من 681هـ/1283م إلى 683هـ/1284م و حالة الضعف التي كان يعاني منها السلطان أبو حفص عمر و عجزه عن صدّ ملك أرغون عن غزو جربة و فرض أتاوة سنوية عليه سنة 684هـ/1286م²². فالتجار كانوا يأملون في إعادة الاستقرار وفي نفس الوقت استطاعوا بأموالهم كسب الدعم و الحماية من صاحب الملك الجديد. فلم تكن المساعدة المالية تعبيرا عن ولاءهم للأمير بقدر ما كانت عملا استراتيجيا.

تُكافئُ السُّلطةُ من يساندها ماديا مستجيبة لمعادلة متمثلة في الجاه مقابل المال. وهي مكافأة مضاعفة أحيانا بإسناد الوظائف السياسية والإدارية. نجد من الوظائف المذكورة خاصة وظيفة رئيس البحر المسمى أيضا صاحب البحر وقائد الأسطول و "رايس بجاية". وهو رئيس لديوان البحر و الميناء و قائدا للأسطول الحربي.

كانت إذن وظيفة مدنية وعسكرية في نفس الوقت، ذكر لنا ابن خلدون شخصين كبيرين من بين التجار البحائيين عُيِّنَا في هذا المنصب من قِبَل السلطان نفسه فانسحب عليهما الجاه وعلى عائلتيهما، هما زيد بن فرحون²³ و محمد بن أبي مهدي²⁴.

²⁰ يقول ابن خلدون: " و استقرض (ابن سيد الناس) من تجار بجاية هنالك مالا أنفقه في إقامة أجرة الملك له و جمع الرجال و اصطنع الأولياء"، كتاب العبر و ديوان المبتدأ و الخبر في أيام العرب و العجم و البربر و من عاصرهم من ذوي السلطان الأكبر، بيروت- دار الكتاب اللبناني، 1959، ج VI، ص 699.

²¹ دام هذا الانفصال من 1285/684 إلى 1309/709 وتوالى على هذه الدولة المنفصلة أميران هما أبو زكرياء ابن أبي إسحاق من 1285/684 إلى وفاته في 1301/700 وابنه أبو البقاء خالد إلى 1309/709 حين توجه إلى تونس واستولى على الحكم ووحدها إلى 1311/711؛ بعيزيق، صالح، 2006، ص 69-71.

²² ابن الشماخ، أبو عبد الله، الأدلة البنية النورانية في مفاخر الدولة الحفصية، تحقيق الطاهر المعموري، تونس: الدار العربية للكتاب، 1984، ص 179.

²³ ابن خلدون، العبر: VI، 693؛ ابن القنفذ القسنطيني، أبو العباس أحمد، الفارسية في مبادئ الدولة الحفصية، تحقيق محمد الشاذلي النيفر وعبد المجيد التركي، تونس: الدار التونسية للنشر، 1968، ص 143؛ برنشفيك، روبر، تاريخ إفريقية في العهد الحفصي، تعريب حمادي الساحلي، جزاءن، بيروت: دار الغرب الإسلامي، 1988، I، 116-122؛ بعيزيق، 2006، ص 69-70.

²³ أنظر كتاب بعيزيق (2006) في الصفحات: 222، 223، 285، 415-419، 460.

²⁴ أظر نفس المرجع في الصفحات: 81، 96، 98، 117، 118، 223، 289، 295، 416-419، 460.

هذا مثال محمد بن أبي مهدي، هو ملاح من أكابر التجار. أصبح سيّد بجاية لمدة ثلاث وثلاثين سنة من 772هـ/1370م إلى 805هـ/1403م. عينه السلطان أبو العباس أحمد 772هـ/1370م- 796هـ/1394م) رئيسا للبحر في بجاية ووضع في نفس الوقت وصيا على ابنه والي بجاية الذي مازال صبيا قاصرا. عرف محمد بن أبي مهدي كيف ينتفع من مهامه فاستبد بجميع السلطات السياسية والإدارية والاقتصادية ببجاية وجهتها. هكذا مثلت هذه الشخصية نموذج الرجل الثري الذي تمتع بالشراء وجاه السلطة، ارتقى بفضل ثرائه إلى أعلى مراتب السلطة في بجاية، لأنه كان الوالي الفعلي بالوصاية ثم استفاد من منصبه استفادة شاملة. فهل كان المال دائما وسيلة للارتقاء؟

ب. هل كان المال دائما وسيلة للارتقاء؟

لا تعترف السلطة بفرقة الأغنياء الذين كانوا يمارسون مهنا اعتبرت آنذاك مهنا خسيصة (زيادة، 1982: 153-161).. (Brunschvig, 1962: 41-60) وحتى المجتمع بصفة عامة لم يستغ مههم بل احتقرها و لم يحترم أصحابها، لذلك لم يأمل هؤلاء أبدا في كسب الجاه و بالتالي لم يأملوا في الانتماء يوما إلى فئات الخاصة. أضفى الفقيه محمد ابن عرفة (1381/783) ومحمد الرصاع(ت. 1489/894) في "الفهرست" على المهن مدلولاً اجتماعياً "طبقياً" فقد اعتبر ابن عرفة الحياكة مثلاً مهنة شريفة، لأن الفئات العليا في حاجة لها. وعرف الرصاع المهنة النفيسة بأنها مهنة تستجيب لحاجيات "الخاصة" مثل صناعة الحلبي والعطور والشمع و الزخرفة. فأصحاب المهن النفيسة أو على الأقل المهن غير الرذيلة هم القادرون على الارتقاء إلى مراتب "الخاصة" و يستطيعون حسب ابن خلدون اكتساب الجاه بالولاء لأصحاب السلطة. كما أن أهل المراتب العليا قد يضيفون لنشاطهم مهنة من المهن النفيسة مثلما كان الأمر بالنسبة إلى الحاج فضل قهرمان القصر أيام الانفصال الأول لبجاية (84هـ/1285م-709هـ/1309م) الذي مارس تجارة الحرير من الأندلس و تجارة الثياب الجيدة من تونس و كان يسافر بنفسه لانتقاء البضاعتين²⁵. و مثل الفقيه أبي محمد عبد الله الشريف (القرن السابع هجري الموافق ل13 ميلادي) الذي امتهن تجارة الصوف في قيسارية بجاية (الغبريني، عنوان الدراية: 177).

²⁵. يقول ابن خلدون: " و كان الحاج فضل كثيرا ما يتردد إلى الأندلس لاستحلاب الثياب الحريرية من هنالك و انتقاء أصنافها، وكذلك إلى تونس لاستحادة الثياب"، العبر، ج VI، ص 725.

أما المهنة الخسيسة فهي، حسب كتب الحسبة، مهن وسخة وحقيرة. يؤكد أبو عبد الله محمد السقطي (القرن السادس هجري/ ق 12م) في كتابه "في أدب الحسبة" أن النحاسين و باعة العبيد يقومون بما لا ترضاه الشريعة و المؤمنون لأنهم يتصرفون في الأنساب والأموال (السقطي، في آداب الحسبة: 189؛ زيادة، 1982: 154). و عدّ محمد ابن الأخوة (ت. 729هـ/1329م) في كتابه "معالم القرية في أحكام الحسبة" بعض المهن ضمن المهن الخسيسة مثل الجزار و بائع السمك و النحاس و الصيرفي و الكناس و العراف (ابن الأخوة، معالم: I، 5-318).

وهكذا، لم يمثل المال دائما وسيلة للتقرب من السلطة أو مقفزا للارتقاء إلى طبقة "الخاصة"؛ فبالنسبة إلى هذا الصنف من الأغنياء لم يتجاوز الارتقاء الاجتماعي عندهم الرفاهة المادية، فرغم ثرائها ليس لها إلا أن تنتمي إلى فئات "العامة". تبين لنا مما سبق أن المال في حاجة إلى السلطة المالكة للجاه. غير أن تحليلنا يبقى منقوصا إن لم نتساءل عن حاجة السلطة للمال وأصحابه.

ج. هل الجاه في حاجة إلى المال؟

قراءة أخرى ممكنة للتحليل الخلدوني:

أولا، يجب أن نعرف أن مالكي الجاه لا يمررونه إلى غيرهم إلا إذا كان ذلك لصالحهم. و لكن ما هو الشيء الذي يهمهم عندئذ؟ أليس هو المال؟ بعبارة أخرى يملك الأغنياء قوة المال التي تفرضهم على أصحاب السلطة مالكي الجاه. وبالتالي فإن هؤلاء، بدءا بالسلطان، في حاجة إلى تلك القوة المادية.

ثانيا، يمارس أصحاب السلطة الضغط على الأثرياء غير الخاضعين و حتى على الموالين منهم، يزعجونهم أو يستولون أحيانا على أملاكهم. يذكر ابن خلدون أن الحضري إذا صار أغنى أغنياء المدينة و رغد عيشه في الترف و الرفاهة و نafs الأمراء و الملوك في أسلوب حياتهم، فإنه يصبح في نظر هؤلاء شخصا مزعجا. و يضيف أن أصحاب السلطة يحاصرونه، غايتهم الاستيلاء على ماله، و يرى أن على الأثرياء عندئذ أن يعملوا على التقرب من أصحاب السلطة لحماية أموالهم²⁶.

²⁶ يقول ابن خلدون: " الحضري إذا عظم تموله و كثر للعقار و الضياع تأثله و أصبح أغنى أهل المصر و رفقته العيون بذلك و انفسحت أحواله في الترف و العوائد زاحم عليها الأمراء و الملوك و غصوا به و لما في طباع البشر من العدوان تمتد أعينهم إلى تملك ما بيده و ينافسونه فيه و يتحيلون على ذلك بكل ممكن حتى يحصلوه في رقة حكم سلطاني و سبب من المؤاخذة ظاهر ينتزع به ماله...»، المقدمة، ص 368.

يقدم لنا ابن بطوطة مثالا لرجل من أهل الجزائر لا يتمتع بحماية السلطة ويخبرنا أنه تعرض للاعتداء من قبل الحاجب محمد بن سيد الناس الذي انتزع منه ثلاثة آلاف دينار ذهبي²⁷. و كان على الرجل أن يوصل المبلغ إلى ورثة تاجر بتونس توفي في طريق العودة²⁸. يدل هذا النوع من الممارسات على أن بين السلطة و الأثرياء صراعا للسيطرة على الثروة. و هذا يعني أن المال كان الأداة الفعلية والحويوية عند السلطة كسلطة سياسية و كفتة اجتماعية منتصبة في قمة الهرم الاجتماعي.

ثالثا، يشير ابن خلدون نفسه في سياق حديثه عن تراكم المال بيد السلطان المتأتي من الجباية و يكسبه ذلك القوة المادية التي تفضي إلى توسع جاهه: " تكثر ثروته و تمتلئ خزائنه و يتسع نطاق جاهه و يعتز على سائر قومه" (ابن خلدون، المقدمة: 283).

إن أصحاب السلطة والأثرياء في حاجة لبعضهم البعض، فالعلاقة جدلية بينهما. يمكن الجاه بدوره من توسيع الثروة، يعني ذلك أيضا أن السلطة هي من أصحاب الأموال. فهل كانت تمثل قوة مالية؟

3. القوة المالية للسلطة:

أ. السلطان والمال: السلطان أغنى رجل في المجتمع:

يؤكد ابن خلدون على أن السلطان كان أغنى رجل في الدولة ويضيف أن أصحاب السلطة، جميعهم، كانوا يعملون على تنمية ثرواتهم. ويتحدث في هذا الاتجاه عن السلطة بوصفها صاحبة مال ويؤكد على أهمية قوتها الاقتصادية إذ يقول: "... إن الدولة و السلطان هي السوق الأعظم للعالم... أم الأسواق كلها وأصلها ومادتها... فالمال إنما هو متردد بين الرعية والسلطان منهم إليه و منه إليهم فإذا حبسه السلطان عنده فقدته الرعية..." (ابن خلدون، المقدمة: 286).

السلطان هو الذي كان يوجه حركة الأموال والأموال، وبالتالي هو الذي كان يوجه التمويلات. كان دوره كمالك للأموال حاسما في تنامي مجالات التمويل. لهذا السبب كانت له الفاعلية المباشرة على تمويلات غيره

²⁷. أي ما يعادل حوالي 14 كغ من الذهب لأن الدينار الذهبي يساوي آنذاك حوالي 4.72 غراما، بعيزيق، 2006، ص 257-281.

²⁸. يروي محمد ابن بطوطة هذه الحادثة قائلا: "كان أمير بجاية إذ ذاك (سنة 1325/725) أبا عبد الله محمد بن سيد الناس الحاجب. و كان قد توفي من تجار تونس الذين صحبتهم من مليانة: محمد بن الحجر و ترك ثلاثة آلاف دينار من الذهب، و أوصى بها لرجل من أهل الجزائر، يعرف بابن حديدة، ليوصلها إلى ورثته بتونس، فانتهى خبره لابن سيد الناس، فانتزعها من يده، و هذا أول ما شهدته من ظلم عمال الموحدين و ولائهم..."، ابن بطوطة، رحلة، ص 19-20.

ومعاملاتهم. تحدث ابن خلدون عن إمكانية "حَبَس" السلطان للمال وانعكاسه السلبي على الرعية. يفهم من ذلك أن دوره كان محددًا بوصفه قوة مالية قادرة على تنشيط المعاملات أو إحداث ركود اقتصادي عام.

نشير أيضا إلى أن العائلة السلطانية ومن حولها وأصحاب الوظائف العليا كانوا في حاجة أيضا، بوصفهم فئة اجتماعية منتصبة في أعلى السلم، إلى المحافظة على أعلى مستويات العيش، وطبعًا لم يكن ذلك ممكنًا إلا بالمال.

من أين كانت تأتيهم الأموال؟

ب. موارد الثروة للسلطان والفئة الحاكمة:

مثلت المصادر وعمليات الاستيلاء على أموال الغير موردا هاما للسلطان والمقربين، فرضوها بالتسلط بطرق مختلفة: التخويف والقهر وحتى التعذيب. وقد نُتِخَت النهاية المساوية لبعض رجال الدولة باستنطاق حول الأموال والأموال، ثم تتم مصادرتها إن صرح بها أو توصل أعوان السلطان إلى كشفها، و الأمثلة متعددة في كتاب العبر أو المصادر الأخرى التي رسمت تقريبا نفس المصير لأغلب الشخصيات: المصادرة ثم الموت تحت التعذيب. يعين السلطان في كل مرة شخصا مكلفا بالاستنطاق و المصادرة. نذكر من ضحايا التعذيب أبا عثمان سعيد بن أبي الحسن سنة 1278هـ/676م وابن الحبر سنة 1279هـ/678م ومحمد بن سيد الناس سنة 733هـ/1332م.²⁹

لم تكن المصادر والاستيلاء أهم موارد المال بالنسبة إلى السلطة بل كانت الجباية هي الأهم بمختلف أشكالها الحضرية والريفية ومن بينها الضرائب المستخلصة في المواشي التي كانت هامة. يؤكد ابن خلدون على أهمية الجباية بالنسبة إلى السلطان إذ قال: " ينفرد صاحب الدولة... بالجباية أو معظمها ويحتوي على الأموال ويحتجزها للنفقات في مهمات الأحوال فتكثر ثروته و تمتلئ خزائنه و يتسع نطاق جاهه و يعتز على سائر قومه فيعظم حال حاشيته و ذويه من وزير و كاتب و حاجب و مولى و شرطي و يتسع جاههم و يقتنون الأموال و يتأثلوها...". (ابن خلدون، المقدمة: 283). السلطان إذن هو سيد الجباية، و انتفع منها أيضا رجال دولته. فقد كانت الجباية كما قدمها ابن خلدون في هذه الفقرة مصدر إثراء شخصي. كان الخلط كليًا بين أموال الدولة و الأموال الخاصة لرجال السلطة رغم أن الفرق نظريًا كان موجودا.

²⁹. أنظر: ابن خلدون، العبر: VI، 434، 436، 500-501؛ ابن القنفذ القسنطيني، الفارسية: 137؛ الزركشي، تاريخ الدولتين: 69-70.

احتلت الأرض والعقارات المختلفة أيضا مكانة هامة ضمن الموارد المالية للسلطة، لاسيما الأرض. يسمي ابن خلدون أملاك السلطان بـ "خالصة السلطان" أو "مختص الملك" و يفرق بين أملاك السلطان وأملاك الدولة (حسن، 1999، I: 308-334). كان السلطان أكبر المالكين للأرض، غير أن المعلومات المتوفرة في مصادرنا لا تمكننا من تقييم اتساع أراضيه وأهميتها. نفهم فقط من ابن خلدون أن أراضيه مساوية لأراضي الدولة. و في الواقع كان السلطان هو المنتفع الأول حتى من أراضي الدولة و مبانيها إذ كانت له اليد العليا على الأراضي الدولية المسماة "أرض الظاهر" أو "أرض العنوة". فهو الذي كان يقطع منها الإقطاعات ويستخلص منها مقابل ذلك الضرائب مثل ضريبة "الحكر" بعنوان الكراء وضريبة العشر.

كانت السلطة في قمة الثراء إذن، غير أن ابن خلدون يرى أن الثراء قد تُعكس نتائجها من الإيجابي إلى السلبي.

ج. المفارقة: الثروة والانحدار:

ابن خلدون وفيّ لنظريته المتعلقة بدورة التطور. فهو يرى أن الثروة إذا بلغت ذروتها تفضي إلى الانحدار، لأنها تخلق وضعية قوامها الترف غير المنتج والمتميز بخاصية رئيسية، هي التبذير. لخص نظريته كما يلي حين تكلم عن العائلة الحاكمة: "على قدر ترفهم و نعمتهم يكون إشرافهم على الفناء" (ابن خلدون، المقدمة: 141). ويربط بين الترف والحمول و يربط حتى بين الترف و العجز عن القيام بأنشطة فلاحية وحرفية و تجارية. ذكر ذلك في سياق حديثه عن ابتغاء الكنوز قائلا: "وربما يحمل على ذلك في الأكثر زيادة الترف وعوائده وخروجها عن حدّ النهاية حتى تُقَصَّرَ عنها وجوه الكسب ومذاهبه." (ابن خلدون، المقدمة: 385-386). وبالتالي فالترف ليس إلا استنزافا للثروة وغيابا للإرادة الإنتاجية وانعدام الاستثمار المالي.

يعتبر ابن خلدون فيما يخص الدولة أن الترف يضعف العصبية أساس قوة الملك إذ يقول: "إنّ عوارض الترف والغرق في النعيم كاسر من سؤرة العصبية التي بها التغلّب" (ابن خلدون، المقدمة: 141). يعني قوله أن الملك ينفصل عن أسسه أي عن الكنفدرالية القبلية والمحيطين به وغيرهم. تبعا لذلك يتقهقر شيئا فشيئا إلى أن يهوي في الأزمة. يتحدث ابن خلدون عن تهريب رؤوس الأموال كإحدى النتائج المباشرة لهذه الأزمة. وهو تهريب مترتب عن الرغبة في حماية أموال متأتية بطرق شتى. فالفئة الحاكمة، ومنها السلطان، ترى خلاصتها في الهروب بمالها الحاصل في يديها من "مال الدولة إلى قطر آخر" وتعتقد أن ذلك "أهنأ" و "أسلم" (ابن خلدون، المقدمة: 284). نجد في كتاب العبر مثلا لذلك هو السلطان أبو يحيى زكريا بن أحمد اللحياني (711هـ/1311- 717هـ/1317) الذي فرّ عن طريق البحر سنة 717هـ/1317م حاملا معه كنزه الشخصي انطلاقا من ميناء طرابلس نحو مصر ليلجأ عند سلطانها الناصر محمد بن قلاوون. لكن هذا الأخير استحوذ على مال اللحياني تدريجيا إلى أن سلبه كل شيء ولم يُبق له إلا جارية للحصول على حاجياته الحياتية لا غير.

الخاتمة:

يقدم لنا ابن خلدون معطيات تبين قوة المال رغم تشبثه بتفويق الجاه عن المال. وقد حاولنا التمعن في قراءة نص "المقدمة" ونصوص مصدرية أخرى لتجاوز النظرة الأحادية الخلدونية في تحليل العلاقة بين السلطة والجاه والمال ولنوضح العلاقة الجدلية بينها.

تبين أن السلطة المقترنة بالجاه كانت متلهفةً للحصول على المال وتبين أن المال أمر حيوي لها وأن الجاه الذي يعني التفوق والهيبة غير قادر على الاستمرار إلا بقوة المال الذي يصون الأبهة وقوة السلطة التي كانت في حاجة لتحريك آلات الحكم بالمال مثل الجيش والشرطة والدوايب الاقتصادية والتحكم في الدورة الاقتصادية بما أن السلطان كان أكبر مالك للمال والعقار. فبالمال كان هو الأقوى في المجتمع والاقتصاد، وبالمال حافظت السلطة على مركزها في أعلى السلم الاجتماعي.

المصادر و المراجع:

المصادر:

1. ابن الأخوة، محمد. معالم القرية في أحكام الحسبة. في: مجموعة في التراث الاقتصادي الإسلامي. 2 ج. ص 27-316. بيروت: دار الحداثة، (د.ت).
2. ابن الشماخ، أبو عبد الله. الأدلة البينة النورانية في مفاخر الدولة الحفصية. تحقيق الطاهر المعموري. تونس: الدار العربية للكتاب، 1984.
3. ابن القنفذ القسنطيني، أبو العباس أحمد. الفارسية في مبادئ الدولة الحفصية. تحقيق محمد الشاذلي النيفر وعبد المجيد التركي. تونس: الدار التونسية للنشر، 1968.
4. ابن بطوطة، محمد. تحفة النظار في غرائب الأمصار وعجائب الأسفار أو رحلة ابن بطوطة. بيروت: الشركة العالمية للكتاب، 1991.
5. ابن خلدون، عبد الرحمن. المقدمة. بيروت: دار إحياء التراث العربي، 1988.
6. ابن خلدون، عبد الرحمن. رحلة ابن خلدون. تحقيق محمد بن تاويت الطنجي. بيروت: دار الكتب العلمية، 2004.

7. ابن خلدون، عبد الرحمن. كتاب العبر وديوان المبتدأ والخير في أيام العرب والعجم و البربر ومن عاصرهم من ذوي السلطان الأكبر. بيروت: دار الكتاب اللبناني، 1959.
8. الزركشي، أبو عبد الله. تاريخ الدولتين الموحدية والحفصية. تونس: المكتبة العتيقة، 1966.
9. الغبريني، أبو العباس. عنوان الدراية فيمن عرف من العلماء في المائة السابعة ببجاية، تحقيق رابح بونار، الجزائر: الشركة الوطنية للتوزيع، 1970.
10. الونشريسي، أحمد. المعيار المغرب والجامع المغرب عن فتاوى علماء إفريقية والأندلس والمغرب. ج8، تحقيق جماعي. بيروت: دار الغرب الإسلامي، 1981.

11. De MAS-LATRIE, éd. Chartes inédites relatives aux états de Bougie et de Bône (1268-1293-1480). *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes*, Paris 1841-1842, A, II, p.391, 393-396.

المراجع العربية:

1. برنشفيك، روبر. تاريخ إفريقية في العهد الحفصي، تعريب حمادي الساحلي. جزآن. بيروت: دار الغرب الإسلامي، 1988.
2. بعيزيق، صالح. ابن خلدون ومدينة بجاية. في: أعمال ملتقى ابن خلدون ناظرا ومنظورا إليه. تونس 16-18 نوفمبر 2006. تنسيق محمد حسن. تونس: مركز الدراسات والبحوث الاقتصادية والاجتماعية، 2009، ص 13-27.
3. بعيزيق، صالح. بجاية في العهد الحفصي، دراسة اقتصادية واجتماعية. تونس: كلية العلوم الإنسانية والاجتماعية، 2006.
4. بن سالم، حميش. الخلدونية في ضوء فلسفة التاريخ. الرباط: دار أبي رقرق للطباعة والنشر، 2007.
5. الجابري، محمد عابد. معالم نظرية خلدونية في التاريخ الإسلامي. الدار البيضاء: دار الثقافة، 1971.
6. الحاجري، محمد طه. ابن خلدون بين حياة العلم ودنيا السياسة. بيروت: دار النهضة العربية، 1980.
7. حسن، محمد. المدينة و البادية بإفريقية في العهد الحفصي. جزآن. تونس: جامعة تونس، 1999.
8. زيادة، خالد. الخسيس والنفيس، الفئات في المدينة الإسلامية. في: الفكر العربي، عدد 29، 1982، ص 153-161.

المراجع الأجنبية:

1. BERQUE, Jacques. « Les capitales de l'Islam méditerranéen vues par Ibn Khaldoun et les deux Maqqarî ». Dans *Annales Islamologiques*, vol.8, 1969, pp. 71-97.
2. BOUHDIBA, Abdelwaheb et CHAPOUTOT-REMADI, Mounira, *Sur les pas d'Ibn Khaldûn*. Tunis : Ministère de la culture et de la sauvegarde du patrimoine, 2006.
3. BOUKRAA, Ridha. Le concept *khaldûnien* de 'umrâniytima' à la lumière du paradigme actuel de la société postmoderne. *Revue Tunisienne des Sciences Sociales*, 2008, n° 136, pp.237-251.
4. BRUSCHVIG, Robert. Métiers vils en Islam. *Studia Islamica*, XVI, 1962, p.41-60.
5. CHEDDADI, Abdesselam. Le système du pouvoir en Islam d'après Ibn *Khaldûn*. *Annales E.S.C*, 1980, n° 3 et 4, pp.534-550.
6. LACOSTE, Yves. *Ibn Khaldoun, naissance de l'histoire, passé du tiers monde*. Paris: F. Maspero, 1978.
7. PICARD, Christophe. Ibn Khaldûn, le pouvoir musulman et la Méditerranée. *Ibn Khaldûn aux sources de la modernité*. Carthage : Académie Tunisienne Beït al Hikma, 2008, pp. 44-57.
8. RAMBERT, G. dir. *Histoire du commerce de Marseille*, t.2. Paris: Librairie Plon, 1951.
9. ROSENTHAL, Erwin. Ibn Khaldun as a political Thinker. *Maghreb Review*, 1979, Vol.4, n°1, pp.1-5.
10. TALBI, Mohamed Ibn *Khaldûn*. *Encyclopédie de l'Islam*, Nouvelle édition, 1973, III, p. 853.
11. TALBI, Mohamed. *Ibn Khaldûn et l'histoire*, Tunis : STD, 1973 .

المغرب والثورة الجزائرية خلال مرحلة المفاوضات: من المطامح الترابية إلى حرب

الرمال 1963/1961.

Morocco and the Algerian revolution during the negotiations stage: from the territorial ambitions to the war of the sand (1961-1963).

أ.د. مقالاتي عبد الله، جامعة المسيلة.

أ. مراح هادي، جامعة محمد لمين دباغين سطيف 2

الملخص:

في هذا المقال نتطرق لمرحلة من تاريخ العلاقات الجزائرية المغربية خلال مرحلة المفاوضات، حيث ظهرت المطامح الترابية للمغرب ولم تنته إلا بشن حرب الرمال عام 1963، وقد توصلنا إلى نتائج منها: أن العلاقات الجزائرية - المغربية دخلت منعرجا حاسما وخطيرا، إذ فرض استقلال الجزائر اندفاع المغرب لتحقيق طموحاته بكل السبل الممكنة، وعندما لم تنجح مهادنته لنظام ابن بلة في التوصل إلى أية نتائج استعمل حيله ومناورات، ونظم مناوشات عسكرية للاستيلاء على المراكز التي أحلاها الفرنسيون، وأدى التصعيد العسكري إلى دخول النظامين في الحرب التي جاءت لتؤكد أن العلاقات بين البلدين زمن الكفاح المسلح بلغت مستوى من التدهور والعداوة نتيجة إصرار النظام المغربي على فرض سيادته على تندوف و بشار. الكلمات المفتاحية: المغرب. الجزائر. الحدود. حرب الرمال.

Abstract:

In this research we try to address the stage of the history of the Algerian-Moroccan relations during the negotiations stage, where the territorial ambitions of Morocco emerged and ended only with the launching of the war of the sand in 1963. We have reached the important results: Algeria-Morocco relations entered a decisive and dangerous phase, Morocco's drive to achieve its ambitions by all means possible, and when his appeasement of Benbella system failed to reach any results, he used his tricks and maneuvers and organized military skirmishes to seize the positions vacated by the French. The military escalation led to the entry of the two regimes into the war, the relations between the two armed struggle time reached a level of deterioration and hostility as a result of the insistence of the Moroccan regime to impose its sovereignty over Tindouf and Bchar.

Keywords: Morocco, Algeria, border, sand war.

مقدمة:

أظهر المغرب خلال المرحلة الأخيرة من تاريخ الثورة الجزائرية بشكل لافت مساندة ومؤازرة للثورة الجزائرية، تجلت في مظاهر متنوعة وأخذت أبعادا مختلفة، فهل يرجع ذلك إلى الإحساس بقرب استقلال الجزائر أم إلى أن النظام أراد أن يغتنم الظرف لتحقيق طموحاته التي لم تستجب لها الحكومة الجزائرية المؤقتة؟ هذا ما نحاول التعرف عليه من خلال استعراض تطور العلاقات والمواقف الدقيقة من الثورة الجزائرية في هذه المرحلة، وخاصة الموقف من المفاوضات وظهور الطموحات الترابية من جديد والتي انتهت بحرب الرمال، ومنه فإن بروز النهج النزاعي بدل النهج التعاوني، وتغلب القيم المادية على القيم الرمزية، واللجوء إلى العنف بدل الوسائل السلمية للتسوية، كل هذا يعكس بشدة درجة التضارب والاختلاف في التصورات والأهداف التي يدافع عنها كل طرف، ونهدف من هذه الدراسة إلى تشريح مرحلة مهمة من تاريخ العلاقات بين البلدين، وتفسير دوافع الاختلاف والخلاف، ومظاهر أزمة الحدود وحرب الرمال من الناحية التاريخية، ونعتمد في ذلك على مصادر موثقة أهمها وثائق مديرية الوثائق الملكية، علبة الجزائر²، والأرشيف الوطني الجزائري، وجريدة المجاهد، ومنهج وصفي لمحاولة تفسير الظواهر والمواقف والتوصل إلى بعض الحقائق التاريخية.

1. الموقف من المفاوضات ومطامح المغرب الترابية

منذ لقاء محمد الخامس - ديغول وإعلان تقرير مصير الشعب الجزائري تزايد الاهتمام المغربي بالقضية الجزائرية، وبذل المغرب مساعي حثيثة لنصرتها في المحافل الإقليمية والدولية وكسب الدعم الدولي لها، وقد لقيت جهود محمد الخامس ثناء الحكومة الجزائرية المؤقتة باعتباره متفهما للمشكلة الجزائرية ومدافعا عنها، الأمر الذي شجعه للقيام بعدة مبادرات للضغط على فرنسا ودفعها لحل القضية الجزائرية، وقد لقي تعيين الزعماء المعتقلين مفاوضين رسميين استحسان المغرب بحكم علاقاتهم السابقة بالمغرب، وعبء قضية تحريرهم التي تحولت إلى التزام مغربي، فضاعف محمد الخامس مساعيه لإطلاق سراحهم، والأمل يحدوه في توليهم الزعامة السياسية (الحسن الثاني، التحدي، 1983: 140).

وشددت الحكومة المغربية على وجوب انصياع فرنسا لمطلب تحرير الشعب الجزائري، خاصة بعد اعترافها بحق تقرير مصير الجزائريين، مؤكدة أن المناورة والتسوية لن تكون في صالحها، وقد استقبلت خطوة الشروع في

مفاوضات مولان بجفاوة بالغة وأعربت عن تأييدها لموقف الحكومة الجزائرية المؤقتة وعن أملها في أن تكون هذه الخطوة " عنصرا من عناصر حل القضية الجزائرية واستتاب الأمن في المغرب العربي"³⁰.

ولم يلبث أن تبخر الأمل في نجاح هذه المفاوضات وكان على المغرب أن يتخذ موقفا من أسلوب المناورة الفرنسية، خاصة بعد أن أذاعت الحكومة الجزائرية المؤقتة بأن فرنسا تنهز من إجراء مفاوضات حقيقية، وأنها تأتي الاعتراف بأهليتها في تمثيل الشعب الجزائري، وقد أكدت الحكومة المغربية تأييدها لموقف الحكومة الجزائرية المؤقتة وشجبتها للعرقلة الفرنسية " يجب أن يكون للوفد الجزائري كافة الضمانات الكفيلة بمساعدته على إجراء مفاوضات مثمرة ، وليس من المعقول أن تصطدم المقابلات التي ستجعل حدا للنزاع بمصاعب من نوع التي ذكرها بلاغ الحكومة الجزائرية المؤقتة "³¹.

وبالرغم من المناورات والضغوط الفرنسية ظل المغرب يساند القضية الجزائرية ويدعو إلى تسويتها في أقرب وقت ممكن، وبمناسبة دورة الأمم المتحدة الخامسة عشر في أكتوبر 1960 ، أجرى كريم بلقاسم مشاورات مع الملك وتقرر تكثيف المساعي السياسية لنصرة الجزائر في هذه الدورة الحاسمة³² ، وعليه فقد اتصل الملك بعدد من رؤساء الدول والملوك لطلب نصرة القضية الجزائرية والتصويت لصالحها، ومنهم رئيس جمهورية مدغشقر(محمد الخامس، انبعاث أمة، د.ت: 235-237)، وبمبحث المسالة مع عدد من رؤساء الدول الغربية، ودعا الرئيس الأمريكي إيزنهاور صراحة للضغط على فرنسا (محمد الخامس، انبعاث، د.ت: 106-107)، وتأكيدا على أهمية مناقشات دورة الأمم المتحدة كلف الأمير الحسن شخصا. بدل وزير الخارجية للدفاع عن موقف المغرب الداعي إلى استقلال الجزائر، موجهها مهمته بالقول: " إن أعمالك على رأس وفدنا في الجمعية العامة ستعبر عن اقتناعنا بما دعت إليه أخيرا الحكومة المؤقتة للجمهورية الجزائرية من ضرورة تدخل الأمم المتحدة في هذه القضية تدخلا سريعا قصد حلها وتمكين الشعب الجزائري من تحقيق مطامحه"(محمد الخامس، د.ت: 192). وعليه تضمن خطاب الأمير الحسن في الدورة تأكيداً على حق الشعب الجزائري في الحرية والاستقلال ودعوة لتدخل الأمم المتحدة السريع لإيجاد تفاهم بين طرفي النزاع وإنهاء الحرب المتواصلة منذ سنوات، وأعلن أن المغرب يؤكد من جديد " إن الحكومة الجزائرية المؤقتة هي الناطق الوحيد باسم الشعب الجزائري" وأنها المفاوضات الرسمي الضامن للتوصل إلى

³⁰. جريدة المجاهد، ع72 (11 جويلية 1960)، ص.6.

³¹. المصدر نفسه

³². جريدة المجاهد ، ع 80 (17 أكتوبر 1960)، ص.9.

تسوية سلمية³³. وقد أفادت مساعي ومواقف المغرب في كسب الدول حديثة الاستقلال لصالح مؤازرة القضية الجزائرية، وفي التأكيد على ضرورة الإسراع بإنهاء حرب الجزائر.

ومن أجل تأكيد التضامن المغربي وتجنيد مساندة الحكومة الجزائرية المؤقتة في مفاوضاتها، صدرت الدعوة إلى جعل الذكرى السادسة لاندلاع الثورة يوماً للتضامن مع الجزائر، فتجاوبت السلطات المغربية مع الدعوة، ورأت أن توطئ الاحتفالية التضامنية رسمياً حتى لا تستغلها المعارضة اليسارية التي دعت بدورها إلى عقد مهرجانات تضامنية في كامل المدن المغربية³⁴، وقد أسهمت السلطات الرسمية والهيئات الحزبية والشعبية في إنجاح التظاهرة، وألقى الملك محمد الخامس خطاباً عشية الذكرى أكد فيه على وجوب التضامن مع الجزائر ومساندة القضية الجزائرية " إن يوم الجزائر يومنا وقضيتها قضيتنا فيجب أن نواصل مساندتها وتأييدها في كفاحها، ونضعف الجهود لإقرار حقها والتعجيل بساعة فوزها"، ونوه الملك بأهمية حل قضية الجزائر لأن في ذلك ضماناً لتأكيد استقلال المغرب ووحدة المغرب الكبير (محمد الخامس، د.ت: 226-228)، وكان الإضراب العام يوم فاتح نوفمبر 1960 يوماً مشهوداً، عقدت فيه التجمعات الشعبية والمهرجانات الخطابية، واحتضنت البيضاء المظاهرة الكبرى التي أشرف عليها الأمير الحسن وكريم بلقاسم، وأكد الأمير الحسن في خطابه على تجند المغرب حكومة وشعباً لتأييد القضية الجزائرية، وأشاد بالعلاقات الأخوية التي تربط الشعبين الشقيقين³⁵.

وقد أصبح تضامن الشعب المغربي يتسم بفعالية أكبر خلال هذه المرحلة، وأسهم في دفع السلطات المغربية لإظهار التضامن الحقيقي مع الجزائر، خاصة اثر تهديد الاتحاد الوطني للقوات الشعبية في أكتوبر 1960 يربط نضاله التحرري بنضال الشعب الجزائري (بن بركة، 1966: 77)، وهو أمر بدأ يشعر القصر بكثير من التخوف.

لقد أصبح القصر يسابق لإظهار التضامن مع الجزائر، وقد ندد مراراً بالحرب الشرسة التي تشن ضد الشعب الجزائري، فإثر حوادث 11 ديسمبر 1960 أرسل محمد الخامس رسالة إلى فرحات عباس تضمنت شجب السياسة الفرنسية، والتأكيد على أن هذه المظاهرات تمثل سنداً للحكومة المؤقتة وتعبّر على وحدة الشعب الجزائري وتشبهه بمطلب واحد وهو مطلب الاستقلال والتفاتهة حول هيئة واحدة هي حكومته الوطنية (الحسن الثاني، 1962: 33-34).

³³. جريدة المجاهد، ع 80 (17 أكتوبر 1960)، ص 9.

³⁴ العلم، عدد 31 أكتوبر 1960. و الطليعة عدد يوم 2 نوفمبر 1960.

³⁵ المجاهد، ع 82. (14 نوفمبر 1960)، ص 6.

ونظرا لخطورة المساعي والمناورات التي كانت تحركها فرنسا إفريقيا، نسقت الحكومة الجزائرية المؤقتة مع المغرب مشروع عقد مؤتمر إفريقي في الدار البيضاء، وقد نجح المؤتمر في إضعاف مجموعة الدول الإفريقية الفرنسية ومساندة القضية الجزائرية، وكان فرصة لإجراء مباحثات مغربية جزائرية وتأكيد المغرب لتضامنه مع الجزائر، إذ تضمن خطابا للملك محمد الخامس الموجه للمؤتمرين التأكيد على مساندة الدول الإفريقية لقضية الجزائر التحررية ووقوفها إلى جانب الجزائريين "موقف التأييد والمؤازرة لان قضيتهم قضيتنا ونضالهم نضالنا"، وأكد مطالبة هذه الدول "بمنح الجزائر حقها في الحرية والاستقلال بدون قيد أو شرط"³⁶.

وقد اصطدمت الحكومة الجزائرية المؤقتة خلال هذه المرحلة بموقف الدبلوماسية المغربية المطالب بمغربة موريتانيا، ورأت أن تجاربه ظاهريا وإن كانت تؤكد على مبدأ تأييد الشعوب الإفريقية في حرية تقرير مصيرها ومحاربة جميع أشكال الهيمنة والامبريالية، وهو مبدأ تبناه المهدي ابن بركة ولم يتحمس لمغربة موريتانيا، وقد حصل شبه توافق على الدعوة لاستقلال موريتانيا ثم اقتراح انضمامها إلى المغرب العربي الموحد (بن بركة، 1966: 66)، ولأجل ذلك ارتبطت جبهة التحرير الوطني بعلاقات وطيدة مع الوطنيين الموريتانيين سنة 1957 وأجرت محادثة مع المختار ولد دادا عام 1959 بخصوص القضية الموريتانية، وقد اتخذت موقفا محايدا في حين صدمت تونس علانية الموقف المغربي ودعت للاعتراف موريتانيا وبدخولها للأمم المتحدة في نوفمبر 1960، الأمر الذي أدى لقطع العلاقات التونسية - المغربية (ANA, B302)، وتحملت الحكومة الجزائرية مسؤوليتها في وضع حد للخلاف معتبرة أن مشروع المغرب العربي المشكل من فيدراليات الأقطار المغاربية بما في ذلك موريتانيا يكفل علاج المشكلة، وناقشت هذا المشروع مع المسؤولين المغريين والتونسيين وكلها إصرار على تجاوز الخلاف بين الطرفين (ANA, B302)، وقد بدا لها أن مطامح المغرب التوسعية تثير المخاوف وخاصة عندما احتاجت إلى دعم موريتانيا في قضية الصحراء وتجاوز المختار ولد دادا مع مطلبها، وقتها شعر المغرب الرسمي بخيوط مؤامرة تلفه من جميع الأطراف ويشارك فيها الجزائريون، فأكد اندفاعه لخدمة أهدافه الوطنية، وهكذا كان استقلال موريتانيا درسا يتوجب أخذ العبرة منه، فرغم التأييد العريض للقضية الجزائرية سوف يعود مشكلا لحدود لي طرح من جديد عندما تتأزم المفاوضات الجزائرية الفرنسية بسبب الصحراء، ويظهر الحسن الثاني الذي خلف والده في مارس 1961 تمسكا بمطامح المغرب الترابية في الجزائر.

³⁶. المجاهد، ع 87 (16 جانفي 1961)، ص 10.

لقد أكد الحسن الثاني بمناسبة توليه العرش استمرارية التضامن المغربي مع الجزائر، وشجع مبادرة استئناف مفاوضات استقلال الجزائر لأجل بناء وحدة المغرب العربي المنشودة³⁷، فهل يمكن القول مع كل هذا أن مغرب الحسن الثاني سيصمد في وجه المراوغات الفرنسية، ويؤكد مساندة مواقف الحكومة المؤقتة في المفاوضات؟

كان الوضع السياسي في المغرب بالغ الحساسية ولا يسمح بالوقوف في وجه الثورة الجزائرية أو استغلال ظرفها الحرج، غير أن الجنرال ديغول كان على علم بطموحات الملك الجديد وبإمكانية التعويل عليه في الضغط على المفاوضات الجزائري، خاصة وأن مشكلة الحدود كانت قضية حساسة للغاية، وقد لوح ديغول بمشروع الاستثمار المشترك للصحراء، والتمس من تونس والمغرب ضغطا على الطرف الجزائري للقبول بتسوية مجتزئة وأمل الكثير من موقف الحسن الثاني الذي يبدو حذرا من قضية السيادة الوطنية و "مصمما على إبقاء أواصر العلاقة مع فرنسا" (الحسن الثاني، 1983: 373.372)، وقد تلقى الملك الجديد هدية من ديغول بمناسبة توليه العرش مضمونها قبول فرنسا سحب جميع قواتها من المغرب قبل عام 1961 (الحسن الثاني، 1983: 136.137)، و ما لبث أن أرسل الحسن الثاني وزير الخارجية لمحادثة ديغول وتسليمه رسالة خاصة قيل أنها تتعلق بمسألة الوزراء المعتقلين وضرورة الإفراج عنهم³⁸، وليكون انجازا ثانيا للملك تقوي نفوذه المههد بمعارضة اليساريين، وقد تابع الحسن الثاني المفاوضات بتلهف وكان يأمل في أن يكسب اعتراف الجزائريين بالحدود الشرعية لمملكته الممتدة إلى الساوره وتندوف، وهكذا أعلنت الحكومة المغربية ارتياحها لقرار الحكومة الجزائرية المؤقتة بمباشرة مفاوضات افيان، وأبدت في الوقت نفسه بعض وجهات نظرها التي تحتاج إلى تأمل.

في البداية سجلت الحكومة المغربية "إرادتها في الاستمرار في تقديم إعانتها للحكومة الجزائرية بمناسبة المفاوضات مع الحكومة الفرنسية على أساس حق الشعب الجزائري في تقرير المصير الذي يقوده إلى الاستقلال التام ووحدة الشعب الجزائري وسلامة ترابه"، وحرص على وجوب استرجاع الجزائر لكامل سيادتها". إن حكومة جلالة الملك تؤيد تأييدا كاملا وبجميع الوسائل استمرار الكفاح الوطني إلى أن تسترجع الجزائر حريتها واستقلالها وسيادتها"، وختم البيان بتأكيد الحكومة المغربية استمرارية "إعانتها المادية والسياسية والمعنوية للشعب الجزائري الذي تمثله حكومته سواء في ميدان الكفاح الوطني أو في المفاوضات"³⁹، وقد كان من المفيد التأكيد بوضوح أن

³⁷. انظر، مباحثات الحسن الثاني. فرحات عباس وبورقيبة، وبلاغ الرباط بتاريخ 1 مارس 1961، المجاهد، ع 91 (18 مارس 1961) ص2

³⁸. المجاهد، ع 93 (10 أبريل 1961)، ص2.

³⁹. المجاهد، ع 96 (22 ماي 1961)

الصحراء بحدودها آنذاك تقع ضمن السيادة الجزائرية، غير أن المغرب لم يكن ليعترف صراحة بذلك فهو قد أكد زمن التفجيرات النووية في رقان أن مكان التفجيرات كان أرضا مغربية (الحسن الثاني، 1962: 102)، ورفع مذكرة إلى الجامعة العربية تدعو إلى مساندة مطالبه الترابية في الجزائر الفرنسية.

وطرحت خلال محادثات لوغران مسألة الصحراء كعقبة أساسية، وكان لا بد من التصدي لهذه المشكلة وقد هدف المشروع الفرنسي إلى تقسيم السيادة، الشمال المستقل، والصحراء التي تبقى فرنسية ويتم التشاور في شأنها مع دول الجوار مشتملة، وأثار التصريح المشترك التونسي المالي في 14 جوان المشكلة بحدة، وكان على الحكومة المؤقتة التصدي لهذه القضية من خلال إرسال مذكرة خاصة بالصحراء وكسب اعتراف دول الجوار بسيادتها عليها، رد الفاسي بغموض عن القضية وقال أن هناك صحراء مغربية وصحراء جزائرية وصحراء ليبية، ناكرا على بورقيبة مزاعمه بوجود صحراء تونسية⁴⁰، وجاء تدخل الخطيب بعد المحادثات مع ابن بلة مؤيدا لموقف الحكومة الجزائرية المؤقتة عندما انتقد السياسة الفرنسية الرامية إلى إثارة الخلاف بين المغرب والجزائر، وقال "إن الصحراء لن تكون مصدر شقاق بين الشعبين المغربي والجزائري"⁴¹، وكان لا بد من حسم الموقف بإجراء مباحثات رسمية تكسب من خلالها الحكومة المؤقتة الموقف المغربي، وقد اختارت مناسبة 5 جويلية 1961 لتكون يوما وطنيا ضد التقسيم، واستعدت لربح المعركة ضد المغرب وإظهار تأييده لقضية سيادة الجزائر على الصحراء.

لقد جرت مباحثات رسمية بين الحكومتين خلال الزيارة التي قام بها وفد الحكومة الجزائرية المؤقتة إلى المغرب من الثالث إلى التاسع جويلية 1961، وأدت إلى تسوية المشكلة مؤقتا وإظهار مساندة المغرب للطرح الجزائري . والحقيقة التي تبدو لنا اليوم جلية هو أن المغرب لم يعلن مساندته للحكومة الجزائرية المؤقتة بدون مقابل، وأن هذه الأخيرة لجأت أمام الإصرار المغربي إلى المراوغة كسبا لموقفه، وأقنعت الفاسي بأهمية مؤازرة مطلبها و استعانت ببعض الوزراء المغريين المتعاطفين مع طرحها ومنهم الخطيب (ANA, B302)، ولوحت بمغازلة اليسار المغربي(العلوي، 1984: 34). وعشية استقلال الجزائر حصل الاختلاف بين الطرفين بخصوص ما تم الاتفاق عليه. فالطرف الجزائري استند إلى بلاغ التأييد المعلن من قبل الحكومتين يوم 7 جويلية 1961، والطرف المغربي أظهر في عام 1963 مسودة اتفاق سرية اعتبر أنها تتضمن اعترافا رسميا بحقوق المغرب في استرجاع أقاليمه،

⁴⁰. جريدة العلم، عدد يوم 22 جوان 1961

⁴¹. المجاهد، ع 98 (19 جوان 1961)، ص 2.

وهكذا حصل الاختلاف ووقع الصراع المسلح وأعطيت القضية أبعادا دعائية، وفي بحثنا نحاول بموضوعية تلمس حقائق ما جرى الاتفاق عليه.

استقبل وفد الحكومة الجزائرية المؤقتة رسميا وشعبيا في مظاهرات حافلة يوم 3 جويلية، وبعد الاستقبال الرسمي عقدت الحكومتان جلسة بحضور فرحات عباس، بوالصوف وبن طوبال ومحمد يزيد عن الحكومة الجزائرية المؤقتة، والحسن الثاني وعلال الفاسي والخطيب وبلافريج عن الحكومة المغربية⁴²، عرض خلالها الطرف المغربي مطالبه الترابية التي رافع عنها من قبل، وألح على وجوب الاعتراف بمغربيتها، وأكد الوفد الجزائري أن الوقت لم يحن لمناقشة هذه القضية وأن الحكومة الجزائرية تواجه اليوم مناورة فرنسية للاحتفاظ بالصحراء، وأنها تطلب اعترافا من دول الجوار بسيادتها على هذه الصحراء لدحض مشروع فصل الصحراء، وأما قضايا رسم الحدود فسوف تتم مناقشتها في إطار أخوي وضمن وحدة المغرب العربي، وبعد نقاش طويل تم الاتفاق على تأجيل النظر في المشكل الحدودي وإرضاء الطرف المغربي بتشكيل لجنة مشتركة لمعالجة المشكل واعتراف الحكومة الجزائرية المؤقتة بوجود هذا المشكل وتضمن ذلك في اتفاقية خاصة، وذلك بمقابل إعلان المغرب دعمه لموقف الحكومة الجزائرية في المفاوضات وحقها في السيادة على الصحراء⁴³. ويذكر الحسن الثاني في إطار مرافعته عن قضية الحدود أن حكومة الجزائر المؤقتة استعانت بالمغرب للدفاع عن سيادتها على الصحراء الجزائرية المهتدة، وأنه وخلال النقاش تقدم الخطيب وعلال الفاسي باقتراحين بإسما إلى الطرف الجزائري " إما أن نقيم إتحادا مغربيا جزائريا نتولى معا تحقيقه على نحو يمكن الجيشين الجزائري والمغربي من أن يدافع كل منهما عن منطقتهم الصحراوية، وإما أن نكلف لجنة مغربية - جزائرية بتسوية مشاكل الحدود في روح من الأخوة المغربية، و تم قبول الاقتراح الثاني، وكان من المفهوم جيدا أن الجزائر الجديدة لن تقبل بأي حال أن يغبن المغرب في الصحراء غبنا يتجلى في حدود عدلتها فرنسا وفرضتها فرضا" (الثاني، 1983: 139-140)، وهذا التصور لا يعبر عن حقيقة الاتفاق، إذ كان واضحا أن الحكومة الجزائرية اعترفت بوجود مشكل حدود سيتم دراسته، ولم تعترف بحقوق ترابية للمغرب، وهذا ما تؤكدته الاتفاقية السرية ذاتها.

إن الاتفاقية السرية التي اضطرت الحكومة المؤقتة لإمضائها أرضت الطرف المغربي خاصة من خلال العزف على قضية الوحدة المغربية من جديد، وتضمنين الاتفاقية إشارات توحى بتفهم مشكلة الحدود وتعد بإيجاد حلول

⁴². المجاهد، ع 80 (17 أكتوبر 1960) ص9

⁴³. انظر شهادة عبد الحميد مهري، مقابلة مع الباحث، الجزائر، 7 أوت 2005 .

لها بعد الحصول على الاستقلال، وقد تضمنت الاتفاقية تشديد الحكومتين على بناء وحدة المغرب العربي، وتأكيد الحكومة المغربية مساندتها و"دعمها بدون تحفظ للحكومة المؤقتة في معارضتها مع فرنسا على أساس احترام وحدة التراب الجزائري، وستعارض حكومة صاحب الجلالة ملك المغرب بكل الوسائل كل المحاولات الرامية إلى تقسيم أو تفتيت التراب الجزائري". وجاء في الاتفاقية اعتراف الحكومة الجزائرية المؤقتة من جانبها "بأن المشكل الجزائري الناشئ عن تخطيط الحدود المفروض تعسفا ما بين القطرين سيجد حلاله في المفاوضات بين حكومة المملكة المغربية وحكومة الجزائر المستقلة"، و لهذا الغرض قررت الحكومتان إنشاء لجنة جزائرية - مغربية في أقرب أجل للشروع في دراسة المشكل وحله ضمن روح الإخاء والوحدة المغاربية وفي إطار ذلك "إن الحكومة المؤقتة للجمهورية الجزائرية تؤكد أن الاتفاقيات التي يمكن أن تنتج عن المفاوضات الفرنسية الجزائرية لا يمكن أن تنطبق على المغرب فيما يخص تخطيط الحدود بين الترابين الجزائري والمغربي" (الملكية، علبة الجزائر2، ملف 1381)، وبمقارنتنا لنص الاتفاقية باللغة العربية الذي لم يعتمد في الحجة المغربية نلاحظ أن صياغته غير مدققة وعباراته فضفاضة، إذ جاء تأكيد الحكومة المؤقتة المذيل للاتفاقية وفق الصيغة الآتية " إن الاتفاقيات التي قد يتم التوصل إليها خلال المفاوضات بين فرنسا والجزائر لا يمكن لها أن تعارض المغرب فيما يخص رسم حدوده مع الجزائر(الملكية، ملف 1381)، ولا شك أنها عبارات أقل إلزاما للطرف الجزائري، ذلك أن فرقا واسعا يتجسم بين عدم انطباق اتفاق المفاوضات الجزائرية الفرنسية على تخطيط الحدود الجزائرية بالكامل وبين أن يعارض ذلك الاتفاق المغرب في رسم حدوده مع الجزائر.

وأما اختلاف التأويل فكان حادا بين أن تكون هذه الاتفاقية أقرت للمغرب اعتراف الحكومة الجزائرية المؤقتة بوجود خلاف حدودي فقط كما فهم الطرف الجزائري أو بسيادة المغرب على المناطق المتنازع عليها كما تصور الطرف المغربي، وعليه نؤكد بأن الخلاف تعمق أكثر، وإن كانت هذه الاتفاقية أرضت آنذاك الجانبين وأنعشت العلاقات الجزائرية المغربية (مالكي، 1989: 295-297)، وجاء البلاغ المغربي الجزائري المعلن في اليوم التالي من المصادقة على الاتفاقية المذكورة مساندا لموقف الحكومة الجزائرية المؤقتة، إذ تضمن توافق الطرفين على التعجيل بتحرير الجزائر وبناء صرح المغرب العربي، وتأكيد الملك الحسن الثاني على مساندته للحكومة الجزائرية في مفاوضاتها و"عزمه على استعمال جميع الوسائل لإحباط كل محاولة لتقسيم التراب الجزائري أو بتر جزم أجزائه"، وتضمن البلاغ تشديد الملك الحسن الثاني وفرحات عباس على " إن مشاكل ضبط الحدود بين المغرب والجزائر

تھمهما وحدهما ولا يمكن تسويتها إلا بين الدولتين وحدهما وخارج كل مطمح أو تدخل أجنبي⁴⁴، ووجدت الحكومة المؤقتة أداة الضغط الجماهيرية وأعلنت في مهرجان التضامن يوم 5 جويلية 1961 الذي حضره فرحات عباس والحسن الثاني مساندة المغرب اللامشروطة للجزائر في قضية الصحراء ومفاوضات الاستقلال النهائي⁴⁵، وهكذا نجحت دبلوماسيتها في تجاوز العقلة المغربية والتي لم تضاه عموما التعنت البورقيبي، وكان الموقف المغاربي قد استغل من قبل ديغول لكن ما لبث أن سلمت فرنسا بانضمامها في معركة فصل الصحراء (MALEK, 1995:170)، وقد نوه المفاوضون الجزائريون بان موقف الحسن الثاني كان أكثر تعاوناً من موقف ابن بركة وحزبه إذ لم يتحارب في الوقت المناسب مع مطلب تأييدهم في قضية الصحراء، وهو أمر يؤكد أن إغراءات ديغول استطاعت أن تؤثر حتى على أولئك الذين يبدون أكثر تضامناً مع الثورة الجزائرية (MALEK, 1995: 170).

ومع ذلك يبدو أن الحسن الثاني شعر بأن الاتفاق لا يضمن مطامح بلاده، فطالب بتسريع اللجنة المشتركة مهمتها وخطط لمضايقة الحضور الجزائري في المناطق المتنازع عليها، وهكذا ظل الخلاف الحدودي هاجسا مقلقا، ففي صيف سنة 1961، سجل تقرير بعثته الحكومة المؤقتة أن مشكلة الحدود ما تزال تتسبب في مضايقات يعاني منها المجاهدون واللاجئون في إقليم تافيلالت الجنوبي (ANA, B302)، وأوضح نائب رئيس البعثة بوسلحام الذي انتقل لمعاينة أوضاع اللاجئين أن السلطات المحلية تقوم بأعمال مخالفة للقانون، وأن مخازنية الشواطئ هددوا في ماي 1961 فصيلة من المجاهدين واعتدوا عليها بعد أن رفضت مغادرة مركزها وقتلوا جنديين، وأن أوضاع اللاجئين مضطربة نتيجة تهديد السلطات المغربية لهم واعتقالها لمسؤوليهم (ANA, B302)، وهذه الحوادث تؤكد على استمرار المضايقات المغربية في أقاليم الجنوب والمهادفة أساساً إلى تدعيم النفوذ المغربي في مناطق الحدود وإجبار مئات اللاجئين على حمل الهوية المغربية.

وعلى الرغم أن الحكومة المؤقتة أعلنت أنها غير أهل للنظر في مشكل الحدود إلا بعد الحصول على الاستقلال إلا أنها وجدت نفسها في بداية عام 1962 مضطرة للتحارب مع المطلب المغربي، فتشكلت لجنة مشتركة جزائرية

44. أنظر نص البلاغ المجاهد، ع 100 (17 جويلية 1961) ص 4.

45. أنظر نص البلاغ المجاهد، ع 100 (17 جويلية 1961) ص 4.

مغربية لدراسة المشكل، واقترحت أن تدرس كذلك مشروع وحدة للمغرب العربي، وذلك من أجل تجميع مشكلة الحدود ووضع المغرب أمام الأمر الواقع⁴⁶.

وقد كانت مفاوضات إيبيان السرية تقطع أشواطها الأخيرة، ومعها تزايدت مطامح المغرب إلحاحا، حيث بدأ الحسن الثاني في اختيار أحلافه السياسيين، واتفق مع ديغول على تعيين محمد لغزاوي لربط الاتصال مع الزعماء المعتقلين من أجل كسب موقفهم لصالح مطالبه ونكاية في الحكومة المؤقتة التي عاندت في تأييد طموحاته التوسعية (DAHLAB, 1990: 190-191)، وأعلن علال الفاسي في بداية عام 1962 أن الشعب المغربي ينتظر استقلال الجزائر بفارغ الصبر لاستئناف العمل في بناء صرح وحدة المغرب العربي. ("الفاسي، 1962: 147-148)، ويمكننا أن نؤكد أن السياسة المغربية عولوا على سخاء الجزائريين وتفهمهم للمطالب الترابية المغربية، وأن المسؤولين الجزائريين بدوا أمام ذلك أكثر تصميمًا على تأمين سيادتهم من أي طموح أجنبي، آخذين في الاعتبار تضحياتهم الجسام وألام المواقف التي وجهت لهم في الظهر.

وقد أفاد الوضع السياسي المغربي المنقسم في المراهنة على جميع الأطراف المناصرة للثورة الجزائرية، فمن جهة تجند الاتحاد الوطني للقوات الشعبية لتأكيد تضامنه مع الجزائر ومن جهة أخرى لم يدخر القصر جهدا في التجاوب مع مطالب الحكومة المؤقتة، واستمر التنسيق والتعاون المشترك بين الحكومتين يأخذ منحى التحسن والتطور، ونجحت الزيارات الرسمية لوفود الحكومة المؤقتة في كسب التضامن المغربي المفيد للمفاوضات الجزائرية، فقد أحييت الذكرى السابعة لاندلاع الثورة الجزائرية في احتفالات عارمة، وأقيم مهرجان حاشد في مكناس حضره الملك الحسن الثاني وكريم بلقاسم، وأكد الملك خلاله تضامن المغرب حكومة وشعبا مع كفاح الجزائر ومع مطلب استقلالها التام، ووجه دعوته للمعمرين المتطرفين بضرورة إيقاف الأعمال الإجرامية والقبول بالأمر الواقع لأن استقلال الجزائر حقيقة لا مفر منها (الحسن الثاني، 1962: 253-254)، وتجلي التضامن المغربي بارزا من خلال المؤازرة الواسعة لقضية السجناء الجزائريين وإحياء اليوم الوطني للتضامن معهم⁴⁷، وقد بذلت حكومة الملك الحسن الثاني جهودا حثيثة من أجل إطلاق الوزراء الخمسة المعتقلين كان من نتائجها تحسين إقامتهم في أولنوي والسماح لممثل المغرب بزيارتهم، وعشية وقف إطلاق النار سوف يكون إصرار الحسن الثاني كبيرا على انتقالهم إلى

⁴⁶. أنظر جريدة العلم، عدد يوم 26 جانفي 1962

⁴⁷. أحييت السلطات والأحزاب المغربية يوم 16 نوفمبر 1961 في مهرجانات حافلة. انظر المجاهد، ع 109 (27 نوفمبر 1961) ص 8

المغرب، وذلك بهدف التغيي بأن جهود المغرب كانت وراء إطلاق سراحهم، ومن أجل كسب ود ابن بلة ورفاقه (MALEK, 1995: 241-242).

وخلال شهر جانفي 1962 حلت الحكومة المؤقتة بطاقمها الوزاري ضيفة على المغرب، ولقيت جوا مساعدا لتأدية مهامها بعيدا عن تدخلات بورقيبة، وعبرت كذلك عن إشراك المغرب في احتضان قيادة الثورة، وقد عدت فرصة مهمة لإجراء مباحثات مع الحكومة المغربية، واطلاعها على سير المفاوضات، وصدر إثرها بلاغ مشترك للحكومتين يؤكد العمل ببلاغ 7 جويلية 1961 وضرورة الشروع في تشييد وحدة المغرب وذلك بإنشاء لجنة جزائرية مغربية دائمة للشروع في تنفيذ المهمة⁴⁸، وقد أعلن فعلا عن إنشاء هذه اللجنة الوزارية المشكلة من أربعة مغاربة وثلاث جزائريين⁴⁹، ولكن من دون أن يظهر أي اثر لنشاطها، إذ أراد لها الطرف المغربي أن تبدأ في دراسة مشكلة الحدود واقترح عليها الطرف الجزائري أن تبدأ بما هو أهم من الحدود وهو الوحدة المغاربية.

لقد أصبحت فكرة المغرب العربي في الحقيقة موضوع مزايدة الطرفين خاصة في ظل الخلافات الإيديولوجية المتزايدة بينهما، وبدأ يلوح في الأفق توافق حقيقي بين جبهة التحرير الوطني، والاتحاد الوطني للقوات الشعبية(حربي، 2004: 367 إلى 390) في حين كان النظام المغربي حريصا على محاصرة هذا التقارب وخنق التوجه التقدمي في المنطقة، وهو أمر زاد أجواء العلاقات قتامة، وجعل عبد الله إبراهيم يؤكد في أبريل 1962 قائلا أنه "لا بديل آخر عن وحدة المغرب العربي سوى الحروب المتوالية بين المغاربة والجزائريين" (إبراهيم، 1983: 27)، وعد هذا تنبؤا صادقا من سياسي مطلع على خلافات تلك المرحلة وتأكيدا على عدم تعايش نظامين متناقضين جذريا، وعموما أظهرت الحكومة الجزائرية المؤقتة بدبلوماسيتها ممانعة، وهي تواجه مطالب المغرب الملحة وما لبث أن شغلتها الصراعات السياسية عن حسن إدارة علاقاتها المغربية، وقد وقف الملك الحسن الثاني بانتهازيته ضد الحكومة المؤقتة وتحالف مع معارضيها، وهم لا يولونه ثقتهم، وهذا التناقض الذي أضر بالمغرب ووضع العلاقات الجزائرية في المحك. وهكذا أثرت المطامح الشخصية والقطرية التي كانت تحرك النظام المغربي سلبا على تضامن المغرب مع الثورة الجزائرية، وأظهرت نوايا القصر الحقيقية في السعي بكل السبل لتحقيق مطامح سياسية وترايبية على حساب الجزائر الثورية.

⁴⁸. انظر، نص البلاغ المجاهد، ع 114 (5 فيفري 1962) ص 9

⁴⁹. ممثل المغرب علال الفاسي، واحمد رضا كديرة، والخطيب د مولاي احمد العلوي أما الجانب الجزائري فعين للجنة كريم بلقاسم و بن طوبال ومحمد يزيد. انظر العلم، عدد يوم 26 جانفي 1962.

2. المغرب والثورة الجزائرية من إظهار التحالف إلى التصادم:

لقد احتفى المغرب بوقف إطلاق النار في الجزائر، ووجهت إليه الأنظار وهو يستقبل أول نزول للزعماء الخمسة المعتقلين، استقبل الحسن الثاني زعماء الثورة الجزائرية في قصره واستقبلت الجماهير الشعبية بحماس منقطع النظير موكب ابن بلة ورفاقه⁵⁰. كانت علامات الاستفهام تلف العلاقات المغربية الجزائرية خاصة وأن المغرب بدا متخوفا من شكل الاستقلال الذي تحقق، ومن التوجه التقدمي الاشتراكي لجهة التحرير الوطني، وانعكاساته على المغرب الذي بدأ يميل نحو الاتحاد الوطني للقوات الشعبية، وعليه كان على النظام المغربي أن يناور كثيرا من أجل كسب رهان استقراره (يحي، 1981: 498). لقد اندفع المغرب نحو تشجيع التغيير، ووجد ضالته في الصراع السياسي الذي نشب بين الحكومة الجزائرية المؤقتة والمكتب السياسي المدعوم من قبل جيش الحدود، وبما أن الحكومة لم تتحارب مع مطالبه الترابية، ساند القصر تحالف تلمسان معولا على علاقاته مع ابن بلة وخيضر وأتباعهما لتحقيق جملة أهداف إستراتيجية أهمها :

. إثارة الفوضى بالشكل الذي يمكن المغرب من ضم الأقاليم التي كان يطالب بمغريتها وإظهار مركزه القوي في المنطقة المغاربية .

. التأثير على التوجه السياسي والإيديولوجي لنظام الجزائر المستقلة وإمكانية احتوائه للتوجه الغربي .

. ضم مناطق من إقليم تندوف ذو الأهمية الإستراتيجية سياسيا واقتصاديا .

يرجع سعد دحلب وزير خارجية الحكومة المؤقتة سبب التقارب المغربي مع ابن بلة إلى عدم تحارب الحكومة المؤقتة مع مطالب المغرب بمغربة موريتانيا وبضم تندوف و بشار " فأنا اعتقد أن الاهتمام الخاص الذي أبداه جلالة الملك إزاء ابن بلة ذا علاقة مباشرة مع هذه المسائل وكما رأينا ابن بلة يفعل، فان هذا الأخير لا يستطيع أن يقدم له كل الوعود المرجاة، وما عسى الملك الحسن الثاني أن يخسره إذا ما صدقه أو تظاهر بتصديقه، ويجب الاعتراف أن ابن بلة لم يضيع الوقت كثيرا كي ينفصل عنه، حيث أنه ومباشرة بعد توليه زمام السلطة دخل معه في حرب "ويضيف دحلب أن الاتصالات التي ربطها الحسن الثاني بين بلة دامت أكثر من ثلاثة أشهر تردد خلالها محمد الغزاوي عليه كثيرا، وانه أصبح يعتبره بمثابة الحكومة المؤقتة (DAHLAB, 1990: 190-191).

⁵⁰. انظر، المجاهد، ع 118 (2 أبريل 1961)، ص. ص 6-7.

ومن جهة أخرى عرف ابن بلة وقادة هيئة الأركان كيف يجيكون تحالفاتهم الدولية والمحلية للوصول إلى السلطة، فأظهروا التحالف مع دول الجوار ومع مصر الناصرية وانطلقوا من وحدة المغربية معتمدين دعم الجيش والنظام المغربي، ولم يكن هذا النظام مطالعا على طبيعة تحالفات ابن بلة، إذ كان العسكريون عماد سلطته، وهؤلاء كانت علاقاتهم متدهورة مع السلطات المغربية زمن الكفاح المسلح، لقد تعرضوا للضغوط وشعروا بالابتزاز وأكثروا حقا لنظام لم يكن في نظرهم متعاوناً مع ثورتهم، بل أن جموحهم الثوري سيدفعهم إلى تصنيف النظام الرجعي في المغرب عدوا للجزائر التقدمية، وهكذا وجد النظام المغربي نفسه في مواجهة ضباط جيش التحرير الجزائري وعلى رأسهم هواري بومدين، وهم أكثر تشدداً وثورية من السياسيين المعتدلين، فما كان عليه إلا أن يصادمهم بالقوة لتحقيق طموحاته (الشامي، 1980: 222 . 230). من جهتهم ركز قادة الحكومة الجزائرية المؤقتة في دفاعهم عن شرعية حكومتهم على أهمية التحالف الخارجي مع تونس والمغرب، وقد بادر بن خدة إلى زيارة المغرب وإجراء عدة مباحثات مع السلطة المغربية أظهر خلالها شرعية الحكومة التي يقودها، ووجه للملك الحسن الثاني رسالة شكر على العناية التي استقبله بها وتسهيل مهامه، معرباً له عن تمنيات استقباله في الجزائر المستقلة (الملكية، علبة الجزائر2، ملف1381)، ولا نعرف أهداف الزيارة بوضوح، وإن كان الخطيب بشير إلى عقده اجتماع صلح بينه حضره بن بلة وبعض قادة الولايات (خباش، 1999: 31)، ولعل الزيارة جاءت للدفاع عن شرعية الحكومة المؤقتة والتأكيد على سياستها الواقعية في التعامل مع القضايا المغربية.

ولقد اعتمد تحالف بن بلة على المساندة المصرية، وكانت إيديولوجيته المناوئة للرجعية تلتقي مع التوجه القومي الناصري، الذي كسب إلى جانبه كذلك اليسار المغربي، إذ لم يتردد ابن بركة في القول أن حزبه سيكون امتداداً لحزب الاتحاد الاشتراكي العربي الذي يقوده عبد الناصر بهدف التأثير على الأنظمة الرجعية، معتبراً أن النظام المغربي يعد حليفاً للغرب وللرجعية (صايح، 1996: 37)، وأما التوافق المنهجي المسجل ومقررات المؤتمر الثاني لحزب الاتحاد الاشتراكي للقوات الشعبية فكان واضحاً بتأكيدهما على التوجه الثوري والماركسي (الميلي، 1983: 146.138)، وقد أوضح محمد البصري أن مؤتمر حزبه حضرها لوفد المصري ووفد حزب جبهة التحرير الوطني الذي جاء يحمل معه الإستراتيجية التي كانوا سيدخلون بها إلى الحكم، وذلك على أساس التكامل مع تقريرنا المذهبي، فوقع الاتفاق وتوحيد النظرة، وذلك في إطار وضع وتحضير إستراتيجية عامة بين مصر والجزائر وبيننا" (البصري، 2002: 221)، وهذا الأمر زاد من مخاوف الملك ودفعه للتفكير في معاداة الجزائر الثورية وشن الحرب ضدها إذا ما فشلت جهوده في احتواء نظامها وفرض هيمنتها على المنطقة المغاربية.

إن النظرة السابقة تساعد على توضيح تطور العلاقات الجزائرية - المغربية خلال المرحلة الانتقالية وبداية استقلال الجزائر، وتبين لنا حقيقة المطامح المغربية المتمثلة في ضم بعض الأقاليم الصحراوية ومواجهة الإيديولوجية الثورية ومحاصرة الجزائر المستقلة.

خلال مرحلة وقف إطلاق النار وعشية إجراء الاستفتاء سعى المغرب لتنفيذ مخططاته الرامية إلى ضم المناطق الحدودية سواء بالقوة من خلال احتلال المناطق التي أخلاها الفرنسيون أو بالمناورات وتشجيع أعيان قبائل تندوف والساورة على المطالبة بمغريبتهم.

إن تندوف تمثل منطقة إستراتيجية مهمة في الربط بين المغرب وموريتانيا وفي الإشراف على الساقية الحمراء ووادي الذهب، كما أنها منطقة غنية بالثروات الباطنية كالحديد والفوسفات ولهذا اعتبرها المغرب في إطار "الحق التاريخي" جزءا من الوطن مدعيا أن فرنسا لم تلحقها بالجزائر الفرنسية إلا خلال عام 1953، وأن قبائلها بايعت السلطان (ايدر، 2001: 27 . 29).

بدأت المناورة المغربية بكسب القائد عبد الله ولد السنهوري الذي أنكر في عهد الفرنسيين تبعية تندوف للمغرب، وجندت عددا من أبناء قبائل التخوم الحدودية للمطالبة بمغريبتهم، وعشية إجراء الاستفتاء أظهر الملك تحوفه من أن يكرس ذلك عدم مغربية تندوف، فطالب في رسالة إلى عبد الرحمان فارس نقلها وزير العدل بوسنة في 19 جوان 1962 بعدم شمول الاستفتاء منطقة تندوف وأرسل أحمد العلوي لبحث الموضوع مع الحكومة المؤقتة في تونس، وقد ردت الهيئة التنفيذية المؤقتة على بوسنة بأنها غير مخلولة بالنظر في هذه المسألة، أما الحكومة المؤقتة وبين بلة فكان موقفهما واضحا في أن الاستفتاء يشمل الجزائر في إطار حدودها الحالية، وأن مشكلة الحدود ستناقش مع حكومة الجزائر المستقلة (MALEK, 1995: 151-152)، وأمام الحوادث المعرقة للاستفتاء راسل عبد الرحمان فارس الملك المغربي يرجوه عدم إثارة المشاكل وعرقلة مهمة الاستفتاء وتسلم السلطة، مؤكدا له أن سكان تندوف هم جزائريون بحكم نصوص اتفاقيات ايفيان (الملكية، ملف 1383)، وأوضح بلعيد عبد السلام عضو الهيئة التنفيذية انه عايش الصراع على تندوف، وأن المشكل الحدودي كان في منتهى الخطورة وكاد يوقع صراعا دمويا، ومردده أن المغرب استطاع احتراق المنطقة عن طريق تنظيم "الحركة" بتندوف الذي دعا السكان إلى عدم المشاركة في الاستفتاء الذي لا يعينهم "لأن المغرب سيستقر بتندوف يوم إعلان استقلال الجزائر، ويصف بلعيد عبد السلام أنه "ونتيجة لمعرفتنا بالمطامح المغربية في الجنوب الغربي لبلادنا" تم تعيين مناضلين وطنيين للإشراف على

مدينتي بشار وتندوف فعين عبد المجيد أمزيان واليا على بشار وبلقاسم بن بعطوش مساعدا له في تندوف وتم تحذير الفرنسيين من مغبة أية تأمر مع المغربيين (BENNOUNE, 1990: 198-200)، وانتقل بلعيد إلى تندوف وقابل أعيان قبائلها، صعب عليه في البداية إقناعهم بأنهم جزائريون ولكن تبين له فيما بعد أن المسألة مرتبطة بالإغراءات المادية التي وعد بها الحسن الثاني الأعيان التقليديين فتسنى له إيجاد مداخل لاحتوائهم لصف الجزائري، وقد واجهته الحكومة المؤقتة بتعليمات صارمة بعد أن منحته أربعين مليون فرنك ووافق الجيش الفرنسي بعد تردد نقل مائتي جندي من القوة المحلية إلى تندوف، بادر بلعيد عبد السلام أولا إلى حل منظمة الحركة الموالية لحزب الاستقلال ونصب جمارك وحراسا جزائريين، وبفعل ذلك جرى الاستفتاء في ظروف عادية وأعلنت بعض القبائل جزائريتها (BENNOUNE, 1990: 198-200).

لكن المشكل ظل قائما في ظل صراع السلطة الذي تقوى، واستغل المغرب الفراغ القائم في تندوف، وخاصة في ظل تأخر وصول وحدات جيش التحرير من بشار وعين الصفراء، وعندما وصلت المدينة في سبتمبر 1962 وجدت وضعا مضطربا، إذ أن المدينة باتت مقسمة بين الخاضعين لسطوة المغاربة وأولئك المواليين لجهة التحرير الوطني، ولولا جهود الوساطة ودهاء المسؤولين الجزائريين لوقعت الكارثة⁵¹، هذه الكارثة لم تكن أسوأ من غياب الجيش الجزائري بالمرّة لأن هذا الغياب كان يؤدي إلى حصول عواقب وخيمة يتساءل عنها بلعيد عبد السلام بالقول: " فكيف يمكن لنا أن نخرج المغاربة لو أنهم استقروا في تندوف؟ هل نحاربهم؟ إن ذلك سوف يكون أمرا فظيحا للغاية، كانوا سيكرسون الصبغة المغربية لهذا الجزء من ترابنا" (BENNOUNE, 1990: 199-200).

وهكذا كانت تحاك مناورات مغربية للاستيلاء على تندوف وبشار، ولولا تحرك وحدات جيش التحرير الوطني باتجاه تندوف لوقعت تحت الهيمنة المغربية، وقتها كان ملك المغرب يدهن قادة الجزائر المستقلة من أجل دفعهم للتباحث حول مشكلة الحدود والتسليم بحقوق المغرب التاريخية. لقد بارك الحسن الثاني إنشاء المكتب السياسي، وهنأ أحمد بن بلة على توليه السلطة، ووجه له في النصف الثاني من أكتوبر 1962 رسالتين تطرحان من جديد مطلب المغرب الحدودي (الملكية، ملف 1382)، وإثر نشوب الأزمة الجزائرية - التونسية اقترح الحسن الثاني وساطة بلده على أحمد ابن بلة (الملكية، ملف 1383)، ودارت مباحثات على مستوى وزراء الخارجية في الرباط،

⁵¹. شهادة المجاهد محمد حضري، مقابلة مع الباحث، وهران، 21 ديسمبر 2006

لم يكن الهدف منها كما علق حسن الوزاني النظر في تحقيق وحدة المغرب العربي وإنما فض الخلافات والمنازعات التي ظهرت بعد استقلال الجزائر⁵².

وأصبح الحسن الثاني أكثر إلحاحا على مضي اللجنة المشتركة الجزائرية - المغربية في عملها والفصل في ملف الحدود، إذ أجرى مباحثات في هذا الشأن مع المسؤولين الجزائريين في صيف 1963 قال عنها أنها كانت ودية، وأن الرئيس بن بلة وعده بفتح ملف الحدود (التازي، 2000: 24 . 25)، لكن وأمام شعوره بالمماطلة واليأس من الحل الدبلوماسي للمشكلة بدأ الحسن الثاني يستخدم أوراقه الأخرى، وقد كسب إليه مساعدة الولايات المتحدة الأمريكية وفرنسا، و أراد أن يثبت لهما أنه يدافع عن توجهها في المنطقة التي تتهددها أخطار القوى الثورية والإيديولوجيات المناهضة لطبيعة نظامه السياسي ولسلطة المغرب التاريخية، وهكذا بدأ منطق القوة والصراع على النفوذ يفرض نفسه.

كان التهديد بالحرب أو شنّها سبيلا لاسترجاع الأراضي المغتصبة في نظر الحسن الثاني، خاصة وان بوادر "جزائر ناصرية" تجدد في سعيها لتطويق المغرب، وأن السيطرة الجزائرية على تندوف كانت تعني إغلاق طريق الصحراء في وجه المغرب واتصال الجزائر بموريتانيا والصحراء الغربية، وأن القومية الجزائرية الناشئة بإرثها وثروتها قد تذيب نفوذ المغرب التاريخي، في هذا الإطار يؤكد علي الشامي أن منطق القوة قطع طريق المفاوضات، "ولحظة استقلال الجزائر كانت لحظة التحضير لأول حرب جزائرية - مغربية : بعد إعلان الاستقلال مباشرة تقدمت القوات المغربية واحتلت أهم المواقع الإستراتيجية على الحدود ردت الجزائر بطلب الانسحاب الفوري وبتحضير دعم مصري لقواتها المنهكة" (الشامي، 1980: 222).

وقبل الصدام المسلح في حرب الرمال بادر المغرب منذ استقلال الجزائر إلى احتلال عدة مراكز حدودية كانت تابعة للجيش الفرنسي ونشط تحركها المشبوه في تندوف، وتحركت القوات المغربية في صيف 1963 لاحتلال مراكز عسكرية داخل الجزائر (صفصاف، زغدو، كالازار، بوكيفتي، قصر الحجوي، النهاجة)، وردت قوات جيش التحرير الجزائري بمحاصرة هذه المراكز المحتلة، ووقعت حوادث في مركز زغدو، وفي مدينة تندوف خلفت عددا من

⁵². انظر مقال حسن الوزاني "المغرب العربي بين الخيال والواقع"، جريدة: الدستور، عدد 18 (25 فيفري 1963)

القتلى⁵³، وفي جويلية 1963 قرر الجيش الجزائري استرجاع المناطق المحتلة مغربيا فشن هجوما على مراكز: صفصاف، حاسي موينمات، مريجة، حاسي سبتي، المغميم، زعدو...الخ. وبدأت حملة التعبئة والتصعيد بين البلدين(التازي، 2000: 32)، ولم يفلح لقاء وزيرى خارجية البلدين بوجدة في وضع حد للأعمال العسكرية رغم أن بياهما ورد فيه التأكيد على " العزم على وضع حد لكل ما من شأنه أن يؤدي إلى زعزعة العلاقات الحسنة القائمة بين البلدين"⁵⁴، وفي سبتمبر 1963 توغلت القوات المغربية داخل التراب الجزائري، ووقعت الاشتباكات المسلحة في منتصف أكتوبر 1963 داخل مثلث النزاع حاسي بيضاء تنجوب وبرج لطفي، وهكذا اندلعت حرب الرمال خلال النصف الثاني من أكتوبر فكانت تركتها الثقيلة مفاجئة للشعبين الشقيقين وكان وقعها مؤثرا على قطيعة سياسية بين نظامي البلدين إذ لم تضع تسوية بامكو للنزاع في 29 أكتوبر 1963 حدا للتوتر المتصاعد في العلاقات الجزائرية - المغربية، وظل المغرب يطالب بتندوف كما يطالب بالصحراء الغربية وموريطانيا وهو توتر شجعتة كثير من العوامل الذاتية والخارجية، غير أن عامل الصراع على الحدود كان الواجهة الأساسية له (صايح، 1996: 60.16)، وقد بدأ كما رأينا زمن الكفاح المسلح، فمنذ استقلال المغرب أحس كثير من قادة الثورة الذين تسلموا السلطة أن المغريين وبدل أن يواصلوا المعركة مع الجزائر وضعوا عراقيل المشكلة الحدودية في وجههم، وأنهم داهنهم كثيرا لتكون المواجهة العسكرية هي الحاسم، معتبرين أن النظام المغربي أقدم على ضرب سلطتهم عشية استقلالهم بالاعتداء على مناطق السيادة الجزائرية، هذا في حين اعتقد المغرب بعد فشل المساعي السلمية أن الوقت مناسب للضغط على الجزائريين للتسليم بمطالبه الترابية وأن المغرب صبر على الجزائريين كثيرا إلى أن استقلوا وكان عليهم أن يوفوا بالتزاماتهم الواردة في اتفاقية 6 جويلية 1961 السرية بدل التردد و المراوغة⁵⁵.

وهكذا يتبين لنا أن العلاقات الجزائرية - المغربية دخلت منعرجا حاسما وخطيرا، إذ فرض استقلال الجزائر اندفاع المغرب لتحقيق طموحاته بكل السبل الممكنة، وعندما لم تنجح مهادنته لنظام ابن بلة في التوصل إلى أية نتائج استعمل حيله ومناوراته، ونظم مناوشات عسكرية للاستيلاء على المراكز التي أخلاها الفرنسيون، وأدى

⁵³. تدعى رواية القائد السنهوري المروجة من قبيل السلطات المغربية أن جيش التحرير الجزائري قتل عشرات من سكان المدينة المناصرين مغربية تندوف . والحقيقة أن النزاع خلال الفترة (سبتمبر أكتوبر1962) كان يدور بين القبائل الموالية للمغرب وتلك الموالية للجزائر، وان السنهوري قتل العشرات قبل أن يفر إلى المغرب. شهادة محمد حضري، مقابلة مع الباحث، وهران، 21 ديسمبر 2006

⁵⁴. أنظر البلاغ، جريدة العلم، عدد يوم 15 فيفري 1963

⁵⁵. يمكننا تسجيل كثير من العوامل التي وقفت وراء النزاع المسلح في خطابي رئيسا الدولتين، خطاب احمد ابن بلة بتاريخ 15 أكتوبر 1963، جريدة الشعب، عدد يوم 16 أكتوبر 1963 وخطاب الملك الحسن الثاني جريدة الجنوب، عدد 53، (01 نوفمبر، أكتوبر 1963)، ص. 4 . 6.

التصعيد العسكري إلى دخول النظامين في الحرب، التي جاءت لتؤكد أن العلاقات بين البلدين زمن الكفاح المسلح بلغت مستوى من التدهور والعداوة نتيجة إصرار النظام المغربي فرض سيادته على تندوف وبيشار.

الخاتمة:

على ضوء ما سبق يمكننا القول أن مرحلة المفاوضات الجزائرية الفرنسية سمحت للمغرب بإبداء تعاونه واستعداده للتجاوب مع مطالبها العسكرية والسياسية وساعد الضغط الشعبي المتضامن مع الجزائر على بلورة مثل هذه المواقف. وقد أحسن النظام المغربي بمخاوف تصاعد إيديولوجية الثورة الجزائرية وخطورة تحالفاتها الدولية ومن تضييع المفاوضات لمطالبه الترابية، فعمل على انتهاز كل الفرص لتقوية نفوذه وتحقيق مطامحه، ولكن دبلوماسية الثورة الجزائرية استطاعت أن تكسب المعركة وتتجاوز ضغوطه بفتح ملف الحدود، وأدى تأجيل النظر في قضية الحدود إلى صبح اتفاقية 6 جويلية 1961 بكثير من التأويلات التي تخدم الأطروحة المغربية .

اتضحت المطامح المغربية جلية عشية الاستقلال، وذلك من خلال ضغوط النظام المغربي على القادة الجزائريين من أجل التسليم بما أسماه "حقوقه الترابية"، كما أن شعوره بخطر التوجه اليساري المغربي دفعه للعمل على محاصرة النظام الجزائري، واتهامه بمعاداة المغرب والاستحواذ على أقاليمه الترابية، وهو ما أدى لحرب الرمال التي أكدت القطيعة في العلاقات الجزائرية . المغربية واستمرار التنافس بين نظامي البلدين الشقيقين.

المصادر والمراجع:

الأرشيف:

1. وثائق مديريةية الوثائق الملكية، علبة الجزائر 2، ملف 1381.
2. وثائق مديريةية الوثائق الملكية، علبة الجزائر 2، ملف 1382.
3. وثائق مديريةية الوثائق الملكية، علبة الجزائر 2، ملف 1383.
4. الأرشيف الوطني الجزائري: (ANA)
- a. الحكومة المؤقتة للجمهورية الجزائرية (GPRA)، علبة 302، ملف 3 و 4، تقرير رئيس بعثة الحكومة الجزائرية المؤقتة بالمغرب المؤرخ في 19 نوفمبر 1961.

b. الحكومة المؤقتة للجمهورية الجزائرية (GPRA)، علة 302، ملف 3 و 4، تقرير عن مقابلة السفير المغربي في تونس لوزير الخارجية كريم بلقاسم.

c. الحكومة المؤقتة للجمهورية الجزائرية (GPRA)، علة 302، ملف 7 إلى 11، تقرير بعثة الحكومة الجزائرية المؤقتة الذي كتب بوسلحام عن وضعية اللاجئين في المغرب.

d. ANA : GPRA, B302. DOS.3 - 2 ; Compte-rendu d'une mission à Ksar Souk le 14 Aout 1961.

e. A.N.A : GPRA, B 302, DOS- 3- 17 ".Compte rendu d'un entrevue avec Allal El Fassi" le 19 juin 1961.

المصادر المكتوبة:

1. الحسن، الثاني. التحدّي، ط2. الرباط: المطبعة الملكية، 1983
2. حربي، محمد. حياة تحدّ وصمود، مذكرات سياسية 1945-1962. ترجمة عبد العزيز بوباكير وعلي قسايسية. الجزائر: دار القصة للنشر، 2004.
3. الميلّي، محمد. المغرب العربي بين حسابات الدول ومطامح الشعوب، ط1. بيروت: دار الكلمة للنشر، 1983.
4. التازي، محمد. مذكرات سفير. ط1. الدار البيضاء: مطبعة الأنباء، 2000.
5. البصري، محمد. كتاب العبرة والوفاء، حوار سيرة ذاتية مع حسن نجمي، ط1. الدار البيضاء: مؤسسة محمد الزرقطوني، 2002.
6. العلوي، مصطفى. المهدي بن بركة للحقيقة والتاريخ، ط1. بيروت: دار الآفاق الجديدة، 1984.
7. الفاسي، علال. منهج الاستقلالية. الرباط: مطبعة الرسالة، 1962.
8. بن بركة، المهدي. الاختيار الثوري في المغرب، ط2. بيروت: دار الطليعة، 1966.
9. محمد الخامس. انبعاث أمة، مجموعة الخطب التي ألقاها الملك محمد الخامس من سنة 1955 إلى سنة 1960. ج5. الرباط: المطبعة الملكية، (د. ت)
10. محمد الخامس، والحسن الثاني. انبعاث أمة. مجموعة الخطب التي ألقىت خلال عامي 1961. 1962. ج6. الرباط: المطبعة الملكية، 1962.
11. BENNOUNE, Mahfoud et EL KENZ, Ali. les hasards et L'histoire : entretiens avec Belaid ABDESSELAM, T1. Alger: ENAG. 1990.
12. MALEK, Redha. L'Algérie à Evian : Histoire des négociations secrètes 1956 1962. Alger : Dahlab, 1995.
13. DAHLAB, Saad. Pour l'indépendance de l'Algérie : mission accomplie. Alger: Dahlab, 1990.

الدراسات:

1. إبراهيم، عبد الله. التقرير المذهبي للمؤتمر الوطني الرابع للاتحاد الوطني للقوات الشعبية. الدار البيضاء: مطبعة أميريا جيمما، 1983.
2. آيت ايدر محمد بن سعيد. صفحات من ملحمة جيش التحرير بالجنوب المغربي، ط1. الدار البيضاء: مطبعة صوماكرام، 2001.
3. خليدي، محمد و خباش، حميد. جهاد من أجل التحرير. (شهادة الخطيب وحافظ اب، 1999)، ط1. الرباط: منشورات إفريقية، 1999.
4. الشامي، علي. الصحراء الغربية عقدة التجزئة في المغرب العربي. بيروت: دار الكلمة للنشر، 1980.
5. صايح، مصطفى. العلاقات الجزائرية المغربية (1962-2000): دراسة أزمة الحدود وقضية الصحراء الغربية. رسالة ماجستير. الجزائر: معهد العلوم السياسية والعلاقات الدولية جامعة الجزائر، 1996.
6. مالكي، محمد. إشكالية وحدة المغرب العربي. دبلوم دراسات عليا من كلية الحقوق. الرباط: جامعة محمد الخامس، 1989.
7. يحيى، جلال وآخرون. مسألة الحدود المغربية الجزائرية والمشكلة الصحراوية، ط1. القاهرة: دار المعارف، 1981.

الصحف:

1. جريدة المجاهد، أعداد متفرقة.
2. جريدة الشعب، عدد يوم 16 أكتوبر 1963
3. جريدة الدستور، عدد 18 (25 فيفري 1963)
4. جريدة العلم، عدد 31 أكتوبر 1960. و الطليعة عدد يوم 2 نوفمبر 1960.
5. جريدة الجنوب، عدد 53، (01 نوفمبر، أكتوبر 1963)

الشهادات:

1. شهادة عبد الحميد مهري، ، مقابلة مع الباحث، الجزائر، 7 أوت 2005 .
2. شهادة المجاهد محمد حضري، مقابلة مع الباحث، وهران.
3. شهادة محمد حضري، مقابلة مع الباحث، وهران، 21 ديسمبر 2006

تحولات المجتمع الريفي بالحضنة إبان الحقبة الاستعمارية 1863-1954.

الأستاذ الدكتور كمال بيرم.

جامعة المسيلة.

تاريخ القبول	تاريخ المراجعة	تاريخ الإرسال
01 جوان 2020	06 أفريل 2020	17 مارس 2020

الملخص:

شكلت منطقة الحضنة كغيرها من مناطق النجود بالجزائر جزءا من الفضاء القبلي الرعوي، بحيث عاشت فيه خلال التاريخ الحديث قبائل انصهرت بفضل القرابة أو الجوار وكونت ما أصبح يطلق عليه بالمجتمع الحضني، والذي ظل متماسكا في نسيجه التقليدي إلى غاية اختراقه من قبل الاحتلال الفرنسي منذ 1840. وانطلاقا من مقاومات قبائل الحضنة القوية واستمرارها ضد الاحتلال فقد كانت عرضة لسياسة تفكيك وتهجير وتحول في أنماط حياتها القبلية التقليدية التي تقوم على الترحال إلى مجتمع مستقر تجاوز مرحلة العشيرة والقبيلة لينسج نسيجا اجتماعيا جديدا في ظل تطور السياسات الاستعمارية العديدة مع بروز فئة المعمرين الأوربيين من فرنسيين و يهود. ولكن ما هو شكل القبيلة التي نتحدث عنها بالنسبة لمنطقة الحضنة؟ وكيف عملت فرنسا على تفكيكها. وما مظاهر تحولات المجتمع القبلي بالحضنة بين بداية تطبيق قانون 1863 إلى 1954 ذلك ما نحاول الإجابة عليه في هذه الورقة البحثية.

الكلمات المفتاحية: الحضنة، القبيلة، الاحتلال التحولات.

Le résumé :

La société hodnéenne précoloniale était complètement rurale, et caractérisée par une structure hiérarchique ou l'unité supérieure de l'organisation sociale était la tribu. Les fondements économiques de la société hodnéenne précoloniale consistaient en la pratique de l'élevage et quelques cultures vivrières.

Au premier contact de la colonisation, le monde rural du Hodna, allait être l'objet d'une grande transformation, une altération progressive se manifeste sur le plan de la vie collective, suite a une politique de désagrégation des tribus par le biais du décret du 22/04/1863 du Sénatus consulte, dont les tribus des Hodna étaient un champ d'exercice par des opérations chirurgicales.

Mots clés : Hodna, tribu, mutation, colonisation.

مقدمة:

اتسم المجتمع الريفي الجزائري عامة وبمنطقة الحضنة على وجه الخصوص قبل الفترة الاستعمارية، حسب الدراسات التاريخية، ببنية اجتماعية و اقتصادية متماسكة مستقلة عن كل تدخل خارجي، و وضع لنفسه تنظيما يكفل له الاستمرارية في الحياة الاقتصادية و الاجتماعية بشكل مستقل، إلا أن الاحتلال الفرنسي قام باختراق قوي لهذه البنية وحدثت بها تحولات عديدة مست قواعد معيشتها المادية والمعنوية. إذ عمد الاستعمار الفرنسي منذ احتلاله للجزائر سنة 1830 إلى اختراق المجتمع والاقتصاد الأهلي الجزائري من خلال محاولات تفكيك البنية الاجتماعية التقليدية للمجتمع الجزائري عامة، بطريقة عنيفة مثل اغتصاب أو مصادرة الأراضي للقبائل الثائرة، والطرده التعسفي للسكان إلى المناطق القاحلة والوعرة، والتهجير خارج الوطن، ثم المحاولات المتعددة للاستيعاب الديني والثقافي المتصاحب باحتقار وامتهان للثقافة المحلية، وهو الشيء الذي أدى إلى تأصيل العداء لدى المجتمع تجاه الإدارة الاستعمارية فترة الاحتلال والذي ترافق بالتمرد والمقاومة المسلحة ثم العصيان ورفض التعامل مع الإدارة الاستعمارية، وبالتالي خلق شبكة علاقات تنظيمية واجتماعية خارجة عن النسق الثقافي الاستعماري.

في هذا الإطار تدرج مساهمتنا التاريخية التي تتمحور إشكالياتها حول مسألة الاختراق الاستعماري للمجتمع التقليدي بالحضنة والوسائل التي أدت إلى بروز مظاهر عديدة في تحول المجتمع الريفي لبلاد الحضنة عن أطره التقليدية، اعتمادا على استقراء الوثائق الأرشيفية لفترة الاحتلال ما بين 1863-1954. وهذا يجزنا إلى طرح التساؤلات الآتية: كيف كان واقع المجتمع الحضني؟ وما هي أبرز التحولات التي طرأت على المجتمع والقبيلة من جراء السياسة الاستعمارية؟

1. المجتمع بالحضنة بين الموروث التقليدي وتسلط السياسة الاستعمارية:

المجتمع الجزائري كغيره من المجتمعات الإنسانية الأخرى مر بمراحل عديدة منذ فجر التاريخ، أي من المجتمع الأموسي الطوطمي إلى مجتمعات القنص الترحال، ليصل إلى مجتمع الرعي والزراعة والاستقرار. ولإعطاء صورة تقريبية عن ظاهرة التكوين الاجتماعي بمنطقة الحضنة والذي يعد من بين الظواهر الاجتماعية التي رصدتها العلامة ابن خلدون (ابن خلدون، العبر، 2003: 202)، الذي يعد أول عالم أسس لعلم الاجتماع، وكذلك عالم الاجتماع الفرنسي بورديو خلال القرن العشرين.

يمثل العرش عادة الخلية الاقتصادية والثقافية والاجتماعية إلى جانب الفرق التي تنتمي إليه سواء بالأصل أو المعاشرة والاحتماء أو بالإقامة، ويغلب منطق الجماعة على الفرد، العرش في هذه الحالة بمنطقة الحضنة يعتبر حقيقة ثقافية وعسكرية واقتصادية ملتزمة بالإحساس المشترك بالانتماء للجد المشترك أو ما عبر عنه ابن خلدون بالعصبية التي تظهر في إطار الصف (التحالف الذي يتكون من عرش أو مجموعة عروش أو فرق).

استمرَّ التنظيم الاجتماعي بالجزائر عامة و الحضنة بالأخص قبليا إلى غاية الاستعمار الفرنسي. فعندما احتلت فرنسا منطقة الحضنة منذ 1840، كان المجتمع منظما تنظيميا تقليديا حادًا. أكدت الكتابات التاريخية على كون الوحدات التي ظلت تشكل بنية المجتمع الريفي في الجزائر قبل الاحتلال، سواء كانت ناطقة بالعربية أو البربرية، وسواء كانت خاضعة للسلطة العثمانية أو نائرة عليها، هي في أصلها قَبيلية، واستمرت كذلك إلى بدايات القرن العشرين (BOURDIEU, 1953: 45-56). وبما أنّ المجتمع الجزائري جزء من الفضاء الجيو-سياسي للمغرب فيمكن القول أنه ظلّ إلى بدايات القرن العشرين، منظماً تنظيمياً قبلياً حاداً. فقد كان أكثر سگان البلاد عبارة عن مجموعات من القبائل، وكانت الوحدة الاجتماعية في الريف، تتمثل في القبيلة. وكانت القبيلة تكبر بالتحالف أو الغزو حتى تغطي منطقة بكاملها، وتصبح قوة سياسية وعسكرية يُحسب حسابها. ومن هنا جاءت المقاومة العتيدة للاستعمار في منطقة الحضنة مثل مقاومة الحسن بن عزوز سنة 1840 ومقاومة محمدبوختناش 1860 ومقاومة أولاد ماضي 1864 ومقاومة المقراني 1871، وكان استمرار هذه المقاومات مرتبطاً أيضاً بهذا النوع من التنظيم.

عالم الاجتماع الفرنسي بيار بورديو الذي درس جيدا منطقة الحضنة وحلل التنظيم القبلي من خلال عملية الإسقاط على عرش أولاد ماضي بالحضنة الغربية، عرف القبيلة بالحضنة بكونها اتحادا فيدراليا لمجموعة من الفرق، يزعم أفرادها أنّهم ينحدرون من جدّ واحد مشترك، ينسجون حول شخصيته الأساطير (BOURDIEU, 1980: 64). ولكن الواقع يبدو أكثر تعقيداً من هذه الصورة المبسطة. إذ يجب أن نترك جانبا أمر القرابة الدموية، ذلك أنّ القبيلة، يقول بورديو، هي في حقيقتها تجمّع سكاني متعدّد الأصول، أما شجرة النسب داخل القبيلة فهي مجرد محاولة بناء نظري بحت لا ينطبق على كل قبائل الحضنة مثل قبيلة أولاد دراج التي تضم فرقا لا تنتمي إليها إلا بالحوار أو الصحبة منها فرقة السوامع الكبيرة. وبناء على ما سبق تحليله، فإنه يبدو من المفيد لموضوعنا أن نطرح جانبا أمر القرابة الدموية في تعريف القبيلة الجزائرية. ذلك أنه في المناطق السهبية والصحراوية مثلا نجد العائلات التي تكوّن القبيلة ترجع إلى أصول مختلفة، ويكون الاسم الذي يطلق على القبيلة-

غالباً- هو نفسه اسم فرقة من الفرق المكوّنة لها، والذي فرضته على العائلات والفرق الأخرى. كما أنه من النادر ظهور مثل هذا النوع من القبيلة في منطقة التل ولا تظهر إلا في حالات ظرفية، عندما تتحد بعض العائلات لتحقيق أغراض معينة، كالاحتفالات التعبدية والحروب وما ينبغي أن نؤكد عليه - مجدداً- هو أن هذا النوع من التنظيم في منطقة التل، داخل المجتمع الجزائري موضوع بحثنا، ظل محافظاً على طابعه القبلي، على امتداد القرن التاسع عشر وإلى بداية القرن العشرين. وقد ظلّت جميع القرارات الهامة تتخذ داخل هذا الإطار القبلي، الذي يعمل بدوره على حماية أفرادها.

المصادر المكتوبة والشفوية لا تعتبر أن سكان هذه المناطق (الحضنة) ينتمون إلى الجد المشترك باعتبار تواجد عدد من الفرق داخل العرش تختلف في الانتماء فمنها من ينتسب إلى الأشراف والبعض إلى الأجواد ومنهم من ينتسب إلى المرابطين. دعمت سلطة الاستعمار سياسة " فرق تسد " فعملت أولاً على قتل وحرق كل شيء في جبال الأطلس و الحضنة لأن الأهالي رفضوا الدخول في الطاعة. بالنسبة لهذه المسألة أود التأكيد على ملاحظة أن الفرنسيين ركزوا على العمق الثقافي وحاولوا ربط الفرنسية بالبربرية، وكأن البربر أقلية وتبنوا الدفاع عن هذه الأقلية. بينما الحقيقة أن المغرب كله بربر إضافة إلى هجرات بني هلال وبني سليم الذين جاءوا كذلك إليه.

المعروف أن الدراسات التي قام بها باحثو الإثنوغرافيا الكولونيالية لمجتمعات البربر من خلال عملهم الميداني أو التوثيقي أمثال كامبس (CAMPS,1920 :320) أو غوتي (GAUTIER,1961:190) وغيرهما، أدت إلى توليد كم هائل من المعلومات حول ظاهرة التمييز بين القبائل وتكوينها الاجتماعي وخصوصياتها الحضارية. لقد عمل الاستعمار الفرنسي على اختراق ومحو الموروث التقليدي للمجتمع في الحضنة من خلال جملة من السياسات التي استهدفت المجتمع الجزائري برمته، وذلك انطلاقاً من المشروع الحضاري الذي أرادت فرنسا تحقيقه . وجد الهيكل القبلي وسلطة الجماعة وتوازن المجتمع الريفي بمنطقة الحضنة نفسه في وضع خطير بسبب السياسة الاستعمارية التي كانت تهدف في البداية وبدرجة أساسية، مراقبة وتحرك البدو الرحل الذين اعتبروا عند الاحتلال عقبة كبيرة في مد السيطرة الاستعمارية على المنطقة، ومن أجل الوصول إلى هذا الهدف استعملت الإدارة الاستعمارية عدة طرق ووسائل، من أجل تحطيم البنية الاجتماعية القبلية وتثبيت البدو الرحل.

وقد ظلّت جميع القرارات الهامة تتخذ داخل هذا الإطار القبلي، الذي يعمل بدوره على حماية أفرادهِ. ويضرب بورديو عرش أولاد ماضي بمنطقة المسيلة مثالا لذلك. إلا أن هذا التنظيم تعرّض لاختراقات الاحتلال منذ بداية تطبيق قانون المجلس المشيخي لسنة 1863 كما سنرى ذلك على منطقة الحضنة.

2. تحولات القبيلة في ظل الاحتلال بمنطقة المسيلة:

سبق عملية تقسيم عروش منطقة الحضنة إداريا، أي بعد تكوين البلديات المختلطة بإقليمها، قانون سينانوس كونسيلت 1863 الذي أحدث ما يمكن اعتباره عمليات جراحية في بنية المجتمع الجزائري عموما وأعراس المسيلة خصوصا (Sebhi,1980:105). ففكك روابط العرش الواحد وجزأه إلى وحدات صغيرة، وعمل قانون إنشاء الملكية الخاصة على إبعاد علاقات التضامن والتكامل التي وجدت منذ قرون بين أفراد العرش الواحد كما عمل الاحتلال على إبداع تسميات جديدة لعروش جديدة مرتبطة بالمنطقة الجغرافية أو الوحدة الإدارية، أكثر من روابط الأصل أو الانتماء، كما عمل على إعادة ربط الجماعات إداريا بصفة تؤدي إلى مزيد من التباعد بينهما، وإلى التنقل والحركة (ACMM, B118) البعيدة عن المواطن بسبب العلاقة المباشرة لسلطة الإدارة الاستعمارية على السكان، ولعل الأمثلة كثيرة التي تبرز جوانب ومظاهر هذا التوجه الاستعماري بداية بعرش أولاد دراج الذي أعيد تقسيمه إلى عدة فرق منذ 1867.

وقد مرت السياسة الاستعمارية بالحضنة بمحطات هامة نذكر منها:

أ. تحطيم العرش أو القبيلة:

يعتبر قانون سناتوس كونسيلت 1863 سلاحا حقيقيا لتحطيم العروش تدريجيا في الجزائر بداية الاحتلال حيث تعرض على سبيل المثال في الجزائر في بداية تطبيقه عرش أولاد دراج وأولاد ماضي بمنطقة الحضنة وسط الجزائر إلى عمليات جراحية حيث قسما إلى عشرات الفرق والدواوير بين 1866 و 1904. حيث كان عرش أولاد دراج أول عرش خضع لعمليات سناتوس كونسولت منذ 1867 وأدى القانون إلى ظهور 33 فرقة وإلى 13 دوار كما قسمت مدينة المسيلة سنة 1868 إلى دواوين ومسيلة قسمت إلى الحضر والكراغلة كما قسم عرش أولاد ماضي سنة 1869 إلى 5 فرق.

جدول رقم 01: تقسيم عرش أولاد ماضي حسب قانون سيناتوس كونسولت (ACC,1869)⁵⁶

اسم الدوار	عدد السكان 1869	الأراضي الزراعية	مساحة الدوار
أولاد سيدي حملة	1456 نسمة	9375 هكتار	70.000 هكتار
واد الشلال	1520 نسمة	6644 هكتار	20.837 هكتار
أولاد عبد الحق	914 نسمة	1806 هكتار	19.123 هكتار
البربري	732 نسمة	1420 هكتار	10.405 هكتار
أولاد معتوق	846 نسمة	2891 هكتار	10.379 هكتار
المجموع	5468 نسمة	22136 هكتار	130.744 هكتار ¹

ورغم هذا التقسيم فقد استطاع عرش أولاد ماضي أن يجمع تحت غطاءه فرقا اندمجت فيه وقويت باسمه الذي كان يعني الكثير بالنسبة للعروش المجاورة، فهو يعني السيادة وضمان الأمن والشرف والعزة، لذلك نجد فرقة أولاد سيدي حملة ورغم ارتباطها بشخصية وليها الصالح سيدي حملة إلا أنهم أكثر احتمااء وولاء لعرش أولاد ماضي الذي زاد نفوذه وسيادته على بلدية المسيلة المختلطة من خلال منح فرنسا سلطة القيادة لأعيانه على مختلف دواوير المسيلة. أما عرش أولاد دراج الذي يتوزع جغرافيا بين وادي القصب المسيلة ووادي بركة شرقا وينسب العرش إلى دراج بن سيدي عثمان الذي جاء من الغرب من الساقية الحمراء ووادي الذهب بإقليم وزان "الجبالة" في القرن الثالث عشر مع صديقه سيدي احمد بوشللق وأحمد بن يوسف حيث استقروا بالحضنة بعائلاتهم في 12 خيمة بعد أن أقاموا بمدينة مليانة فترة من الزمن قصد التعلم فقد قسم منذ 1869 إلى عدة فرق مرتبطة بعدة مناطق إدارية استعمارية عرفت بالدواوير .

⁵⁶ .A.C.C : Archives de Cadastre de Constantine.

جدول 2: يمثل تقسيم أولاد دراج بعد تطبيق قانون سيناتوسكونسيلت 1867 وانفصال فرقة السوامع عنه (ACC,1867).

اسم الدوار	ع. السكان 1866	م. الأراضي الزراعية	عدد الجابديات	مساحة الدوار
المطارفة	1943 نسمة	6925 هكتار	336	17115 هكتار
أولاد ولهة	660 نسمة	7989 هكتار	103	16261 هكتار
البراكتية	684 نسمة	4397 هكتار	119	6010 هكتار
أولاد قسمية	561 نسمة	3500 هكتار	107	4899 هكتار
سلمان	619 نسمة	2771 هكتار	178	3357 هكتار
مرابطين الجرف	704 نسمة	1574 هكتار	47	2362 هكتار
ويتلان	274 نسمة	590 هكتار	41	1867 هكتار
أهل الدير	317 نسمة	733 هكتار	30	1341 هكتار
أولاد دهيم	603 نسمة	907 هكتار	51	1035 هكتار
المجموع	6371 نسمة	29338 هكتار	883	

نظرا للمشاركة القوية لعرش السوامع في مختلف محطات المقاومات المحلية ضد الاحتلال فقد كان العرش الأول الذي استهدف في تفكيك وحدته القبلية بحيث تم تقسيم قبيلة السوامع الكبيرة إلى دواوير منذ 1863 :

دوار بئر العانات الذي ضم 1253 نسمة وحددت له مساحة 20906 هـ ودوار بوجمادو الذي ضم 1054 نسمة وحددت له مساحة 22794 هـ.

وقد حاولت لجنة السناتوس كونسولت أن تقترح تجميع كل من أولاد دهيم ومرابطين الجرف وأولاد سلمان وأهل الدير ضمن إسم أولاد عدي الظهارة وكل من الطلبة أو ما تعرف بكندية ويتلان وأولاد عدي لقبالة وحددت مساحة العرش حسب القانون 54.409 هكتار وكل هذه التقسيمات اعتبرت مرحلة حاسمة نحو تفكيك النسق الاجتماعي التقليدي لسكان الحضنة الغربية. لقد كان قانون وارني Warnier القانون الثاني لتفكيك الملكيات الجماعية (العرش) التي تحولت إلى ملكيات خاصة فردية غير متساوية وغير عادلة لسكان الحضنة الغربية لأنه بظهور الاختلاف في الملكية العقارية بدأت الفوارق الاجتماعية تظهر وتؤدي الحالة إلى عرقلة حركة البدو والرحل وتقلص الأرض المشاعة للكأ وأن من نتيجة ذلك تقلص التضامن الجماعي وبروز طغيان المصلحة الفردية على مصلحة الجماعة أو العرش كما كان في السابق والاندماج في محيط المعاملات الربوية والمادية التي جاء بها الأوروبيون واليهود.

ب. نهاية التكامل بين أفراد العرش:

كانت سنة 1870 محطة تاريخية في ظهور الحركة الاستيطانية لمناطق التل الجزائرية ومن بعدها السفوح والسهوب وبدأت قصة جديدة للفلاح في أرض الحضنة حيث يحاصر بين الاستيطان من جهة وبين الزيادة البشرية للمنطقة فالأراضي المشاعة التي كانت تجوبها المواشي تقلصت كثيرا وأصبح من الصعب تنقلها والنتيجة انه خلال 40 سنة بعد 1870 أي 1910 تقلصت المواشي من 200 ألف رأس إلى 100 ألف رأس بعدما كان تطور لاقتصاد الزراعي على حساب تربية المواشي من عوامل تقلص المواشي سبب الاستقرار بالأرض والتحول نحو خدمة الأرض بعد تقسيمها بين الأفراد وكان لظاهرة الاستقرار نمو سريع للمباني أو الأكواخ وتقلص عدد الخيام التقليدية وتزايد حركة بناء أكواخ بين 1920-1936 والتي لم تكن موجودة قبل الاحتلال الفرنسي إلا في نطاق ضيق مثل الحواضر القديمة كمدينة المسيلة. ويذكر دييوا (DESPOIS, 1953: 355) في كتابه الحضنة انه في سنة 1952 اختفت الخيم تقريبا من الحضنة الغربية سبب التحول في نمط السكن وحتى في المناطق الرعوية تقلصت بشكل كبير الخيم لتحل محلها المباني والأكواخ ولم تعد الخيم تمثل إلا نسبة 40 بالمائة من مجموع المساكن الموجودة بالحضنة الغربية في سنة 1911 في الوقت الذي كانت فيه هي المسكن الأساسي عند بداية

الاحتلال وقد تضاعفت عملية تكوين مباني الأكواخ على حساب الخيم عقب الحرب العالمية الثانية لتصل نسبة الخيم 19 بالمائة من مجموع المساكن. ومن جهة ثانية يظهر تحول آخر في إطار انتقال نمط حياة العشابة الرحل إلى عمال إجراء مرتبطين بالأرض وكانت حركة الانتقال للبدو قبل الاحتلال تتم بالانتقال وراء الكلاً بين سفوح الحضنة وأراضي التل شتاء وصيفا ومنذ بداية القرن العشرين بدأ التحول الهام بانتقال البدو الرحل إلى بدو رحل عمال زارعين في إطار نشاطات ثانوية كما أن التوسع الذي حصل في زراعة الحبوب على السفوح العليا للحضنة الغربية أدى في البداية إلى توفر فرص العمل لكن في المقابل أدى إلى تقلص الثروة الحيوانية.

ج. القطيعة مع مبادئ التنظيم الاجتماعي للريف الجزائري :

المتتبع لتاريخ أزمة البدو الرحل بمنطقة الحضنة نلخصه في تدهور نمط الإنتاج التقليدي من خلال سيطرة سوق الرأسمالية عليه ونستطيع القول أن البدو الرحل تم القضاء عليهم بمرحلتين زمنيتين:

1. من جهة بعملية تحول وسائل الإنتاج من أيدي البدو الرحل مربي المواشي إلى فائدة المستوطنين الأوربيين
2. من جهة ثانية تأثير عملية التنمية والتطور الحاصل في قطاع تربية المواشي وشروط مرحله في إطار السوق الجديدة المسيطرة (المرتبطة بالنفوذ والمرتببات وخصوصة وسائل الإنتاج سيطرة روح المادة على الروح التضامنية المعنوية التقليدية بظهور الانفرادية وهذا يمثل عامل التقديم الذاتي لعالم البدو الرحل).

وقسم عرش السوامع سنة 1890 إلى 4 فرق كبيرة هي اللوذاني، أولاد عبد الله الهجارس أولاد حديدان بعد أن فصل عن العرش الكبير أولاد دراج الذي تكون فيه، وتكونت مجموعة فرق صغيرة عن فرقة السوامع وهي: العسالة، الدرابية، الزراردة، الخلوافية، أولاد قمر، لجعادية، الزوارق، المرايش، أولاد رحال، أولاد عجابي⁵⁷ (ACMM, Boite 127). وبعد أن كانت أراضي العرش مشاعة بين سكان أولاد دراج بصفة عامة فقد حددت الإدارة الاستعمارية أراضي السوامع في بوحامادو بعد أن قسمت فيما بين هذا العرش الأراضي التي يفصلها واد بوحامادو عن الفرق الأربعة الرئيسية (ACMM, B.188) في حين فصلت منطقة بئر العانات التي يقطنها أولاد غنائم وكونت لها إدارة منفصلة وقسمتها إلى فرق صغيرة باسم أولاد غنائم وكرست بذلك سياسة التفرقة بين هذه الفرقة وفرقة سوامع بوحامادو باعتبار إن أولاد غنائم لم يجاروا إلى جانب المقراني الذي وقفت بجانبه بقية عناصر السوامع خصوصا أولاد عبد الله.

⁵⁷. A.C.M.M : Archives de la Commune Mixte de M'sila.

إن هذا التقسيم الجديد للعرش استهدف المرحلة النهائية في تحطيم البنية الاجتماعية وإعاقة استمرار الانسجام بين السكان كما أن قانون وراي 1873 استكمل بمنطقة المسيلة عملية التفكيك بتحويل ملكيات العروش الجماعية إلى ملكيات فردية وحطم بذلك المجتمع التقليدي وأفرز ظهور هيكل غير متوازن للملكيات، وتكوين فوارق عقارية ينجر عنها فوارق اجتماعية، ومن خلال ذلك بداية حرمان العالم الريفي من نمط تربية المواشي بإقليم منطقة المسيلة السهبي كما أفرزت هذه التحولات واقعا جديدا بعيدا كل البعد عن عقلية الإنسان المحلي المبنية على التآزر والتضامن والانسجام.

كما أدت عمليات إنشاء مركز الاستيطان الأوربي بالمسيلة واحتوائه على النصب الأكبر لمياه وادي القصب، إلى انهيار عمل التكامل الاجتماعي منذ 1870 بحيث امتلك المعمرون الأراضي الواسعة للسهول الشمالية وأصبحت لهم عقود سلمت لهم من قبل واري Warnier نفسه (ACMM, B.127)، وبدأت بذلك قصة تدهور الملكية العقارية للفلاح لمنطقة الحضنة، والذي تحول إلى إنتاج الزراعات المعاشية الضعيفة المردود بعد أن حوَصر بين ظاهرتي الاستعمار والانفجار السكاني (SEBHI, 1980:108).

والجديد في السياسة الاستعمارية بمنطقة الحضنة هو تلك الإجراءات القانونية التي أعاقَت تحرك الإنسان والحيوان في محيطه الطبيعي، بعد تحديد الملكيات ومنع مرور المواشي أو رعيها في الأراضي التي كانت من قبل أراضي عرش، وانتقلت إلى الدومين أو الكومينال أو الخواص، وهذه الإجراءات أدت إلى تحويل مستوى الإنسان بصفة عامة من إنسان ميسور إلى مزارع صغير، ومرب صغير للمواشي قرب المناطق الفيضة القليلة. وأدت العملية ككل إلى تفكير المجتمع الحضني بعروشه بعد نمو ظاهرة الاستقرار للبدو غير المألوفة، فقد بدأت العمليات الأولى للاستقرار منذ انتصاب الإدارة المدنية بالمسيلة 1885 وارتفعت بين سنة 1911 حيث تم إحصاء 9192 مسكن مقابل 5797 خيمة ليرتفع عدد المساكن على حساب الخيم التي لم تعد تمثل سنة 1936 إلا 19.5% من المجموع (SEBHI, 180:105, 111)، بعد أن كانت هي المسكن الأساسي لسكان ريف منطقة الحضنة قبل الاحتلال.

واستهدفت فرنسا من خلال هذه التقسيمات إيجاد وحدات جديدة هي الدواوير المنبثقة عن العرش الواحد وأن تجعل منها واقعا حتميا بعد عملية التهديم الاجتماعي التي جاء بها قانون سناتوس كونسولت 1863 كما أن

هدف هذا التقسيم هو القضاء التدريجي على الرابطة القوية التي كان يتمتع بها العرش وأفراده من خلال الفرق والعائلات.

فمنطقة الحضنة المشتهرة بتربية المواشي أكثر من الزراعة وبالتنقل والحركة أكثر من الاستقرار، كان الدوار بها نتاجا كولونياليا لتجميع أفراد الفرق والعرش المجزأ، لمنعها من مواصلة نشاطها الرعوي من جهة، وللسماع للمعمرين الجدد بالتوسع في الأراضي الخصبة التي سوف يستقبل فيها أهل الدوار كعمال موسمين عندهم (ACMM, B.225).

إن هؤلاء العمال الذين تحولوا إلى أجراء لم تعد لهم أراض بعد أن تحولت إلى الدومين أو أملاك الدولة الفرنسية وأدى هذا التحول إلى تفجير الأهالي الذين باعوا أملاكهم للمحتكرين الجدد خصوصا اليهود منهم. إن الشيء اللافت للنظر في هذا التحول الاجتماعي والاقتصادي لسكان منطقة الحضنة هو ذلك التراجع الكبير لروح الجماعة وبروز الروح الفردية خصوصا بعد انقسام العائلات، وتزايد اهتمام الرجل بأفراد عائلته على حساب أفراد العرش الذي كان ينتمي إليه ويحميه في ظل تحول السلطة إلى المحتل الجديد.

3. تفكيك القبيلة وبروز الدوار بمنطقة الحضنة:

كانت سنة 1870 محطة تاريخية في ظهور الحركة الاستيطانية لمناطق التل الجزائرية وإقليم منطقة الحضنة، ومن بعدها السفوح والسهوب، وبدأت قصة جديدة للفلاح في أرض المسيلة حيث يحاصر بين الاستيطان من جهة وبين الزيادة البشرية من جهة أخرى. فالأراضي المشاعة التي كانت تجوبها المواشي تقلصت كثيرا وأصبح من الصعب تنقلها والنتيجة أنه خلال 40 سنة بعد 1870 أي 1910 تقلصت المواشي من 200 ألف رأس إلى 100 ألف رأس (DESPOIS, 1964: 188) ويعتبر تطور الاقتصاد الزراعي بإحداث المكننة الفرنسية على حساب تربية المواشي من عوامل تقلص المواشي وتحول الرعاة نحو خدمة الأرض بعد تقسيمها بين الأفراد وكانت لظاهرة استقرار الرجل نتائج سريعة في عملية النمو السريع للمباني أو الأكواخ وتقلص عدد الخيام التقليدية. لقد تزايدت حركة بناء الأكواخ بين 1920-1952 على حساب الخيم في منطقة الحضنة حيث يقدم الجغرافي الفرنسي ديبوا في كتابه المسيلة أن الخيم تقريبا اختفت من منطقة المسيلة سنة 1952 بسبب التحول في نمط السكن (A.C.C, B.1937)، وحتى في المناطق الرعوية تقلصت الخيم بشكل كبير لتحل محلها المباني الهشة الشبيهة بالأكواخ. ولم تعد الخيم تمثل إلا نسبة 40 بالمائة من مجموع المساكن الموجودة بمنطقة المسيلة في سنة 1911 في

الوقت الذي كانت فيه هي المسكن الأساسي عند بداية الاحتلال(1910:1205B.O.G.A.⁵⁸). وقد تضاعفت عملية تكوين مباني الأكواخ على حساب الخيم عشية اندلاع الحرب العالمية الثانية لتصل نسبة الخيم 19 بالمائة من مجموع المساكن سنة 1939.

ومن جهة ثانية يظهر تحول آخر في إطار انتقال نمط حياة العشابة الرحل إلى عمال أجراء مرتبطين بالأرض، وكانت حركة الانتقال للبدو قبل الاحتلال تتم بالانتقال وراء الكأ بين سفوح المسيلة وأراضي التل في نواحي الهضاب العليا السطايفية والسهول القسنطينية شتاء وصيفا ومنذ بداية القرن العشرين بدأ التحول الهام في اختفاء الروابط والعلاقات التي وجدت منذ مدة بين أهالي منطقة المسيلة و أهالي التل بانتقال البدو الرحل في منطقة المسيلة إلى عمال زراعيين أو إجراء مستقرين، في إطار نشاطات ثانوية، كما أن التوسع الذي حصل في زراعة الحبوب على حساب تربية الماشية و الرعي في السفوح العليا للحضنة الغربية أدى في البداية إلى توفر فرص العمل لكن في المقابل أدى إلى تقلص الثروة الحيوانية (A.C.C, rap. An.1937).

المتتبع لتاريخ أزمة البدو الرحل في منطقة الحضنة يلخصه في تدهور نمط الإنتاج التقليدي من خلال سيطرة سوق الرأسمالية عليه ونستطيع القول أن البدو الرحل تم القضاء عليهم بمرحلين زمنيّين:

1. من جهة، بعملية تحول وسائل الإنتاج من أيدي البدو الرحل مربي المواشي إلى فائدة المستوطنين الأوربيين والتجار اليهود المتمركزين في مراكز الاستيطان بالمسيلة، بوسعادة وسيدي عيسى .
2. من جهة ثانية، تأثير عملية التنمية والتطور الحاصل في قطاع تربية المواشي ومراحل تطوره في إطار السوق الجديدة (المرتبطة بالنقود والمركبات وخصوصة وسائل الإنتاج) إلى سيطرة روح المادة على الروح التضامنية المعنوية التقليدية وظهور الانفرادية وهذا يمثل عامل التهديم الذاتي لعالم البدو الرحل.

سبقت عملية تكوين للإدارة المدنية بمنطقة المسيلة فترة احتلال قارت نصف قرن، ساهمت خلالها عناصر الاحتلال العسكرية في استخلاص حقائق المنطقة الطبيعية والاجتماعية لتوظيفها في سياستها المستقبلية التي تصب في تشجيع المعمرين للاستيطان كمعمرين، بامتلاك الأراضي وتوفير اليد العاملة الأهلية، التي توقف نشاطها الرعوي بفعل سياسة التفكيك والتقسيم الاجتماعي (ADDI,1985:48).

⁵⁸.B.O.G.A: Bulletin Officiel du Gouvernement d'Algérie.

ومركز الاستيطان الفرنسي بالمسيلة قد تم إنشاؤه منذ 1912 بعد أن خصصت الإدارة مجموع 24 قطعة تتراوح مساحتها ما بين 62 و 128 هكتار لكل واحدة للبيع ثم تجمعت القطع في 9 قطع للمعمرين التسعة (A.C.M.M, B.127)

كان ارتباط التجارة بالريف المحيط بها كبيرا، من حيث التبادل الاقتصادي والمنافع أو العلاقات الاجتماعية والتي ظلت المدينة مركزا لها، وبقيت الموطن الوحيد للتظاهرات الدينية وأحداثها، والسوق الهام للمواشي والسلع، ومساجدها العتيقة قبله المصلين أيام الجمعة، لكن لم يستمر هذا الدور بعد تكوين البلدية المختلطة، كما تحافظ المدينة على انسجامها، ووظيفتها الإقليمية في ظل المعطيات الجديدة.

إن مركز المسيلة كمركز حضاري إسلامي بدأ يفقد أهميته بالنسبة للأهالي منذ الشروع في تطبيق قانون سناتوس كونسولت على عرش المسيلة 1886 حيث قسمت أراضي البلدة إلى أصناف ثلاثة، علما إن مدينة المسيلة معظم أراضيها أملاك خاصة متوارثة منذ قرون، وقد استهدفت السلطة الاستعمارية الأراضي الخصبة المسقية التي كانت بحوزة الأهالي، لذلك عمدت إلى مصادرتها وتعويض الأهالي بأراضي الدومين ذات النوعية الرديئة.

الخاتمة:

هذه بعض أوجه تحولات المجتمع التقليدي لمنطقة الحضنة عقب الاحتلال الفرنسي وما صاحبه من ممارسات تسلطية وسياسات استعمارية أرادت أن تجعل المجتمع الأهلي وسيلة لخدمة المستوطنين الأوربيين والاقتصاد الفرنسي، ولا شك في أنها تركت بصمات عميقة في هيكل القبيلة والعرش بالحضنة كما أدخلت أنماطا جديدة من العلاقات الاجتماعية والاقتصادية، والتي خلقت بدورها نموجا ثقافيا وفكريا جديدا على المنطقة عمق من مأساة السكان في ظل سيطرة المعمرين الجدد وامتلاكهم أحصب الأراضي المصادرة ومياه السقي وسدودها.

الأرشيف:

1. Archives de Cadastre de Constantine (A.C.C). Procès verbal, M'Sila, n° 170, Souama 173.
2. Archives du Département de Constantine (A.D.C.). Rapport de l'administrateur de M'sila année 1937.
3. Archives de la Commune Mixte de M'sila (A.C.M.M.). Boites 118, 127,188.
4. Bulletin Officiel du Gouvernement d'Algérie (B.O.G.A.). Année 1905.

المصادر و المراجع الأجنبية:

1. ADDI, L'houari. L'Algérie précoloniale. Alger : E.N.A.L, 1985.
2. BOURDIEU, Pierre. Sociologie de l'Algérie, Paris : PUF, 1980. pp45-56.
3. CAMPS, Gabriel. L'islamisation de l'Afrique du Nord : Les siècles obscurs du Maghreb. Paris: Payot, 1927.
4. CAMPS, Gabriel. Aux origines de la Berbérie : Monuments et rites funéraires proto historiques. Paris : Arts et Métiers graphiques, 1962.
5. DE GALLAND, Charles. Excursion à Boussaâda et M'sila. Paris: Edition Paul Ollendorf, 1893.
6. DESPOIS, Jean. L'Afrique Blanche. 1. L'Afrique du Nord. Paris, P.U.F., 1949.
7. DESPOIS, Jean. Le Hodna (Algérie). Paris : P.U.F., 1953.
8. DESPOIS, Jean. Le Djebel Ousselat, les Ousseltya et les Kooub. Cahiers de Tunisie, 1959.
9. DESPOIS, Jean et RAYNAL, René. Géographie de l'Afrique du Nord. Paris : Edition Payot, 1964
10. DESPOIS, Jean. La répartition de la population en Algérie, Annales. Economies, Sociétés et Civilisations. 15^e année, n° 05, 1960, pp.214-226. Développement de l'utilisation des terres de l'Afrique septentrionale. « Histoire de l'utilisation des terres des régions arides », Paris, U.N.E.S.C.O., 1961.
11. DESPOIS, Jean. Géographie de l'Afrique du Nord-Ouest (en collaboration avec Rêne RAYNAL). Paris, Payot, 1967.
12. Gautier, (E.F) : Le Passé de L'Afrique du nord, Paris, 1937
13. NACIB, Youcef. Culture Oasienne, Boussaâda : Essai, d'histoire sociale. Alger: E.N.A.L, 1986.
14. SEBHI, Salim. Mutation du monde rural : Le Hodna. Alger: OPU, 1980.

المصادر و المراجع العربية:

1. ابن خلدون، عبد الرحمن. كتاب العبر وديوان المبتدأ والخبر في أيام العرب والعجم والبربر ومن عاصرهم من ذوي السلطان الأكبر. بيروت (لبنان): دار الكتب العلمية، 2003.
2. بيرم، كمال. الاحتلال الفرنسي والمقاومة الشعبية بالحضنة. الجزائر: دار ميم للنشر، 2012.

من مظاهر المثقافة اللغوية في الجزائر العثمانية: لغة الفرانكا أنموذجا.
Aspects of linguistic acculturation in Ottoman Algeria:
The Franca language as an example.

الدكتور فارس كعوان

جامعة محمد لمين دباغين سطيف.

الملخص:

لا يزال تاريخ الجزائر في الفترة العثمانية بحاجة للمزيد من الدراسات التي تكشف عن مختلف جوانبه الغامضة، وقد ظل المجتمع بعيدا عن اهتمامات الباحثين رغم التفاعلات التي عرفها في تلك الفترة، والتي تمخض عنها في النهاية تشكيل مختلف المظاهر الثقافية التي لا زال بعضها واضحا للعيان اليوم، دون أن ندرك معناه الحقيقي، ولا الأسباب التي أدت لظهوره. ومن المواضيع التي لها صلة بثقافة المجتمع تلك التي تدرس اللهجات وطريقة نشأتها والتحويلات التي طرأت عليها، وقد لاحظنا أن اللهجة الجزائرية كانت عرضة لتأثيرات متوسطة كبيرة نظرا للاحتكاك الكبير الذي حدث في الفترة العثمانية بين شعوب ضفتي المتوسط، حتى أن لغة خاصة انتشرت بين التجار والقراصنة ثم استخدمها عدد من الحضرة تدعى لغة الفرانكا كانت وسيلة يستخدمها هؤلاء للتواصل مع شعوب البحر المتوسط، وهذا هو الموضوع الذي نقترح دراسته في هذه الورقة البحثية.

الكلمات الدالة: المثاقفة اللغوية، لغة الفرانكا، الجزائر، العثمانيون، التواصل، البحر المتوسط.

Abstract:

The history of Algeria during the Ottomans era still needs further researches that will unveil the various unclear, hidden sides of this history. Society had remained far from the motivations of researchers despite the mutations that were known at that epoch. This resulted in the formation of different cultural phenomena; some of which are visible nowadays without realizing neither their meaning nor the causes that led them to appear.

Among the themes related to the culture of the society that studies languages, their origins and the changes they underwent, we noticed that the Algerian dialect was subject to Mediterranean great influences due to the coexistence between the peoples of both the Mediterranean banks; as a result a particular, special language spread widely between the traders and pirates, then it was used by a number of city people which was called Lingua Franca language. It was a means that helped them to communicate with peoples of the Mediterranean Sea and this is the subject of our study in this research work.

Key words : Linguistic acculturation, Franca language, Ottoman, Algeria, Mediterranean Sea.

مقدمة الموضوع:

سمح الموقع الجغرافي للجزائر وارتباطها بالعديد من شعوب العالم وبالخصوص تلك المطلّة على البحر الأبيض المتوسط إلى تأثيرات عميقة على ثقافة وعادات ولغة الشعب الجزائري والتي تراكمت عبر مختلف العصور. و في هذا المقال الذي يتناول مظاهر الثقافة اللغوية في الجزائر العثمانية، سنحاول الكشف عن حجم التأثيرات التي أحدثتها لغة الفرنكا.

تكمن أهمية هذا الموضوع في كونه يعالج ظاهرة ثقافية عرفت الجزائر في الفترة العثمانية لم تحض للأسف بدراسات كثيرة تميّط اللثام عن مختلف جوانبها، وهي ظاهرة مرتبطة بالثقافة مع شعوب جنوب البحر المتوسط. ويختلف هذا الموضوع عن باقي المواضيع المتعلقة بتاريخ الجزائر خلال الفترة العثمانية في أن الدراسات الخاصة حوله قليلة جدا، عدا طبعا الدراسة الهامة التي قامت بها الباحثة الفرنسية من أصل تونسي جوسلين داخلية، وهي رغم دسامتها تبقى بحاجة للإثراء. كما أن سكوت المصادر المحلية في الغالب، يكاد يحيل الباحث لاعتقاد مفاده انعدام استعمال هذه اللغة، لولا بعض الإشارات التي ترد عرضا في تلك المصادر، وهذا يُعد عقبة أخرى في وجه من يتصدى لدراسة هذا الموضوع، وكشف مختلف جوانبه.

ولعل أبرز الصعوبات على الإطلاق ضياع عدد كبير من الوثائق والمخطوطات في بداية الاحتلال الفرنسي، وهو ما حرّما من رصيد هام قد يكون وثق لهذا الموضوع بطريقة غير مباشرة عبر إيراد مصطلحاتها في الوثائق الرسمية، خصوصا المتعلقة بالتبادل التجاري والقرصنة، وكان الشيخ المحقق محمد بن شنب قد وضع معجما للألفاظ الطليانية في العامية لكنه لم ينشر، فحرّما بذلك من مصدر مهم، حيث عرف عن بن شنب التدقيق في بحوثه العلمية (الجيلالي، 1983: 41)..

وهو ما يطرح إشكالية أساسية تتعلق بحجم استخدام مفردات لغة الفرنكا في وسط المجتمع الجزائري. والذي يجزنا مجموعة من الأسئلة وهي: كيف حدثت عملية الثقافة كيف انتشرت؟ و ما هي فئات المجتمع الأكثر تأثرا بالأمر.

وقد وظفنا في هذا البحث المنهج التاريخي لعرض ظروف ظهور لغة الفرنكا والفئات التي كانت تتحدثها والمنهج التحليلي لتحليل واستقراء ما جاء في المصادر.

أولاً: لغة الفرانكا والمثاقفة التلقائية بين شعوب المتوسط في الفترة الحديثة:

تعتبر لغة الفرانكا مظهراً مهماً من مظاهر المثاقفة التلقائية و" هي تلك التي تندرج في إطار التلاقيات الناتجة عن الحروب الناجمة عن الرغبة في الحصول على العبيد أو الاتصالات السلمية بواسطة التجارة." (السعداني، 2018: 85). وتعرف هذه اللغة باللغة الفرانكية أو الأصح الفرنجية (HOUDAS, 1891: 126)، وتجمع أغلب القواميس التي رجعنا إليها لتحديد مفهوم دقيق لهذه اللغة أنها لغة لاتينية استعملت في العصر الوسيط في أوروبا وخصوصاً في فرنسا، وهي لغة تصنفها المصادر بأنها خليط من عدد من اللغات من جنوب المتوسط، هي على الخصوص: الفرنسية والإسبانية والإيطالية وبعض اليونانية الدارحة (ALLOU, 1828: 52-53). وقال مالتسان أن هذا الخليط اللغوي لا يكاد يتألف من غير اللغة الفرنسية والإيطالية والإسبانية التي تنطق بصورة رديئة جداً، وبعض الكلمات العربية، وإذا أراد الإنسان تعلمها فإنه ليس في حاجة إلى بذل مجهود كبير فهي، لا تعرف القواعد النحوية كما أنها تتكون من كلمات في منتهى البساطة، ومفرداتها البسيطة عبارة عن مصادر لغات مختلفة، تستعمل لجميع الأشخاص، ولكل الأزمنة وأسماء وصفات فرنسية وإيطالية وإسبانية لا تعرف غير صيغة الفاعل المرفوع وعدد من الحروف والضمائر وحر وف النداء تصلح إلا أن تكون نابحا إنسانياً أكثر من صلاحيتها لأن تكون قسماً من أقسام لغة من اللغات. (فون مالتسان، 2009: 95).

كان عدد من سكان المدن الساحلية لا يزالون يعرفون تلك اللغة ويتحدث بعضهم بها سنة 1830، وهي تختلف بين مدينة ساحلية وأخرى باختلاف اللهجات، ونسبة التعامل مع الأوروبيين وعددهم. والملاحظ أن هذه اللغة كانت تستخدم على نطاق محدود، وغالبا في المجالات التجارية فقط، ولم يكن لها قواعد منظمة فقد تجد كلمات لا تفرق بين مفرداتها ومثناها وجمعها، كما يختلف نطق الكلمة الواحدة من مدينة لأخرى، فكلما اتجهنا شرقاً كان تأثير اللغة الإيطالية واضحاً وكلما ابتعدنا نحو الغرب كان تأثير اللغة الإسبانية أكثر. (Anonyme, 1830: 01-02). وقد دخلت إلى هذه اللغة بعض المفردات العبرية بحكم تحكم اليهود في عدد من العمليات التجارية خصوصاً في إيلات المغرب العثمانية، وكان هؤلاء يسمونها اللادينو LADINO. (سعد الله، 1996: 147).

وتقول الباحثة جوسلين داخلية أن لغة الفرانكا هي لغة فرضها الواقع الذي عرفته منطقة البحر الأبيض المتوسط منذ القرن السادس عشر، حيث انتشرت القرصنة وعمليات الأسر، وزاد التعامل التجاري بين المسلمين و

النصارى الأوروبيين، وبهذا فقد كانت هذه اللغة أداة التواصل الوحيدة والسهلة لمختلف التعاملات منذ تلك الفترة (DAKHLIA, 2008 :12-23).

ثانيا: عوامل انتشار لغة الفرانكا في بعض السواحل الجزائرية:

يلاحظ مما أورده الشيخ نور الدين عبد القادر أن لغة الفرانكا بدأت في الظهور بالاحتكاك مع الإسبان أولا منذ القرن السادس عشر فالكلمات الاسبانية التي أوردها وغيرها الكثير ممن لا زالت مستعملة إلى اليوم تؤكد هذا. (عبد القادر، 2006 :251).

وكان التواجد الفرنسي في بعض مناطق الشرق الجزائري عاملا آخر لانتشار هذه اللغة، فقد كان الفرنسيون سابقين للحصول على امتيازات تجارية في شرق الجزائر، حيث كانت بعض الشركات الخاصة تتحكم في تجارة المرجان، وتوسع نشاطها فيما بعد لتحتكر أيضا تجارة الحبوب، (الزيري، 1980 :76) وكان التعامل مع السكان المحليين قد نتج عنه دخول عشرات الكلمات من لغة الفرانكا إلى اللهجة المحلية. (DAKHLIA, 2008 :45)

كما أن التواجد التجاري الايطالي الذي بدأ منذ العصر الوسيط عبر المدن التجارية الايطالية كالبندقية وجنوة وبيزا التي كثفت تعاملاتها التجارية مع دول المغرب (MASCARELLO: 1968:71)، وفي الفترة الحديثة استمر ذلك التعامل التجاري تاركا أثره في هذا المجال عبر عدد من الكلمات التي تخص المجال التجاري والموانئ وبعض وسائل الصيد البحر (SACERDOTI, 1957: 291). ويرى البعض أن لغة الفرانكا قد نشأت بسبب الاحتكاك الثقافي بين اليهود الأهالي والمسلمين بالأوروبيين، ونتج عن ذلك ميلاد خليط لغوي هو حوصلة لغات هذه الثقافات في القرنين 17 و18 لدى يهود الجزائر. (سعد الله، 1996 :147).

ومن بين العوامل المهمة لظهور هذه اللغة ارتفاع عدد الأسرى الأوروبيين في الجزائر، وتنوع لغاتهم، فقد كانت مدينة الجزائر تعج بعدد كبير من الأسرى الذين غنمهم السفن البحرية، وهم من جنسيات مختلفة فمنهم الايطاليون والإسبان والفرنسيون والانكليز والهولنديون واليونانيون وحتى الروس. (محرز، 2011 :161). وكان من بين عوامل انتشار هذه اللغة في مدينة الجزائر على الخصوص تعدد لهجات ولغات سكان المدينة، فقد تراجعت العربية كثيرا، لتظهر لغة خليط من عدد من اللغات وكانت متداولة بين الأسرى العبيد من المسيحيين

ومن المعتنقين للإسلام من أولئك العبيد أو بين الذين تحرروا بعد أن صاروا أتراكا وهم العلوج (حليمي، 1972: 150).

انتشرت هذه اللغة وسط مجموعات رئيسية هي: البحارة وموظفي الموانئ، والتجار، واليهود والحكام الأتراك، وحتى بين بعض الحضرة، ويؤكد Pananti قوله: "الموظفون العموميون والتجار واليهود في الساحل يتواصلون بينهم بواسطة لغة الفرانكا المشكلة بغموض من الإسبانية والايطالية وعربية سيئة، وبما أن الأفعال في هذه اللغة تصاغ بصيغة المصدر ولا توجد مطلقا حروف الجر، فهذا جعل الأجانب والسكان المحليين يتمكنون من فهمها." (PANANTI, 1820 : 377).

ثالثا: الفئات التي كانت تستعمل لغة الفرانكا في الجزائر العثمانية:

1. البحارة وموظفو الموانئ:

كان البحارة وموظفو الموانئ ممن يستعملون هذه اللغة بشكل اعتيادي، وقد كان الرياس يعرفون باسم آرمادور armadours بلغة الفرانكا حسبما روى روتاليي في كتابه (DE ROTALIER, 1841 :302). في القرن السابع عشر كانت هذه اللغة منتشرة كثيرا في السواحل الجزائرية وشائعة الاستعمال وتستخدم وسيلة للتفاهم بين أهل الجزائر و التجار الايطاليين و الإسبان والفرنسيين.وقلما يمر المرء بميناء الجزائر وأسواقها دون أن يسمع كلمات من هذا النوع تعبر عن أشياء كثيرة. (فون مالتسان، 2009: 95). وقد وصف الأب دان هذه اللغة بأنها لغة سهلة ومضحكة تتشكل من بعض الكلمات الفرنسية والايطالية والاسبانية (DAN, 1637 :111).ويؤكد أحد الأسرى الهولنديين سنة 1816 وهو ممن الذين لم يستخدموا هذه اللغة ويعتقدون أنها لغة ايطالية، أن البحارة الجزائريين كانوا يتقنون هذه اللغة ويتحدثون بها مع غيرهم من بحارة المتوسط (ميتزون، 2011: 13). ويعود هذا الأسير في موضع آخر ليقول أن المسؤول التركي عن الميناء جاء إليهم وسألهم بالايطالية (ميتزون، 2011: 23)، واعترف هذا الأسير الهولندي أن الأتراك كانوا يتحدثون معهم بلغة يجهلها، ولا نظن أنه يقصد اللغة التركية فهي واضحة لأي أوروبي، وإنما قصده هنا لغة الفرانكا (ميتزون، 2011: 34-35). ويؤكد أسير نرويجي هذا الطرح حين قال عن بحارة سفينته، أنه حين تم اسر السفينة من أترك الجزائر: "سمعوا لغة مختلفة عن لغتهم ولم يفهموا منها شيئا" (نيلزون موس، 2019: 62).

2. التجار:

كان من الطبيعي أن تنتشر هذه اللغة وسط ففة التجار نظرا لاحتكاكهم الكبير مع الأوروبيين، وخاصة في أسواق مدينة الجزائر، فقد استعملت في الوسط التجاري عدة كلمات أجنبية ، ومن بين هذه الكلمات ما ورد مثلا عند الشويهد في القرن الثامن عشر، فالبائعون مثلا كانوا يعرفون ب: الفاندي ومنها الكلمة الفرنسية *Vendeur* (الشويهد، 2006: 67)، كما أطلق على مجموعة من السلع تتجاوز العشرة اسم الدزينة من الفرنسية *Dizaine* وحُوّرت في العامية إلى لفظة طُزينة بالطاء (الشويهد، 2006: 103)، كما وردت في بعض المصادر كابن حمادوش بلفظ تزينة وجمعها تزينات عند حديثه عن بضاعة الشاشية التي كانت لديه عند وصوله لميناء تطوان (إبن حمادوش الجزائري، 1983: 32). كما أن بعض الأحجار الثمينة قد عرفت أسماءها عند التجار وغيرهم بلغة الفرانكا دون سواها، فقد كان الأملاس مثلا معروفا باسم اليامنط وهي مأخوذة من الكلمة الإيطالية. (EIDENSGENK et COHEN-SOLAL, 1897, 227) وذكر أحد الفرنسيين في بداية الاحتلال وهو أريستيد قيلبير *Aristide Guilbert* أنه كان يتردد كثيرا على دكاكين الحرفيين بمدينة الجزائر وكان عدد كبير منهم يتحدث لغة الفرانكا معه (GUILBERT, 1839: 439).

3. اليهود:

كان بعض اليهود يستعملون هذه اللغة، نظرا لإتقانهم بعض اللغات الأوروبية، فيهود ليفورنة كانوا من أبرز الناشطين تجاريا في البحر المتوسط، وتمكن هؤلاء حتى من إدخال كلمات عبرية لهذه اللغة، وكانوا يستخدمون مفردات منها في عد أيام الأسبوع مع لغتهم العبرية (GOMOT, 1842: 27). وكان اليهود من أكثر الفئات استخداما للغة الفرانكا بحكم تحكّمهم في المعاملات التجارية مع الأوروبيين، فقد أوردت الباحثة عائشة غطاس قائمة من التجار الجزائريين الذين كانوا يتعاملون مع التجار الفرنسيين وكان غالبيتهم من اليهود، فمن بين ثمانية عشر تاجرا وردت أسماءهم نجد ثلاثة فقط من الجزائريين أو الأتراك والباقي وهم خمسة عشر تاجرا كلهم من اليهود. (غطاس، 1985: 148). وذكر تيدنا *Thedenat* عام 1785 أن أحد التجار اليهود قام بشرائه بمبلغ سبعون ريالا، وكان ذلك اليهودي يتكلم قليلا لغة الفرانكا. (تيدنا، 2003: 47).

4. الطبقة العثمانية الحاكمة:

لم يكن غريبا أن يكون عدد من حكام الجزائر ممن يتقنون الحديث بهذه اللغة، فبعضهم كانت أصوله أوروبية وبعضهم الآخر كان في البحرية وتعامل مع هذه اللغة أثناء الغزوات البحرية ضد الأوروبيين (DAKHLIA, 2008: 97). وقد تولى حكم الجزائر عدد من العلوج ممن كانت لغتهم الأصلية أوروبية وبالتالي ليس من المستبعد أن تكون الفرانكا لغة التواصل بينهم وبين باقي الأوروبيين، فقد كان حسن آغا الذي حكم الجزائر بين 1535-1541 من العلوج وأصله من سردينيا، كما حكم الجزائر سنة 1556 عالج من كورسيكا هو حسن قورصو، وتولى حكم الجزائر أيضا أشهر عالج في تلك الفترة وهو العالج علي الذي حكم بين 1568 - 1571 (BOYER, 1985: 94-95).

وأشارت بعض المصادر إلى إلمام عدد من الحكام العثمانيين بلغة الفرانكا وذلك لحاجتهم للتعامل بها مع الأوروبيين، فقد جاء في مذكرات الأسير تيدينا أن باي معسكر محمد الكبير كان يتكلم معه باللغة الفرانكية، و كان إلى جانبها يتقن كلا من الإسبانية والاطالية التي يجيدها تماما وفضل الحديث معه بها (تيدنا، 2003: 54-55). وكانت بعض ألفاظ هذه اللغة ترد حتى في المراسلات الرسمية، ففي النص العربي لمعاهدة 14 جوان 1813 بين الجزائر والبرتغال وردت عبارة من لغة الفرانكا هي الباصبورط التي تقابلها كلمة Pasaportes في النص البرتغالي (رزو، 1981: 36). وفي تقرير أرسله احد الجواسيس الإسبان إلى الباشا حسين آخر دايات الجزائر في شهر مارس 1830 وردت عبارة "القازيطات" وهي عبارة مأخوذة من الكلمة الايطالية Gazzetta والتي تعني الجريدة (BRESNIER, 1857: 138). وكان بعض الأسرى يتقن الفرنسية والاسبانية للتمكن من التواصل مع الحكام الأتراك عبر لغة الفرانكا كما كان الأمر مع قنصل أمريكا أسير داي الجزائر. (ليندر كاثكارت، 1982: 31).

5. الحضر:

بحكم التعاملات التجارية مع الأوروبيين كان عدد من حضر الجزائر يتقن لغة الفرانكا ويستخدمها وسيلة للتواصل مع الأوروبيين. وقد دخلت عدد من كلمات هذه اللغة إلى اللهجة العامية الجزائرية، فهابنسترايت مثلا

يقول أن سكان مدينة الجزائر كانوا يدعون الأطباء بالبريرو Barbiero وهي كلمة من لغة الفرانكا تعني المشتغل بالطب أو المداوي بالأعشاب. (هابنسترايت، 2008: 23).

ويقول بانانتي Pananti أن لغة الفرانكا كانت لغة التواصل بين السكان وكل الأوروبيين نظرا لسهولةتها (PANANTI, 1820 : 294) ويؤكد شالر هذا حين يقول أن " لغة التواصل بين الأجانب والمحليين هي لغة الفرانكا" (SCHALER, 1830). ويضيف بانانتي أن لغة الفرانكا في الجزائر هي أقرب للايطالية (PANANTI, 1820 : 599)، وهذا ربما راجع لتقديم التعامل مع الدويلات الايطالية الذي يرجع إلى العصر الوسيط. وكتب الشيخ نور الدين عبد القادر عن تأثير لغة الفرانكا قائلا:

"وفي مجال الحديث عن لهجة الجزائر الدارحة فإننا نضيف المفردات الإفريقية التي دخلت إليها ونجد بعضها في نص غزوات عروج وخير الدين مثل كلمة ضبلون Dabalon وهي كلمة اسبانية تدل على الدينار المصنوع من الذهب وجلنار أي جنرال وسقالة وهي كلمة ايطالية أي الرصيف بمعنى الطريق المبلطة بالحجارة على ساحل البحر وأيضا السلم للصعود والهبوط من السفينة" (عبد القادر، 2006: 251).

ومن بين أولى الكلمات المأخوذة من لغة الفرانكا وليس من الفرنسية كما كان يعتقد، الاسم الذي أطلق على خير الدين بارباروس barba اللحية و Roussa وتعني الحمراء وورد اللفظ بصيغة بربروشة في بعض المصادر كالزهرة النائرة وهو مصدر تاريخي يعود للقرن الثامن عشر (بن رقية التلمساني، 2017: 105). وشنيور وهو السنيور بمعنى الشريف النسب والرئيس وهذه الكلمة أصلها لاتيني، ولنبرادور كلمة اسبانية معناها القيصر، وفرقاطة بالقاف المعقودة وهي كلمة إفريقية وتدل على نوع من السفن الحربية، وباسبورط كلمة إفريقية بمعنى الإذن للسفر وهناك غيرها " (عبد القادر، 2006: 251). ومن أشهر الكلمات التي لا زالت مستعملة إلى اليوم بتحوير بسيط لفظة الاسبيطال التي تلفظ اليوم بصيغة سبيطار، وهي من لغة الفرانكا وتعني المستشفى Hôpital ومنها عبارة فراير متاع لسبيطال التي وردت عند الشويهد بمعنى الرهبان المنتمون لمنظمة الإخوان البيض القائمون على خدمة المستشفى (الشويهد، 2006: 106). ووردت هذه الكلمة أي اسبيطال عند ابن رقية التلمساني في قوله: "أن الملاعين اخرجوا إلى اسبيطال قرطاجنة ألفين وثلاثمائة من المجاريح" (بن رقية التلمساني، 2017: 152).

ووردت في كتاب الشريف الزهار عدد من الكلمات من لغة الفرانكا منها: الأرمادة وهي كلمة اسبانية armada معناها الأسطول البحري (الزهار، 1974: 30)، ووردت عنده لفظة الراية بصيغة البنديرة Bandera

وهي لفظة اسبانية حيث قال : " وكان جنس المنامسة " أي النمسا " قد بدل بندريته وجعل بنديرة أخرى. " (الزهار، 1974: 73). كما وردت أسماء السفن مأخوذة عن هذه اللغة بقليل من التحريف على النحو التالي: كالنحور وهو نوع من الزوارق البحرية (الزهار، 1974: 31)، والفركاطة وهي Fregata و الكريبط Corvette وغيرها من أسماء السفن، (الزهار، 1974: 73) ووردت لفظة الحصار البحري عند الزهار بصيغة بلونكو وهي مأخوذة من الإيطالية Blocco (الزهار، 1974: 168).

وجاء في كتاب البارون جوشرو دي سانت دونيس Baron Juchereau de Saint Denis سنة 1831 أن حضر الجزائر كانوا يطلقون اسم اصبانيولاطة وهي كلمة من لغة الفرانكا على كل حملة أوروبية فاشلة على الجزائر، وهذا بسبب فشل الحملات الاسبانية المتكررة على إيالة الجزائر (JUCHEREAU, 1831 : 112). ولما زار الرحالة الألماني فيلهلم شيمبر Wilhelm Schimper الجزائر في سنة 1831 لاحظ أن لغة الفرانكا يتحدث بها الغالبية من الحضر(دودو، 1989: 14).

كما يجبرنا الأمير الألماني بوكليز موسكاو Puckler Muskau سنة 1835 أنه دخل حمّاما في مدينة الجزائر والتقى فيه بأحد العاملين وهو شاب قوي في السادسة عشر من عمره يتكلم بعض الكلمات المشوهة من لغة الفرانكا، ويذكر أن ذلك الشاب سأله بتلك اللغة إن كانت نوعية خدمته قد أعجبتة قائلا : Fa bono أي هل هي حسنة؟.(MUSKAU, 1837 : 174-175).

ويؤكد نابوليون روسيل Napoléon Roussel " 1840 " استمرار بعض حضر الجزائر في استعمال هذه اللغة الغربية التي قال أنها تساعدهم في كل الأمم الأوروبية لسهولةها (ROUSSEL, 1840 : 70). ويحدثنا فون مالتسان عن أحد حضر مدينة الجزائر وهو الحاج محمد بن بونار وكان رجلا " أشيب اللحية نخيلا جدا، ولكن مظهره كان يوحى بالاحترام والإكبار له ، وكان يتكلم قليلا من الفرنسية غير أنه كان متمكنا من اللغة الفرنسية التي لا يتطلب تعلّمها مشقة كبيرة".

وذكر مالتسان بعض الأمثلة من كلمات هذه اللغة التي كانت متداولة بين الجزائريين، وهي كلها بصيغة مصدرية منها: scribir التي تعني كتب، و bibir التي تعني شرب ، و chabar التي تعني اخذ و andar وتعني ذهب، و marchar وتعني مشى(فون مالتسان، 2009: 95). ومن الكلمات التي كانت مستخدمة في مدينة الجزائر كلمة لوكاندة المراد بها المرقد وقد أخذت من الكلمة الإيطالية locanda، وكلمة الموسيقى المأخوذة أيضا من

الإيطالية Musica (PAULMIER, 1850 : 59) وكلمة قريظة المأخوذة من البرتغالية Carretta التي تعني العربية (PAULMIER, 1850 : 123)، وكلمة البومبة التي كانت تتردد في جل المصادر العربية لتلك الفترة وهي مأخوذة من الإسبانية Bomba (PAULMIER, 1850 : 84) وكلمة تبرنة التي كانت تطلق على الحانة وهي مأخوذة من الكلمة الإسبانية Taberna (PAULMIER, 1850 : 59).

رابعا. بقايا لغة الفرانكا في العامية الجزائرية:

وضع الفرنسيون قاموسا هاما للغة الفرانكا في شمال إفريقيا وسارعوا لنشره بمارسيليا سنة 1830 ، وقال واضعوه أن هذه اللغة التي كانت منتشرة على الخصوص في تونس والجزائر، وأن الفضل في نشأتها وانتشارها يرجع أساسا إلى الأسرى الأوروبيين (Anonyme, 1830 : 01-03)

يضم القاموس المذكور عددا كبيرا من الكلمات مع شرحها بالفرنسية، وقد لاحظنا أن قسما كبيرا من تلك الكلمات قد اندثر اليوم، وما بقي منها تحرف ولم يدرك الناس معناه الحقيقي. اخترنا من هذا القاموس عددا من الكلمات الشائعة في الدارجة الجزائرية بمختلف لهجاتها، مع تقديم شرح لهذه الكلمات واللغة التي اشتقت منها الكلمة على النحو التالي:

نماذج من كلمات لغة الفرانكا التي لا يزال عدد منها متداولاً في الجزائر إلى الآن:

الكلمة بلغة الفرانكا:	معناها:	اللغة المأخوذ عنها:	النطق العامي للكلمة:
Pistola	المسدس	"Pistola" ايطالية	بشطولة
Noumero	العدد أو الرقم	"Noumero" يونانية	النومرو
Tassa	الكوب الكبير	"Tassa" ايطالية	الطاسة
El sala	القاعة	"El sala" اسبانية	الصالة
El tupsi	الصحن	"El tupsi" اسبانية	الطبسي
Souma	السعر	"Somma" ايطالية	السومة
Compania	الشركة	"compania" رومانية من رومانيا	كوبانية

الكلمة بلغة الفرانكا:	معناها:	اللغة المأخوذ عنها:	النطق العامي للكلمة:
Tromba	الحقنة	Tromba " ايطالية "	طرومبا
Soupa	الحساء	Soupa " يونانية "	سوبا أو الصوبا
Casserola	قدر الطعام	Casseruola " ايطالية "	الكاسرونا
Pipa	الغليون	pipala " اسبانية "	البببا بالببب المفخمة p
Platza	المكان	Plaza " اسبانية "	البلاصة
Carta	الوثائق	Carta " ايطالية "	الوثيقة وصارت تطلق بالجمع الكواغط أو الكوارط بمعنى الوثائق.
Fantazia	الكبرياء	Fantazzia " ايطالية "	الفنطازية تطلق على استعراضات الخيول في الغرب الجزائري .
Negro	الأسود أو الزنجي	Negro " اسبانية "	النيغرو
Marmita	إناء خاص بالطعام	Marmita " برتغالية "	المرميطة
Marka	علامة	Marca " اسبانية "	ماركا
Mercanté	تاجر	Mercanté " ايطالية "	موركانتى
Guerra	الحرب	Guerra " اسبانية "	القيرة
Gousto	الذوق	Gousto " يونانية "	القوسطو
Forno	الفرن	Forno " ايطالية "	فورنو

الكلمة بلغة الفرانكا:	معناها:	اللغة المأخوذ عنها:	النطق العامي للكلمة:
Francis	الفرنسيون	Franzis "اسبانية"	فرانسييس
Falso	خطأ	Falso "اسبانية"	فالصو
Falta	فسد	Falta "اسبانية"	فلطة وتستخدم بصيغة فعل في الغالب فيقال فلط وفلطت بمعنى افسد
Cousina	مطبخ	Cucina "ايطالية"	كوزينا
Caréta	عربة كر	Caretta "اسبانية"	كاريطا
Bareta	قبعة	Bareta "اسبانية"	باريطا
Chieco	الأعمى	cieco "ايطالية"	تشيكو هو لقب تحمله بعض العائلات القسنطينية وكان يعتقد أن أصلهم من التشيك لكن هذا مستبعد
Beraca	الكوخ	Baraca "اسبانية"	براعة والجمع برارك تطلق على البيوت القصديرية

المصدر: صفحات مختلفة من الكتاب:

Anonyme, Dictionnaire de la langue franque ou petit mauresque, suivi de quelques dialogues familiers et d'un vocabulaire de mots arabes les plus usuels, à l'usage des Français en Afrique, Typographie de Feissat, Marseille ; 1830.

والملاحظ من خلال الجدول أن هذه الكلمات التي كنا نعتقدها من تأثير اللغة الفرنسية على العامية الجزائرية قد انتشرت في غالبية اللهجات الجزائرية شرقا وغربا، ولهجات الساحل خصوصا عنابة شرقا ووهران غربا،

والتي لا زالت تحتفظ بالكثير من الكلمات الأخرى المأخوذة من لغة الفرانكا، ولم نشأ ذكرها مكتفين بذكر أكثر الكلمات انتشارا في مختلف اللهجات الجزائرية.

خاتمة:

في ختام هذا المقال نخلص إلى أن عرفت الجزائر في الفترة العثمانية استعمال بعض اللغات إضافة إلى اللغة العربية التي تراجعت مكانتها، وهذه اللغات هي اللغة العثمانية ولغة الفرانكا. بدأ انتشار لغة الفرانكا نتيجة التعامل التجاري مع الأوروبيين، ولم يقتصر استعمالها على الأوروبيين والبحارة الأتراك بل انتشرت حتى بين التجار وبعض الحضر نتيجة الحاجة الملحة للتواصل مع التجار الأوروبيين في البحر المتوسط.

تميزت لغة الفرانكا في الجزائر بالسهولة والبساطة حتى أنها صارت لغة التواصل المفضلة عوض اللغة العثمانية الصعبة. وبعض الكلمات التي كنا نعتقد أنها كلمات دخلت لهجتنا من اللغة الفرنسية بعد الاحتلال، ما هي إلا كلمات من لغة الفرانكا وهي قديمة الاستعمال وأسبق من الاحتلال الفرنسي. وساعد وجود كلمات لغة الفرانكا الفرنسيين على نشر كلمات أخرى فرنسية صارت جزءا مهما من الدارجة الجزائرية وخصوصا في المدن الساحلية حيث طغيان المفردات ذات الأصل الفرنسي وبالمقابل نجد أن اللهجة الجزائرية كانت تزداد نقاء كلما ابتعدنا عن السواحل وتوجهنا جنوبا.

المصادر و المراجع:

المؤلفات بالعربية :

1. ابن حماد وش. لسان المقال أو الرحلة ، تحقيق أبو القاسم سعد الله، الجزائر: المؤسسة الوطنية للكتاب ، 1983.
2. بن رقية التلمساني ، عبد الرحمن. الزهرة النائرة فيما جرى في الجزائر حين أغارت عليها جنود الكفرة، ضبط النص وعلق عليه: خير الدين سعدي، ط1. الجزائر: أوراق ثقافية للنشر والتوزيع، الجزائر، 2017 .
3. تيدنا.مذكرات أسر، ترجمة وتقديم حميدة عميرواي. الجزائر: دار الهدى عين مليلة،2003.
4. الجيلالي، عبد الرحمن. محمد بن أبي شنب حياته وآثاره. الجزائر: المؤسسة الوطنية للكتاب، (د.ت)، 1983 .
5. جيمس، ليندر كاثكارت. مذكرات أسير الداى قنصل أمريكا في المغرب، ترجمة إسماعيل العربي. الجزائر: ديوان المطبوعات الجامعية، 1982 .

6. حللمي، علي عبد القادر. مدينة الجزائر نشأتها وتطورها قبل عام 1830، ط1. الجزائر: المطبعة العربية لدار الفكر الإسلامي، 1972.
7. دودو، أبو العيد. الجزائر في مؤلفات الر حالين الألمان. الجزائر: المؤسسة الوطنية للكتاب، 1989.
8. الزبيري، محمد العربي. التجارة الخارجية للشرق الجزائري 1791 - 1830. الجزائر: المؤسسة الوطنية للكتاب، 1980.
9. الزهار، أحمد الشريف. مذكرات نقيب أشرف الجزائر، تحقيق أحمد ، 1974 المدني. الجزائر: الشركة الوطنية للنشر والتوزيع، 1974.
10. زوزو، عبد الحميد. مجلة التاريخ، معاهدة سنة 1813 بين الجزائر والبرتغال. مجلة التاريخ، المركز الوطني للدراسات التاريخية، الجزائر، 1981.
11. سعد الله، فوزي. يهود الجزائر هؤلاء المجهولون. الجزائر: دار الأمة، 1996.
12. السعداني، خليل. مساءلة مفهوم الثقافة، مجلة المنهل، ع 01، مارس 2018.
13. الشويهد، عبد الله. قانون أسواق مدينة الجزائر. تحقيق: ناصر الدين سعيدوني، ط1. بيروت: دار الغرب الإسلامي، 2006.
14. عبد القادر، نور الدين. صفحات في تاريخ مدينة الجزائر من أقدم عصورها إلى انتهاء العصر التركي. الجزائر: دار الحضارة، 2006.
15. غطاس، عائشة. العلاقات الجزائرية الفرنسية خلال القرن السابع عشر " -1619 1694 رسالة ماجستير في التاريخ الحديث. الجزائر: جامعة الجزائر، 1985.
16. فون مالتسان، هنريش. ثلاث سنوات في غربي شمال إفريقيا. ترجمة أبو العيد دودو. الجزائر: دار الأمة، 2009.
17. محرز، أمين. الجزائر في عهد البصائر، 1659 - 1671. الجزائر: دار البصائر، 2011.
18. ميتزون، ج. يوميات أسر في الجزائر، ترجمة: محمد زروال. الجزائر: دار هومة، 2011.
19. نيلزون موس، نيلز. أسير نرويجي في مدينة الجزائر "1769 _ ، 2019" ترجمة وتعليق: لخضر بوطبة. الجزائر: البدر الساطع للطباعة والنشر، 2019.
20. هابنسترايت. رحلة العالم الألماني هابنسترايت إلى الجزائر وتونس وطرابلس. ترجمة وتقديم وتعليق: ناصر الدين سعيدوني، ط1. بيروت: دار الغرب الإسلامي، 2008.

المؤلفات بالفرنسية:

1. ALLOU, C.N. Essai sur l'universalité de la langue française. Paris : Firmin Didot, 1828.
2. Anonyme. Dictionnaire de la langue franque ou petit mauresque, suivi de quelques dialogues familiers et d'un vocabulaire de mots arabes les plus usuels à l'usage des Français en Afrique, Typographie de Feissat, Marseille : 1830.
3. BRESNIER. Chrestomathie arabe, 2^e éd. Alger : Bastide Libraire Editeur, 1857.
4. DAKHLIA, Jocelyne. Lingua Franca : Histoire d'une langue métisse en Méditerranée. Paris : Actes Sud, 2008.
5. Dan, Pierre. Histoire de Barbarie et de ses corsaires, 2^e éd. Paris : P .Rocodet, 1637.
6. DE ROTALIER, Ch. Histoire d'Alger et de la piraterie des turcs dans la Méditerranée. Paris : Paulin Libraire-éditeur, 1841.
7. EIDENSCGENK et COHEN-SOLAL. Most usuels de la langue arabe. Alger : Typographie Adolphe Jourdan, 1897.
8. GOMOT, F. Annuaire de l'Algérie 1842. Paris : Victor Magen Editeur, 1842.
9. GUILBERT, Aristide. De la colonisation du l'Afrique. Paris : Paulin Libraire- Editeur, 1839.
10. HOUDAS, O. Chrestomathie maghrébine. Paris : Ernest Leroux, 1891.
11. JUCHEREAU, Baron de Saint Denis. Considérations statistiques, historiques, militaire et politique sur la régence d'Alger. Paris : Delaunay Libraire, 1831.
12. MASCARELLO, Anna. Quelques aspects des activités italiennes dans le Maghreb médiéval. Revue d'histoire et de civilisation du Maghreb, n° 5, juillet 1968.
13. PANANTI, Relation d'un séjour à Alger. Paris : Normant ,1820.
14. PAULMIER, A.D. Dictionnaire français-arabe : Idiome parlé en Algérie. Paris : Librairie Hachette, 1850.
15. PUCKLER. Muskau. Semilasso in Africa: Adventure in Algiers and other parts of Africa, London: Richard Bentley, 1837.
16. ROUSSEL, Napoléon. Mon voyage en Algérie. Paris : Risler, 1840.
17. SACERDOTI, A. Venise et les régences d'Alger : Tunis et Tripoli 1699– 1764. In Revue Africaine 1957.
18. SHALER, William. Esquisse de l'Etat d'Alger, trad. M.X. BIANCHI. Paris : Librairie Ladvocat, 1830. BOYER, Pierre. Les renégats et la marine de la Régence d'Alger. In : Revue de l'Occident Musulman et de la Méditerranée. n°39, 1985.

زيارة الملك محمد الخامس إلى مدينة طنجة سنة 1947 في الصحف المصرية

The visit of Mohamed 5to Tangier in 1947 in Egyptian newspapers.

الدكتور بوفروك فاتح.

قسم التاريخ. جامعة عنابة.

الملخص:

شكّلت الزيارة التي قادت الملك المغربي محمد الخامس إلى مدينة طنجة وخطابه الشهير بها يوم 10 أبريل 1947 منعرجا حاسما في مسار نضال الشعب المغربي من أجل الاستقلال، وذلك لما تركته من تداعيات كبيرة؛ إذ كرّس محمد الخامس التوجّه الجديد لبلده، الذي يتركز على توثيق الصلات بينه وبين الحركة الوطنية من أجل تحقيق الاستقلال، فضلا عن توثيق الصلات مع المشرق العربي، والجامعة العربية، قصد ربط المغرب بمحيطه العربي، ومن ثمة الحصول على تعاطف وتأييد الشعوب العربية. وانطلاقا من أهمية ما أحدثته هذه الرحلة فقد كانت محط اهتمام الصحافة العربية وعلى رأسها المصرية؛ حيث لم تتوان الصحافة المصرية باختلاف مشاربها في نقل حيثيات هذا الحدث البارز. وفي ضوء هذا، يتتبع المقال الأصداء التي تركتها هذه الزيارة التاريخية في عديد الجرائد المصرية، ومبينا كيفية تفاعلها معها.

الكلمات المفتاحية: محمد الخامس، المغرب الأقصى، مصر، طنجة، الجامعة العربية.

Abstract :

Due to its great repercussions, the visit of Moroccan King, Mohammed5, to Tangier, and his famous speech on April 10, 1947, represented a critical point in Moroccan peoples struggle for independence. That was because the Kings new orientation for his country was based on establishing closer ties between him and the National Movement for independence, as well as closer ties with the Arab East and the Arab League, for the purpose of linking Morocco to its Arab surroundings, and thus obtaining sympathy and support from the Arab peoples. And because of its importance, the Kings visit attracted much attention of the Arab press, notably the Egyptian one, as the Egyptian press did not hesitate in conveying the merits of the visit as a prominent event. In light of this, this article traces back the echoes that this historical visit left in many Egyptian newspapers and how they interacted with it.

Key words; Mohamed 5, Far East, Egypt, Tangier, Arab league.

مقدمة:

أحدثت زيارة الملك محمد الخامس إلى مدينة طنجة، وإلقاء خطابه الشهير فيها يوم 10 أبريل 1947 نقلة نوعية، في مسار نضال الحركة الوطنية من أجل نيل الاستقلال؛ إذ عدها الكثيرون بداية نهاية الوجود الاستعماري بالمغرب الأقصى، بعدما كرسّت وحدة الصف المغربي في مواجهة الاستعمار الفرنسي الإسباني، هذه الوحدة كانت عنوان خطاب الملك محمد الخامس، الذي شدّد على أهميتها سواء داخلها بين أبناء المغرب الأقصى، أو خارجها عبر توثيق صلوات بلاده التاريخية بمحيطها العربي الإسلامي في مواجهة القوى الاستعمارية ومخططاتها التوسعية الخطيرة في الوطن العربي. وانطلاقاً من الأهمية الكبرى التي تكتسيها هذه الزيارة كما أسلفنا من جهة، وتأكيداً على اضطلاعها بمهامها وواجباتها القومية تجاه الشعب المغربي، كانت هذه الرحلة الملكية مادة دسمة للصحافة العربية، خاصة المصرية للتفاعل معها، محاولة نقل حيثياتها للرأي العام المصري بشرح المغزى منها، وما تركته من تداعيات على الصعيدين الداخلي والخارجي.

وعليه، تهدف هذه الدراسة إلى إبراز الدور المصري، لاسيما الإعلامي-على الأقل شعبياً- في مساندة نضال الشعب المغربي لنيل الاستقلال، خاصة في تلك المرحلة المفصلية، التي بدأت تظهر فيها ملامح مغرب موحد، في مواجهة سلطات الحماية، ومخططاتها الاستعمارية.

و انطلاقاً مما تقدّم، فإن هذا المقال يثير إشكالية الدعم المصري المقدم، لاسيما الإعلامي للمغربيين ضد سلطات الحماية المزدوجة ومدى تأثير ذلك على مسار النضال الوطني المغربي. وبناءً على ذلك، نطرح التساؤلات التالية: ما هو الصدى الذي تركه هذا الحدث الهام في الصحافة العالمية والعربية؟ وكيف ساهمت الصحف المصرية على اختلاف توجهاتها في إبراز أهمية هذه الزيارة، وتداعياتها على النضال الوطني في المغرب الأقصى من جهة؟ ومن جهة أخرى، كيف ساهمت هذه الصحف في رفع التعتيم المفروض على سياسات القمع والقتل التي تمارسها فرنسا في المغرب الأقصى؟ وما هي الانعكاسات التي تركها هذا التعاطي الإيجابي للإعلام المصري مع ما يحدث في المغرب الأقصى على نشاط الحركة الوطنية به؟

1. تاريخية الزيارة:

أدت زيارة الملك محمد الخامس إلى مدينة طنجة شهر أفريل 1947 إلى إحداث طفرة نوعية في نضال الشعب المغربي، نظرا لتاريخية الزيارة من جهة، والتحوّل الكبير في موقف الملك محمد الخامس تجاه الحركة الوطنية المغربية، وهو ما أفصح عنه في خطابه الشهير بالمدينة من ناحية أخرى. وهو الأمر الذي تطرقت إليه جريدة السياسة¹ قبل موعد هذه الزيارة²؛ حيث تحدّثت عن تاريخيتها، وأهميتها في مقالها الصادر يوم 19 مارس 1947 تحت عنوان: "سلطان مراكش يعتزم زيارة طنجة". تصرّف له مغزاه ودلالاته"، وذلك، نقلا عن مراسل سكوتسمان في الرباط، مشيرة إلى أن سلطان مراكش ينوي القيام بزيارة رسمية لمنطقة طنجة الدولية في أوائل شهر أفريل 1947، لافتة إلى أنها أول زيارة تطأ فيها قدم سلطان يتولى الحكم أرض طنجة منذ 70 عاما، ومؤكدة في الوقت نفسه على أهميتها داخليا وخارجيا³.

وفي الشأن ذاته، تحدّثت جريدة المقطم⁴ عن الطابع التاريخي لهذه الزيارة؛ حيث أشارت إلى ذلك قبل موعدها بنحو شهر، عبر مقالا المعنون بـ: "سلطان المغرب يسافر إلى طنجة"، الذي تطرقت فيه إلى إعطاء وزارة الخارجية الفرنسية الضوء الأخضر للملك محمد الخامس للقيام بزيارة طنجة شهر أفريل 1947⁵.

أما الأهرام⁶ فقد واكبت هي الأخرى الحدث⁷، عندما نشرت في هذا الصدد مقالا حمله العدد 22234 بعنوان: "سلطان مراكش يزور طنجة"، تناولت فيه زيارة الملك محمد الخامس إلى مدينة طنجة، وهي أول زيارة -تقول

¹. صدرت عقب إنشاء حزب الأحرار الدستوريين سنة 1922، تولى رئاسة التحرير فيها الدكتور محمد حسين هيكل، كانت تُموّل من طرف شركة تابعة لأقطاب هذا الحزب، اشتهرت السياسة بدفاعها عن الحرية، خاصة وأن محررها كان تلميذ الأستاذ أحمد لطفي السيد، المعروف بدفاعه عن الحريات في مصر، اشترك في تحريرها نخبة من المفكرين أمثال: طه حسين، توفيق دياب، مصطفى عبد الرازق، محمود عزمي، إبراهيم عبد القادر المازني. أنظر: عبد اللطيف، حمزة. بغداد: حافة العربية في مصر (منذ نشأتها إلى منتصف القرن العشرين). بغداد: مطبعة المعارف، 1967، ص 142.

². دأبت السياسة على تغطية نشاطات وتحركات الملك المغربي محمد بن يوسف منذ السنوات الأولى لتوليّه العرش في بلاده، كتنقلها زيارته لباريس، في أعقاب استصدار فرنسا، لظهير 16 ماي 1930، لأكثر تفاصيل عد إلى العدد الذي أصدرته السياسة يوم 17 جوان 1930، ص 07.

³. السياسة. 19 مارس 1947، ص 04.

⁴. أسسها يعقوب صرّوف بمصر سنة 1888، أصبحت تُحسب على القصر بعد الحرب العالمية الثانية؛ حيث كانت تعنى بالقصر أكثر من عنايتها بدار المندوب السامي البريطاني، وبقيت كذلك حتى أصدر إدغار جلال أحد رجال القصر الملكي آنذاك جريدة الزمان سنة 1947. أنظر: عبد اللطيف، حمزة. المرجع السابق، ص 158.

⁵. المقطم. العدد 18025. 12 مارس 1947، ص 01.

⁶. أسسها اللبنانيان سليم وبشارة تقلا سنة 1875، نشأت في البداية أسبوعية بالإسكندرية أين تتواجد الجاليات الأوروبية، ثم انتقلت إلى القاهرة، واستمرت تصدر أسبوعية كذلك، التزمت بداية بعدم الخوض في السياسة تلبية لشروط نظارة الخارجية، إلى غاية نشوب الحرب الروسية التركية، وعقب الصراع بين الخديوي

الجريدة- يقوم بها سلطان مراكش إلى المدينة منذ 1889م، مشيرة إلى الترحيب الكبير الذي لقيه الملك محمد الخامس من سكان المدينة، وتضيف الجريدة بأن السلطان محمد الخامس خطب هناك في قصر المندوب، أمام كبار رجال المنطقة، وممثلي الأحزاب السياسية، أين أكد في خطابه الشهير على مبدأ الاستقلال الذي لا بد للشعب المغربي -حسبه- أن يلتفت حول الحركة الوطنية والملك لتحقيق هذا الهدف⁸.

ونظرا لأهمية هذه الزيارة، وبالنظر إلى تاريخيتها -كما أسلفنا-، أوفدت جريدة المصري⁹ الأستاذ إبراهيم موسى لتغطية هذه الزيارة، أين استقبله الملك بجفاوة كبيرة¹⁰، وسط مظاهرات حاشدة، تنادي بالاستقلال، وداعية إلى تعزيز الوحدة بين الملك والحركة الوطنية المغربية، لتحقيق حلم الاستقلال، ومن بين الشعارات التي حملوها، والتهنئات التي ردّدها -حسب مراسل المصري-، "استقلال، استقلال، استقلال"، "شعب واحد، ملك واحد"، و-حسب إبراهيم موسى- دائما أنه لأول مرة في تاريخ المغرب الحديث، ألقى الملك المغربي بنفسه خطبة صلاة الجمعة، بدلا من إمام جامع طنجة، مثنيا فيها على جامعة الدول العربية، وأهدافها وأعمالها¹¹.

2. خطاب محمد الخامس في طنجة: علامة فارقة في مسار نضال الشعب المغربي:

شكّلت زيارة الملك محمد الخامس إلى طنجة وخطابه فيها محطة فارقة في تاريخ الحركة الوطنية المغربية، لما تركته من أثر بالغ في كفاح الشعب المغربي، بل وزاد خطاب الملك هذا من هيبة الوطنيين في المغرب، كما عبّرت عن ذلك جريدة

توفيق وفرنسا، اصطفت الجريدة إلى جانب الفرنسيين، وهو ما كلفها الغلق من طرف الحكومة المصرية، لتعود إلى الصدور مجددا بوساطة من القنصلية الفرنسية. للمزيد، راجع: عبد اللطيف، حمزة. المرجع السابق، ص 67-69.

⁷. وفي الحقيقة، فإن الأهرام هي الأخرى درجت على تغطية نشاطات الملك المغربي محمد الخامس منذ السنوات الأولى لحكمه؛ إذ تناولت جل الزيارات التي قادته إلى مختلف المناطق؛ إذ حظيت زيارة السلطان المغربي الشاب محمد الخامس إلى باريس بتغطية الأهرام؛ حيث كانت من بين الصحف العربية القليلة التي واكبت هذه الزيارة، وفي هذا الصدد، نشرت مقالا في عددها الصادر يوم 28 جوان 1930، استبق فيه مراسلها في باريس وصول الملك محمد الخامس إلى هناك؛ حيث حدّد الموعد المنتظر لوصوله العاصمة الفرنسية باريس، يوم 02 جويلية 1930 قبل أن يعود يوم 09 جويلية. وعقب وصول الملك المغربي لباريس، كتبت الأهرام مقالا آخر في عددها ليوم 05 جويلية 1930، تحت عنوان: "سلطان المغرب الأقصى في باريس" تطرقت فيه إلى النشاطات التي توقف عندها هناك؛ إذ استهل جولته بزيارة جامع باريس مصحوبا بالسيد المقرئ كبير وزرائه، ثم لقائه السيد أبا السلام بك يوسف السكرتير العام لجمعية الأماكن الإسلامية المقدسة، أين أدى الصلاة به، ليزور بعدها قاعة المحاضرات والمعهد الإسلامي، أما السيد قدور بن غبريط الموكل باستقبال السلطان، فقد استدعي للجزائر لحضور مؤتمر شمال إفريقيا، الذي سيبعث في تنظيم شؤون الحج في المغرب الأقصى، والجزائر، وتونس، وسيعود إلى باريس الأسبوع اللاحق تؤكد الجريدة.

⁸. الأهرام. العدد 22234 ليوم 11 أفريل 1947، ص 01.

⁹. صحيفة يومية صدرت سنة 1936، اشترك في إصدارها محمود أبو الفتوح، ومحمد العتايي، كرم ثابت، اعتمد عليها الوفد كثيرا إضافة إلى صحيفة الوفد المصري، التي كانت أكثر تعصبا لحزب الوفد. للمزيد، أنظر: عبد اللطيف، حمزة. المرجع السابق، ص 151.

¹⁰. المصري. العدد 3502. 10 أفريل 1947، ص 01.

¹¹. المصري. العدد 3504. 12 أفريل 1947، ص 01.

المصري، في مقال لها تحت عنوان: "صدى خطاب ملك مراكش في فرنسا وبريطانيا"¹². وهو ما جاء على لسان الزعيم المغربي عبد الخالق الطريس في الحوار الذي أجرته معه المقطم، ونشرته في مقال لها عنونته بـ: "الحالة في بلاد المغرب، رفض التعاون مع فرنسا وإسبانيا"، غداة وصوله إلى القاهرة شهر ماي 1947، من أجل التعريف بقضية بلاده على حدّ تعبير الجريدة¹³.

وقد أكّد الطريس في حديثه هذا على وحدة الصف المغربي بعدما أصبحت الحركة الوطنية عامة تشمل مختلف طبقات الأمة على حد تعبيره، أما عن الاستعمار في بلاده فلم يلاحظ فرقا بين المستعمر الفرنسي والإسباني، فكلاهما في مستوى واحد، وفي معرض إجابته عن سؤال للمقطم حول نيّة الحكومتين الفرنسية والإسبانية في التفاهم مع رجال الحركة الوطنية المغربية، ردّ الطريس أن الفرنسيين كانوا يريدون ذلك في شكل اتحاد فرنسي، غير أنّ الشعب المغربي قابل ذلك بالرفض المطلق، وختم المناضل المغربي حديثه للجريدة بالتأكيد على اصطفاغ المغرب الأقصى إلى جانب مصر، ودعمه لها في جهادها حتى تحقيق تطلعات الشعب المصري¹⁴.

هذا التطور اللافت أعاد التأكيد عليه المناضل عبد الخالق الطريس في حوارهِ الجديد مع جريدة الإخوان المسلمين¹⁵، التي لم تفوّت فرصة قدومه إلى مصر من جديد لاستفساره عن الوضع ببلاده، وحديد الحركة الوطنية المغربية النضالي؛ حيث جمعها به حديث صرّح فيه الطريس لمندوب الجريدة بالآثار الإيجابية التي تركتها زيارة الملك محمد بن يوسف إلى طنجة على الشعب المغربي، كما أعاد التأكيد على أن سياسة فرنسا لم ولن تتغير في بلاده رغم تغير المسؤولين، مشيرا أيضا إلى الشعور الأخوي الذي يُكنّه الشعب المغربي لمصر وشعبها، مؤكّدا أن مصر دائما تبقى قدوة للشعب المغربي، ومنوّها في الوقت ذاته بالجهود التي تبذلها جماعة الإخوان المسلمين، وعلى رأسها المرشد العام حسن البنا في سبيل قضية بلاده¹⁶.

¹². المصري. العدد 3504. 13 أبريل 1947، ص 01.

¹³. المقطم. العدد 18085. 22 ماي 1947، ص 03.

¹⁴. المقطم. العدد 18085. 22 ماي 1947، ص 03.

¹⁵. أسبوعية تأسست في سنة 1933، أصدرها الشيخ طنطاوي جوهرى، ثم انتقل امتيازها إلى الشيخ حسن البنا، تحولت بعد ذلك إلى صحيفة يومية تهم بالشؤون الدينية، وقد كان لها كبير الأثر في الشباب المصري، لتعود الجريدة مرة أخرى إلى الصدور كإخبارية سنة 1946، وظلت تنادي بقيام حكومة إسلامية تحارب الاحتلال والفساد، ليتم تعطيلها سنة 1948، على خلفية اغتيال محمود فهمي النقراشي، واتهام جماعة الإخوان المسلمين بالضلوع في العملية. أنظر: عبد اللطيف، حمزة. المرجع السابق، ص 147.

¹⁶. الإخوان المسلمون. 24 ماي 1947، ص 20.

وعادت الإخوان المسلمون للحديث عن علال الفاسي في مقال تحت عنوان: "خطورة الحالة في المغرب" تحدّث فيه المناضل المغربي عن حقيقة الإصلاحات الفرنسية في المغرب، فضلا عن الحالة في المنطقة الخليفية، والدولية بطنجة؛ إذ لخص واقع الحال هناك بالقول: "ليست حالة المنطقة الخليفية بأقل من حالة مراكش فالاستعمار واحد وإن اختلفت الأسماء"، مشيرا أيضا إلى سياسة الاعتقالات التي تمارسها السلطات الفرنسية في طنجة رغم طابعها الدولي حسب، معطيا مثلا عن ذلك بإقدام الفرنسيين على اعتقال الأستاذ محمد العربي الزكاري والحكم عليه بالسجن ثلاثة أشهر¹⁷.

3. موقف سلطات الحماية من زيارة الملك إلى طنجة وخطابه الشهير بها:

أثارت الزيارة التي قادت السلطان محمد الخامس إلى طنجة والخطاب الشهير الذي ألقاه هناك حفيظة وقلق السلطات الفرنسية، مثلما أشارت إلى ذلك جريدة المصري في مقال لها تحت عنوان: "فرنسا مستاءة لتقرب مراكش من الجامعة العربية"؛ حيث أشارت فيه إلى القلق الذي تمكّن السلطات الفرنسية، ومختلف الدوائر السياسية الفرنسية بسبب تصريحات الملك عقب مغادرته طنجة¹⁸. وهو ما تناولته أيضا جريدة الإخوان المسلمين؛ حين نشرت في ذلك مقالا تحت عنوان: "المغرب العربي تحت فوهة بركان" استعرضت فيه سياسة فرنسا التعسفية بحق الشعب المغربي، كما توقّفت عند خطاب الملك محمد الخامس في طنجة، والذي بقدر ما أثلج صدور الشعب المغربي، أثار حفيظة السلطات الاستعمارية الفرنسية -حسب الجريدة-، بعدما أفصح فيه عن التوجّه الجديد له، الذي يتمحور حول نيل الاستقلال، وإلغاء معاهدة الحماية، فضلا عن السعي إلى توثيق الصلات بالمشرق العربي¹⁹. هذا الخطاب الذي ألقاه السلطان هناك، وصفته جريدة السياسة بالتاريخي، بما أن هذه المرة الأولى كما تقول التي رأينا فيها منذ عام 1911م، يتحدّث ملك مغربي هذا الحديث عن الاستقلال، منبّهة إلى اعتبار جل المعلقين على إشارة السلطان إلى وحدة الإسلام، بأنّها تحية موجهة إلى الجامعة العربية وزعمائها²⁰، واصفة إياها في الختام بالناجحة رغم خُطط السلطات الفرنسية لإفشالها²¹.

هذا التوجّس الفرنسي من خطوة الملك الجديدة، لمستته أيضا الأهرام في عددها رقم 22237 عندما نشرت مقالا عنونته بـ: "مراكش والجامعة العربية. اتجاه المغرب إلى الشرق العربي"، بعث به مراسلها في لندن، تحدّث فيه عن القلق الفرنسي الكبير بعد خطاب ملك مراكش في طنجة، حسب ما استقاه من الدوائر السياسية، ومراسل صحف لندن

¹⁷. الإخوان المسلمون. 16 أوت 1947، ص 06.

¹⁸. المصري. العدد 3506. 15 أبريل 1947، ص 01.

¹⁹. الإخوان المسلمون. 26 أبريل 1947، ص 03.

²⁰. السياسة. 13 أبريل 1947، ص 01.

بباريس، مضيفاً أن القلق هذا، يبدو واضحاً عند إشارة الملك إلى إعادة النظر في وضعية طنجة، والخوف من التدخل الروسي هناك، فضلاً عما تطرق إليه الملك، حول الجامعة العربية، ودورها في تدعيم حركات التحرر في شمال إفريقيا عامة، و-حسب المراسل- دائماً فإنّ ما ورد في خطبة السلطان في طنجة، لم يُدهش الدوائر البريطانية المطلّعة، التي ترى أنّ كلمة الوطنية تزداد اتّساعاً في إفريقيا الشمالية الفرنسية²².

هذا التوجّه الجديد للسلطان المغربي لم تهممه السلطات الفرنسية، التي صبّت جام غضبها على الشعب المغربي الأعزل، المؤيّد لسياسة ملكه الجديدة، وقد تجلّى حقدها الدفين هذا في المجزرة التي ارتكبتها في مدينة الدار البيضاء، وهو ما تناقلته مختلف الجرائد المصرية، فتحت عنوان: "مراكش في حلبة الجهاد"، سلّطت الإخوان المسلمون الضوء على تداعيات زيارة الملك محمد الخامس إلى طنجة، لاسيما المذابح التي اقترفتها القوات الفرنسية في مدينة الدار البيضاء؛ حيث شرح محمد بن عبود مندوب مراكش الثقافي في جامعة الدول العربية الخطوة المأساوية، التي أقدمت عليها السلطات الفرنسية بحق سكان المدينة المغربية العزّل، وهي الخطوة التي زادت من عزيمته الشعب المغربي لتحقيق مطالبه، عبر تكتيف العمل الوطني في الداخل والخارج حسب ما أكدته الجريدة نقلاً عن الزعيم المغربي علال الفاسي²³.

وعن القلق الفرنسي دائماً مما خلّفته زيارة محمد الخامس إلى طنجة، نشرت الأهرام مقالا تحت عنوان: "سياسة سلطان مراكش الجديدة"، وهو مراسلة بعث بها مندوبها بباريس، تناول قلق السلطات الفرنسية الكبير من خطاب الملك بطنجة، لاسيما اعتباره للمدينة عاصمة المغرب الدبلوماسية، فضلاً عن تأكيده التعاون بين مراكش والجامعة العربية، ويضيف المراسل أنّ الفرنسيين لاحظوا تغيّر خطاب الملك، بالموازاة مع نشاط الوطنيين الحثيث في حزب الاستقلال، وازدياد الميل نحو الجامعة العربية، وهو ما سيزيد من متاعب فرنسا، مع ما تعانيه في مدغشقر والهند الصينية، رغم ما تناقلته بعض الدوائر الفرنسية حول حديث سرّي دار بين السلطات الفرنسية، وملك مراكش بخصوص دخول الأخيرة ضمن الاتحاد الفرنسي²⁴.

كما استعرضت المقطم أيضاً التداعيات المترتبة عن زيارة الملك محمد الخامس إلى طنجة، لاسيما المظاهرات التي عمّت بعض المدن المغربية، مثل مدينة الدار البيضاء، التي خرجت بها حشود من الجماهير المغربية منددة بعمليات القتل

²¹. السياسة. 17 أبريل 1947، ص 04.

²². الأهرام. العدد 22237 ليوم 16 أبريل 1947، ص 01.

²³. الإخوان المسلمون. 11 ماي 1947، ص 15.

²⁴. الأهرام. العدد 22238. ليوم 17 أبريل 1947، ص 01.

التي استهدفت عددا من الشُّبان المغريين، و-حسب الجريدة-، فإن المتظاهرين هتفوا مطالبين باستقلال المغرب وجلاء المحتل الأوربي، علاوة على القصاص من قتلة إخوانهم²⁵.

ورغم مرور سنوات عديدة على الزيارة التاريخية للملك محمد الخامس إلى طنجة، والاستقبال الحاشد الذي لقيه هناك، إلا أنّ سلطات الحماية الفرنسية بقيت حاقدة على المدينة وسكانها رغم طابعها الدولي - كما اتفق عليه سلفا-؛ إذ لم يسلم سكان مدينة طنجة من بطش المستعمر؛ حيث أوردت لنا البلاغ²⁶ في مقال لها تحت عنوان: "بوليس طنجة يفرّق مظاهرة مراكشية أمام محكمتها"، أنّ أعدادا كبيرة من المتظاهرين المغريين كانت مرابطة أمام محكمة طنجة تم تفريقها بالقوة، على خلفية احتجاجهم، ورفضهم لمثول الزعيم المغري المناضل علال الفاسي أمام قاضي محكمة المدينة. وفي خطوة تصعيدية، ردّا واحتجاجا على خطوة شرطة المدينة، باعتقال الزعماء المغريين، أقدم التجار على غلق متاجرهم؛ حيث عمّ الإضراب مناطق عديدة، ما ولّد ارتباكا كبيرا لدى السلطات الاستعمارية²⁷.

ورغم قساوة السياسة الفرنسية هذه، إلا أن ذلك لم يزد المغريين إلا إصرارا وصبرا، وإيمانا بعدالة قضيتهم، وتمسكهم بوطنهم، وبضرورة تحقيق الاستقلال التام، وفي هذا الإطار، استعرضت البلاغ مقالا تحت عنوان: "مراكشيون يحكم عليهم بالإعدام فينشدون الأناشيد الوطنية" حيث نقلت الجريدة عن مصادرها الخاصة، إقدام هؤلاء المعتقلين المغريين على ترديد الأناشيد الوطنية على مسامع القضاة الفرنسيين، وذلك، تأكيدا على افتخارهم بوطنهم وتعلقهم به، وإيمانهم الكبير بعدالة قضيتهم، فتخويفهم وسجنهم لم يزدهم إلا عزيمة وثباتا، لمواصلة مسيرة الكفاح، والنضال حتى تحقيق الاستقلال²⁸.

²⁵. المقطم. العدد 18054. 16 أبريل 1947، ص 01.

²⁶. أسسها الأستاذ عبد القادر حمزة في 16 ديسمبر 1922، وهي صحيفة مسائية، صدر العدد الأول منها في 28 جانفي 1923، عُرف صاحبها عبد القادر حمزة بأسلوبه الهادئ العميق، وعرفت مقالاته باسم "العصا"، لأنها غالبا تملأ عمودا وربعا على شكل عصا، وقيل إنها سميت كذلك، لأنها كانت تؤدب، وتلدغ كالعصا، اتخذت الجريدة شعارا استلهمته من كلمات سعد زغلول وهي: "يعجبني الصدق في القول، والإخلاص في العمل، وأن تقوم المحبة بين الناس مقام القانون"، وهو ما نال رضا سعد الذي كان وقتذاك في المنفى في 28 جانفي 1923، وبقيت البلاغ تساند سعدا حتى انتقل إلى جوار ربه في أوت 1927، ومضت البلاغ تؤيد حزب الوفد حتى سنة 1932، ليصدر بعدها عبد القادر حمزة البلاغ الجديد بعد عام واحد، في عهد صدقي باشا، اشترك في تحريرها زكي مبارك، سلامة موسى، عبد القادر المازني، وبعد العدد 14، عادت الصحيفة إلى اسمها القديم البلاغ فقط، عارضت الجريدة معاهدة 1936، وانبرت لمحاربة فساد الحكم، والحياة السياسية عموما، كما حاربت التملق السياسي، الذي حلّ محل النقد السياسي. للمزيد، عد إلى: عبد اللطيف، حمزة. المرجع السابق، ص 150. عبد الله، عزباوي. الحركة السياسية المصرية-الأحزاب السياسية-النشوء والتطور. الإمارات العربية المتحدة: مركز زايد للتنسيق والمتابعة، 2002، ص 53.

²⁷. البلاغ. 24 أبريل 1951، ص 03.

²⁸. البلاغ. 17 أبريل 1951، ص 03.

وحسب البلاغ دائما، فإنّ أيادي الجبروت الفرنسي امتدت لتطال سكرتير المؤتمر الإسلامي، الذي كان يخطب بالناس يوم الجمعة بمساجد مدينة تطوان؛ إذ أصدر المقيم العام الفرنسي في المغرب الأقصى، الجنرال ألفونسو جوان أمرا بمنع دخوله إلى مناطق الحماية الفرنسية، وفق ما أورده صحفيي الجريدة؛ حيث اعتبر جوان أنّ سعيد رمضان هذا يحرّض على العنف ضد فرنسا، وبالتالي دخوله يسبّب خطرا على أمن فرنسا والمغرب سويا على حد زعمه²⁹.

وأكملت الجريدة مسيرتها لما تتعرض له مدينة طنجة من قمع وتخويف ممنهجين بمقال حمله العدد نفسه، تطرقت فيه إلى مواصلة سلطات الاحتلال الفرنسي التحقيق مع الزعماء المغريين في مدينة طنجة، وذلك بتوجيه تهمة الإخلال بالأمن العام، وتهديد المصالح الفرنسية في المغرب الأقصى، وحسب البلاغ دائما فإن هاته السياسة، لم تسلم منها حتى النسوة المغرييات، اللاتي اتّهمن بدعم المناضلين والوطنيين المغريين، والتستّر على أعمالهم المضرة بمصالح فرنسا على حد زعم الأخيرة³⁰.

وفي مقال مؤثّر، نشرته جريدة المصري في عددها رقم 4872، ليوم 20 جوان 1951 تحت عنوان: "درس جديد يلقى الاستعمار الفرنسي على المغريين الأحرار" في الصفحة الرئيسية للجريدة، نقلت لنا فيه خبر اعتقال وسجن أكثر من 400 شخص، وتشريد قبائل برمتها، فضلا عن نهب وحرق وهتك للأعراض، وعمليات صلب على جذوع الأشجار، كما أوردت أيضا، قيام الجنرال بوايه دولا تور، أحد معاوين المقيم العام الفرنسي جوان بإجراء تحقيق مع السيد عمر بن عبد الجليل، أمين صندوق حزب الاستقلال بالرباط، قبل أن يأمر باعتقاله، أين تمّ نقله إلى السّجن بالرباط، وذنبه -حسب الجريدة دائما-، أنه أرسل برقية إلى السكرتير العام لهيئة الأمم المتحدة، وإلى لجنة حقوق الإنسان يستنجد بهما ضدّ الاعتداءات المتكررة، التي تطال أهالي مراكش من طرف الجيش الفرنسي؛ حيث وصلت نسخة من البرقية إلى صحيفة المصري حول تلك الحوادث، ومنعت السلطات الصحف من إيراد هذه الأخبار، باستثناء جريدة منبر الشعب باعتبارها تصدر بعيدا عن السلطات الفرنسية بمدينة طنجة³¹، وهو ما تسبّب في موجة غضب عارمة بالبلاد تضيف الجريدة³².

²⁹. البلاغ. 05 ماي 1951، ص 03.

³⁰. البلاغ. 05 ماي 1951، ص 03.

³¹. المصري. العدد 4872 ليوم 20 جوان 1951، ص 01.

³². البلاغ. 20 ماي 1951، ص 03.

ولم يسلم من بطش البوليس الفرنسي حتى مراسل البلاغ في مدينة طنجة المغربية؛ حيث نشرت الجريدة خبر تعرّض مراسلها للاعتداء من طرف البوليس الفرنسي، وهو يؤدّي مهامه، الأمر الذي اعتبرته الجريدة اعتداء صارخا على الصحافة، وحرية التعبير، ما يثبت -حسبها- تجرّد السلطات الفرنسية من أدنى صفات العدالة، والحرية، والمساواة التي تدّعيها.³³

وكانت الصحيفة الوفدية الأخرى المصري، قد نقلت مآسي الشعب المغربي، ومعاناته جراء السياسة الفرنسية هذه، ومن ذلك ما أوردته في عددها رقم 4387، عن احتجاج الوطنيين المغربيين على منع اجتماع سياسي لهم، رغم الإجراءات القانونية التي سلكها هؤلاء، ممّا يوحي -حسبها- بعدم صدق التّوايا الفرنسية تجاه الشعب المغربي، خاصة بعد التلميحات التي كانت تشير إليها بين الفينة والأخرى، بخصوص حرية التعبير في المغرب الأقصى.³⁴

4. ردود الفعل العربية على زيارة محمد الخامس إلى طنجة:

لقيت خطوة السلطان محمد الخامس الأخيرة بزيارته إلى طنجة، وخطابه التاريخي بها تأييدا عربيا واسعا، فهذا محمد المنصف باي ملك تونس، يبرق إلى مكتب المغرب العربي بالقاهرة³⁵ مهنّئا محمد الخامس بعد زيارته هذه إلى طنجة، و- حسب الأهرام- فإن المنصف باي عبّر كذلك عن بالغ أسفه وتعاطفه مع محمد الخامس والشعب المغربي، بعد المجازر الدموية التي ارتكبتها المستعمر الفرنسي بمدينة الدار البيضاء، مؤكدا في الوقت نفسه على ضرورة توثيق اللحمة بين أقطار المغرب العربي.³⁶

وفي سياق ذي صلة، وكما عهدنا الأهرام ومواكبتها كل ما يتعلّق بالملك محمد الخامس، احتفت الجريدة بالذكرى 14 لعيد العرش؛ حيث خصّصت المناسبة بمقال حمله العدد رقم 22421، تحت عنوان: "عيد ملك مراكش" أثنت فيه على الجهود الجبّارة التي بذلها، وبذلها محمد الخامس في سبيل نهضة بلاده الاجتماعية والثقافية والاقتصادية، لما قام به من مشاريع هامة حسبها كإنشاء المدارس، ومحاربة النفوذ الأجنبي، والاستعمار الاقتصادي، مُدكّرة بإنجازاته السياسية التي

³³. البلاغ، 03 ماي 1951، ص 01.

³⁴. المصري، العدد 4387 ليوم 30 جانفي 1950، ص 8.

³⁵. انبثق عن المؤتمر الجامع الذي ضمّ مختلف الأحزاب الوطنية المغاربية المتواجدة بالقاهرة ما بين 15 و 22 فيفري 1947، والذي شهد مشاركة العديد من الشخصيات المصرية والعربية في حفل الافتتاح، ومكتب المغرب العربي كهيكل مغاربي موحد، كان قد تأسس بداية بالعاصمة السورية دمشق سنة 1946، على يد المناضل التونسي يوسف الرويسي، أين تمكّن من تفعيل نشاطه الدبلوماسي هناك، لصالح قضايا المغرب العربي؛ حيث وجد الفضاء الخصب لذلك. في: يوسف، الرويسي. "قضية المغرب العربي". في: المجلة التاريخية المغربية. ديسمبر 1984، السنة 11، العدد 36/35، ص. 190.

³⁶. الأهرام. العدد 22455. 28 ديسمبر 1947، ص 01.

حسبها لخصها خطابه الشهير بمدينة طنجة، مُتَمِّلة في إعلانه عن رغبة بلاده في الاستقلال، والانضمام إلى جامعة الدول العربية³⁷.

وخصّصت الأهرام لنفس المناسبة في عددها ليوم 19 نوفمبر 1947 مقالا تحت عنوان: "عيد جلوس ملك مراكش" غطّت فيه الاحتفالات التي أقامها مكتب المغرب العربي بالقاهرة، بمناسبة عيد العرش المغربي، هذا الحفل حضرته أعداد كبيرة من الشخصيات المصرية، والعربية، منها كامل عبد الرحيم بك باشا، ممثلا لرئيس الحكومة محمود فهمي النقراشي، وإبراهيم عبد الهادي باشا رئيس الديوان الملكي، فضلا عن عدد من الوزراء، ورجال السلك الدبلوماسي في الدول العربية، وممثلي مختلف الهيئات والجماعات، ورَكَزَت الأهرام في مقالها هذا على الحُطْب التي تداولت على إلقائها العديد من الشخصيات المغاربية، والعربية في مقدمتها محمد بن عبد الكريم الخطابي، وعلال الفاسي، والحبيب بورقيبة، وعلي علوية باشا، وفؤاد صرّوف، وغيرها من الشخصيات الأخرى التي أشادت بمناقب وإنجازات محمد الخامس، ونضاله من أجل استقلال بلده³⁸.

خاتمة:

في نهاية هذا المقال خلصنا إلى أن رحلة الملك محمد الخامس إلى مدينة طنجة شهر أبريل 1947 تاريخية بامتياز، لكونها الأولى من نوعها لملك مغربي منذ عشرات السنين، وهو الأمر الذي وقفت عنده جل وسائل الإعلام العالمية، وفي مقدمتها الصّحف المصرية. ولقد أحدث خطاب الملك محمد الخامس في طنجة دفعة معنوية كبيرة للحركة الوطنية المغربية، والشعب المغربي عموما، بعد أن أفصح عن دعمه وتبنيّه الكامل لمطالب الشعب المغربي بالحصول على الاستقلال، فضلا عن دعوته إلى التنسيق الفعلي مع الحركة الوطنية المغربية لتحقيق هذا الهدف المنشود، كما شكّلت دعوة الملك المغربي إلى ضرورة التوجّه شرقا، وزيادة توثيق صلات بلاده بالمشرق العربي عموما، وجامعة الدول العربية تحديدا منعرجا حاسما في مسار نضال الشعب المغربي لنيل الاستقلال، لما كان لها من صدى إيجابي لدى حكومات وشعوب دول المشرق العربي، التي زادت من وتيرة دعمها للشعب المغربي، وفي مقدمتها مصر. ومن جهة أخرى مثّل التوجه الجديد للملك محمد الخامس الذي أفصح عنه في خطابه الشهير بمدينة طنجة، والقاضي بضرورة التنسيق بينه وبين الحركة الوطنية لتحقيق الاستقلال، علاوة عن أن التوجّه شرقا كان صدمة لسلطات الحماية الفرنسية، التي ردّت عليه بحملة واسعة من القتل

³⁷الأهرام. العدد 22421. 18 نوفمبر 1947، ص 01.

³⁸الأهرام. العدد 22422. 19 نوفمبر 1947، ص 01.

والقمع شملت مختلف المناطق، هذا إضافة إلى الاعتقالات الواسعة، التي باشرتها سلطات الحماية في مدينة طنجة رغم طابعها الدولي.

إن أهمية رحلة الملك محمد الخامس إلى طنجة جعلتها محط اهتمام الصحافة العالمية، وفي مقدمتها المصرية، التي واكبت الحدث، بتخصيص حيز معتبر من صفحاتها لتغطيتها؛ حيث توقفت عند ظروفها، حيثياتها، تداعياتها وإفرازاتها، فضلا عن ردود الفعل التي تركتها، سواء المغربية، الفرنسية، والعربية. وفي الأخير يمكن القول إن الصحف المصرية رغم انشغالها الكبير بتناول المسألة الوطنية المصرية بُغية استكمال إجلاء ما تبقى من الوجود البريطاني في بلدها، إلا أنها لم تكن بمعزل عما كان يحدث بالمغرب الأقصى، بتتبعها لكل الأحداث به، ونقلها إلى الرأي العام المصري والعربي، وهو ما كان له أثر بالغ الإيجابية على مسار العمل الوطني المغربي.

مصادر ومراجع المقال:

الجرائد:

1. الأهرام.
2. الإخوان المسلمون.
3. البلاغ.
4. المصري.
5. المقطم.
6. السياسة.

الدراسات:

1. حمزة عبد اللطيف، قصة الصحافة العربية في مصر (منذ نشأتها إلى منتصف القرن العشرين). بغداد: مطبعة المعارف، 1967.
2. عزباوي عبد الله، الحركة السياسية المصرية - الأحزاب السياسية - النشوء والتطور، الإمارات العربية المتحدة: مركز زايد للتنسيق والمتابعة، 2002.
3. الرويسي يوسف، "قضية المغرب العربي". في: المجلة التاريخية المغربية. 1984، السنة 11، العدد 36/35.